

Pierre Klein

Perspectives pour le bilinguisme en Alsace

De la confrontation à la coexistence des langues

Cet ouvrage est une suite à l'Histoire linguistique de l'Alsace-*Sprachgeschichte des Elsass* publiée chez le même éditeur. Il traite de la question contemporaine du bilinguisme.

I.D. l'Édition
Images & Découvertes

SOMMAIRE / INHALTSVERZEICHNIS

Perspectives pour le bilinguisme en Alsace

De la confrontation à la coexistence des langues

LA CONFRONTATION LINGUISTIQUE	4
Première période (1648-1870)	4
Deuxième période (1870-1918)	8
Troisième période (1918-1940)	9
Quatrième période (1940-1944/45)	10
Cinquième période (depuis 1945)	10
RENDRE LA COEXISTENCE POSSIBLE : ARGUMENTATIONS PORTÉES AU DÉBAT	12
Argumentaires	12
Aux origines du monolinguisme français	14
Pratique des langues en Alsace depuis 1918	16
Charte européenne des langues régionales et minoritaires	19
Ecrire en dialecte, oui évidemment, mais... ..	21
Avantages du bilinguisme	21
Langue allemande : quelques initiatives, quelques continuités, quelques reliques	31
Fin de cycle pour l'allemand standard en Alsace ? Entre renoncement et alignement	35
AIDE-TOI ET LE CIEL T'AIDERA	38
MAIS QUELLE EST DONC LA LANGUE RÉGIONALE D'ALSACE ?	39
Définition de la langue régionale d'Alsace : extraits de textes officiels	39
Argumentaires	39
EN GUISE DE CONCLUSION	50
Demain ?	50
Les combats perdus sont ceux que l'on n'a pas menés	50
COMPLÉMENT : LANGUES D'ALSACE : LE FRANÇAIS. BRÈVE HISTOIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE ET BRÈVE HISTOIRE LINGUISTIQUE FRANÇAISE	52
Une riche diversité linguistique	53
Une lente standardisation du français	55

Perspektiven für die Zweisprachigkeit im Elsass

Von der Konfrontation zur Koexistenz der Sprachen

DER SPRACHENSTREIT	58
Erste Periode (1648-1870)	58
Zweite Periode (1870-1918)	63
Dritte Periode (1918-1940)	64
Vierte Periode (1940-1944/45)	66
Fünfte Periode (ab 1945)	66
DIE CO-EXISTENZ ERMÖGLICHEN, EINE INDIVIDUELLE PFLICHT, EINE KOLLEKTIVE VERANTWORTUNG, EIN HOHES GUT: IN DIE DEBATTE EINGEBRACHTE BEGRÜNDUNGEN	68
Begründungen	68
Die Ursprünge der französischen Einsprachigkeit	71
Sprachpraxis im Elsass seit 1918	73
Europäische Chartas für Regional- oder Minderheitensprachen	75
Im Dialekt schreiben, ja, natürlich, aber... ..	77
Vorteile der Zweisprachigkeit	81
Deutsche Sprache: ein paar Initiativen, einige Kontinuitäten, paar Relikte	86
Ende des Zyklus für die deutsche Standardsprache im Elsass? Zwischen Verzicht und Anpassung	90
HILF DIR SELBST, DANN HILFT DIE GOTT!	93
WELCHE IST NUN DIE REGIONALE SPRACHE DES ELSASS	94
Definition der Regionalsprache des Elsass: Auszüge aus offiziellen Texten	94
Begründungen	94
ZUM ABSCHLUSS	105
Und morgen?	105
Die verlorenen Kämpfe sind die, die nicht geliefert wurden	105
ERGÄNZUNG: EIN KURZER ÜBERBLICK ÜBER DIE FRANZÖSISCHE SPRACHE UND DIE SPRACHLICHE VIELFALT FRANKREICHS	107
Eine reiche sprachliche Vielfalt	108
Eine langsame Standardisierung des Französischen ..	111

Remerciements

L'auteur tient à remercier M. Roland Peuckert pour l'avoir autorisé à publier ses dessins et caricatures et Mrs. François Ott et Jean-Marie Schaeffer pour les conseils qu'ils lui ont donnés.

Danksagung

Der Autor dankt Frau Annette Klein, Frau Marie Zeter und Herrn Jean-Daniel Zeter für ihre Hinweise und die Korrekturen bestimmter Texte.

I.D. l'Édition

9, rue des Artisans - 67210 Bernardswiller - Tél : 03 88 34 22 00
info@id-edition.com - www.id-edition.com

ISBN : 978-2-36701-230-8

Imprimé en Union européenne - 2021

LA CONFRONTATION LINGUISTIQUE

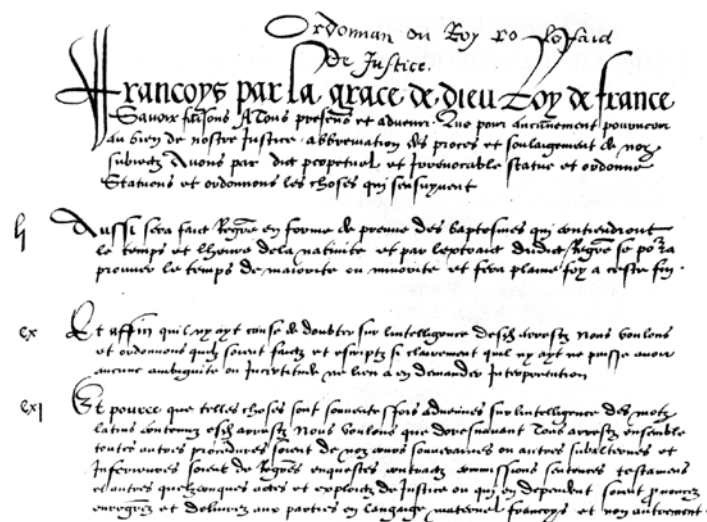
À partir du moment où l'Alsace, région de langue allemande est intégrée à un pays de langue différente, la France, l'affrontement linguistique devient inévitable. Il a pris d'autant plus d'ampleur que ce pays se caractérise par une tradition d'intolérance à l'égard de ses langues régionales, intolérance qui sera renforcée par les régimes successifs.

Première période (1648 - 1870)

En 1648, lorsque l'Alsace commence à être intégrée au royaume de France, celui-ci avait déjà mis en place une politique linguistique au profit de la langue française, langue officielle depuis 1539. Certes, la célèbre ordonnance de Villers-Cotterêts, par laquelle le roi ordonne que « *Nous voulons dorénavant que tous arrests ensemble toutes aultres procédures, soit des cours souveraines ou aultres subalternes et inférieures, soit de registres, enquestes, contrats, commissions, sentence, testaments ou aultres quelconques actes ou exploits de justice ou qui en dépendent... soient prononcés enregistrés et délivrés aux parties en langage maternel françois et non autrement.* », est avant tout dirigée contre le latin, mais parce qu'elle annule aussi une ordonnance de 1510 confirmée en 1531, qui demandait d'utiliser la langue « *vulgaire et langage du pais.* », elle est aussi dirigée contre les expressions écrites régionales.

Le pouvoir royal français s'établit en Alsace à partir de 1648. Il n'est donc pas surprenant d'y trouver dès le XVII^e siècle les premières tentatives d'imposer la langue du roi. Ainsi, un arrêt du 30 janvier 1685 ordonne l'usage de la langue française dans les « *Actes, contrats et autres expéditions... à peine de nullité et de 500 livres d'amende.* » Mais, même si l'intendant d'Angervilliers note dans son Mémoire sur l'Alsace que « *La langue allemande est ce qu'il y a de plus essentiel à détruire. C'est par là qu'il faut commencer.* », l'Ancien Régime consentira, le poids des réalités et la force des choses faisant leur œuvre, une quasi co-officialité à la langue allemande, langue en usage dans une région hautement civilisée. L'Alsace, « *province à l'instar de l'étranger effectif* » et sa population allemande sont peu à peu intégrées au royaume de France, « *tout en laissant l'illusion à la masse que rien ou presque rien n'avait changé* » selon la formule de l'historien Rodolphe Reuss. Donner du temps au temps (déjà !).

C'est de la Révolution que date véritablement le début du conflit de langues en Alsace, comme partout en France. À cette époque, 3 à 4 % de la population alsacienne possédait la langue française. Mais combien de Français possédaient-ils la langue française ? En 1793, l'abbé Grégoire note dans un rapport à la Convention que trois millions de personnes seulement, sur une population de vingt-six millions de Français, possédaient vraiment la langue française. Dans un premier temps, très bref, il est vrai que la Révolution s'est montrée



Copie du préambule et des articles toujours en partie en vigueur de l'ordonnance de Villers-Cotterêts de 1539.

décentralisatrice et libératrice, c'est la France de Valmy et de la liberté des peuples. Cependant, bien vite, elle institue un pouvoir central très fort et la chasse aux langues régionales est ouverte. Il est alors question de la nécessité et des moyens d'anéantir les patois et d'universaliser l'usage de la langue française. Certes, il fallait que tous les Français connaissent une même langue, dans un objectif évident de communication citoyenne, mais l'idée que cela puisse se faire sans nuire aux autres langues était alors inconcevable. D'ailleurs, encore de nos jours, certains s'abritent un peu facilement derrière la Révolution pour justifier la répression linguistique. Ils feignent d'oublier que d'autres pays se sont démocratisés sans pour autant anéantir les langues de leur population.



Dessin de Roland Peuckert: écoute petite, ici c'est moi qui fait le cinéma.

La grande préoccupation des révolutionnaires jacobins sera de mettre fin à la diversité linguistique française, bien plus pour assurer l'uniformisation linguistique de la France, la construction d'une nation culturelle et le contrôle des masses, que dans une perspective libératrice ou pour mieux diffuser les idéaux révolutionnaires. Et la langue française devint un facteur de nationalisation de la population française selon le principe : une nation, une langue. Jadis, il fallait posséder la religion d'État, maintenant il faudra posséder la langue d'État et l'emploi de toutes les autres langues de France devient suspect : « *Le fédéralisme et la superstition parlent bas breton ; l'émigration et la haine de la République parlent allemand ; la contre-Révolution parle italien ; et le fanatisme parle le basque. Cassons ces instruments de dommage et d'erreur.* », ainsi Barrère au nom du Comité de salut public en 1794.

Pour ce qui concerne plus particulièrement l'Alsace, le ton est donné par Rousseville dans sa Dissertation sur la francilisation de la ci-devant Alsace « *Le son rude et difficile de l'allemand ne semble destiné qu'à commander à des esclaves, à exprimer des menaces et à compter les coups de bâton.* »

« Faire une espèce de levée en masse de tous les jeunes citoyens et citoyennes de la ci-devant Alsace, et les placer pour un temps, et par réquisition, chez les Français de l'Intérieur. On en transplantera une bonne partie dans les lieux où il faudra qu'ils deviennent Français, et on laissera l'autre pour se franciser avec la colonie qu'on appellera de l'intérieur de la République ».

Extrait de la dissertation sur la francilisation de la ci-devant Alsace de Henri Rousseville de 1794.

Mais les réactions ne se firent pas attendre. Déjà le 6 juillet 1790, André Ulrich déclara lors de la séance allemande des Amis de la Constitution de Strasbourg : « *Das Recht auf die angestammte Sprache ist ein Menschenrecht das unter dem Schutze der Erklärung der Menschenrechte steht.* » En 1792, l'Université protestante de Strasbourg adresse la déclaration suivante au comité d'instruction publique de l'Assemblée nationale : « *Nous parlons allemand. Il est nécessaire que nous sachions le français, parce que c'est pour nous une bien douce obligation d'entendre nos frères, que nous aimons et les lois que nous avons faites vœux de respecter. Il n'est pas moins nécessaire que nous conservions l'usage de la langue allemande.* » Cette déclaration relate particulièrement bien les sentiments qui animent les Alsaciens, conquis à la France par les idéaux révolutionnaires, mais voulant rester fidèles à eux-mêmes, en vivant une culture bilingue.

«La langue de la Constitution y sera enseignée à tous [dans les écoles primaires] ; et cette foule de dialectes corrompus, derniers restes de la féodalité, sera contrainte de disparaître.»
(Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord, homme politique, 1791)

Le 20 juillet 1794, la Convention décrète : « nul acte ne pourra, dans quelque partie du territoire de la République, être écrit qu'en langue française. » À Strasbourg, les révolutionnaires « français de l'intérieur », tel qu'ils aimaient à se nommer, font décréter par la municipalité, le 28 juin 1794, l'emploi du français pour toutes les enseignes et l'affichage public. Pour être compris par la population, ce texte est néanmoins également affiché en allemand. On débaptise et on francise un grand nombre de rues. Un décret de la Convention daté du 27 janvier 1794 décide qu'il « sera procédé à la nomination d'un instituteur de langue française dans chaque commune du Haut-Rhin et du Bas-Rhin ». Ce décret ne connaîtra que peu d'effet en raison d'une certaine résistance, mais surtout faute de personnel qualifié et faute de moyens. Dans ce contexte tout à fait défavorable, un projet de bilinguisme voit néanmoins le jour. Il n'aboutira pas.

**« Laissez-les parler dans leur jargon, pourvu qu'ils sabrent français »
fait-on dire à Napoléon au sujet des Alsaciens de l'armée impériale.**

À partir de 1795, on assiste à un certain relâchement. Sous l'Empire, la question linguistique passe au second plan. Un discours nouveau apparaît. En 1802, Laumond, préfet du Bas-Rhin, écrit dans un rapport : « Bornons-nous donc à propager le plus possible le langage français, à le rendre indispensable à chacun pour toutes les relations de cité ; et faisons-le, de cette manière, aller de pair avec la langue maternelle du département : c'est tout ce qu'on peut espérer ». La Révolution, qui pendant un temps provoqua un divorce, et l'Empire achèvent l'intégration de l'Alsace à la France. Elle vit désormais sous une législation commune à toute la France. Mais elle reste, en premier lieu, un pays de langue et de culture allemandes. Son activité économique, sa vie culturelle et religieuse la font toujours participer d'un système rhénan. Tout en développant une conscience nationale française, les Alsaciens restent mobilisés pour défendre leur originalité. En 1810, la première école normale de France est créée, par Lezay Marnésia, à Strasbourg. On y enseigne concurremment l'allemand et le français.

En 1822, Jacques Matter, inspecteur général, fait de vaines propositions pour un véritable bilinguisme : « Donnons à l'Alsace deux langues, nous l'enrichirons ; ne lui ôtons pas ce qu'elle possède, car nous l'appauvririons d'une manière déplorable. »

En 1825, le français devient unique langue d'enseignement au gymnase (lycée) protestant de Strasbourg. En 1831, Louis Philippe parcourant l'Alsace s'adresse à la population en allemand ; ce que fera aussi plus tard Napoléon III. En 1835, le recteur de l'Académie de Strasbourg publie un règlement applicable à l'enseignement primaire. L'article premier stipule notamment que la lecture en français et en allemand, l'écriture dans les deux langues, les éléments des langues française et allemande sont inscrits au programme. On s'oriente donc vers un bilinguisme scolaire. Des intellectuels s'engagent au profit de la défense de la langue allemande en Alsace. C'est ainsi qu'Édouard Reuss écrit, en 1838, dans un article intitulé « Wir reden Deutsch » : (traduction) « Sur le plan politique, nous sommes Français et nous voulons le rester... La vie politique allemande ne nous disait plus rien... (mais) ils ne doivent pas empêcher nos enfants de nous parler dans la langue que nous avons nous-mêmes parlée avec nos pères et nos mères ». Vers 1840, Louis Sers, préfet du Bas-Rhin, déclarait : « Renoncer à l'allemand qui s'apprend en Alsace dès le berceau et qui fournit un instrument de développement de plus me paraît tout à fait absurde. » Relevons que l'Administration emploie encore le terme allemand et non pas dialecte pour désigner la

langue des Alsaciens. En 1848, son successeur Chanal développa un autre point de vue : « La nationalisation de la population allemande de l'Alsace doit être le but des efforts du gouvernement. Les doctrines les plus subversives, celles dont les résultats se sont traduits par les dernières élections, sont répandues en langue allemande. C'est de l'Allemagne que nous viennent toutes les rêveries communistes ou socialistes. Franciser l'Alsace, c'est le premier de tous les remèdes à apporter au mal présent. » À noter que l'Administration parle encore de population allemande pour désigner les Alsaciens.

«Mais la dualité éclate ; d'une part, le petit peuple français, brillant, lettré et parlant à merveille. D'autre part, très bas, plus bas que jamais, la grande masse gauloise des campagnes, noire, hâve, à quatre pattes, conservant les patois.»
(Jules Michelet, historien, in Gloires et Victoires)

En 1848, Jean-Louis Édouard Kratz déclara : Si « l'Allemagne se berce d'illusions chimériques, si elle croit trouver dans la présence de la langue allemande au sein de nos campagnes et de nos cités un signe de sympathie irrésistible et d'attraction vers elle, qu'elle se détrompe ! L'Alsace est aussi française que la Bretagne, la Flandre, le pays des Basques, et elle veut le rester ». Nous sommes alors en pleine crise des nationalismes. Les Allemands renversant la thèse des révolutionnaires « une nation, une langue » commencent à revendiquer l'Alsace et la Lorraine germanophones selon le principe « soweit die deutsche Zunge klingt ». À quoi Jules Michelet répondit dans « La France devant l'Europe » (1871), que l'Alsace n'est pas de langue allemande et qu'elle n'a qu'un patois germanique. Oubliant par-là que les Alsaciens, s'ils parlaient certes des dialectes allemands, s'étaient toujours servis de l'allemand littéraire, non seulement pour la communication écrite, mais également dans les cultes, dans les arts et traditions populaires, le chant, la littérature, à l'école... Le caractère allemand des dialectes est lui-même remis en question. Et le terme patois est tellement dévalorisant dans une bouche française. Dès lors, les arguments linguistiques et culturels devaient céder le pas à l'argument politique, et puisque les Alsaciens ne parlaient qu'une espèce de « sous-langue », ils n'avaient qu'à apprendre le français et s'en tenir là.

Cette thèse qui ne se base que sur le « parler » des Alsaciens permettra pour le futur de considérer l'allemand littéraire comme une langue étrangère à l'Alsace. Cette façon de faire sévit encore de nos jours, et avec le brouillage et la falsification des mots, les Alsaciens eux-mêmes finissent par ne plus savoir ce qu'ils parlent. Certains n'ont-ils pas été jusqu'à prétendre que « l'alsacien » c'est du celte ? Dans toute langue il y a différents niveaux de langage, mais en France l'on ne veut pas ou l'on ne peut pas comprendre que l'on puisse employer un certain niveau ou une certaine forme pour la communication parlée, en l'occurrence les dialectes, et un autre niveau ou une autre forme pour la communication écrite, l'allemand littéraire. De la même manière que l'on ne peut pas ou ne veut pas comprendre que l'on puisse employer une autre langue que la langue française.

En 1853, le français devient l'unique langue d'enseignement dans toutes les écoles primaires ; l'allemand étant enseigné trente-cinq minutes par jour. L'allemand est dévalorisé.



Première édition en langue allemande du Volksfreund, futur Ami du peuple, aujourd'hui Ami Hebdo et très majoritairement en langue française.

Deuxième période (1870-1918)

En 1870, l'Alsace est annexée à l'Allemagne et, bien entendu, les nationalistes allemands imiteront les nationalistes français dans leur politique linguistique et culturelle. À son tour, le français est dévalorisé. Leur tâche est néanmoins plus facile. Si la France se «devait» de franciser l'Alsace, celle-ci n'est pas vraiment à germaniser. Bien entendu, l'Alsace n'était pas exclusivement de langue française, mais le français y avait fait des progrès notoires ; il appartenait au patrimoine linguistique et culturel alsacien. Ce n'est donc pas cultiver le goût du paradoxe que d'affirmer qu'après douze siècles d'appartenance au monde politique allemand et deux siècles d'appartenance au monde politique français, elle avait droit aux deux langues. Mais évidemment, les Prussiens ne l'entendaient pas ainsi. Leur intention était d'assurer « *Eine Wiedereinsetzung der deutschen Sprache in ihr Recht* ». « *Ein Rückkehr zur Natur* » ?!

Néanmoins, le français n'est pas totalement banni de la vie alsacienne. Il conserve une certaine position dans la presse et la vie culturelle. Les Allemands font même preuve d'une tolérance et d'un réalisme pédagogique que les Français n'ont jamais montrés ni avant ni surtout après cette période. En effet, dans les villages romanophones, le français est enseigné comme langue première, l'allemand n'étant introduit que par la suite. Dans ces villages, on parlait alors essentiellement des dialectes romans lorrains ou « patois vosgien », le *welche*, et la connaissance du français littéraire était loin d'être maîtrisée (la scolarité n'était pas encore obligatoire). Les Allemands auraient pu utiliser cette situation pour soustraire ces populations de la francophonie et, au lieu d'enseigner le français, n'enseigner que l'allemand. Ils n'en firent rien. En utilisant le français, ils firent, indiscutablement, le bon choix. Ce réalisme ne sera pas toujours de mise du côté français. Après 1918, et surtout après 1945, la France tentera d'utiliser la situation linguistique alsacienne pour soustraire la population alsacienne du monde germanophone.

La protestation et l'opposition au tout allemand ne sont pas absentes durant cette période. Une revendication relativement importante en faveur de la défense du patrimoine linguistique alsacien, du bilinguisme, se développe. Cet état d'esprit est ainsi résumé par Rodolphe Reuss « *Pour le peuple alsacien, il s'agit de l'ensemble de son patrimoine, donc du français et de l'allemand, mais aussi du dialecte.* »



Document administratif bilingue daté de 1885.



Edition bilingue : ici partie gauche des colonnes en allemand, partie droite en français, chose relativement courante avant 1918.

Troisième période (1918-1940)

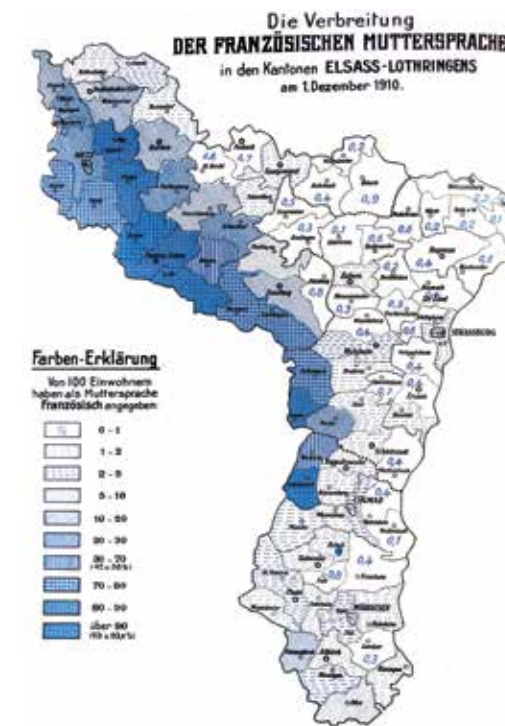
Après le retour à la France en 1918, c'est évidemment et toujours, selon les mêmes principes, la langue allemande qui se retrouve sur la sellette. C'est ainsi que M. Coulet, premier recteur de l'Académie de Strasbourg, déclare en 1918 : « *L'école a le devoir de veiller à ce que les enfants oublient chaque jour un mot d'allemand et apprennent à la place un nouveau mot de français.* » De même, le recteur Charléty parlant en 1927 des revendications linguistiques des populations alsaciennes, déclare : « *On n'élève pas un peuple en lui cédant...* ». Mais sous la pression populaire (forte revendication pour un véritable bilinguisme scolaire, poussée régionaliste et autonomiste, appel au boycott de l'école...), l'administration répond par des mesures d'apaisement. La circulaire Charléty, datée du 15/01/1920, réintroduit un enseignement de l'allemand en quatrième année de l'école primaire. En octobre de la même année, celui-ci est donné dès la troisième année à raison de trois heures par semaine. À partir de la circulaire Poincaré-Pfister (31/01/1927), l'allemand est enseigné à l'école primaire à partir du deuxième semestre de la deuxième année scolaire comme matière obligatoire, à raison de trois heures par semaine. Une épreuve d'allemand est créée au certificat d'études.

Le 31/01/1929, le Président Poincaré devait notamment déclarer à la Chambre des Députés : « *On ne pouvait imposer à toute cette partie de la population échelonnée entre la quinzième et la soixantième année, l'obligation d'apprendre le français qu'elle n'avait jamais appris. Il fallait bien cependant que les écoliers d'aujourd'hui et de demain fussent en mesure de s'entendre avec leurs parents, et il fallait bien que cette différence de langue ne créât point un fossé, ni entre les Alsaciens et nous, ni entre les Alsaciens les plus âgés et les Alsaciens les plus jeunes. De là, Messieurs, la nécessité pour les administrations en général, et pour la justice en particulier de permettre l'usage des deux langues, de là la nécessité pour l'école de les enseigner toutes les deux... Dans les administrations, il a été maintes fois recommandé et nous recommandons plus instamment encore tous les jours, de rédiger le plus souvent possible les actes en français et en allemand...* »

Mais on ne donne pas satisfaction aux Conseils Généraux qui demandaient en 1930 l'enseignement de l'allemand dès la première année de l'école primaire. Cette période se caractérise par un réel progrès de la langue française possédée par près de la moitié de la population en 1939, par un bilinguisme franco-allemand relatif dans la vie publique et culturelle et par une très importante et parfois



Dessin de Roland Peuckert: cocorico, Kikiriki : fichez-moi la paix.



La diffusion de la langue maternelle française et/ou du roman lorrain en Alsace-Lorraine en 1910.

véhémente manifestation pour le maintien de la langue allemande à un niveau d'emploi équivalent à celui de la langue française, mais aussi par une atteinte aux « libertés alsaciennes », notamment linguistiques et culturelles.

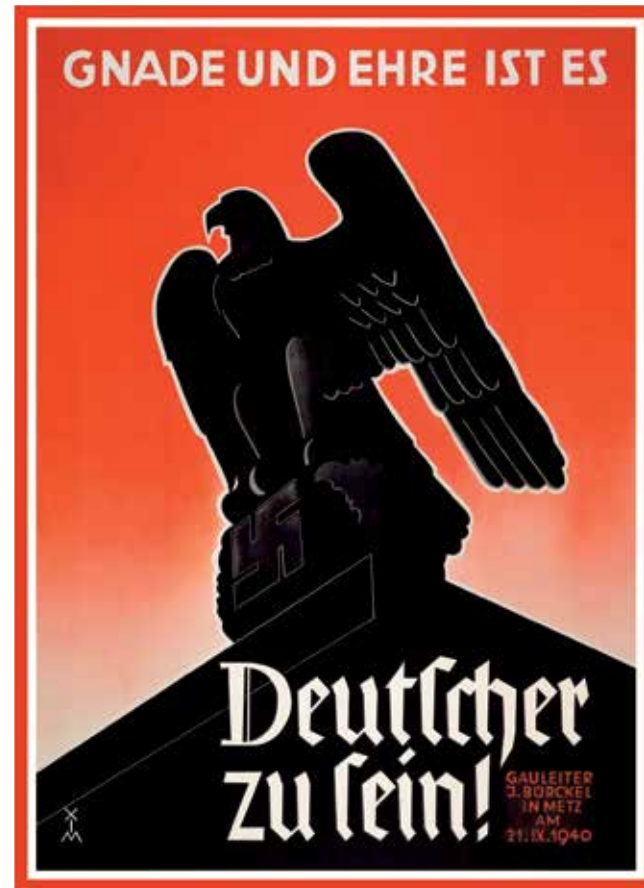
Quatrième période (1940-1944/45)

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, l'Alsace est à nouveau annexée par l'Allemagne. Le régime nazi combat la langue française à tous les niveaux, y compris au niveau de la vie privée. L'allemand domine, mais c'est l'allemand employé par un régime totalitaire et raciste, l'allemand du « Volkstum », de l'« Umschulung », de l'incorporation de force dans la « Wehrmacht », de la « Gleichschaltung » et du Struthof. Tout ceci ne sera évidemment pas sans conséquence pour la suite de l'histoire linguistique alsacienne. Ballottée une fois de plus d'un camp à l'autre, la conscience alsacienne sort meurtrie et inhibée de ce conflit.

Cinquième période (depuis 1945)

En 1945, un arrêté rectoral supprime « provisoirement » l'enseignement de l'allemand à l'école primaire « pour permettre au français de regagner le terrain perdu » pendant l'annexion. Ainsi pour la première fois, depuis le Moyen Âge, cette langue d'Alsace est exclue de l'école. Les considérations politiques l'emportent sur les considérations pédagogiques, culturelles, historiques et tout simplement humaines. Une fois encore la voie du bilinguisme est rejetée. Bien plus, l'ère du refoulement de la personnalité alsacienne des enfants d'Alsace commence. Tout ce que cette personnalité compte de valeurs propres sera « tabouisé » par l'école et seul l'apport français en Alsace sera mis en valeur. Des générations d'Alsaciens seront formées dans l'ignorance totale de la richesse culturelle de leur région.

Une autre mesure tout aussi grave de conséquences concerne la presse. Avant-guerre, celle-ci était en majeure partie rédigée exclusivement en langue allemande, et ce encore dans les premiers mois de la libération. À partir de 1945, la presse rédigée exclusivement en langue allemande sera interdite. La nouvelle réglementation, arrêté régional du 13/9/45, autorise des journaux en français qui relèvent du droit commun et des journaux bilingues régis par un droit d'exception. Ces derniers doivent comporter un titre en français. Les articles destinés à la jeunesse, les annonces légales, familiales ou d'état civil doivent être rédigés en langue française. La première page, la partie rédactionnelle, les textes et annonces publicitaires doivent être rédigés pour un quart, au moins, en français et les articles de caractère sportif pour moitié au moins.



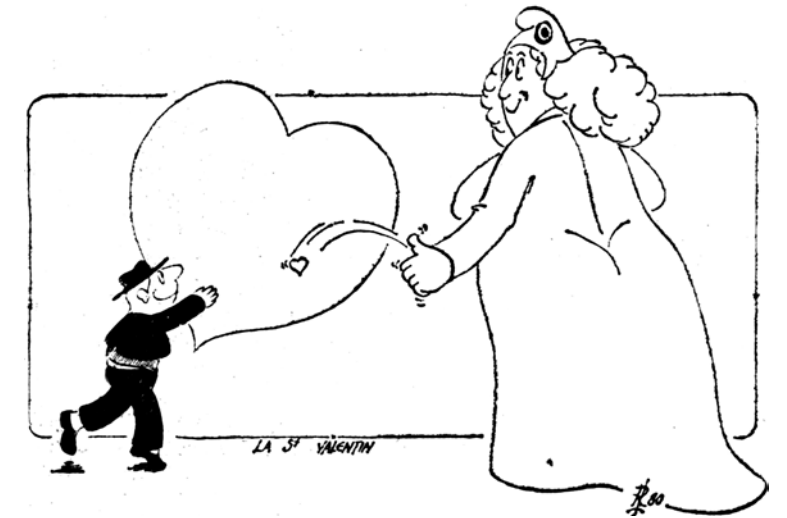
« C'est une grâce et un honneur d'être allemand ! ».
Affiche de propagande de 1940.

Dans la pratique, cet arrêté connu néanmoins quelques concessions. Pour beaucoup de lecteurs, le français demeurait une langue étrangère. Il fallait bien vendre... Pour ce qui concerne la radio d'État, la situation d'avant-guerre est également modifiée. Seules quelques heures par semaine sont concédées aux dialectes. L'allemand en est banni pour de nombreuses années. Pour ce qui concerne le cinéma, là aussi, la situation d'avant-guerre n'est pas rétablie. Auparavant, la plupart des films venant de France étaient projetés avec un sous-titrage en allemand ; de plus, on importait de nombreux films allemands. Ces derniers sont maintenant interdits, et ce pour de nombreuses années. Par la suite, ces films allemands comporteront obligatoirement un sous-titrage français. Les préfets donneront l'ordre (verbal) de ne pas en diffuser plus d'un par semaine et par ville. Dans le domaine de l'édition, la restriction des importations freine considérablement la lecture des livres en langue allemande. L'Administration abandonne en grande partie l'emploi de l'allemand standard et le bilinguisme administratif en cours avant-guerre n'est pas réintroduit. Avant 1940, à titre d'exemple, les comptes rendus des conseils généraux étaient bilingues, après 1945 ils ne le sont plus. Quelques documents à l'usage du grand public resteront néanmoins bilingues pendant quelques années. Les plaques de rues bilingues (français-allemand) ne sont pas remises en place.

En 1945, la chasse est donc faite à la langue allemande en Alsace, avec deux conséquences majeures pour les Alsaciens :

- > la fermeture de barrières linguistiques et culturelles. L'Alsace est coupée progressivement de l'ensemble culturel de langue allemande, elle est appelée à devenir un « finistère » culturel et à se tourner exclusivement vers le monde culturel français,
- > et par suite de la coupure avec la langue mère ou langue de culture de référence, l'allemand standard, les dialectes sont condamnés à dépérir lentement mais sûrement. La chasse à la langue allemande a été bien plus sévère pour l'allemand standard que pour les dialectes. Sans doute, parce qu'il était évident que les dialectes ne pèseraient pas d'un poids très lourd face au prestige et à l'omniprésence de la langue et de la culture françaises. Les dialectes étaient tout simplement condamnés à ne servir à rien ou à pas grand-chose. On savait que les Alsaciens finiraient par les abandonner, puisque justement ils ne serviraient plus à rien.

De plus, ces mesures seront accompagnées d'une action psychologique qui conduira les Alsaciens à reproduire le modèle imposé, à légitimer la domination linguistique et culturelle et à consentir à l'aliénation de ce que leur personnalité avait en propre, c'est-à-dire une part d'eux-mêmes. Le respect du droit à la différence n'était pas à l'ordre du jour. La différence était tout simplement non reconnue et non souhaitée. Elle était même suspecte. Cette politique portera les fruits escomptés. L'allemand apparaît, aujourd'hui, pour un nombre de plus en plus élevé d'Alsaciens, comme une langue étrangère. Et la connaissance et la pratique des dialectes ont considérablement régressé.



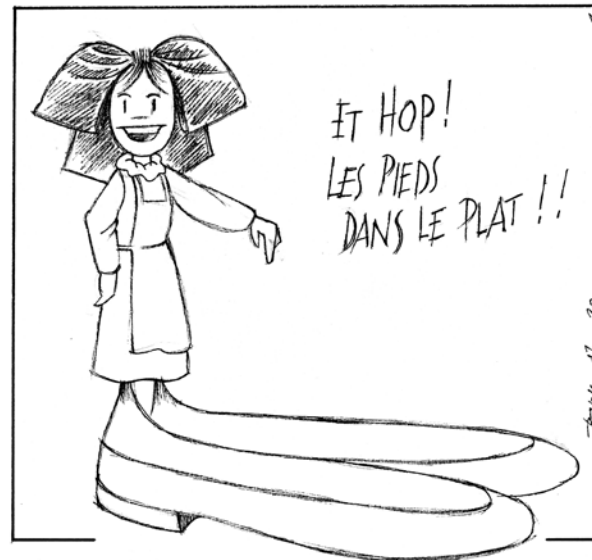
Dessin de Roland Peuckert (gros coeur pour la France, tout petit pour l'Alsace).

RENDRE LA COEXISTENCE POSSIBLE : ARGUMENTATIONS PORTÉES AU DÉBAT

Argumentaires

Pour faire changer de langue à une population, il faut faire intervenir plusieurs facteurs : diminuer le nombre de locuteurs et les fonctions de la langue dominée, dévaluer sa fonction identitaire et obtenir la légitimation de cette politique. Le changement de langue peut se faire par rupture (d'une génération à l'autre) ou de façon continue (par un lent processus d'absorption). Le changement est d'autant plus rapide que les deux phénomènes s'additionnent. C'est le cas en Alsace.

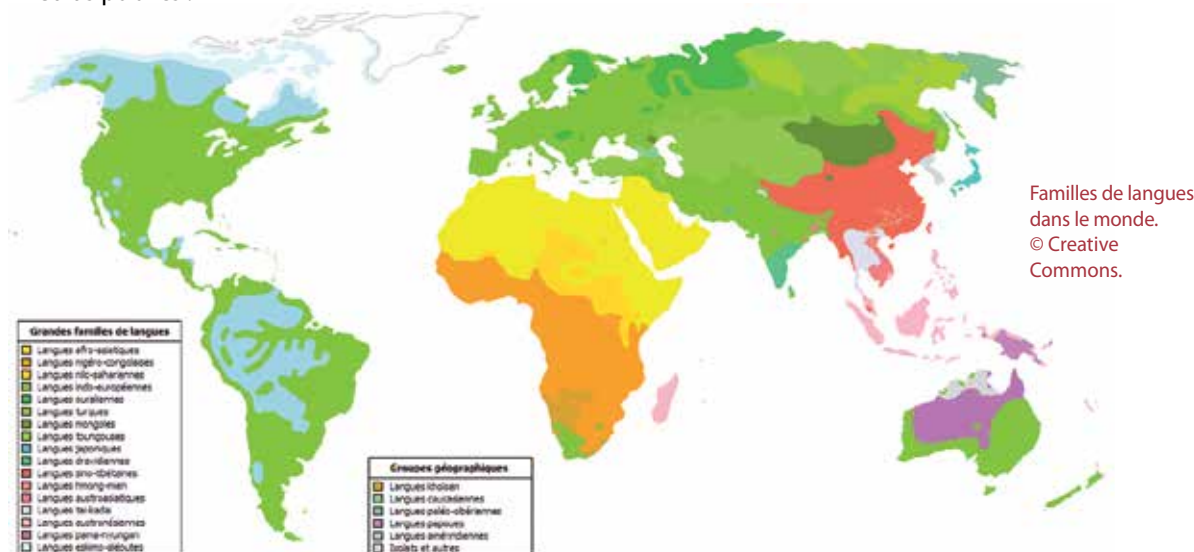
« **Lorsque, à l'inverse**, une langue jusque-là dominée accède au stade de langue officielle, elle subit une réévaluation qui a pour effet de modifier profondément la relation que ses utilisateurs entretiennent avec elle. » Pierre Bourdieu in « Ce que parler veut dire ».



Dessin de Roland Peuckert : aborder un sujet sans détour.

On ne naît pas Alsacien. On le devient... ou pas ! On le devient par identification aux éléments identificatoires alsaciens.

Il se parle quelque 6 000 langues à travers le monde. Il en disparaît une centaine chaque année. Disparaissent celles qui ne bénéficient pas d'une existence sociale pleine et entière, en premier lieu à l'école et dans les médias publics !



Familles de langues dans le monde.
© Creative Commons.

« **La langue de la République est le français** » (article 2 de la Constitution)

Que le français soit la langue commune de tous les Français est chose communément admise, mais pourquoi serait-elle la seule ? Si la diversité linguistique est évidemment connue en « Jacobinie », elle n'y est pas véritablement reconnue, en ce sens que les langues de France autre que le Français n'y bénéficient pas d'une existence sociale et culturelle, pleine et entière, seule capable d'assurer leur survie en les sortant de leur confinement dans la sphère privée, de leur donner vie en fait. Les régions de France qui à l'origine n'étaient pas francophones ont certes beaucoup gagné à le devenir, mais en même temps, elles ont aussi beaucoup perdu en perdant leur langue d'origine. Une population renonce-t-elle librement à sa langue ? Les mutations linguistiques ne sont-elles pas le résultat d'une politique ?

Ce n'est pas la langue qui fait la nation, mais c'est la nation qui fait la langue ou les langues en fonction d'une stratégie identitaire qui s'agissant de la langue peut-être monolingue, bilingue ou multilingue. Sinon tous les francophones seraient Français.

Un pays, une langue ?

Il existe un travers très français : une langue, un pays et un pays, une langue. À la France, le français (et que le français) à la Bretagne, le breton, à la Corse, le corse et à l'Alsace, l'alsacien (quid de l'allemand ?). Le concept de langue devrait donc clore chaque territoire sur lui-même et chacun devrait être doté de sa langue propre. Poursuivons le raisonnement : à l'Allemagne, l'allemand (et qu'à l'Allemagne ?), à la Suisse, le suisse, à la Belgique, le belge, à l'Autriche, l'autrichien... On le voit, cela ne fonctionne pas, en tout cas pas toujours. En réalité la langue ne doit pas être imposée en vertu de données ethniques (une langue, une culture, une histoire, un territoire), mais elle devrait pouvoir être choisie en fonction d'une stratégie identitaire ou culturelle, ouverte et plurielle.

L'individu ne choisit pas sa langue

Elle lui est imposée par la socialisation, anticipée d'abord (les parents vont choisir telle ou telle langue en fonction de la valeur de la langue dans la société dans laquelle ils vivent ou veulent faire vivre l'enfant), puis primaire (la langue de la famille) et secondaire (école, société, médias...). Il pourra donc être socialisé dans une autre langue que celle originelle et ostracisée de ses parents. Ce fut et c'est encore le cas en Alsace.

Certes, la mutation linguistique ne prive pas les Alsaciennes et les Alsaciens de communication. Changer de langue n'empêche pas la communication. Ce que la mutation opère, c'est la perte de l'Hinterland culturel de la langue, la perte de la culture que véhiculait cette langue, la langue étant elle-même une culture, la perte d'une certaine vision du monde, de la vie, des gens et des choses, la perte aussi du lien entre locuteurs et d'une part de leur identité linguistique collective, du « Nous-qui-parlons-telle-langue », la perte enfin de la possibilité de faire se rencontrer et se féconder ici deux grandes cultures européennes, la française et l'allemande, et de remplir le fier devoir historique que des intellectuels alsaciens avaient assigné à l'Alsace, celui d'être un pont entre deux grands pays pour leur propre et réciproque profit.

Nécessité identitaire, éducative, économique et juridique du bilinguisme

L'option bilingue trouve son origine dans des raisons à la fois identitaires, historiques, culturelles, économiques et juridiques, mais également dans les avantages propres à l'éducation bilingue. Elle constitue une réelle ouverture sur deux espaces linguistiques et culturels. C'est tout le contraire du repli et de l'enfermement. Le bilinguisme apporte une réponse à la nécessaire prise en compte des droits culturels et linguistiques. Il s'inscrit dans une stratégie identitaire, mais également économique. Un véritable développement régional se fonde toujours sur la culture et l'identité d'une région. Le renforcement de l'identité culturelle réside donc au cœur du développement régional. La langue régionale, pour sa part, est un élément important qui alimente cette

identité. C'est pourquoi le soutien à la diversité linguistique doit être considéré comme primordial pour un développement durable des régions. Au lieu d'être considérées comme un obstacle, la langue et la culture sont des ressources précieuses. Elles peuvent même constituer les vecteurs du développement lui-même, notamment dans les régions frontalières.

Une langue existe que par la pratique qu'en font ses usagers. Cette pratique répond à un besoin individuel et social, une demande de langue, et s'exerce au travers d'une fonctionnalité de la langue, une offre de langue. Demande et offre de langue présentent divers domaines d'action, domaine vernaculaire (privé, familial), domaine véhiculaire (usage courant de la vie sociale et économique), domaine référentiel (officiel, culturel, scolaire et identitaire) et domaine religieux (liturgie). Ce sont ces critères qui déterminent la rencontre entre la demande et l'offre de langue, c'est-à-dire le marché linguistique.

Parler de bilinguisme, c'est bien. Le promouvoir, c'est encore mieux. Le pratiquer, c'est parfait. Ne disparaissent que les langues que l'on ne pratique pas. *So làng dass m'r e Sproch redd, geht se nitt Ûnter. E Sproch redde fuer se ze rette.*

Aux origines du monolinguisme français



Le cœur historique de la langue française : le francien.

Le cœur politique de la France

La France, un pays quasi monolingue.



La Suisse, un pays multilingue : le contre-exemple.
© Creative Commons.

À l'origine du monolinguisme français se trouve la construction de l'État. La France s'est construite comme un empire par intégrations successives de provinces au domaine royal capétien originel. Le liant en a été l'administration qui selon la volonté royale devait, dans un pays multilingue, être exclusivement de langue française. Tout ce qui n'était point île-de-francien a été appelé à le devenir. Les choses auraient pu se développer différemment. La France aurait pu devenir une fédération, notamment au moment de la Révolution. Le fédéralisme y a même été sévèrement réprimé par elle. Si les politiques linguistiques conduites en France ont, en vertu d'un principe d'unité dans l'uniformité, consisté à installer un monolinguisme, certes pas encore tout à fait atteint, il est un pays qui ayant mis en œuvre le principe d'union dans la diversité a promu sa diversité linguistique, c'est la Suisse qui à bien des égards est le contre-modèle français.

Méfiance et arrogance

Si l'on veut comprendre pourquoi la France laisse son patrimoine linguistique à l'abandon, deux données doivent être mises en avant. La première : l'État a toujours craint, parce qu'il a une conception nationale, voire nationaliste, de la chose linguistique, que l'utilisation d'une langue minoritaire ne conduise à des revendications séparatistes. Méfiance ! La seconde : une certaine « élite » est éduquée dans l'ignorance et le mépris des langues de France autres que le français. Arrogance !

Reproduction du modèle imposé

On l'a vu, tout au long de son histoire la France a imposé à l'Alsace son modèle linguistique, comme elle l'a fait dans tous ses territoires après leur conquête. Ce modèle a pour objectif la mise en œuvre d'un unilinguisme institutionnel et en contrepartie, pour ce qui concerne l'Alsace, la relégation de l'allemand standard au rang de langue étrangère et le confinement des dialectes d'Alsace dans la sphère privée. L'objectif n'est heureusement pas encore complètement atteint, mais le décor est planté. Selon une formule utilisée par Claude Vigée, les Alsaciens sont à la fois « victimes et complices » de ce modèle. Victimes parce qu'ils y perdent une bonne part d'eux-mêmes, complices parce qu'ils participent consciemment ou inconsciemment à l'accomplissement de l'œuvre. Quelle est la part dans cette attitude de l'adoption du principe de réalité, de la stratégie d'évitement ou encore de l'inculture de la chose linguistique dans laquelle les Alsaciens ont été enfermés ? La question est posée.

Pour qui commence par l'apprentissage du français et de l'allemand, l'anglais, c'est cadeau dans la mesure où au départ l'anglais est un dialecte du bas-allemand et où il a connu un apport du roman, en l'occurrence du normand parlé au Moyen Âge en Angleterre à la Cour et dans l'aristocratie anglo-normande. Exemple, le mot « car » dont l'équivalent français est char et qui en anglais signifie voiture vient du normand. Autre exemple le mot anglais « beautiful » qui vient à la fois du normand « biào » et du germanique « ful ». Dans une certaine mesure le normand, dialecte de la langue d'oïl, survit dans la langue anglaise.

Langue du voisin

Le concept de langue du voisin a été en particulier lancé par le Conseil de l'Europe dans les années 1980. Il s'agissait de favoriser des politiques linguistiques scolaires dans les régions frontalières d'Europe. Apprendre la langue du voisin, c'est évidemment très bien. Cependant s'agissant de l'Alsace, il ne saurait être question que l'allemand ne soit que la langue du voisin. Enseigner l'allemand en Alsace, c'est enseigner une langue d'Alsace et... la langue du voisin.

Bilinguisme hors sol ?

Pour donner du sens au bilinguisme collectif, c'est-à-dire essentiellement à une politique en faveur de la langue régionale, la langue française ne souffrant d'aucune restriction, il ne saurait être déconnecté des réalités alsaciennes, qu'elles soient historiques, culturelles ou économiques. Qui dit bilinguisme collectif, doit aussi dire bilinguisme inscrit dans ces réalités, et que celles-ci soient inscrites dans le bilinguisme. On pourrait concevoir

un bilinguisme juste pour le fun, juste pour faire quelque chose en sa direction, cela pourrait certes se traduire un bilinguisme individuel, mais jamais par un bilinguisme collectif. Bilinguisme collectif et identité collective se justifient par leur réciprocity. Les deux sont des constructions réalisées par la collectivité ou pas. « To be or not to be ? » reste la grande question alsacienne !

Bilinguisme et collectivité

L'évolution de nos sociétés, qui se traduit grandement par l'individualisation croissante, la douce indifférence et l'hédonisme érigés en principe de vie, la disparition des formes familiales traditionnelles, la propagation de règles de vie consuméristes, la fin des métarécits, la régression de la culture du vivre-ensemble, de la convivialité et de la solidarité, ainsi que par les nouvelles tendances de la pauvreté, a pour conséquence un retrait du « collectif » de beaucoup d'individus. Certains ont pu parler de la fin de la société, comme d'autres avaient parlé de la fin de Dieu ou de la fin de l'Histoire. En conséquence de cela, si bilinguisme collectif alsacien il doit y avoir, la collectivité alsacienne se devra de suppléer à ce que les Alsaciens souhaitent certes individuellement, mais pas collectivement, et redoubler d'effort.

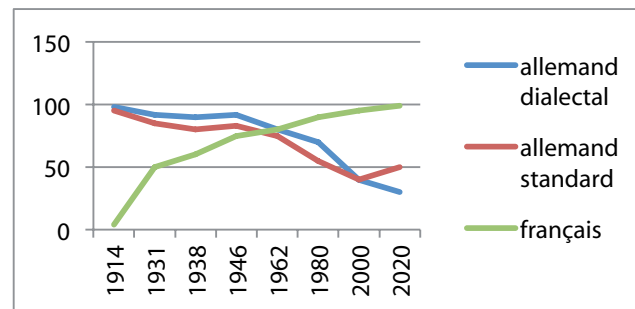
Bilinguisme d'une part, langue et culture régionales d'autre part

Cette distinction est parfois utilisée en Alsace y compris au niveau des institutions. Il y aurait donc d'une part à se préoccuper du bilinguisme français-allemand (standard) et d'autre part de la langue et de la culture régionales, sous-entendu du dialecte, de l'alsacien, et de la culture qu'il véhicule. Pour nous, c'est un tout. La langue et la culture régionales sont composées de l'allemand standard et de sa culture et de l'alsacien et de sa culture. La langue régionale est dans le bilinguisme, le bilinguisme est de langue régionale (allemand standard et dialectes) et de langue française. La culture régionale est culture en Alsace. Elle trouve notamment son expression en français, en allemand standard ou en allemand dialectal. Elle est culture bilingue constituée des cultures française, allemande et proprement alsacienne. Elle est à la fois une et diverse.

En effet, si l'on veut bien considérer que l'allemand est alsacien, comme l'alsacien est allemand, alors non seulement Weckmann est culturellement Alsacien, mais aussi Goethe qui tient ici compagnie à Molière et à Voltaire. Ce faisant, la culture alsacienne ainsi considérée ouvre aux univers culturels français et allemand, et pas qu'à eux. En même temps, elle en vit et y contribue. La culture est à la base de l'unité de l'Alsace, en même temps que son originalité la plus tangible. Elle se caractérise essentiellement par son intensité, sa profondeur et sa pluralité. Cette dernière trouve ses origines dans les apports successifs qui, aujourd'hui, se confondent de bien des façons pour former la culture alsacienne. Aussi, l'Alsace peut-elle être décrite comme une terre d'échange et de synthèse. Les choses cependant, n'ont pas été et ne sont pas toujours simples. Les ruptures et les affrontements politiques et nationalistes, l'érosion actuelle de pans entiers de la culture alsacienne et la perte de repères qui l'accompagne ne sont pas sans créer des interrogations, des doutes et des malaises.

Pratique des langues en Alsace depuis 1918

Le graphique laisse apparaître nettement le parallélisme ou le synchronisme dans la chute de la pratique des dialectes et de l'allemand standard, les mêmes causes produisant les mêmes effets. Autant le standard allemand que les dialectes ont été victimes, d'une part de la façon dont on traite en France les langues régionales, et d'autre part d'une couche supplémentaire, celle de l'anti-germanisme qu'il soit général à la France ou particulier à l'Alsace.



Les dialectes ont subi une double peine dans la mesure où ils ont été considérés comme langue des classes inférieures, pas nobles, ordinaires¹.

De surcroît, ils ont été dissociés de la langue de culture de référence, l'allemand standard, qui longtemps n'a plus été enseignée à l'école élémentaire, ce qui n'a pas manqué de conduire à leur appauvrissement qualitatif, qui à son tour a contribué à leur appauvrissement quantitatif (moins de locuteurs). On ne transmet pas une langue que l'on ne maîtrise pas vraiment ou devenue lexicalement pauvre. La revivification, qu'il s'agisse des dialectes ou du standard dépendra de la façon dont évoluera la reconnaissance des langues régionales en France, de la résilience par rapport à l'anti-germanisme et plus particulièrement s'agissant des dialectes de leur « repositivation ».

Cette dernière serait possible notamment par la réassociation des dialectes et du standard, une langue de grande culture qui permet une (re)lexification² endogène. La chute a été parallèle, la réhabilitation ne pourra que l'être aussi. Le graphique montre aussi qu'aujourd'hui plus d'enfants ont été familiarisés au standard qu'aux dialectes. Tous font plus ou moins bien de l'allemand à l'école, encore que l'on ne leur dit pas toujours que l'allemand est aussi leur langue. Les dialectes doivent aussi trouver leur place à l'école, en les reliant étroitement à l'enseignement de l'allemand. Les écoles ABCM-Zweisprachigkeit sont précurseuses dans ce domaine. Une méthode qui rendrait possible le passage du standard aux dialectes serait à élaborer. Dans les années soixante-dix, on a travaillé à des méthodes permettant le passage des dialectes au standard, les enfants dialectophones étaient encore majoritaires à l'époque. La situation sociolinguistique a beaucoup évolué depuis. Il s'agirait aujourd'hui de faire l'inverse ! Il s'agirait aussi de combler le quasi vide entre le collège où existe un enseignement renforcé de l'allemand standard, mais pas un bilinguisme paritaire et l'université. En effet, mise à part l'option Abibac qui ne touche que peu d'élèves, non seulement il n'existe pas en Alsace de lycée bilingue, mais l'allemand standard n'y trouve pas de place autre que celle réservée aux langues vivantes en général.

Qu'il s'agisse de l'école élémentaire, du collège ou du lycée, l'allemand est largement enseigné en Alsace comme il l'est à Bordeaux ou à Périgueux, c'est-à-dire sans lien avec la culture alsacienne³ dont il est aussi l'expression, sans gratification particulière et plus généralement sans lien avec la part allemande ou proprement alsacienne de l'identité alsacienne. Ainsi fait-on l'impasse sur quelques grands noms d'auteurs alsaciens présents dans toutes les anthologies de la littérature allemande, sur les grands auteurs de la littérature dialectale alsacienne aussi, ou encore sur les arts et traditions populaires alsaciens. Plus généralement, l'allemand standard est enseigné en Alsace aux élèves sans qu'il leur soit dit que c'est aussi leur langue.

Ces situations contribuent à baisser le désir de langue et en particulier au non-investissement des étudiants dans les filières conduisant à l'enseignement de la langue allemande. Si l'on ne naît pas Alsacien, on peut vouloir le devenir, mais pour cela il faut pouvoir intégrer les éléments identificatoires alsaciens. C'est donc par l'absence de lien entre langue, culture et histoire que le système pêche en premier lieu. L'identité est en amont de tout, mais est-elle reconnue, promue, construite ou déconstruite ? Tout comme l'enseignement de l'allemand ne possède pas en Alsace un caractère particulier le reliant à l'identité, il n'y existe pas de formations particulières d'enseignants de et en langue allemande ni de statut particulier leur permettant d'une part de valoriser financièrement leur investissement pédagogique et d'autre part de rester dans la région.

(1) Le terme patois n'est généralement pas employé pour ce qui concerne des dialectes d'Alsace riches d'une littérature théâtrale et poétique. Ces derniers ont néanmoins connu et connaissent toujours des connotations dépréciatives tout comme le berrichon ou le poitevin. Le concept de patois est propre à une vision française de la chose linguistique. Le mot ne connaît pas de traduction en allemand ou en anglais par exemple.

(2) Exemple : comment traduire collectivité territoriale lorsque l'on ne connaît pas le mot en dialecte. L'idée, c'est d'aller le chercher dans le standard « Gebietskörperschaft » et de le dialectaliser en le prononçant « Gebietskerperschäft ». Il y a ainsi 300 000 mots du lexique du standard à disposition des dialectes, alors que le dialectophone qui maîtrise insuffisamment le standard utilise en moyenne un vocabulaire de quelque 1 000 mots seulement.

(3) Les Albert Schweitzer, René Schickele, Ernst Stadler, Gustave Stoskopf, Nathan Katz, André Weckmann, pour ne citer qu'eux, sont totalement absents des programmes.

Enfin, le système souffre aussi d'un manque d'évaluation quant aux compétences linguistiques des enseignés, évaluation qui devrait être faite par un organisme indépendant, d'un manque d'évaluation du retour sur investissement qui pourrait contribuer à sa revalorisation aux yeux de la société alsacienne et surtout d'un manque de non prise en compte de la langue régionale par cette dernière. Les langues qui ne sont qu'enseignées, ce sont les langues mortes !

Une politique de revivification de la langue régionale devrait tenir compte du fait que tout ne se joue pas à l'école. L'école peut et doit développer une compétence linguistique. Mais vouloir faire revivre la langue, cela ne peut être obtenu sans lui permettre un usage social et culturel et sans lui conférer du prestige au travers de son emploi par les institutions. Cela suppose aussi un discours politique et publique de repositivation à son égard. Et comme la transmission ne s'opère quasiment plus de parents à enfants, elle doit être prise en charge par la collectivité en organisant un bain linguistique dès le plus jeune âge dans des crèches communales par exemple. Une politique linguistique globale suppose aussi de la part de la collectivité la mise en place d'une structure opérationnelle et de suivi largement ouverte.

Le destin des langues est toujours entre les mains des collectivités. Ce sont elles qui décident de leur sort. Soit elles promeuvent une langue ou plusieurs, soit elles s'en désintéressent, voire les condamnent à l'inexistence. Au stade où se trouve la maîtrise et la pratique de la langue régionale, qu'il s'agisse de l'allemand standard ou des dialectes d'Alsace, une politique globale de revivification s'impose plus que jamais à la collectivité, selon un triptyque : compétence, transmission et usage. Pour y arriver, il faut passer de la négativation à la « positivation ». Il s'agit déjà de considérer que tout ne se joue pas à l'école. L'école peut et doit développer une compétence linguistique, mais cela ne saurait suffire. Vouloir faire revivre la langue, c'est vouloir lui permettre un usage social et culturel et lui conférer du prestige au travers de son emploi par les institutions et du discours public. Et quand la transmission ne s'opère plus de parents à enfants, la collectivité doit prendre le relais en organisant un bain linguistique dès le plus jeune âge dans des crèches communales par exemple. Une politique linguistique globale suppose aussi de la part de la collectivité la mise en place d'une structure opérationnelle et de suivi largement ouverte. En amont de tout se trouve la question de l'identité. Quelle Alsace voulons-nous pour le futur ? Une Alsace collectivement repliée sur le monolinguisme français aussi riche soit-il, une Alsace certes bilingue, mais d'un bilinguisme langue française-« langue alsacienne » blotti entre Vosges et Rhin ou une Alsace participant pleinement des espaces francophone et germanophone qui l'environne, comme ce fut le cas tout au long de l'histoire et comme l'avenir nous l'impose si l'on veut bien construire un vivre ensemble social, culturel et économique sur les deux rives du Rhin, dépasser les perceptions nationales de la chose linguistique et profiter des ressources en capital social que cela apporterait.

Politique linguistique à l'école et dans les médias publics

Il est d'une grande évidence que l'école et les médias jouent un rôle fondamental dans le développement ou le déclin d'une langue. Nous avons déjà avec d'autres publié des propositions globales en matière d'enseignement de la langue, de la culture et de l'histoire régionales et de la pédagogie qu'il conviendrait de mettre en œuvre, et de leur traitement dans les médias. Nous n'y reviendrons pas ici. Pour en voir quelques-unes : www.fab.alsace/ et/ou www.ica.alsace/

Transmission 1

L'individu ne choisit pas sa langue. Elle lui est imposée au travers de la socialisation anticipée, primaire et secondaire, c'est-à-dire par l'environnement psycho et sociolinguistique, familial, scolaire et social, en fonction de la stratégie identitaire dans laquelle cet environnement est inscrit. S'imposera à l'individu, généralement à l'enfant, la langue qui bénéficie d'un environnement psycholinguistique et sociolinguistique positif dans la société dans laquelle il grandira sans que cette langue soit celle première des parents, sinon la langue de la famille ou par la suite celle de l'école et de la société en général.

Transmission 2

La première génération qui dans son ensemble n'a plus transmis le *Ditsch* d'Alsace, l'*Elsasserditsch*, est celle scolarisée au cours des trois décennies d'après-guerre, de 1945 à 1975. Une des raisons principales, sinon la principale en est qu'elle n'a plus bénéficié d'un enseignement de l'allemand standard à l'école préélémentaire et élémentaire. Ce qui a eu pour conséquence d'une part de dévaloriser la fonction identitaire de la germanophonie alsacienne et d'autre part de priver les dialectes de la fonction nourricière que n'avait plus la langue de culture de référence, en l'occurrence l'allemand standard. Ce qui a eu pour conséquence d'abord un appauvrissement qualitatif, et ensuite un appauvrissement quantitatif des dialectes, d'abord moins maîtrisés et ensuite moins pratiqués. Cette génération a dans son ensemble cessé de transmettre une langue socialement dévalorisée qu'elle ne maîtrisait plus linguistiquement. Elle a transmis ce qui était survalorisé et ce qu'elle maîtrisait, à savoir la langue française.



„Nachwuchs“: dessin paru dans Land un Sproch n°2/1981.

Exemple positif 1 en matière d'enseignement

Pays basque (français)

Premier degré

En 15 ans, les effectifs scolarisés en bilingue ou en immersif sont passés de 5 930 élèves en 2004 à 10 711 à la rentrée 2019, soit une augmentation de 81 %

➤ une proportion qui passe de 24,5 % à **40,9 %**

➤ une proportion d'élèves scolarisés en maternelle bilingue ou immersive passant de 30,4 % à **46,9 %**.

Exemple positif 2 en matière d'enseignement

Pays de Galles

Si depuis 1993 l'égalité entre la langue anglaise et la langue galloise y est reconnue par la loi, la dévolution de pouvoir accordée au Pays de Galles en 1999 a permis à ce dernier de booster considérablement l'enseignement du gallois. Alors que quelques décennies en arrière la grande majorité de la jeunesse était dépossédée de la langue galloise, c'est dans les classes d'âge les plus jeunes que l'on trouve le plus de gallophones. 50 % de la jeunesse est à nouveau bilingue et la progression ne s'arrête pas.

Exemple positif 3 en matière d'enseignement

La minorité danoise en Allemagne

La minorité danophone qui se trouve dans Schleswig du Sud allemand dispose d'un système scolaire privé qui côtoie les écoles publiques du Land Schleswig-Holstein destinées aux germanophones. C'est la *Dansk Skoleforening for Sydslesvig*, soumise à la supervision du Land. Toutes les écoles danoises du Schleswig-Holstein sont financées à la fois par le Land de Schleswig-Holstein et l'État du Danemark. Le danois y est première langue, l'allemand langue seconde. Le choix est laissé aux parents d'envoyer leurs enfants dans les écoles privées (danophones) ou publiques (germanophones). A noter qu'il existe une minorité germanophone dans le Schleswig du Nord. Ses écoles sont financées en partie par le Danemark et en partie par l'Allemagne.

Charte européenne des langues régionales et minoritaires

A. Positionnement français

Le 7 mai 1999, le gouvernement Jospin signe (à Prague) la charte.

Le 20 mai, le président Chirac saisit le Conseil constitutionnel avec évidemment l'arrière-pensée que ce dernier s'opposera à la ratification ouvrant la porte à l'application. Haut lieu d'un jacobinisme obsédant et

obsessionnel, le conseil rend sa sentence le 16 juin 1999 qui tombe comme un couperet. La Charte conférerait des « droits spécifiques à des groupes » de locuteurs». De plus, elle reconnaîtrait un droit à pratiquer les langues minoritaires «dans la vie privée», mais aussi «dans la vie publique». Enfin, elle contreviendrait au principe selon lequel «la langue de la République est le français». Bref, elle menacerait tout à la fois «l'indivisibilité de la République», «l'égalité des citoyens devant la loi» et «l'unicité du peuple français». Rien de moins.



Charte européenne des langues régionales et minoritaires, état des lieux en janvier 2010. ■ États membres du Conseil de l'Europe ayant signé et ratifié la Charte. ■ États membres ayant signé mais pas ratifié la Charte. □ États membres n'ayant ni signé ni ratifié la Charte. □ États non-membres du Conseil de l'Europe.

Critique :

- Contrairement à ce que prétendent les «sages», la Charte ne reconnaît aucun droit à des «groupes» ; elle en accorde individuellement à des «locuteurs», ce qui est évidemment très différent. Le Conseil fait dire au texte ce qu'il ne dit pas.

- Dans sa décision, le Conseil reconnaît que les 39 mesures de la Charte retenues par le gouvernement Jospin sur 89 proposées correspondent à «des pratiques déjà mises en œuvre par la France». Comment considérer que des principes constitutionnels de la République sont menacés par des mesures déjà appliquées ? Il y a là une contradiction majeure. En conclusion. En la circonstance, le Conseil n'a pas suivi un raisonnement juridique. Il a eu une approche idéologique, voire dogmatique. Ce qui est sous-jacent à l'idéologie française - le non-dit -, c'est l'obsession de construire une nation culturelle sur des données objectives : une langue, une histoire, une culture. Autrement dit, la France devrait se définir comme une ethnie. Cela en tout cas n'est pas contredit par des politiques reconnaissant et promouvant les langues régionales ou minoritaires de France.

B. Quelques pays ayant signé et ratifié la Charte.

L'Allemagne en faveur du bas allemand, du danois, du frison oriental et septentrional, du romani, du haut-sorabe et du bas-sorabe.

La Suisse en plus de l'allemand, du français, de l'italien et du romanche qui sont des langues officielles : le yéniche, le franc-comtois et l'arpitan ou franco-provençal.

L'Autriche : le croate, le slovène et le hongrois...

Le Royaume-Uni : le gallois, le gaélique, l'irlandais, l'écossais, le cornique.

Problème souvent évoqué : le manque d'enseignants d'allemand

1. Le manque de professeurs s'explique pour des raisons d'ordre général :

- métier de plus en plus difficile, d'autres filières aussi connaissent des problèmes de recrutement,
- métier mal valorisé financièrement, voire socialement,
- malgré les traités d'amitié franco-allemands, l'enseignement de la langue allemande est bien insuffisamment promu en France.

2. Ce manque s'explique aussi pour des raisons de perception des langues régionales en France et plus particulièrement pour l'Alsace de celles de l'allemand, pour des raisons liées aux modalités de leur enseignement, pour des raisons d'insuffisance de formation initiale ou continue en matière de pédagogie du bilinguisme.

Propos souvent entendus : « Les difficultés que les élèves ont en français ne facilitent pas l'acquisition de l'allemand ». Oui évidemment si l'on enseigne l'allemand à partir du français, mais ce n'est pas cela une bonne pédagogie du bilinguisme.

Les déperditions d'élèves souvent évoquées entre le primaire et le secondaire, ne sont-elles pas, d'une part à rapprocher des déperditions en général et d'autre part, ne s'expliquent-elles pas aussi pour des raisons particulières à l'Alsace :

- méconnaissance par les parents du fonctionnement du bilinguisme en collège,
- les parents croient souvent à tort que les deux jours en allemand continuent d'exister en collège alors que seules certaines matières sont concernées, ce qui les effraie,
- illusion d'en savoir assez,
- pas de vraies filières bilingues au collège et au lycée,
- pas d'investissement affectif et identitaire : allemand enseigné comme une langue étrangère,
- enseignement sans lien avec la culture alsacienne,
- insuffisance de communication positive et régulière par les institutions politiques et scolaires, par les universités aussi,
- concurrence avec l'anglais : alors que commencer par le français et l'allemand à l'école, l'anglais, c'est cadeau (facile), tant l'anglais tient du germanique et du roman.

Ecrire en dialecte, oui évidemment, mais...

Extrait d'une annonce. On peut y voir ce que cela donne lorsque l'on écrit en alsacien sans tenir compte du « Schriftbild » allemand, c'est-à-dire lorsque l'on ne maîtrise plus l'allemand standard ou lorsqu'on ne fait plus le lien entre dialecte et standard et que ce faisant on écrit phonétiquement sur une base française. Dans le même ordre d'idée, j'ai pu lire dans l'espace public l'existence d'un *Oxefecht* et d'un *Sondi Fécher* ou d'un restaurant *emm Buckel* et d'un autre *zum Elephant*. Écrit selon les règles de l'art cela donnerait : *Die ganze Jährle hann m'r uns verdrawe ! Wer het wene verdrawe, wisse mir hitt noch nitt. ...* Par ailleurs on pourrait écrire *Ochsefescht, Sündifischer, im Bückelet et zum Elefant*. À noter qu'il existe une méthode dite Orthal qui propose une façon d'écrire en dialecte. Cependant, ajoutons que la très grande majorité de l'œuvre littéraire dialectale, théâtre et poésie notamment, a été écrite sans passer par cette méthode qui était inutile lorsque les Alsaciennes et les Alsaciens lisaient encore couramment l'allemand standard et que les œuvres en question étaient rédigées selon le « Schriftbild » allemand.

*Die ganze Yärle hammer uns ferdrave !
Wer het wer ferdrave, wesse mer hit noch net...
Awer es mort nicks mer hans gepokt
die 60 Yärle
wie unserie Horzit shon dürt...
Un dess... dess welle mer hit fiere...*

Vu dans les DNA.

La question nationale a longtemps interféré avec la question linguistique et culturelle alsacienne. Cela n'a plus lieu d'être. L'Alsace tantôt allemande, l'Alsace tantôt française, cela c'est du passé ! L'Alsace est française. Les accusations de nostalgies douteuses proférées par certains esprits chagrins sont totalement infondées. La question nationale ne se pose plus. Il n'y a donc plus ni à s'excuser d'avoir été Allemand ni à faire allégeance à la France. Cela aussi est d'un autre âge. Surtout à l'heure où l'amitié franco-allemande est sans cesse proclamée. L'Alsace est tout aussi française que le sont le Berry ou l'Auvergne. Par contre, la question linguistique et culturelle se pose toujours. Et il n'y a plus lieu à chaque fois que l'on revendique une place digne de ce nom pour la langue allemande, sous sa double forme standard et dialectale, dans la société alsacienne, de systématiquement ajouter un couplet patriotique, comme pour s'en excuser ou pour conjurer des soupçons.

Repli identitaire : 1 + 1 = -1 ?

C'est la rengaine dont les tenants du jacobinisme, c'est-à-dire de l'union dans l'uniformité affublent les tenants du girondisme et de l'union dans la diversité. Repli cela voudrait dire, s'agissant de l'identité linguistique, que l'on se retirerait sur un monolinguisme alsacien et que l'on se soustrairait de la francophonie. Un vrai délire ! A vrai dire, ces gens-là font une belle projection. Ils taxent les promoteurs du bilinguisme du mal dont ils sont eux-mêmes les porteurs, à savoir le repli sur une langue, la langue française. Dans les cours de récréation cela se dit : c'est suis qui dit, qui est. En somme, ils dénigrent le droit à la différence, qui n'est pas une différence de droit, si le droit reconnaît la différence. C'est cela qu'ils refusent aux Alsaciennes et aux Alsaciens. 1 + 1 = 2 et non -1

Mutation linguistique

La population alsacienne est en Europe la seule qui dans sa majorité a muté linguistiquement au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle. Elle a connu le passage d'une langue majoritaire à une autre langue devenue majoritaire. Les politiques qui auraient permis un bilinguisme collectif généralisé à toutes les sphères de la vie sociale et culturelle alsaciennes n'ont été ni pensées et ni voulues. D'autres groupes européens de locuteurs de langues dites régionales ou minoritaires ont, au cours de cette période, su et pu mettre en place un vrai bilinguisme institutionnel. Pensons aux germanophones de Belgique et du Haut-Adige italien, aux romanophones du canton suisse des Grisons, aux slavophones de la Lusace allemande ou aux frisonophones des Pays-Bas...

Langue à part ou part de langue

Il existe un courant de pensée en Alsace qui prétend dissocier les deux éléments de la langue régionale et première de l'Alsace, à savoir l'allemand standard et les dialectes alémaniques et franciques, qui d'ailleurs ne sont pas qu'alsaciens, et de faire de ces derniers une langue à part entière. Cela conduit les uns à parler de trilinguisme français-allemand-alsacien et les autres de bilinguisme français-alsacien et donc de rejeter l'allemand et à lui conférer un statut de langue étrangère parmi d'autres. Ce courant de pensée est fondé sur diverses idéologies qui si elles trouvaient une forte résonance auraient des conséquences majeures sur la chose linguistique alsacienne. Nous en proposons une analyse dans l'ouvrage à paraître chez le même éditeur : « Perspectives pour le bilinguisme en Alsace » au chapitre : Mais qu'elle est donc langue régionale d'Alsace ou de l'insécurité linguistique alsacienne.

Retour sur investissement

Il est évident qu'une politique en faveur de la langue et de la culture régionales implique un coût. Cependant, il faut souligner que beaucoup d'actions relevant du symbole n'ont quasiment pas de coûts supplémentaires. Il en va ainsi d'une prise de parole aussi en public ou d'un article en langue régionale. Pour ce qui concerne l'enseignement, il est à noter que le bilinguisme n'entraîne guère de charges de personnel supplémentaires, car il n'y a pas d'heures de classe supplémentaires. Il ne faut pas non plus en sport un ballon français et un ballon allemand... Le bilinguisme est un investissement avant tout organisationnel qui a un retour sur investissement très important, tant au niveau personnel que collectif, tant au niveau de relations personnelles qu'économiques et tant au niveau du capital économique que du capital social, qu'il s'agisse de l'Alsace ou de la France tout entière. Si le retour sur investissement constitue un argument fort pour les promoteurs du bilinguisme, il devrait amener les adversaires de ce dernier à réfléchir sur les potentialités qu'ils refusent aux Alsaciennes et aux Alsaciens, sur l'énorme gâchis que cela représente et sur la responsabilité qu'ils prennent.

Peut mieux faire

Des mesures sont indéniablement entreprises depuis des décennies en faveur de la langue régionale qu'il s'agisse de l'allemand standard ou de l'allemand dialectal, en particulier par l'intermédiaire de l'école publique

ou associative ou de l'office pour la langue et les cultures d'Alsace (OLCA). Quelque 3 millions d'Euros sont injectés dans la promotion de la langue régionale par les Collectivités. Ce n'est pas peu. Mais est-ce suffisant au regard de ce qu'il faudrait faire si l'on voulait véritablement assurer la survie d'une langue désormais très menacée en Alsace ?

La première chose serait de reconsidérer l'identité alsacienne. En effet, les identités collectives sont des constructions réalisées en fonction d'une stratégie identitaire définie par la collectivité, en l'occurrence l'État et les Collectivités régionales, départementales et locales. C'est en fonction de cette stratégie que telle langue sera favorisée ou pas. Ce n'est pas la langue qui fait l'identité, mais c'est l'identité qui fait la langue.

La stratégie de l'État est bien connue. Nous avons vu que sa philosophie en matière de langues régionales ne relève pas de l'enthousiasme et qu'il est plutôt enclin à faire le service minimum. Mais qu'elle est celle des Collectivités ? Quelle stratégie pour quelle identité suivent-elles ? Le thème de l'identité est-il seulement débattu dans leurs instances politiques ? Quelle est la part de suivisme pour ne pas déplaire en haut lieu et quelle est la part d'initiatives propres ? En démocratie ce qui n'est pas expressément interdit est autorisé. Il y a donc un véritable boulevard qui est ouvert à elles. Si elles n'ont pas de pouvoir normatif, elles auraient cependant d'importantes possibilités d'initiatives, parmi lesquelles certaines n'ont qu'un coût minime. Elles pourraient donc aller plus loin dans l'offre qu'elles font. Lorsque l'on sait que la part de leur budget consacrée à la cause de la langue et de la culture régionales ne dépasse pas en moyenne les 1 %, on a un début de réponse. Pourquoi ne le font-elles pas ? Nous l'avons vu. Il y a d'une part un mainstream national peu favorable et d'autre part une identité alsacienne qui, si elle doit être définie selon toutes ses composantes, pose un problème à nombre d'élus, celui de l'antigermanisme. Les Alsaciens, les Bretons, les Corses et bien d'autres rencontrent le même problème dans la dialectique identité nationale-identité régionale.

Les Alsaciens subissent deux couches supplémentaires celui d'un antigermanisme français anachronique à l'heure de l'amitié franco-allemande et celui d'un antigermanisme alsacien posttraumatique tourné contre soi-même. Pour que la langue régionale (allemand standard et dialectes d'Alsace) puisse survivre dans la société alsacienne, elle doit pouvoir y bénéficier d'une existence culturelle, administrative, économique et sociale dans toutes ses sphères (à l'exclusion de ce qui doit être véritablement régalien). C'est une condition sine qua non. Tout le reste n'y suffira pas. Il y a donc un triple travail à mener par la collectivité alsacienne, celui de la définition d'une stratégie identitaire désinhibée, celui d'obtenir les libertés nécessaires -pour faire- et celui du faire.

« Transfrontalité » **Interconnexions transfrontalières ou du continuum linguistique, culturel et économique : un très large rayonnement et un potentiel à exploiter.**⁴

1. Continuum Linguistique

Pour définir ce qui est propre à l'Alsace, il faut raisonner, en premier lieu, en termes d'espace. La première identité de l'Alsace est géographique. L'Alsace, ce n'est pas qu'une extrémité orientale de la France. Elle n'est pas qu'une fin de France, un « finistère ». Elle est le début de la Mitteleuropa, son extrémité occidentale. Et c'est en premier lieu de sa situation géographique que découlent ses particularismes, ses besoins et ses intérêts propres, qu'il s'agisse en particulier de bilinguisme, de culture, d'économie, de transport ou de transfrontalier. La dimension transfrontalière est dans l'ADN de l'Alsace⁵.

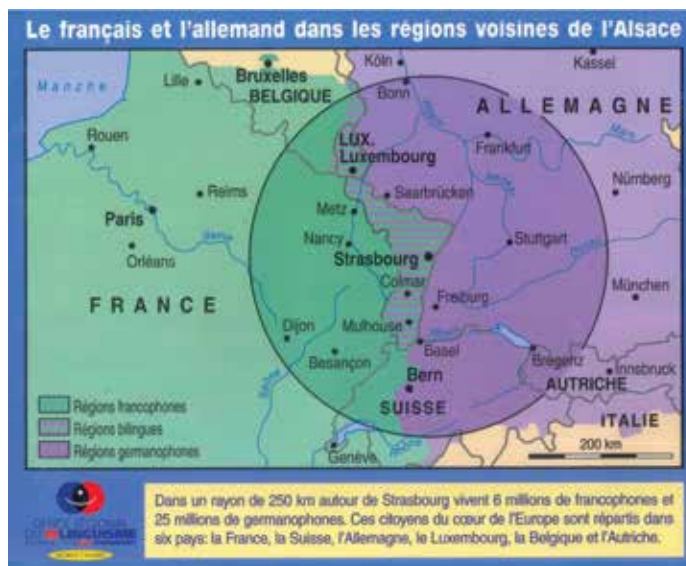
À côté du continuum du standard allemand pratiqué dans tous les pays germanophones (Allemagne, Autriche, Cantons suisses alémaniques, région germanophone de Belgique...), il existe aussi un continuum au niveau des dialectes allemands. Des dialectes alémaniques et franciques sont parlés en Alsace. Ces dialectes sont aussi utilisés dans les régions germanophones voisines dans un large rayon, à savoir :

(4) Document publié par l'Office régional pour le bilinguisme (qui a été supprimé)

(5) L'Alsacianitude est une confluence et une synthèse notamment de deux grandes cultures européennes, la française et l'allemande.

1.1. Les dialectes alémaniques parlés en :

- **Alsace** (bas-alémanique du nord, bas-alémanique du sud, haut-alémanique)
- **Pays de Bade** (bas-alémanique du nord, bas-alémanique du sud, haut-alémanique)
- **Suisse** (haut-alémanique et alémanique supérieur)
- **Vorarlberg** (Autriche) région située entre le lac de Constance et le col de l'Arberg (haut-alémanique et alémanique supérieur)
- **Bavière** : une toute petite surface touchant le lac de Constance (haut-alémanique)



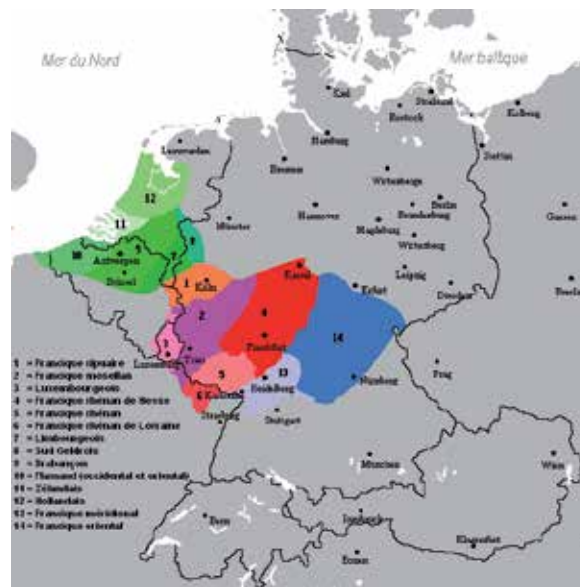
1.2. De leur côté, les dialectes franciques sont utilisés pour ce qui concerne leurs variantes dans les régions suivantes :

- Le bas-francique (**Pays-Bas, Rhénanie-du-Nord-Westphalie**).
- Le moyen-francique
- le francique ripuaire (**Rhénanie-du-Nord-Westphalie, Belgique, et aux Pays-Bas**)
- le francique mosellan (**Luxembourg, Belgique, Lorraine, Sarre, Palatinat**)
- le francique rhénan (**Lorraine, Sarre, Alsace Bossue Palatinat et en Sarre, Hesse, Franconie**)
- Le francique rhénan du sud ou francique méridional (**Bade-Wurtemberg, Pays de Wissebourg, Franconie**).

Dans un rayon de 250 km autour de Strasbourg vivent 6 millions de francophones et 25 millions de germanophones. Ces citoyens du cœur de l'Europe sont répartis dans six pays : la France, la Suisse, l'Allemagne, le Luxembourg, la Belgique et l'Autriche. (document de l'office régional pour le bilinguisme).



L'espace des dialectes alémaniques.



L'espace des dialectes franciques.

Tableau comparatif des langues germaniques⁶

La connaissance d'une langue ouvre sur celle de beaucoup d'autres

français	allemand	scots	anglais	frison occidental	néerlandais	bas-saxon	suédois	danois	norvégien	islandais	féroïen
aller	gehen	to gae, gang	to go	gean	gaan	gahn	gå	gå	gå	ganga	ganga
venir	kommen	to cam	to come	komme	komen	kamen	komma	komme	kome	koma	koma
avoir	haben	to hae	to have	hawwe	hebben	hebben	ha	have	ha	hafa	hava
faire	tun	to dae	to do	dwaen	doen	doon	göra	gøre	gjøre	gera	gera
tenir	halten	to haud	to hold	hâlde	houden	holen	hålla	at holde	å holde	að halda	at høgda
peuple	Volk	fowk	folk	folk	volk	Volk	folk	folk	folk	fólk	fólk
pomme	Apfel	aiple	apple	apel	appel	Appel	äpple	æble	eple	epli	epli
poisson	Fisch	fish	fish	fisk	vis	Fisch	fisk	fisk	fisk	fiskur	fiskur
loup	Wolf	wulf	wolf	wolf	wolf	Wulf	ulv	ulv	ulv	úlfur	úlvur
cheval	Pferd	pard	horse, pard	happe, paerd	paard, ros	Peerd, Ros	häst	hest	hest	hestur	hestur
livre	Buch	beuk	book	boek	boek	Book	bok	bog	bok	bók	bók
père	Vater	fither	father	heite	vader	Vader	fader, far	fader	fader, far	faðir	faðir
mère	Mutter	mother	mother	mem	moeder	Moder	moder, mor	moder	moder, mor	móðir	móðir
fil	Sohn	sen	son	soan	zoon	Söhn	son	søn	sønn	sonur	sonur
fil	Tochter	dochter	daughter	dochter	dochter	Dochter	dotter	datter	datter	dóttir	dóttir
zéro	null	naught	zero, naught	nul	nul	null	noll	nul	null	núll	núll
un	eins	one	one	ien	één	een	en	en	en	einn	eitt
roi	König	king	king	kening	koning	König	kung	konge	konge	kónungur	kongur
pain	Brot	breid	bread	brea	brood	Broot	bröd	brød	brød	brauð	breyð
or	Gold	gold	gold	goud	goud	Gold	guld	gold	gull	gull	gylt
hiver	Winter	wynter	winter	winter	winter	Winter	vinter	vinter	vinter	vetur	vetur
eau	Wasser	watter	water	wetter	water	Water	vatten	vand	vann	vatn	vatn
parler	sprechen	ta speik	to speak	snacken	spreken	spreken (snacken)	snacka	snagge	snakke	tala	spjalla
demi	halb	half	half	heal	half	half	halv	halv	halv	hálfur	hálv
verre	Glas	glass	glass	glès	glas	Glas	glas	glas	glass	gler	glas
devoir	sollen	to sall	to shall	sille	zullen	schölen	ska	skal	skal	skulla	skula

Ce tableau démontre l'évidente parenté des langues germaniques et l'extraordinaire possibilité de communication qu'offre la connaissance de l'une d'elles.

Diese Tabelle zeigt die offensichtliche Verwandtschaft zwischen den germanischen Sprachen und die ausserordentlichen Kommunikationsmöglichkeiten, die die Kenntnis einer dieser Sprachen bietet.

(6) D'après Wikipédia Les langues germaniques

2. Continuum Culturel

Le Rhin n'a jamais été une frontière culturelle. Les régions situées le long du Rhin supérieur ont de tout temps connu d'intenses échanges, tant au niveau de la littérature, de l'architecture, de la peinture, de la gravure que de la sculpture, dans bien d'autres domaines aussi, les arts et traditions populaires et la cuisine par exemple. Les créateurs et les acteurs culturels n'ont cessé de circuler sur les deux rives. Les éditions ID-l'édition prévoient un livret spécialement consacré aux éléments culturels communs dans le Rhin supérieur. Le continuum culturel ne s'arrête pas aux rives du Rhin, il s'étend bien au-delà. La connaissance de la langue allemande permet une ouverture culturelle sur le vaste espace de langue allemande.

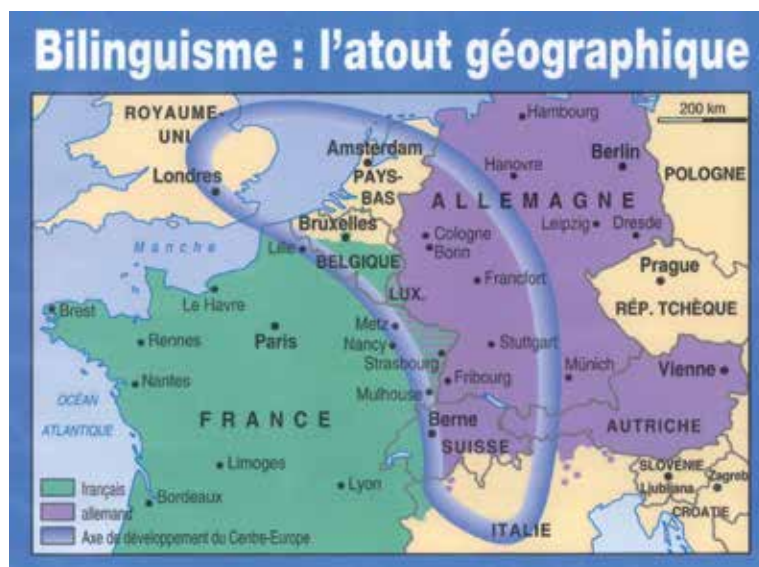
3. Continuum économique :

l'ancrage rhénan et européen de l'économie en Alsace

L'Alsace est fille de l'histoire, mais l'histoire a fait de l'Alsace un glacis politique et économique. Aujourd'hui, et c'est un peu comme une réparation historique, comme une émancipation active des pesanteurs de l'histoire, en tout cas c'est une nécessité vitale, la géographie impose à l'Alsace et à son économie une logique et une dynamique d'ouverture internationale avec une priorité pour le bassin du Rhin.

L'intégration européenne a donné un nouveau souffle à l'Alsace et à son économie. Au fil des ans, l'Alsace est devenue une région dont l'économie est très ouverte. Près de 40 % de la main-d'œuvre travaille pour une entreprise étrangère. Plus de 60 % du chiffre d'affaires total des entreprises alsaciennes est généré par les 1 200 entreprises étrangères de la région, qui à elles seules emploient près d'un quart de tous les travailleurs alsaciens et soutiennent des centaines de PME. L'Alsace a le taux d'emploi industriel des entreprises étrangères le plus élevé de France. Elle compte 400 filiales d'entreprises allemandes parmi lesquelles 70 sont badoises. Le commerce extérieur de l'Alsace est caractérisé par un taux de couverture positif, les exportations dépassant les importations. L'Alsace exporte principalement vers l'Allemagne (près de 27 %) et importe principalement d'Allemagne (près de 30 %).

Dans le secteur tertiaire, 70 % des offres d'emploi exigent la connaissance de la langue allemande. Près de 30 000 Alsaciens gagnent leur vie en Allemagne et en Suisse, où leur avancement professionnel est souvent entravé par une connaissance insuffisante de l'allemand. En Alsace, une personne bilingue allemand-français ne craint pas le chômage. Les personnes bilingues sont très demandées dans tous les secteurs économiques et possèdent un pouvoir d'achat supérieur de 20 à 25 % par rapport aux monolingues. Dans le domaine du tourisme, l'Allemagne est le premier marché étranger et représente près de la moitié des nuitées de l'étranger.



Le bilinguisme permet la conduite d'une politique économique assumant pleinement la situation frontalière de l'Alsace, l'autorisant à vivre à 360 degrés au cœur de l'axe économique principal de l'Europe, à savoir dans ce qui a été appelé la banane bleue c'est-à-dire dans l'épine dorsale européenne (Document publié par l'Office régional pour le bilinguisme supprimé depuis).

Avantages du bilinguisme

Le bilinguisme présente un grand nombre d'avantages. Il ne présente d'inconvénient majeur que pour celles et de ceux qui revendiquent une définition jacobine, pour ne pas dire nationaliste de l'identité française, une nation se définissant par l'unicité de la langue, de la culture et de l'histoire, autrement dit comme une ethnie. Une nation, une langue, fermez le ban ! Le concept postnational d'union dans la diversité, non seulement leur est étranger, il est à leurs yeux source de crime de lèse nation française. En raison des nombreux avantages qu'il présente, le bilinguisme constitue un véritable capital social alsacien, un capital qui reste à recapitaliser... Parmi les nombreux avantages que présente le bilinguisme, retenons-en trois :

1. Bilinguisme et intelligence

L'enseignement précoce de deux langues est un facteur déterminant de développement des capacités intellectuelles de l'enfant et constitue une source de motivations pour l'acquisition de nouvelles connaissances. Il dédouble les perceptions et les codes de lecture du réel et permet, par là même, une ouverture d'esprit bien plus grande. Il favorise les processus cognitifs comme la mémoire, la planification, la flexibilité mentale ou l'attention. Par le jeu de la contrastivité, l'enfant améliore sa langue première et développe des capacités pour l'apprentissage d'une troisième langue, voire d'une quatrième.

En faisant correspondre plusieurs signifiants à un seul signifié, le bilinguisme facilite la capacité d'abstraction et de conceptualisation de l'enfant. Il permet de développer des facilités d'adaptation précoces, de développer une attention plus sélective d'où une meilleure concentration. Les bilingues sont plus performants dans les tâches de planification et de résolution de problèmes. Tout enfant peut raisonnablement devenir bilingue. Et l'enseignement bilingue, parce qu'il dédouble aussi un champ de connaissance et un champ d'expression et de communication, profite plus particulièrement aux enfants issus d'un milieu défavorisé et aux enfants en difficulté affective ou psychologique.

2. Bilinguisme et économie

Sur un marché linguistique et sur un marché du travail de plus en plus ouvert sur des réalités et des interdépendances économiques rhénanes, européennes et mondiales, le bilinguisme apporte une réponse à tous ceux qui se sentent limités dans leurs capacités de rayonner économiquement et commercialement et dans leurs capacités de communication et de promotion professionnelles. Voir aussi le paragraphe Continuum économique.

3. Bilinguisme et langue, culture, histoire et identité

Le bilinguisme présente l'avantage pour ce qui concerne l'Alsace de valoriser la langue régionale, en ce qu'il lui confère une reconnaissance et une existence sociale. Il met fin à sa discrimination, comme au rapport conflictuel entre les langues nationale et régionale, et instaure une coexistence assumée, juste et justifiée de celles-ci. Le bilinguisme français-allemand constitue une excellente base pour l'apprentissage d'autres langues romanes (espagnol, italien...) et pour d'autres langues germaniques (anglais, néerlandais, suédois...).

C'est aussi un apprentissage de la différence, du respect de l'autre et de la tolérance. Il ne fait pas de doute que le bilinguisme ne peut être que profitable à ceux qui en bénéficient, en premier lieu, parce qu'il apporte sa contribution à un renforcement de l'identité culturelle propre, à une approche de la différence culturelle et, ce faisant, à créer les conditions du dialogue interculturel. En effet, la perception des différentes identités nécessite une conscience positive de soi-même. La reconnaissance obtenue, qui génère de l'estime et du respect de soi, est un préalable à la reconnaissance accordée ou à l'estime et au respect de l'autre. Qui ne connaît pas ce qui lui est propre ne peut pas reconnaître l'altérité et encore moins l'apprécier. La démarche d'ouverture à l'autre génère un regard « ré-identifiant » sur soi-même et dans la confrontation à l'autre nous sommes aussi confrontés, renvoyés, à nous-mêmes. Respecter pour se faire respecter. Quand on apprend une nouvelle langue, on apprend aussi le système de pensée et la culture inhérente qui lui sont propres.

Le bilinguisme, parce qu'il construit une culture bilingue, est à la fois réappropriation et partage d'une culture. Il a un effet correcteur sur la déculturation. Il favorise la maîtrise de nouveaux comportements sociologiques et culturels et une nouvelle interprétation de la réalité et de l'expérience, comme il favorise l'enracinement et l'ouverture, c'est-à-dire l'épanouissement d'une culture enracinée dans la région et tournée vers l'universel, d'une culture qui puise à plusieurs sources et d'une culture de synthèse.

Mainstream

L'idée d'une France réduite à une seule langue, au monolinguisme, s'est imposée au travers de la socialisation à la quasi-totalité des Françaises et des Français, y compris à une bonne partie des locutrices et locuteurs d'autres langues de France que le français. La République avait-elle besoin d'éradiquer les langues et les cultures régionales pour donner toutes ses chances à l'apprentissage de la langue française ? On sait aujourd'hui que non. Un bilinguisme bien conçu est parfaitement possible et il est un plus et non un moins ! L'idéologie jacobine qui a prévalu au monolinguisme d'État reste néanmoins très prégnante et constitue un courant de pensée dominant. Elle repose pour beaucoup sur l'idée que c'est la langue qui fait la nation et qu'elle en constitue le ciment principal. Les jacobins tenants de l'égalitarisme ont légalité sélective. Pour eux toutes les langues ne se valent pas ! Quelle est la part de nationalisme conscient ou inconscient dans cela ?

Les Français en excluant leur propre diversité seraient-ils des nationalistes qui s'ignorent ? Ils n'auront pas de réponse à cette question tant qu'un débat national ne sera pas organisé à son propos. Nous sommes convaincus qu'une large partie des Françaises et des Français, si leur avis était sollicité, trouveraient normal qu'on ne demande pas aux locutrices ou aux locuteurs d'autres langues de France d'y renoncer. Au nom de quoi d'ailleurs ? Et qu'ils trouveraient tout aussi normal que ces compatriotes puissent profiter d'une politique linguistique en faveur du bilinguisme français-langue régionale. Que les jacobins qui détiennent largement les rênes du pouvoir politique et médiatique démontrent qu'ils sont non seulement républicains, mais aussi démocrates et qu'ils osent sortir de leur confort et mettent leur conception en débat. Cela contribuerait à ne pas en douter à donner plus de cohérence au mainstream. Nous autres Alsaciennes et Alsaciens qui voyons plus loin de la plateforme de la cathédrale de Strasbourg que les Parisiens de la tour Eiffel, voyons que dans les pays avoisinants une autre politique linguistique et en œuvre et qu'elle ne déconstruit pas pour autant les nations.

Exemple 1 d'opposition à la langue régionale

Extrait d'un discours prononcé en 1972 à Sarre-Union par le Président Georges Pompidou :

« Il n'y a pas de place pour les langues et cultures régionales dans une France qui doit marquer l'Europe de son sceau ! » (cité par Pierre Maugué, in Le particularisme alsacien).

Exemple 2 d'opposition à la langue régionale

« Un enseignement de l'allemand ne peut convenir à côté de la frontière ». Madame GOMIS, Inspectrice des écoles maternelles, 1969 (cité par PK, in L'Alsace, Editions. d'Organisation, 1981).

Exemple 3 d'opposition à la langue régionale

En 1949, le SNI du Bas-Rhin « s'oppose à l'introduction de l'allemand à l'école primaire en Alsace et en Moselle ». Il ajoute qu'il « refusera d'enseigner l'allemand, tant que l'introduction d'une seconde langue ne sera pas envisagée pour toutes les écoles primaires dans le cadre de la réforme de l'enseignement ». En 1973, le SNI du Haut-Rhin « attire l'attention sur le danger que constituerait le développement de l'enseignement de l'allemand à l'école élémentaire. » (cité par PK in L'Alsace, Éditions. d'Organisation, 1981).

Exemple 4 d'opposition à la langue régionale

En 1960 le député Radius : « si l'on veut l'égalité des Alsaciens avec les autres Français sur le plan linguistique, il faut exclure toute extension de l'enseignement de l'allemand ». (cité par Pierre Maugué, in Le particularisme alsacien).

Exemple 5 d'opposition à la langue régionale

« Il y a des gens qui s'imaginent qu'en Alsace c'est libérer les enfants que de les laisser parler l'alsacien. Ce serait à mon avis un non-sens, car ce serait retourner à l'homme des cavernes. » Un Inspecteur de l'Éducation nationale en 1973 (cité par PK, in L'Alsace, Editions. d'Organisation, 1981).

Exemple 6 d'opposition à la langue régionale

« Je suis contre, parce que l'introduction d'une autre langue compromettrait l'équilibre psychologique de nos enfants...De toute façon, nous sommes tous des déracinés... ». Une institutrice, 1976 (cité par PK, in L'Alsace, Editions. d'Organisation, 1981).

Mauvaise foi 1 ?

« En 1966, l'évêque coadjuteur de Strasbourg, Mgr Elchinger, déclarait dans une paroisse que, dans le cadre de la liturgie accordant une large place à la langue populaire aux dépens du latin, le service religieux devrait être célébré uniquement en français, parce qu'il est en général la langue des jeunes. Il demandait que les plus âgés montrent de la compréhension, étant donné que s'ils ne comprennent pas le français, cela ne changerait pas grand-chose à la situation antérieure, puisqu'ils ne comprenaient pas le latin. » (cité par Pierre Maugué, in Le particularisme alsacien).

Mauvaise foi 2 ?

« Vous voulez que notre province soit peuplée d'Alsaciens parlant avant tout très bien le français, mais ayant également une connaissance de l'allemand.. Vous devez faire confiance à la France pour que son gouvernement trouve un système qui ne brime rien et n'abandonne personne ». Monsieur le Préfet, séance du Conseil Général du Bas-Rhin, 25/4/1947.

Mauvaise foi 3 ?

„Nous voulons défendre un bilinguisme qui permet à nos enfants de passer sans heurt du français à l'allemand, de réfléchir indifféremment dans l'une ou l'autre des langues...Nous ne désirons pas d'enseignement de la langue allemande ni dans les écoles maternelles ni dans les trois premières années de l'école élémentaire“. Monsieur Deininger, séance du Conseil Général du Bas-Rhin, 8/11/1971.

Mauvaise foi 4 ?

« ...Nous voyons par exemple que, dans les écoles supérieures, on ne débute avec l'enseignement d'une langue étrangère qu'après l'accomplissement de l'âge de 11 ans. Pour quelle raison alors l'enfant, auquel les parents pour des raisons matérielles ne peuvent pas donner une instruction supérieure, doit être traité autrement ? » M. Sorgius, séance du Conseil Général, 23 avril 1947.

Bêtisier alsacien 1

« Permettez-moi, très amicalement, de vous mettre en garde contre le terme alémanique, car rien n'est prouvé à ce sujet. J'aimerais simplement vous dire qu'en ce qui me concerne je ne sens pas la moindre trace de culture alémanique. Il y a des générations de 1700 à 1850 qui n'ont aucune trace de culture alémanique. D'autres ont peut-être subi le joug germanique, mais il n'est pas question de culture alémanique ». Robert Grossmann (qui parle un dialecte alémanique et porte un nom écrit en allemand), séance du Conseil Général du Bas-Rhin, 12/6/1972.

Bêtisier alsacien 2

« Je dois tout d'abord de vous préciser que le dialecte alsacien n'a jamais été la langue maternelle des Alsaciens et que seule la langue française est reconnue comme telle ». André Bord, Président du Conseil Général du Bas-Rhin, 1979 (cité par PK in L'Alsace les Éditions. d'Organisation. 1981).

Bêtisier venu d'ailleurs

« Lou Jospinou annonce que la France va signer la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires (...). Les Aborigènes vont pouvoir parler leur patois, pardon, leur langue, sans se faire rire au nez. Et peut-être même garder leur accent, c'est-à-dire leur béret et leurs sabots. » (Charlie Hebdo, 7 octobre 1998, Lou Jospinou=Lionel Jospin).

« Monsieur Lang ayant créé un Capes de patois breton, pourquoi ne pas créer un Capes de mendicité ? » (Jean Dutourd, académicien, France-Soir Magazine, 1985).

« Réintroduire les langues régionales ? Son équivalent en zoologie consisterait à réintroduire le dinosaure dans le quartier de la Défense. » (Michel Onfray, philosophe, Le Monde, 10 juillet 2010).

« Je crois que [les écoles bretonnes] limitent le développement, que ça peut limiter le développement intellectuel des enfants. » (Arlette Laguillier, ancienne porte-parole de Lutte ouvrière, TV Breizh, avril 2002).

« Il faudrait que la France fabrique des informaticiens parlant anglais et on nous propose de fabriquer des bergers parlant breton ou occitan. » (Claude Allègre, ancien ministre de l'Éducation nationale, in Sud-Ouest, 30 avril 2001).

Est-il trop tard ?

Il est bien tard, mais pas encore trop tard. Tout serait encore possible. La question linguistique alsacienne n'a pas été traitée à hauteur des enjeux, en tout cas pas de telle sorte que le bilinguisme collectif alsacien puisse vivre et perdurer. Certes, des choses ont été entreprises, mais en dehors du champ de l'identité alsacienne ou alors qu'à celui d'une identité réduite à des éléments qui ne dérangeaient pas. Une identité assumée aurait permis un autre développement, mais en raison du refoulement de pans entiers de ses composantes, cela n'a pas été le cas. Rappelons que c'est en fonction de l'identité qu'elle veut se donner, qu'une collectivité choisit une langue ou des langues. Le choix du bilinguisme collectif n'a pas été fait. Mais pouvait-on le faire dans le contexte psychosociologique d'après-guerre ? Il s'agit aujourd'hui d'en sortir. Les temps ont changé. Regardons les choses en face.

Le bilinguisme collectif se réalise et se maintient par et dans la coexistence sociale et culturelle de deux langues et donc dans le cadre d'une identité collective qui le porte ! Dans le contexte français de la gestion des langues régionales ou minoritaires, cette coexistence, notamment scolaire et médiatique, reste à obtenir. La France est une démocratie. En démocratie, les fortes demandes, expressions de fortes volontés, ne peuvent qu'être satisfaites. Il reste à faire émerger la demande et à la faire aboutir. Il s'agit là d'une responsabilité qui incombe en premier lieu à quiconque détient une part de pouvoir en Alsace. Faute de la prendre, demain il sera trop tard.

Les Alsaciens n'en veulent pas

Propos tenus tantôt par des élus tantôt par de simples citoyens. Les Alsaciens ne voudraient plus de leur langue. Mais ne leur a-t-on jamais posé la question ? Revenons quelques décennies en arrière. Il aurait été surprenant qu'au moment où une population faisait un plein usage de sa langue, celle-ci réponde positivement à la question : voulez-vous renoncer à votre langue ? Du jamais vu ! Que l'avis soit donc enfin demandé à l'ensemble de la population alsacienne après un large et profond débat collectif. Il s'agit qu'elle puisse se faire une opinion ! Parlons de marché linguistique, puisque marché des langues il y a. Quelle est l'offre de langue en Alsace ? Quelle est la demande de langue ? Dans quelle mesure la demande est-elle conditionnée par l'offre.

Si le produit est inexistant, il n'y a évidemment pas d'offre. Si le produit est dévalué et sans possibilité d'en user pleinement, il en va de même de la demande. A produit imparfait correspond une demande réduite ou inexistante. Quand un président de région nous a un jour dit, oui pour le bilinguisme, mais les Alsaciens n'en veulent pas. Quelle était la part de renoncement à prendre un problème à bras le corps et à travailler à faire

émerger la demande en organisant notamment un débat et en proposant plus d'offres ? Quelle était la part d'alignement sur le mainstream et de refus de batailler au sujet d'une question peu rentable électoralement et plutôt mal vue en haut-lieu et pouvant nuire à la carrière ?

Quoi qu'il en soit, les Alsaciens en auraient voulu du bilinguisme si une offre linguistique débouchant sur une existence pleine et entière de la langue régionale leur avait été faite, après l'avoir repositivée dans leur identité. Ils en voudraient encore aujourd'hui si les avantages du bilinguisme leur étant présentés collectivement et si en amont un travail collectif sur l'identité alsacienne étant effectué. Mais c'est la mutation linguistique et non le bilinguisme qui a été programmée et qui est toujours à l'œuvre.

Si l'on voulait augmenter le nombre de locuteurs et construire un bilinguisme collectif, les mesures actuelles n'y suffiraient pas. Ce qui est se fait aujourd'hui sert avant tout au niveau du dialecte à satisfaire partiellement les locuteurs existants, beaucoup pour le plaisir⁷, et au niveau de l'allemand standard à contenter une partie de parents qui souhaitent scolariser leurs enfants en classes bilingues paritaires, une partie seulement d'ailleurs et sans évoquer la question de la compétence linguistique obtenue. Dans ce domaine la demande a toujours été plus forte que l'offre. Pour aboutir à un bilinguisme collectif et ce faisant faire profiter les Alsaciennes et les Alsaciens des nombreux avantages qu'il leur conférerait, il faudrait développer une politique beaucoup plus ambitieuse dans ses objectifs et ses résultats et amplifier nettement les engagements financiers.

Il faudrait en amont être convaincu que le bilinguisme collectif est possible, celui qui permet à chacun d'utiliser la langue de son choix dans les relations sociales et culturelles, sans nuire à aucune, et le vouloir pour l'Alsace. Reste le problème d'une identité française qui relève bien moins d'une « francitude », ouverte et diverse, fondée sur une culture plurielle, que d'une francité repliée et fermée, définie principalement par l'unicité de sa langue, de son histoire et de sa culture. Faire évoluer la conception française de l'identité nationale dans le sens souhaité est un chantier énorme et une condition sine quo non pour que le bilinguisme collectif puisse être et exister. Prenons les choses par le bon bout. Demandons cependant déjà d'importantes concessions dans le cadre du droit à la différenciation qui reste à venir !

Compétence linguistique

Les natifs, ceux qui ont grandi avec une langue donnée, utilisent environ 20000 mots pour communiquer, mais il en faut 10000 pour avoir un niveau avancé et plus de 1000 pour un niveau de base.

Langue allemande : quelques initiatives, quelques continuités, quelques reliques



Panneau installé à l'entrée de Strasbourg, après le pont de l'Europe⁸.



Cas rare d'une commune qui affiche son nom aussi en allemand standard.
© Photo Annette Klein



Barr : autre exemple rare d'une plaque de rue bilingue français-allemand, avant 1940, c'était chose courante.
(Op. cit.)

(7) Il resterait énormément à faire au niveau de la petite enfance, de crèches bilingues ou immersives par exemple, mais pas que !

(8) In Actes du colloque des Rencontres de Strasbourg des langues régionales ou minoritaires d'Europe, Editions Allewil, Fegersheim, 2017.



Idem pour cette plaque vue à Saint-Pierre-Bois (l'inscription peut être lue comme si c'était du standard ou du dialecte). (Op. cit.)



Panneau bilingue vu à Riquewihr. (Op. cit.)



Obernai. Vu récemment une inscription récente en langue allemande. (Op. cit.)



Dans les campagnes alsaciennes on peut encore trouver des traces de l'emploi populaire de la langue allemande. Vu récemment à Mertzwiller: plaque en langue allemande datant de 1858 sur un des murs du presbytère. (Op. cit.)



Dans le même genre une inscription datée de 1617 sur le puits renaissance de Boersch. (Op. cit.)



Idem à Colmar. (Op. cit.)

La plupart des patronymes alsaciens sont rédigés en standard allemand. Il en va ainsi pour Schneider, Maurer, Muller, Mahler, Winter, Schmidt, Strauss, Bauer, Vogel, Hahn... et non sous la forme dialectale Schniider, Müürer, Meller, Möhler, Wenter, Schmett, Kaller, Schtrüss, Büür, Voëjel, Güller. Beaucoup parmi celles ou ceux qui aujourd'hui rejettent l'allemand comme élément de la langue régionale portent pourtant un patronyme allemand : refoulement ou inconscience ? En tout cas un paradoxe alsacien de plus !

Si beaucoup de communes ont vu leur nom être francisé, notamment après 1918 ou encore après 1945, ainsi Châtenois pour Kestenholz, Westhoffen pour Westhofen, Ribeauvillé pour Rappoltsweiler, Saint-Hippolyte pour Sankt-Pilt, il demeure un grand nombre de communes qui n'ont pas connu cela. Il en va ainsi par exemple pour Auenheim, Dalhunden, Forstfeld, Windstein, Altorf, Dachstein, Heiligenberg, Molsheim, Mutzig, Bergbieten, Herrlisheim, Leutenheim, Mulhausen, Dauendorf Dambach, Mietesheim, Oberbronn, Kirchheim, Mollkirch, Waldersbach, Balbronn, Bergbieten, Kirchheim, Schillersdorf, Schiltigheim, Furchhausen, Dingsheim, Willgottheim, Rimsdorf, Altenheim, Lupstein, Printzheim, Andlau, Reichsfeld, Benfeld, Ringeldorf, Kutzenhausen, ...



Première de couverture Rheinblick. Depuis le 26 janvier les DNA et l'Alsace publient un magazine hebdomadaire en langue allemande.



Dans le même genre une inscription datée de 1615 sur le portail de la maison Billex de Sélestat. (Op. cit.)



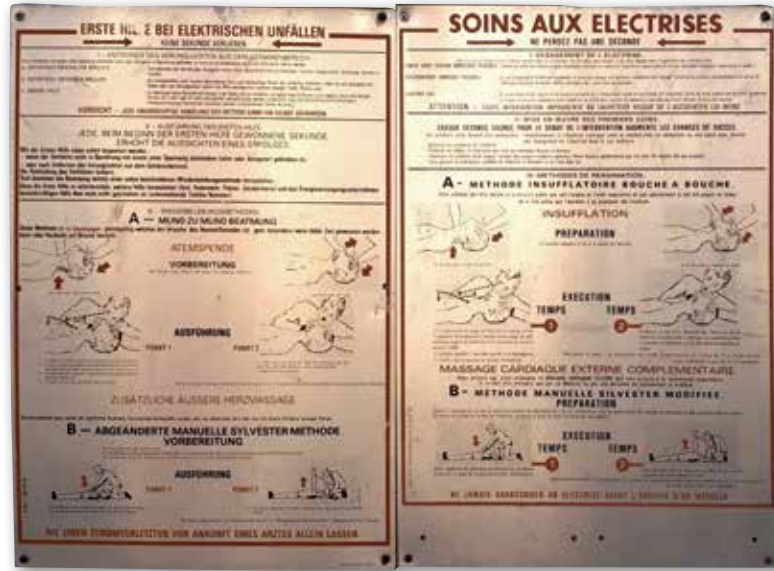
Dans le même genre une inscription datée de 1626 sur le portail de la maison Zu den Ackerleute à Colmar. (Op. cit.)



Johan Volrath der Zeit Bawmeister 1616 : inscription figurant sur une maison de Kayserberg. (Op. cit.)



Dans le même genre une inscription datée de 1833 sur une croix de Huttenheim. (Op. cit.)



Erste Hilfe...

Vu récemment à Ribeauvillé : Plaques en métal longtemps apposées par EDF ou par Électricité de Strasbourg pour prévenir des dangers des installations électriques. Elles étaient jusqu'à une date relativement proche très fréquentes. Elles ont aujourd'hui quasiment disparu. En tout cas elles ne sont plus apposées. La langue allemande est de moins en moins visible dans l'espace public alsacien, ce qui contribue fortement à l'exclure du champ identitaire alsacien. (Op. cit.)



Vu récemment à Benfeld : Attention chien méchant : plaque très courante sur les portails alsaciens encore à une époque récente. (Op. cit.)

Première de couverture d'un livre daté de 1929 et son sommaire. Avant 1940, l'édition en langue allemande d'ouvrages d'érudition ou de vulgarisation était largement majoritaire. Ils étaient destinés à toutes les classes sociales. (Collection Jean-Marie Schaeffer)



Vu récemment à Huttenheim. (Op. cit.)

Fin de cycle pour l'allemand standard en Alsace ? Entre renoncement et alignement



« De Brannzettel ». Document officiel bilingue daté de 2000, sans doute un des derniers, sinon le dernier. (Collection Jean-Marie Schaeffer)



Depuis la disparition de l'édition bilingue français-allemand, les DNA et L'Alsace ont accompagné l'édition monolingue d'un cahier allemand. Ce dernier a cessé de paraître en mars 2020. Il a été remplacé par un magazine hebdomadaire.

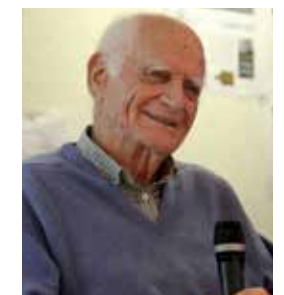


Depuis 1919, les professions de foi électorales étaient en Alsace bilingue français-allemand. Ici la version allemande du Candidat Sarkozy. A partir de 2008, le gouvernement s'est dessaisi de cette obligation. (Collection Jean-Marie Schaeffer)

Quelques citations



« Notre langue : c'est l'allemand. Notre langue maternelle, la langue dans laquelle nous nous exprimons par l'écriture : c'est l'allemand. Si nous parvenons à écrire un certain Elsasserditsch, un dialecte allemand, c'est que nous avons derrière la structure, l'ossature de la langue allemande, le Hochdeutsch... Je suis triphasé et je fonctionne dans les trois phases... Je rêve dans les trois phases et j'utilise chaque fois le tiroir qu'il me faut et dans chaque langue... L'essentiel pour nous, c'est le bilinguisme franco-allemand... notre bilinguisme est franco-allemand et le triphasage fait que le dialecte alsacien sera toujours un phénomène d'accompagnement de ce bilinguisme. » **Germain Muller** (in Germain Muller par Bernard Jenny, Jérôme do Bentzinger Editeur, Colmar, 1997, page 353)⁹



« Un pays qui perd sa langue perd sa culture ; un pays qui perd sa culture perd son identité ; un pays qui perd son identité n'existe plus. C'est la plus grande catastrophe qui puisse lui arriver. » (**Michel Serres** - Défense et illustration de la langue française aujourd'hui, 2018)

(9) Germain Muller, ancien adjoint au maire de Strasbourg en charge de de la culture, auteur, poète, chansonnier, créateur et animateur du cabaret Barabli. © Photo Creative Commons.

« *Ceux qui ne savent rien des langues étrangères, ne savent rien de la leur* »
(**Johann Wolfgang von Goethe**)

« *Une langue différente est une vision différente de la vie* » (**Federico Fellini**)
« *Pour chaque langue que l'on parle, on vit une nouvelle vie. Celui qui ne connaît qu'une seule langue ne vit qu'une seule fois* » (**proverbe tchèque**)
« *Si vous connaissez plusieurs langues - vous avez plusieurs clés pour une serrure* » (**Voltaire**)

« *Les limites de ma langue sont les limites de mon univers* » (**Ludwig Wittgenstein**)

« *Le bilinguisme est un remède contre la pensée unique* » (**Pierre Klein**)

„De Elsässisch Shwane-G’Sang	(Trad. : Chant du cygne alsacien
...	...
Mir sin schients d’Letschte,	Nous sommes paraît-il
Ja d’allerletschte	les derniers, Oui, les tout
Vun däne Lätze,	derniers de ces anormaux
Wo noch so denke	qui pensent encore comme
Wie de Schäddele ne geböje-n-isch.	le crâne leur a poussé.
Noch uns ischferti	Après nous s’en sera fini
Mit dem Trafari,	de cet embrouillamini
Un no wurd endli	et l’on pensera enfin
Im ganze Frankri	français dans toute
„Ge-pensez-vous » numme franzeesch...“	la France...)

(**Germain Muller**)

« *On m’a souvent demandé si j’étais fier d’être Alsacien. J’ai toujours répondu que je n’en étais pas fier, mais plus qu’heureux de l’être, car cela m’a permis de devenir bilingue et biculturel avant de devenir trilingue et pluriculturel avec l’apprentissage de l’anglais. Et cela m’a permis de m’adapter facilement et avec profit dans ma fonction d’attaché linguistique dans mes postes successifs en Australie, en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Grèce et aux Seychelles sans oublier les différents pays européens où le Conseil de l’Europe m’a fait intervenir.* »
(**François Weiss**, docteur en linguistique)

« *J’aimerais cependant mettre l’accent sur une autre façon de promouvoir et de pérenniser notre dialecte, à savoir l’apprentissage précoce de l’allemand. Je dirai que dans l’état actuel des choses en Alsace, nous pouvons et nous devons tous nous mobiliser pour la généralisation du bilinguisme précoce paritaire français-allemand. En tant que linguiste et didacticien des langues, je suis pleinement convaincu de la valeur pédagogique et éducative de cet enseignement. Essayons de sensibiliser les parents et les autorités communales ainsi que les hommes politiques aux bienfaits de cet enseignement qui aura certainement des retombées positives pour notre dialecte en lui redonnant un statut linguistique, social et culturel plus valorisant.* »
(**François Weiss**, docteur en linguistique)

« *La situation du dialecte en Alsace est fortement obérée par la rencontre de deux conflits qui constitue la particularité de l’Alsace par rapport aux autres langues minoritaires en France. La diachronie des conflits militaires et politiques avec une Allemagne, considérée comme ennemie héréditaire, exacerbe un conflit synchronique lié à la hiérarchie des langues dans l’espace politique, économique, culturel et social de l’Alsace. Cette conjonction de deux conflits et leur interférence permanente a dramatisé et faussé les problèmes de filiation et d’identification liés à la connaissance*

et à la pratique du dialecte. » (**Frédéric Hartweg**, Professeur émérite au Département d’études allemandes, Université de Strasbourg)

„*Quiconque se bat pour une langue minoritaire germanique dans un pays où la langue nationale a remplacé Dieu et le Roi, où même les athées et les anars se prosternent devant cet idole, celui-là est réduit à l’impuissance, livré à la dérision, déchu de son humanité.*” (**André Weckmann**, in La Roue du paon, 1988)
« *L’épanouissement linguistique: pourquoi cette restriction? Les contenus véhiculés par les langues sont au moins aussi importants que les langues elles-mêmes. Le problème qui me préoccupe est bien plus vaste. Il s’agit d’une dignité à rétablir, d’une dignité à retrouver, d’une liberté culturelle à conquérir, d’une fraternité plurilingue à construire. Comment vivre et nous épanouir en Alsace dans la liberté totale et dans le respect mutuel total, nous tous: dialectophones, francophones et allophones immigrés. Se battre, d’abord, contre tout ce qui nivelle, qui étouffe, qui opprime. Pour tous ceux qui sont exclus des circuits culturels, pour tous ceux qui sont aliénés par les grandes machines à décerveler mises en place par le Pouvoir et le Savoir officiels. Se battre pour sa langue: parce qu’elle est plus qu’un code de communication, parce qu’elle est l’expression de notre personnalité et le véhicule d’une culture communautaire. Se battre pour sa dignité, c’est lutter pour la dignité de ceux qui la parlent: ouvriers, paysans, artisans, commerçants, c’est-à-dire le peuple trahi par son „élite“. Respecter ensuite la langue et la culture de l’autre, l’aimer. Ne pas combattre l’intolérance par l’intolérance, le chauvinisme français par un chauvinisme alsacien. L’épanouissement culturel de l’Alsace de demain se prépare aujourd’hui. Par une réflexion continue. Par un engagement constant. Par une réoccupation pacifique mais obstinée de tous nos terrains perdus.*”
(**André Weckmann**, Les Cahiers du Bilinguisme n° 2-3, 1978)

(Traduction) « *L’Allemand est ma langue maternelle, car le dialecte dans lequel je suis linguistiquement enraciné est allemand.* » (**Albert Schweitzer**)

Ce qui était évident pour Schweitzer ne l’est plus véritablement de nos jours pour nombre d’Alsaciennes et d’Alsaciens. Le présent ouvrage tend à expliquer pourquoi les choses sont ainsi.
La principale relève de la psychosociolinguistique, à savoir d’un antigermanisme inscrit dans les esprits suite à l’annexion nazie par le mainstream, c’est-à-dire par le courant de pensée des décennies d’après-guerre. En Alsace, cet antigermanisme était tourné contre une part de soi-même et a engendré le rejet de la langue allemande selon une équation : mauvaise Allemagne = mauvaise langue. En pleine crise identitaire et n’ayant plus le pinceau en main, de victimes, les Alsaciens sont devenus complices. L’épreuve les a rendus vulnérables, mais l’épreuve n’est (ne doit être) qu’un passage. Les actes à venir nous diront si les blessures ont transformé les Alsaciens et les ont rendus plus forts, s’ils réhabiliteront pleinement la langue allemande comme étant un des éléments de leur identité et s’ils ouvriront les yeux sur ce que leur vie d’Alsaciens peut avoir de bon. « *Survivre aux épreuves et la meilleure façon de faire ses preuves.* » (Saint-Exupéry).
Le jour où les Alsaciennes et les Alsaciens oseraient à nouveau se réclamer, à côté d’être de langue française, d’être aussi de langue allemande, ils auront résolu la moitié de leur problème linguistique. Il leur restera plus qu’à se confronter à la vision jacobine de la chose linguistique française ! Deux preuves à faire... ou disparaître, sauf à se contenter de la choucroute, des coiffes, des cigognes, des colombages...

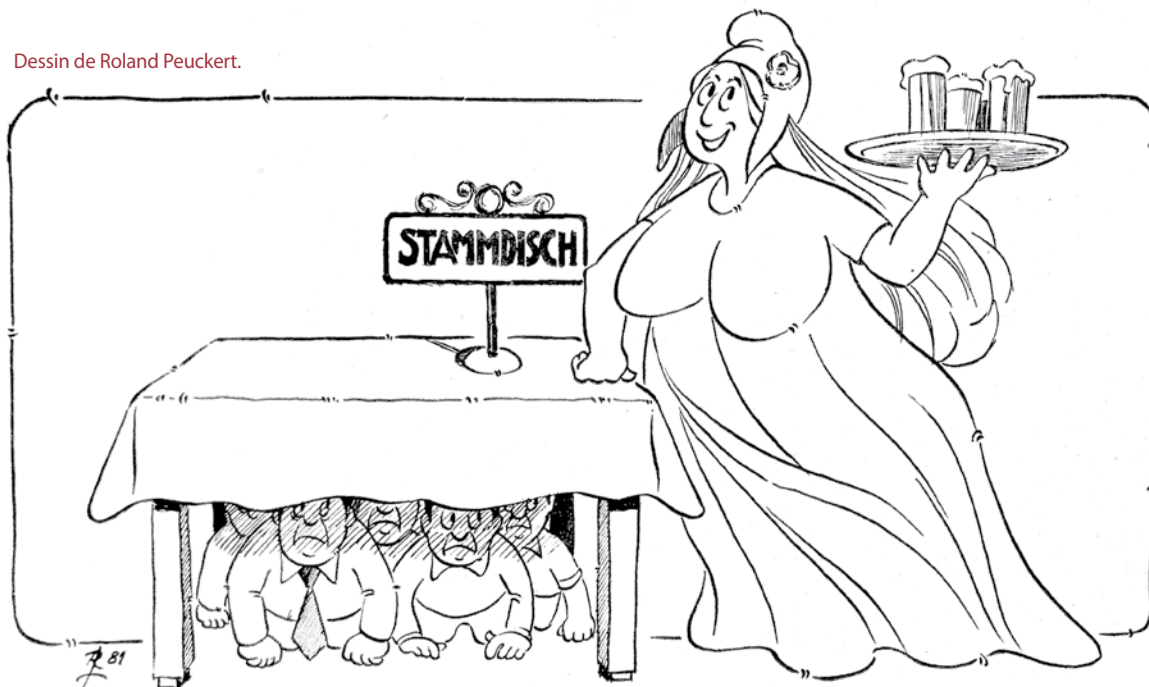
AIDE-TOI ET LE CIEL T'AIDERA

S'il reste difficile d'obtenir de l'État et de ses institutions, en particulier de l'Éducation nationale comme des médias publics plus de mesures favorables aux langues et cultures régionales de France, beaucoup de choses pourraient être entreprises en dehors de ces champs. Ce qui ne signifie pas qu'il ne faille pas continuer à solliciter l'État et ses institutions et déjà à mettre en évidence qu'il reste en la matière bien isolé parmi les démocraties modernes qui nous environnent (conf. en particulier la non-ratification par la France de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, ce qui fait d'ailleurs que la France ne pourrait plus aujourd'hui adhérer au Conseil de l'Europe). Nous sommes convaincus que la gestion de la question linguistique devrait être faite en cogestion avec une participation à parts égales de l'État et des Collectivités alsaciennes. Les médias publics devraient être bien plus ouverts aux réalités linguistiques, culturelles et historiques autrement dit identitaires régionales.

Les Alsaciennes et les Alsaciens qui maîtrisent encore la langue régionale pourraient s'évertuer à la pratiquer d'une part, selon le principe tant qu'une langue reste pratiquée, elle ne meurt pas, et d'autre part à la transmettre. En général, les mêmes pourraient s'appliquer le principe très républicain énonçant que ce qui n'est pas expressément interdit est autorisé et s'investir davantage dans les associations qui travaillent à la promotion de la langue et de la culture régionale. Mais on ne le sait que trop, ils ont été et sont encore largement livrés à eux-mêmes quant aux tenants et aboutissants de la politique linguistique conduite en Alsace, notamment depuis 1945. La grande majorité a-t-elle seulement conscience qu'une politique linguistique est menée en Alsace, tant un débat collectif sur la question fait encore amplement défaut. Les Alsaciennes et les Alsaciens n'ont jamais été invités à faire ensemble un travail rétrospectif et prospectif sur la question linguistique.

Les Collectivités territoriales alsaciennes pourraient elles aussi s'appliquer le principe républicain évoqué ci-dessus et entreprendre un grand nombre de choses qui n'ont pas nécessairement un coût élevé. En premier lieu, leurs élus pourraient tenir un discours mobilisateur et résilient sur la langue, la culture et l'histoire d'Alsace, sur son identité en direction de la population et si possible aussi dans la langue régionale. Des propositions ont été adressées à toutes les communes d'Alsace par la fédération Alsace bilingue (FAB). Elles comptent aussi pour toutes les autres collectivités alsaciennes.

Dessin de Roland Peuckert.



MAIS QUELLE EST DONC LA LANGUE RÉGIONALE D'ALSACE ?

Définition de la langue régionale d'Alsace : extraits de textes officiels

1. Convention-cadre portant sur la politique régionale plurilingue période 2015-2030

Par langue régionale, il faut entendre la langue allemande dans sa forme standard et dans ses variantes dialectales (alémanique et francique). Cette définition n'exclut pas la reconnaissance parallèle du welche, du yiddish et du manouche utilisés dans la région en tant qu'expression de sa richesse culturelle et historique.

Signée en 2015 par : la préfecture de la région Alsace, l'académie de Strasbourg, la région Alsace, le conseil départemental du Bas-Rhin et le conseil départemental du Haut-Rhin.

2. Convention opérationnelle portant sur la politique régionale plurilingue dans le système éducatif en Alsace, période 2018-2022

« La Région Grand Est, le département du Bas-Rhin et le département du Haut-Rhin cosignataires de la convention-cadre et de la présente convention opérationnelle conjuguent leurs efforts pour développer une politique régionale plurilingue reposant sur l'apprentissage d'une part du français et d'autre part de la langue régionale sous ses deux formes : l'allemand standard et les dialectes pratiqués en Alsace. Cette politique plurilingue doit permettre à chaque habitant du territoire alsacien d'avoir conscience de son appartenance historique, géographique et culturelle à l'espace franco-germano-suisse du Rhin supérieur, d'avoir accès à une offre scolaire permettant de viser un bilinguisme, puis un plurilinguisme opératoire, de valoriser et de renforcer ses compétences dialectales et de prétendre à une employabilité transfrontalière. » Signée en 2018 par : la préfecture de la région Grand Est, l'académie de Strasbourg, la région Grand Est, le conseil départemental du Bas-Rhin et le conseil départemental du Haut-Rhin.

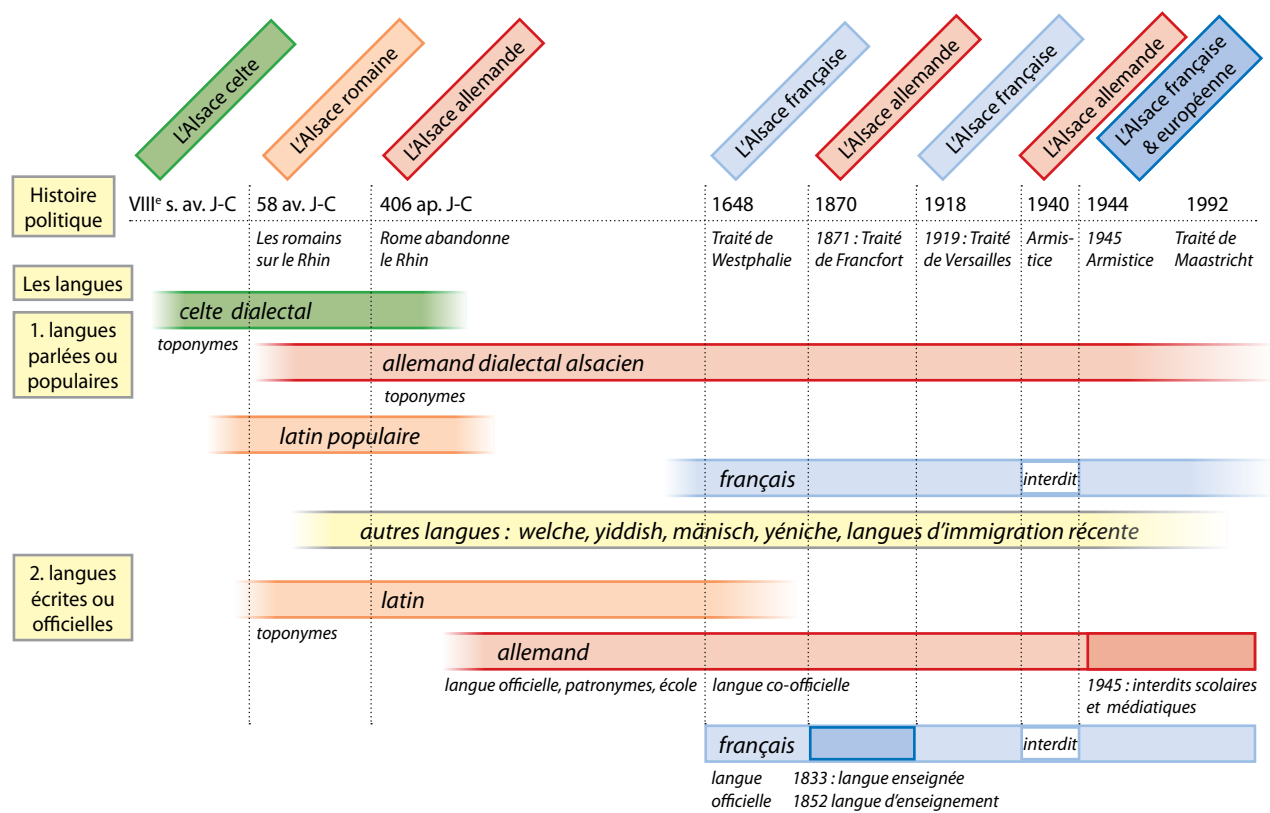
3. LOI n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace (1), Art. L. 3431-4.-

La Collectivité européenne d'Alsace crée un comité stratégique de l'enseignement de la langue allemande en Alsace, dans sa forme standard et ses variantes dialectales, qui réunit le rectorat et les collectivités territoriales concernées et dont les missions principales sont de définir une stratégie de promotion de l'allemand dans sa forme standard et ses variantes dialectales, d'évaluer son enseignement et de favoriser l'interaction avec les politiques publiques culturelles et relatives à la jeunesse.

Argumentaires

Ne changeons pas de paradigme

Nommer la langue est toujours un parti pris et en même temps une identification et un signe, c'est lui donner du sens. Ainsi, le terme alsacien est aujourd'hui de plus en plus communément utilisé pour nommer la langue régionale. Ce terme est néanmoins très incomplet quant à sa signification, car il ne désigne à priori qu'un dialecte, mais laisse croire en l'existence d'une langue unifiée et codifiée dans l'espace et dans le temps. Il fait aussi l'impasse sur la problématique linguistique, historique et culturelle des liens entre les dialectes d'Alsace et l'allemand standard. En Bretagne, on dit le breton pour désigner la langue régionale et en Occitanie l'occitan, en Catalogne le catalan, au Pays basque le basque... Par breton on entend le breton standard et les dialectes bretons, c'est-à-dire la langue standard et les variantes parlées. Il en va de même pour l'occitan, pour le catalan, pour le basque... et l'allemand. Breton, occitan, catalan, basque et allemand sont des termes génériques, des hyperonymes. Historiquement la population alsacienne est de langue allemande avant d'être aussi de langue française. De langue allemande, cela veut dire à la fois à l'oral et à l'écrit, dialectes et standard (allemand). Mais le rouleau et les vagues de l'histoire sont passés par là, les nationalismes et les déconstructions aussi. Les contradictions et les insécurités se sont installées.



Un peu d'histoire linguistique

Les formes parlées de l'allemand, dialectes alémaniques et franciques, sont employées en Alsace depuis plus de 1500 ans, c'est-à-dire depuis qu'en fait l'Alsace existe. Les formes écrites de l'allemand (vieux haut-allemand, moyen haut-allemand, haut-allemand moderne), ont été utilisées en Alsace depuis que celles-ci existent, à savoir depuis le IX^e siècle. L'allemand littéraire (*Hochdeutsch*) a été enseigné à la population scolaire alsacienne, depuis qu'il s'enseigne, durant des siècles et sans interruption jusqu'en 1945. C'est lui qui nous a permis, tout ce temps et qui nous permet encore aujourd'hui pour ceux qui le maîtrisent, de participer à une grande culture universelle, la culture allemande. Encore au courant des années soixante, on lisait davantage les journaux en allemand, on regardait davantage la télévision de langue allemande, on écoutait davantage les radios d'expression allemande, on priait et on chantait davantage en allemand dans les églises qu'en français.

Lire Goethe, Kant, Luther, Freud, Marx, Einstein, Schweitzer dans le texte, excusez du peu. Toute notre histoire et tous nos arts et traditions populaires sont codifiés en allemand littéraire. Oui, l'allemand sous toutes ses formes était une langue populaire en Alsace. Il n'a pas été importé, il est d'ici. Les choses étaient claires, on parlait les dialectes et on écrivait l'allemand. Cette dernière réalité est commune à tous les pays de langue allemande, donc aussi à l'Alsace. Parlée ou écrite, tout le monde avait conscience d'utiliser deux composantes d'une même langue, la langue allemande, le « *Ditsch* ». La chose était d'ailleurs évidente, d'un point de vue français, lorsque la France a conquis l'Alsace, à partir de 1648. Il s'agissait pour elle de conquêtes du Roi en Allemagne, d'une population allemande de langue allemande. Ce double constat est d'importance. C'est le paradigme qui permet d'appréhender la question linguistique alsacienne.



La frontière linguistique romano-germanique sur mil an, entre 840 et 1840 peu de changement, si ce n'est que le germanique a perdu un peu d'espace : coloration rouge.

Des Allemands de langue allemande, c'est ainsi que, selon les documents historiques, le Roi et son administration voyaient les choses. Et l'allemand est, par la force des choses, que cela plaise ou non, devenu une langue de France. Ce n'est qu'à partir du XIX^e siècle que l'on tentera, en France¹⁰, de distinguer, pour ce qui est de la langue première des Alsaciens, les langues parlées et la langue écrite et ainsi de séparer les dialectes de l'allemand, qui selon cette idéologie ne participeraient pas de la même langue. Ce qui aujourd'hui encore demeure vrai, là où existent des communautés germanophones, en Suisse, en Autriche, en Belgique, en Italie, en Pologne... et bien sûr en Allemagne, devenait subitement faux en Alsace. Cette dissociation avait évidemment pour but de faire considérer l'allemand comme une langue étrangère à l'Alsace et ainsi de soustraire celle-ci de la culture d'expression allemande et de l'universalité qu'elle représente et à terme de la « germanophonie¹¹ ».

Les dialectes ainsi privés de la langue de culture de référence ou langue « mère » ne devaient bientôt plus servir à grand-chose et ne tarderaient pas à s'appauvrir et à disparaître. Mais cette dissociation n'étant pas suffisante, il fallait encore que les dialectes soient privés de leur véritable nom. Ainsi, les Alsaciens sont devenus dialectophones¹², c'est-à-dire locuteurs d'un dialecte ou d'une langue dont on ne dit pas le nom. Conserver l'allemand standard nous paraît d'une impérieuse nécessité, parce qu'il nourrit le dialecte¹³, en fait une langue moderne et participe ainsi à sa survie, parce qu'il ouvre sur un paysage culturel vaste et universel, parce qu'il nous met directement en communication avec plus de 100 millions d'Européens et parce que les choses ont toujours été ainsi¹⁴.

(10) Aussi en réponse à un nationalisme allemand naissant qui a des vues sur l'Alsace selon le principe « *soweit die deutsche Zunge klingt* » (aussi loin que retentit la langue allemande).

(11) Ensemble des pays ou régions de langue allemande. Le pendant en quelque sorte de la francophonie, mais qui n'est pas institutionnalisé.

(12) Comme d'autres seraient « langophones ».

(13) Comment, par exemple, dire en dialecte Collectivités territoriales ou encore avortement et carburateur ? Il faut puiser ces expressions à l'allemand standard *Gebietskörperschaften*, *Abtreibung*, *Vergaser* et les adapter en dialecte, les dialectaliser en *Gebietskoerperschäfte*, *Abtriwung*, *Vergäser*. Il s'agit d'une (re)lexification endogène, c'est-à-dire que le signifiant vient de la même langue.

(14) Ce qui n'est pas une raison en soi.

La part de l'Alsace à la formation et au développement de la langue et de la culture allemandes est de première importance : **le premier poème achevé en 870** (Das Evangelienbuch : Otfried), **le premier fabuliste en 1180** (Gleissner), **le chef-d'œuvre du Minnesang vers 1210** (Tristan und Isolde : Gottfried von Straßburg), **la première charte en 1251** (premier document administratif à Lautenbach), **les premières chroniques en 1362** (Fritsche Clossener et Twinger von Königshofen), **le premier livre pour enfants en 1435** (Das heilige Namenbuch : Dankrotzheim), **la première bible imprimée en 1466** (Johann Mentelin), **le livre le plus lu en Europe avant la bible de Luther en 1494** (Das Narrenschiff : Sebastian Brant), **le premier livre de sciences médicales en 1497** (Hieronymus Brunschwig), **la première encyclopédie médicale en 1518** (Spiegel der Artzney : Fries), **le premier Schwankbuch en 1519** (Johannes Pauli), **le premier roman vers 1557** (Der Goldfaden : Jörg Wickram), **la première messe en 1524** à Strasbourg, un an avant Wittenberg, **le premier Vitruvius, livre d'architecture, en 1548** (Vitruvius Teutsch : Riff), **le premier livre de grammaire en 1573** (Ölingen), **le premier cycle de sonnets en 1575** (Johann Fischart), **le premier Journal en 1605** (Relation : Carolus) **par exemple en langue allemande sont alsaciens.**

On ne va tout de même pas créer, *ex nihilo*, une langue écrite et unifiée alsacienne, se couper du monde germanophone et traduire en « alsacien », en « langue alsacienne » toute la contribution alsacienne à la littérature allemande, et elle est importante, hommage en passant à *Arp, Balde, Brant, Bucer, Closener, Fischart, Flacke, Goll, Gottfried, Gleissener, Murner, Otfried, Pauli, Reinmar, Schickele, Schweitzer, Stadler, Tauler, Wickram*¹⁵, toute la littérature mondiale¹⁶ et tout ce qui s'écrit, enfin parce que l'allemand standard nous inscrit dans un environnement culturel, économique, social duquel l'Alsace a toujours participé. Par ailleurs, un « alsacien standard », s'il fallait le créer, prendrait un caractère beaucoup trop artificiel, aurait un effet unificateur au détriment de la riche variété dialectale existante et provoquerait, à terme, nous le répétons à dessein, une coupure avec le reste du monde germanophone, de sa culture notamment.

D'ailleurs, cela ne pourrait pas se faire sans puiser énormément au standard allemand. Le standard alsacien serait de toute façon du standard allemand à 90 %. C'est une orientation que les Alsaciens, dans leur longue histoire, comme leurs voisins les Suisses germanophones, ou encore les Badois par exemple, n'ont jamais voulu prendre. La langue régionale possède son expression écrite¹⁷, l'allemand standard, depuis des siècles et cela nous a plutôt été très utile,



Lettre de baptême datée de 1827. Elle démontre s'il le fallait le caractère populaire qu'avait la langue allemande en Alsace. (Collection Pierre Klein)

(15) Des noms que vous trouverez dans toutes les anthologies de la littérature allemande.

(16) Une langue se justifie par la culture qu'elle véhicule. La littérature théâtrale et poétique dialectale, pour noble qu'elle soit, ne saurait suffire.

(17) Nous ne nions pas que le dialecte puisse s'écrire. Il existe d'ailleurs une très belle littérature théâtrale et poétique en dialecte alsacien qui bien souvent touche à l'universel.

même si aujourd'hui elle est victime d'un rejet d'ordre psychologique et d'une discrimination institutionnelle. Ce n'est pas la langue, quelle qu'elle soit d'ailleurs, qui a fait le malheur des Alsaciens, mais le nationalisme, quel qu'il soit.

L'alsacien, mais pas l'allemand

Certains pour nombre de raisons desquelles la psychosociologie n'est pas absente ne jurent que par le dialecte, par l'alsacien, comme on dit aujourd'hui. Le dialecte nous confère une part d'identité, mais une part d'identité linguistique seulement. D'autres et parfois les mêmes le font au détriment de l'allemand (standard). Seul le dialecte serait alsacien et l'allemand serait étranger à l'Alsace. Propos entendus venant d'adversaires de l'allemand standard comme élément de la langue régionale d'Alsace : d'abord, le pompon, « Comme il n'y a plus de région (Alsace), il n'y a plus de langue régionale. » puis, « L'allemand ne peut être langue régionale, c'est une langue nationale. », aussi « Pourquoi aurait-on besoin de l'allemand comme langue écrite, on a donc le français pour cela. », et encore « Les recteurs Deyon et de Gaudemar ont été instrumentalisés par les Weckmann, Finck et autres Philipps et Philipp (Marthe), le premier pour définir la LR, le second pour ouvrir des classes paritaires français-allemand. »

Un autre pompon : Les tenants du standard comme éléments de la langue régionale d'Alsace font dans le pangermanisme et ont des arrière-pensées nauséabondes.

L'alsacien, mais pas l'allemand, cela voudrait dire que l'on ferait de l'alsacien une langue standard avec tout ce que cela signifie. Mais qui le ferait ? Qui en aurait les moyens scolaires, médiatiques et culturels ? La région, sûrement pas, et l'État qui n'a pas jusqu'à présent démontré sa bonne volonté quant à la reconnaissance et la promotion des langues de France autre que le français. Cela n'aboutirait-il pas finalement à une « patoisisation » ? L'alsacien ne finirait-il pas au même rang que le poitevin ou le saintongeais. Il y aurait la langue noble et nationale d'une part, le français et d'autre part une autre langue, l'alsacien avec sa culture dialectale. Que pèserait l'alsacien seul face au français omniprésent et omnipotent ? L'histoire et la culture nous lèguent la langue allemande sous ses formes dialectales et sous sa forme standard. L'avenir nous l'impose. Nous avons besoin des deux. Les deux ont besoin l'un de l'autre.

Langue standard, langue dialectale

Si nos amis Bretons par exemple ont sur le tard eu recours à une standardisation linguistique parce qu'il fallait un média pour l'enseignement, l'usage officiel et plus généralement l'écrit, une intellectualisation, une « culturation » et une institutionnalisation de la langue aussi, en Alsace, comme dans tout le monde germanophone, le recours à un standard et la standardisation se sont opérés très tôt et développés au fil des siècles, du vieux haut-allemand à l'allemand moderne. Au côté des quatre dialectes bretons, le vannetais, le cornouaillais, le léonard et le trégorrois, il existe aujourd'hui un breton standard, notamment enseigné, mais très peu parlé. En Alsace, de tout temps il y avait, il y a d'une part les parlers franciques et alémaniques qui disposent aussi d'une littérature et d'autre part un standard, l'allemand, lui aussi très peu parlé tout au long de l'histoire. À ceux qui disent que cela c'est du passé, l'on peut répondre qu'aujourd'hui plus de jeunes Alsaciens ont un contact avec le standard allemand qu'avec un dialecte, notamment au travers de l'école, ou encore du travail frontalier ou de la fréquentation des médias suisses et allemands.

Derrière la standardisation il y a souvent aussi un phénomène de singularisation et de nationalisation, voire de nationalisme. Ainsi beaucoup d'États se sont-ils empressés à l'occasion de leur accession à l'indépendance de se doter d'un standard propre, d'une langue nationale. C'est par exemple le cas du slovaque, une langue slave proche du tchèque, ou du néerlandais, un standard construit à partir du bas-francique. Sommes-nous en Alsace dans une période de singularisation et de nationalisation, voire de nationalisme, pour avoir l'envie ou la nécessité de créer, comme les Corses l'ont fait, un standard, alsacien en l'occurrence, une langue alsacienne partant des dialectes ?

Langue alsacienne ?

Évidemment, tout ce qui se parle est langue, mais prenons garde de ne pas changer de paradigme. Dans le monde germanophone duquel l'Alsace a toujours participé, la langue allemande se déploie sous deux formes, le standard et les dialectales, la forme écrite ou littéraire et les formes parlées¹⁸.

Celles et ceux qui propagent le concept de langue alsacienne, s'ils vont au bout de leur raisonnement devraient aussi faire leur le concept de langue badoise, de langue suisse et de langue autrichienne, alors que les régions du Rhin supérieur ont en commun le même dialecte alémanique. N'est-ce pas un peu absurde, isolationniste, balkanisant ? Pourquoi ce besoin de frontière ? « Die Grenzen meiner Sprache sind die Grenzen meiner Welt » (Wittgenstein). La langue a-t-elle besoin d'être dans des frontières ? La langue n'est-elle pas une frontière ? Et, ouvrons le débat, cela ne s'inscrit-il pas dans une définition essentialiste (qui est en soi), substantialiste (qui est ceci), objective, voire ethnique ou pire nationaliste de l'identité ?

À chaque peuple, sa langue ? À la France, le français, à la Corse, le corse, à l'Alsace, l'alsacien ? Quelle est la part de romantisme, de « Sehnsucht » (nostalgie), d'un « Urvolk » (peuple originel) dans leur démarche. La leçon que l'Alsace doit tirer de son histoire politique et culturelle n'est-elle pas en opposition à tout cela ? L'identité alsacienne ne peut être caractérisée par l'unicité. Elle est d'emblée plurielle, caractérisée par des parts d'identité française, allemande, proprement alsacienne et de bien d'autres. La reconnaissance et la (re) construction de l'identité alsacienne ne peuvent être que postnationales, c'est-à-dire une dans sa diversité, riche de toutes ses langues et de toutes ses cultures passées, présentes et futures. Il s'agit de n'en repousser aucune, mais de les valoriser toutes. Être Alsacien, c'est avant tout partager un sentiment d'appartenance et une volonté d'agir ensemble avec d'autres Alsaciens.

Pourquoi ferions-nous ce que ni les Suisses, ni les Autrichiens, ni les Sud-Tyroliens, ni les Belges d'Eupen-Malmédy et d'autres n'ont fait ? Tous ont opté en faveur de l'ouverture à un grand espace linguistique, de l'appropriation d'une grande culture et de l'intégration sociale et économique que confère la koinè allemande, et non pour l'entre-soi et le repli sur leurs seuls dialectes, renonçant ce faisant à une forme d'isolement et de provincialisme, comme à la balkanisation linguistique. La langue allemande nous permet de faire le lien avec notre histoire et notre culture. Elle nous ouvre au monde germanophone (plus de cent millions de locuteurs en Europe) et à une grande culture, à une grande économie aussi. Pourquoi nous amputerions-nous d'un tel capital et de tels avantages ?

Flandre et Moselle, des exemples à suivre ?

Nos amis de la Flandre française et ceux de la Moselle ont respectivement privilégié le flamand occidental et le francique au détriment respectivement du néerlandais et de l'allemand standard considérés comme étant des langues étrangères. Pour quel résultat ? L'enseignement bilingue ne s'y est pas véritablement développé, en tout cas pas comme en Alsace. Serait-ce parce que la demande sociale pour un enseignement français-flamand occidental ou français-francique était trop faible ? En Catalogne française et au Pays basque français les dialectes n'ont pas été dissociés de la langue de l'autre côté de la frontière, de la koinè, avec pour résultat un développement, certes insuffisant, mais bien réel d'un enseignement respectivement français-catalan ou français-basque.

L'allemand est alsacien, tout comme l'alsacien, c'est de l'allemand.

N'en déplaise aux esprits jacobins qui de toute façon sont hostiles à une reconnaissance officielle des langues de France autres que la langue française. Que l'allemand ait été la langue d'Auschwitz et de Buchenwald cela



Isch Elsasserditsch
Ditsch ?

les arrange bien. Cela permet de rajouter une couche supplémentaire à l'hostilité évoquée et d'accentuer l'antigermanisme français traditionnel qui en Alsace se retourne contre nous-mêmes.

Prenons garde de ne pas reproduire le modèle imposé.

Si de nos jours l'allemand apparaît pour beaucoup comme une langue étrangère, si cela crée une gêne et même de l'agressivité que de vouloir le rendre visible et l'utiliser dans l'espace public, nous sommes en présence d'une construction, de quelque chose de voulu, d'une réaction opérée par une savante action pédagogique mise en œuvre en particulier après 1945. N'occultons pas les interdits scolaires, médiatiques et culturels qui ont été prononcés à l'égard du standard.

Question. S'il n'est pas d'ici pourquoi donc a-t-il fallu l'interdire ? Aucun peuple n'abandonne volontairement sa langue première. Les mutations linguistiques sont mises en œuvre par ceux qui organisent la socialisation, notamment à l'école, mais aussi dans les médias. Elles sont le résultat d'une politique. Être contre l'allemand dans une région, qui tout au long de son histoire, a toujours participé de la « germanophonie », relève d'une profonde manipulation des consciences, dont le résultat le plus efficace est l'autoaliénation. Ne perdons pas de vue que le discrédit jeté sur l'allemand standard est une des causes principales qui ont provoqué le lent dépérissement de l'allemand dialectal d'Alsace, de l'alsacien. Une fois que les dialectes ont été coupés de la langue de culture de référence ou langue mère, leur déconstruction, quantitative et qualitative, était assurée.

Dire que l'allemand parce qu'il est alsacien est une langue de France, cela a des incidences d'ordre géopolitique. Dire que l'allemand est alsacien, cela met la culture alsacienne au niveau de la culture française. On comprend que tout cela puisse déranger certains. Nous autres Alsaciens francophones et germanophones aimons les deux langues française et allemande. Nous n'avons pas à en aimer une au détriment de l'autre. Nous voulons les deux, si cela doit encore avoir un sens de se dire Alsacien.

Bilinguisme, multilinguisme, plurilinguisme

S'agissant de linguistique, on parle d'États ou de Régions, monolingues, bilingues ou multilingues et d'individus monolingues, bilingues ou plurilingues. Si l'Alsace se revendique du bilinguisme, cela n'empêche en rien le plurilinguisme des Alsaciennes et des Alsaciens, bien au contraire. Une Alsace bilingue, cela signifie que le bilinguisme français-allemand doit être rendu possible pour toute Alsacienne et pour tout Alsacien. Ce bilinguisme n'entrave en rien la défense et la promotion des autres langues d'Alsace.

Langue et nation

On ne le sait que de trop, en arrière-plan de notre débat se trouve la confusion opérée par beaucoup entre langue et nation. Un Alsacien peut s'investir en faveur de la langue allemande sans que cela relève d'un apparentement à l'Allemagne ou du pangermanisme, voire de nostalgies douteuses. Tous ceux qui parlent l'allemand ne sont pas Allemands. Dans ce débat nous ne sommes pas dans le choc des nationalismes, ne nous trompons pas d'époque. L'heure n'est-elle pas à l'ouverture et au trait d'union, à l'interculturalité et à la « transfrontalité » ? Et puis, est-ce la langue qui fait la nation ou n'est-ce pas plutôt la nation qui fait la langue ? Preuve en est que les nations singulières ont opté pour une langue, les nations plurielles pour plusieurs langues, c'est respectivement le cas de la France et de la Suisse par exemple.

La langue est-elle véritablement le ciment essentiel de l'union nationale ? Ceux qui en France étaient dans la résistance et ceux qui s'étaient rangés du côté du maréchal parlaient la même langue et pourtant n'étaient unis en rien. Et la nation était alors bien déchirée. Poursuivons. Qu'est-ce qui distingue un Suisse francophone d'un Français francophone. Ce n'est pas la langue. Qu'est-ce qui fait de l'un un Suisse et de l'autre un Français. Ce n'est pas la langue. En tout cas pas que la langue. Ce qui fait de l'un un Suisse et de l'autre un Français, c'est la

(18) C'est chose relativement récente que le standard soit aussi parlé, mais avec une coloration régionale.

culture et notamment la culture politique transmise et partagée au travers de la socialisation et de sa stratégie identitaire. L'identité collective nationale ou régionale résulte de la rencontre d'identités individuelles mettant en commun par socialisation un sentiment d'appartenance et une volonté d'être et de vivre ensemble. Elle est d'abord subjective avant de reposer sur des données objectives.

Postnationalisme et union dans la diversité

D'emblée, le bilinguisme alsacien s'inscrit dans le postnationalisme. Il ne peut dès lors être question d'une définition objective de l'identité reposant sur l'unicité de la langue, de l'histoire et de la culture. Dépassant ce dernier cadre, le bilinguisme implique la reconnaissance et l'application du principe de l'union dans la diversité, un concept éminemment postnational, qui reste amplement à inscrire dans la culture politique française.

Extrait de la Constitution helvétique :

...Le peuple et les cantons suisses... déterminés à vivre ensemble leurs diversités dans le respect de l'autre et l'équité,...

La Suisse a fait de sa diversité linguistique un des piliers de son unité nationale. Bien plus que d'être « unie dans la diversité », elle est unie par la valorisation de ses différences.

Nous devenons Français en ce que nous faisons nôtre ce que l'on nous présente de la France, en s'y identifiant. Mais ce qui nous est présenté de la France relève bien moins d'une « francitude », ouverte et diverse, fondée sur une culture plurielle, que d'une francité repliée et fermée, définie principalement par l'unicité de sa langue, de son histoire et de sa culture, c'est-à-dire comme une ethnie. Or, la France, ce n'est pas cela. La nation française ne saurait reposer que sur des données objectives. La France, c'est d'abord la nation subjective. On l'a un peu oublié et ce faisant le principe de l'union dans la diversité n'a été qu'insuffisamment installé dans l'habitus français. De par ce fait national, la France a méconnu et même dévalorisé sa propre diversité, linguistique notamment. Nous devenons Alsaciens en ce que nous faisons nôtre ce que l'on nous présente de l'Alsace, en s'y identifiant. Et parce que l'école et pas que l'école ne nous présente rien de ce qui a fait et fait l'Alsace, ou si peu, nous ne pouvons pas faire nôtre ce qui ne nous est pas présenté. Et comme on ne peut pas s'identifier à ce que l'on ne connaît pas, nous ne sommes pas loin en Alsace d'avoir atteint le degré zéro du niveau d'adhésion à l'alsacianité. Cela explique la crise du NOUS alsacien, une crise qui, notamment, porte en elle, provoque et soutient la déconstruction linguistique.

Les Alsaciens sont des citoyens français comme les autres.

Mais au-delà d'être des citoyens, ils sont aussi Alsaciens. Ce faisant, ils ont vocation à être de langue et de culture française et allemande. C'est à la fois une chance et un devoir. Et si pour nous Alsaciens, il s'agit de défendre et de promouvoir une identité alsacienne ouverte et plurielle, il s'agit pour l'ensemble des Français de défendre et promouvoir une identité française une et diverse. Toute chose qui reste à venir et à obtenir. L'histoire et la culture nous lèguent la langue allemande. L'avenir nous l'impose. C'est à ne pas en douter ce que pensaient les politiques, les intellectuels, des syndicats d'enseignants, des associations de parents d'élèves et le mouvement culturel alsacien qui à partir de la deuxième moitié du XX^e siècle revendiquaient une place pour la langue allemande dans le système scolaire alsacien et soutenaient les efforts fournis en la matière. Ainsi en a-t-il été notamment du président Pierre Pflimlin, d'Alfred Kastler (prix Nobel), du président Adrien Zeller, d'André Weckmann (écrivain bilingue), d'Eugène Philipps (sociolinguiste), de Germain Muller, de Marcel Rudloff, d'Adrien Finck, de Raymond Matzen, du recteur Deyon, du recteur de Gaudemar,... et de beaucoup d'autres.



Alfred Kastler, prix Nobel.

« ... pour le jeune écolier alsacien, l'acquisition de la langue allemande - à côté de celle de la langue française - est un droit que nous exigeons... »¹⁹

Consensus ?

Les Alsaciens, et il faut y inclure tous ceux venus d'ailleurs et qui construisent leur avenir en Alsace, ne partagent pas tous le même point de vue en ce qui concerne le bilinguisme français-allemand et la culture bilingue, tant s'en faut. La politique linguistique et culturelle poursuivie par l'État depuis des lustres en Alsace et ailleurs en France, y a toujours trouvé et y trouve encore de chauds partisans, mais aussi de lucides opposants. Les avis sont partagés. Le consensus n'existe pas. Il ne peut pas exister parce qu'il n'est pas recherché, sans quoi le débat serait organisé, sans quoi le mutisme des faiseurs d'opinions ne serait pas aussi criant et la chape de plomb aussi lourde. Quand donc a eu lieu le dernier débat à destination du grand public au sujet de la langue régionale et de sa place dans la société alsacienne ? Un consensus non recherché ne peut tout simplement pas être trouvé.

La régression de la langue régionale

La langue régionale a considérablement régressé et continue de régresser. Ce constat, pour navrant qu'il soit, est indiscutable. À l'origine de cette régression se trouvent plusieurs déficits dont la langue régionale continue de souffrir, déficit de fonctionnalité, déficit de relation entre les dialectes et l'allemand standard, déficit de reconnaissance officielle, déficit de sentiment linguistique, déficit de sentiment identitaire. Ces déficits sont causés à la fois par des réalités objectives (politique linguistique, loi fondamentale, statut des langues, école, média...) et par des représentations mentales (perceptions de la chose linguistique, culturelle et identitaire), largement formées par ces réalités, qu'elles renforcent à leur tour par les comportements qu'elles génèrent. À la longue, elles se sont installées en habitus... alsacien. Si le bilinguisme doit avoir un avenir en Alsace, et si l'identité alsacienne doit (re)trouver cohérence et signification, alors un travail de réforme de certaines conceptions, de (re)construction de symboles et d'emblèmes identitaires, mais aussi, et peut-être surtout, de modification de certaines représentations mentales s'impose. Et quiconque prétend vouloir œuvrer à une politique linguistique bilingue ne peut faire l'économie d'un tel travail et doit le situer principalement dans le cadre de la socialisation. Bilinguisme et identité alsacienne sont étroitement liés.

Le déclin de la langue régionale : refoulement, comportement linguistique, crise d'identité

L'Alsace se trouve à l'heure actuelle en pleine mutation linguistique. Quelle a été et quelle est l'attitude psychologique adoptée par les Alsaciens, en tant qu'individus, notamment depuis 1945, pour que ce changement de langue puisse s'opérer ? Parce qu'il ne suffit pas que le(s) pouvoir(s) impose(nt) une autre langue, il faut encore que les locuteurs intéressés participent, bon gré ou mal gré, consciemment ou inconsciemment, à la mutation. À première vue, cette attitude semble relever du paradoxe, mais à y regarder de plus près, elle relève bien un peu de la pathologie. D'une part, à chaque fois qu'ils ont été consultés, les Alsaciens se sont exprimés massivement en faveur de la langue régionale, notamment en faveur de l'enseignement de l'allemand ; d'autre part, ils ont, plus ou moins, joué le jeu de l'assimilation et de la déculturation. Dans leur ensemble, ils ont donc été à la fois pour et contre. Antinomie alsacienne ? Dans leur ensemble, ils n'ont plus voulu être ou devenir qui ils sont. Schizophrénie alsacienne ? Mais comment cela s'est-il produit ? Les causes

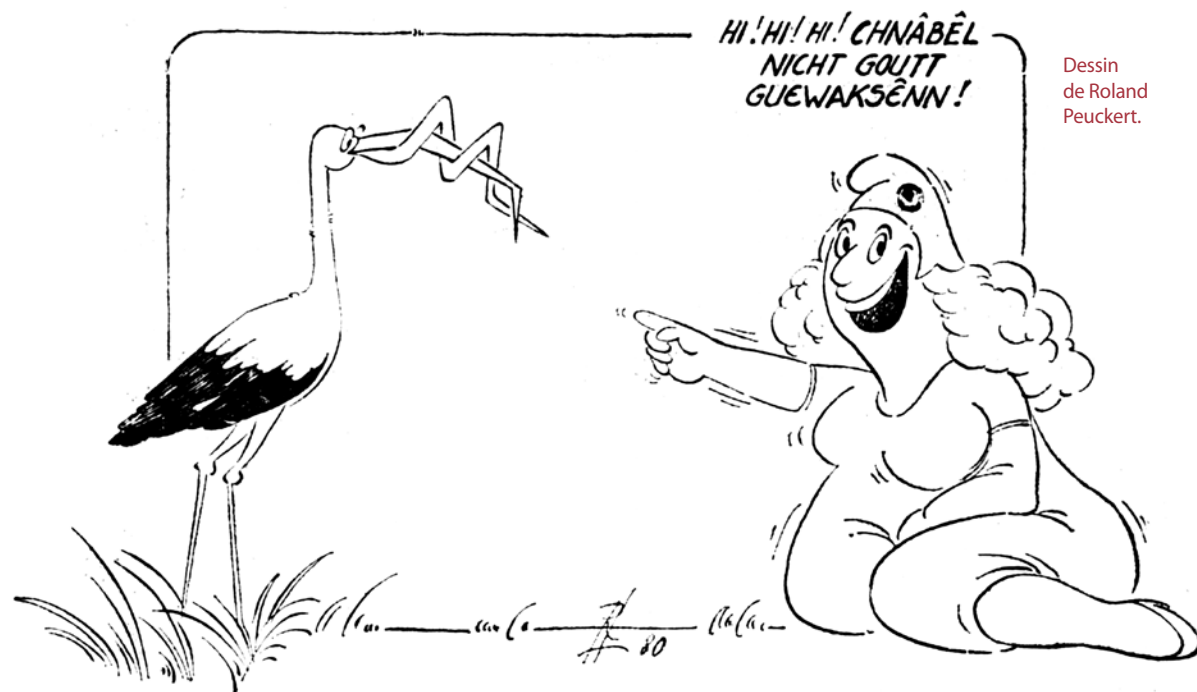
(19) In Notre avenir est bilingue/Zweisprachig unsere Zukunft, Cercle René Schickele, Strasbourg, 1968.

se trouvent dans des phénomènes d'ordre politique, sociologique et psychologique. La régression et peut-être l'abandon de la langue régionale ont été provoqués par des mesures réglementaires, notamment scolaires, sociales et culturelles, en application de certaines conceptions républicaines françaises, avec le concours de mécanismes subjectifs largement construits par le(s) pouvoir(s), notamment de représentations mentales, et par le refoulement.

Résilience

Depuis 1945 beaucoup d'eau a coulé sous les ponts du Rhin. Nous vivons dans un autre monde. Après tout ce temps, il serait heureux que l'Alsace se montre, enfin, allait-on dire, fière d'une bonne part de son passé. En 1945, l'antigermanisme était omniprésent et on peut le comprendre. Mais cet antigermanisme n'était-il pas tourné contre une part de nous-mêmes, de notre alsacianité. Si l'Alsace est sortie traumatisée par une mauvaise Allemagne du conflit de 1940-1944/1945 et si le post-traumatisme alsacien s'est caractérisé pendant des décennies par un antigermanisme primaire, de surcroît tourné contre soi-même, cela doit-il s'installer indéfiniment, avec tout ce que cela représente d'abandon et de perte ? Le temps de la résilience n'est-il pas venu 70 ans plus tard. Celui du « Werde der du bist », c'est-à-dire de la mise en œuvre de toutes ses capacités et propriétés, le temps de l'épanouissement, le temps du fais ce que tu peux faire.

Cette mauvaise Allemagne nous a fait renier ce que l'Alsace avait d'allemand, j'entends de culture allemande, c'est-à-dire en particulier Otfried von Weissenburg, Gottfried von Straßburg, Sebastian Brant, Jakob Wimpfeling, Johann Fischart, Jörg Wickram, Ernst Stadler, Hans Arp, René Schickele, Albert Schweitzer et bien d'autres, mais aussi des pans entiers de notre histoire politique et de notre culture populaire. Pour le plus grand nombre, l'Alsace ne pouvait alors renaître qu'en renonçant aux identifications non françaises et en devenant plus française que la France. C'est là que se mettra en place le trop fameux complexe alsacien et que s'installera durablement une crise identitaire caractérisée par la perplexité, l'apathie et une forte suggestibilité. « Enfin, redde m'r nimm devun ! ». Si l'Alsace a été victime des antagonismes nationaux, elle a aussi été le lieu où se sont rencontrées et fécondées deux grandes cultures européennes, la française et l'allemande. Ne perdons pas de vue qu'il



Dessin de Roland Peuckert.

existait une autre Allemagne, une bonne Allemagne et que l'Alsace en avait participé et même apporté une part importante à la formation et au développement de la langue et de la culture allemandes. Que l'Alsace retrouve conscience d'elle-même, c'est-à-dire qu'elle n'oublie plus sa mémoire. En faisant à nouveau se rencontrer, ce qui n'aurait jamais dû se séparer, et se féconder les cultures française et allemande, elle (re)aura tout à gagner et avec elle la France tout entière.

La reconquête des espaces perdus

Le déclin du dialecte et celui du standard ont été concomitants, avec une double peine pour le dialecte : perception de langue de ploucs surajoutée à l'antigermanisme. La reconquête des espaces perdus sera concomitante ou ne sera pas. On ne réhabilitera l'un, sans réhabiliter l'autre. Les deux ont partie liée. Le pire serait de les opposer. Le standard facilite un retour au dialecte pour qui ne le pratique pas. Le standard enrichit le dialecte. Partir du dialecte pour qui l'a appris facilite l'appropriation du standard. L'un justifie l'autre, l'un a besoin de l'autre. Il s'agit de sortir d'une certaine « schizoglossie » alsacienne en faveur d'une saine diglossie.

La Suisse alémanique pourrait être un exemple à suivre.

En Suisse alémanique, il n'y a pas de véritable relation hiérarchique entre les deux variétés employées (standard et dialecte). Elles sont choisies en fonction du canal de communication, l'allemand longtemps considéré comme variété « haute » étant en fait plus simplement la variété écrite, et le suisse-allemand, qualifié parallèlement de variété « basse », étant la variété orale qui, pour autant, n'a pas un statut inférieur par rapport à l'allemand standard, souvent appelé « Schriftdütsch » par rapport au « Schwitzerdütsch ». Au stade de confinement où se trouve la langue régionale, l'heure est grave. Il s'agit de reconquérir des espaces perdus par les deux composantes de la langue régionale et de donner corps au travers d'une offre linguistique généralisée à tous les domaines de la vie sociale, économique, éducative et culturelle²⁰ à un véritable bilinguisme collectif permettant à tout un chacun d'utiliser la langue de son choix, nationale ou régionale dans les domaines évoqués. C'est l'exception culturelle alsacienne qui se nourrit de deux langues, la française et l'allemande, et n'en rejette aucune. Il s'agit maintenant de se saisir de la globalité du problème et mettre en vigueur une politique linguistique à la hauteur des enjeux. Demain, il sera trop tard. Appel est lancé à quiconque détient une parcelle de pouvoirs en Alsace. Standard et Dialecte, c'est „Win-Win“.

Quelques points de vue d'institutions, de personnalités ou d'associations sur la définition de la langue régionale d'Alsace, voir : www.ica.alsace

(20) Il se parle à travers le monde quelque 6 000 langues. Il en disparaît chaque année plusieurs dizaines. Disparaissent celles qui ne bénéficient pas d'un emploi public dans les domaines évoqués.



Dessin de Roland Peuckert: dans ce domaine, elle s'y connaît...

EN GUISE DE CONCLUSION

Demain ?

L'Alsace se trouve à la croisée des chemins. Soit elle disposera à l'avenir des pouvoirs et des moyens lui permettant de définir et de gérer ce qui lui est propre, tout en définissant et gérant avec d'autres ce qui est commun, soit elle disparaîtra dans les oubliettes de l'histoire, alignée qu'elle serait sur l'uniformité jacobine qui se veut d'unir les mêmes et non les différents et qui ce faisant crée des « territoires » neutres d'histoire, sans identité, sans réel pouvoir et ayant tous les mêmes propriétés ou presque²¹. La France n'a jamais conduit en Alsace une politique à la hauteur des enjeux, obsédée qu'elle est par l'égalitarisme et coincée qu'elle est dans son centralisme, et l'Alsace n'a jamais disposé des pouvoirs et des moyens pour le faire. L'Alsace aura-t-elle à l'avenir le choix entre d'une part la normalisation, c'est-à-dire l'alignement jacobin sur l'indifférencié et d'autre part la différenciation, c'est-à-dire l'exercice girondin de compétences et de dérogations particulières ? Rien n'est moins sûr !

Les combats perdus sont ceux que l'on n'a pas menés

À décharge de l'État central, il faut se poser la question de savoir si les Alsaciens ont exprimé une forte demande collective au sujet de la place de la langue et de la culture régionales dans la société alsacienne. La France est une démocratie et en démocratie les demandes exprimées majoritairement doivent être satisfaites, même si en la matière les demandes doivent être fortes, vraiment fortes.

Il n'y a pas si longtemps pendant la période de l'entre-deux-guerres (1918-1940), les Alsaciens se sont battus dans leur grande majorité pour préserver des acquis et en particulier pour le maintien de l'allemand comme langue de la société alsacienne à côté du français, obtenant même pour lui une quasi co-officialité, tant nombre de documents publics ou administratifs étaient aussi rédigés en langue régionale allemande. Nulle autre région de France n'a connu cela dans son histoire récente.

Pourquoi de nos jours les Alsaciens ne mènent-ils plus vraiment ce combat-là. Sentent-ils qu'ils l'ont sans doute déjà perdu, lorsque l'on sait que moins de 1 % des enfants sont de nos jours familiers du dialecte.

Avant-guerre, la société civile produisait des partis politiques pour défendre l'exception politique et culturelle alsacienne. La société civile appuyait les hommes politiques qui ferraillaient avec le pouvoir central afin d'obtenir des concessions et réciproquement les hommes politiques diffusaient une culture politique dans la société civile en adéquation. Avant-guerre la société civile était porteuse de l'idée de pouvoir décentralisé dont elle avait fait l'expérience pendant le Reichsland. Avant-guerre, il existait une puissante et multiple presse d'opinion et ce faisant un très large débat. Tout cela a conduit le pouvoir central à faire des concessions : maintien d'un droit local et enseignement obligatoire de l'allemand notamment.

Aujourd'hui, lorsque sont organisées des manifestations en faveur de la langue et de la culture régionales, on ne voit pas les partis politiques, les syndicats, les églises, les intellectuels, les universités, les sociétés de musique, de théâtre et de folklore, le monde économique, les corps intermédiaires... Tout ce beau monde qui d'une certaine façon représente la classe dirigeante alsacienne et est faiseur d'opinions ne se solidarise plus sur la question linguistique et culturelle et partant identitaire alsaciennes. Certes, il en est qui épisodiquement et sporadiquement entreprennent des démarches, mais l'unité fait toujours défaut. Pris individuellement, les

(21) Il existe en effet des statuts particuliers en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, aux Antilles, en Corse, à Paris...

Alsaciens affichent intimement un fort sentiment alsacien, mais comme mon ami Jean-Marie Woehrling aime à dire « les Alsaciens sont croyants, mais pas pratiquants ». Les sociétés bretonnes et corses²² sont largement unies sur l'essentiel et le manifestent lorsque l'essentiel est en jeu. Ce n'est pas ou plus le cas de l'Alsace.

Durant des décennies depuis 1945, la société alsacienne a été, au sujet de la question qui nous préoccupe, caractérisée par l'impuissance (Hilflosigkeit), par l'incapacité à s'affirmer et d'entrer en conflit (Konfliktunfähigkeit), et par une lassitude de l'ingérable qui ressemble au fatalisme. Et aujourd'hui, elle est largement alignée sur les réalités politiques et identitaires françaises.

En conséquence de tout cela, elle ne fait plus émerger une classe politique prompte à percer le plafond de verre et à aller jusqu'au conflit pour défendre l'essentiel et en retour cette classe politique ne diffuse plus dans la société l'idée de bouleversement du statu quo. La classe politique est à l'image de la société et réciproquement. Que s'est-il passé ?

Entre-temps, l'Alsace aura subi le traumatisme de l'annexion nazie et ses conséquences psychosociologiques déjà évoquées. Elle aura connu l'imposition du monolinguisme et les interdits scolaires, médiatiques et culturels frappant la langue allemande et l'absence d'enseignement des éléments identificatoires que sont l'histoire et la culture d'Alsace. Le pouvoir central après 1945 réussira là où il avait partiellement échoué avant-guerre. L'Alsace aura vu disparaître au fil des décennies nombre de journaux d'opinion et le développement de médias publics plus enclin à faire du parisianisme en région qu'à faire du régionalisme, c'est-à-dire à défendre et à promouvoir l'identité régionale et à investir dans le débat. Quand donc a eu lieu le dernier débat sur la question linguistique et culturelle. Y en a-t-il jamais eu de véritable ?

Nous voilà dans les deux principaux problèmes alsaciens qui sont en amont de tout : l'absence de débat et l'absence d'un enseignement généralisé de l'histoire et de la culture d'Alsace.

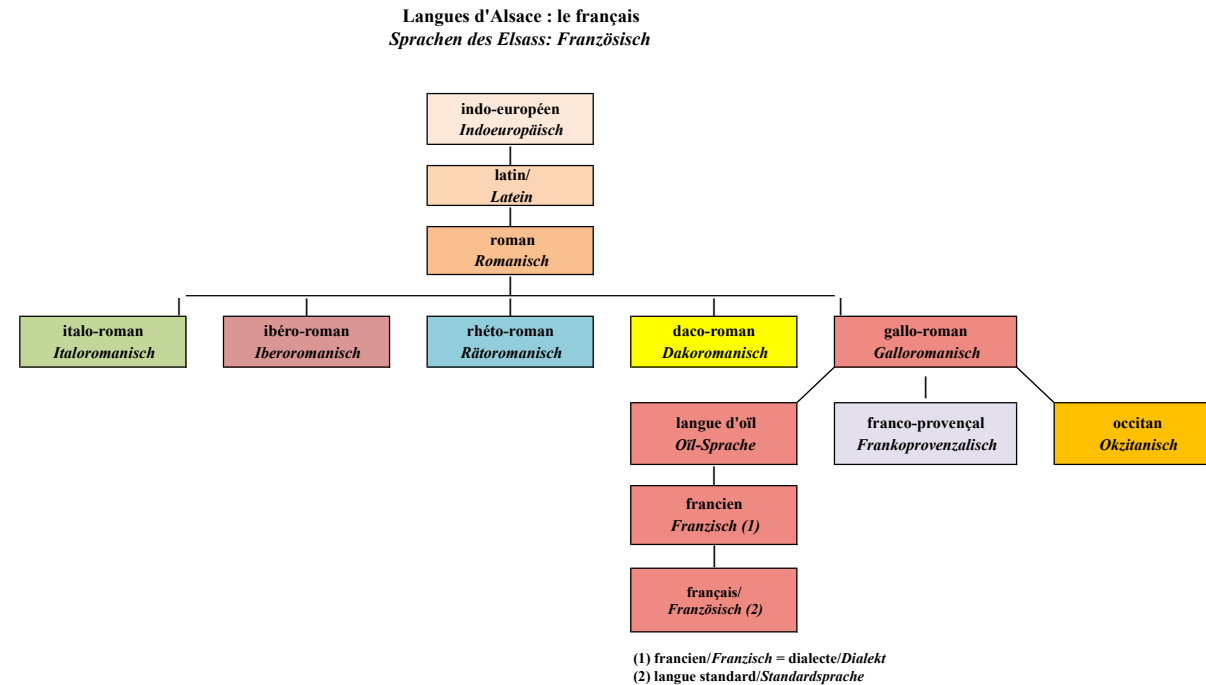
Si l'Alsace reste la région de France avec le plus fort taux de locuteurs en langue régionale, cela ne sera bientôt plus le cas. L'Alsace est appelée à rejoindre les autres régions dans la quasi-disparition de l'existence sociale de leur langue régionale. Les voies en sont tracées et les mécanismes sont en place. D'ailleurs, ils l'étaient déjà avant 1870. Et si l'Alsace n'avait pas été détachée de la France, tout porte à croire qu'elle en serait au même stade quant aux locuteurs. La patoisisation aurait fait plus tôt son œuvre néfaste.

Seule une politique linguistique globale, prenant appui sur le nécessaire droit à la différenciation à venir et à obtenir, conférant à l'allemand standard et aux dialectes d'Alsace, mais aussi à l'histoire et à la culture d'Alsace, une place pleine et entière dans la société alsacienne, une vraie existence sociale en somme, permettrait de reconquérir des espaces perdus. Une co-officialité langue nationale-langue régionale serait en mesure de le faire, une co-officialité pour le moins dans le monde scolaire, culturel et économique. Une action de conscientisation au sujet de l'énorme capital social que constituent le bilinguisme et la culture bilingue permettrait de porter la politique linguistique nouvelle.

Reste qu'à faire ! Pour quiconque est convaincu de la valeur et de la nécessité du bilinguisme et de la culture bilingue, les politiques actuelles n'y suffiront pas. C'est un vrai combat qui devrait être mené. Faute de ne pas le faire maintenant, il sera définitivement perdu. Appel est lancé aux décideurs et aux faiseurs d'opinions !

(22) Ainsi n'a-t-il pas pu être touché au contour de ces régions lors du dernier remaniement régional.

COMPLÉMENT : LANGUES D'ALSACE : LE FRANÇAIS. BRÈVE HISTOIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE ET BRÈVE HISTOIRE LINGUISTIQUE FRANÇAISE



L'histoire de la langue française est, en grande partie, l'histoire d'un dialecte devenu langue²³, d'un dialecte qui a réussi ; une histoire étroitement liée à l'histoire même de la France. Ce dialecte est celui grosso modo de l'Île-de-France, le « françois » appelé aussi francien par certains linguistes, un des dialectes de la langue d'oïl ou roman du Nord.

La langue d'oïl désigne un groupe de dialectes issus du gallo-roman, lui-même désignant un ensemble issu du latin. Le latin est lui-même issu d'une des branches de la famille des langues indo-européennes, l'italique. Le français est avec l'italien (toscan), l'espagnol (castillan), le catalan, l'occitan, le franco-provençal, le rhêto-roman, le roumain... une des langues dites romanes, parce que largement conséquentes à l'occupation romaine.

Les linguistiques distinguent généralement sept périodes dans l'évolution de la langue française :

- le latin populaire ou protoroman, pendant la période romaine du I^{er} au V^e siècle, qui ne conserve que peu de traces du celte, si ce n'est un substrat onomastique (noms de personnes et de lieux) ; c'est la période de la latinisation des Gaules, avec des variantes spatiales
- le gallo-roman du V^e au XI^e siècle, en particulier le roman du nord ou langue d'oïl qui a subi l'influence francique et viking (le roman du sud connaîtra une évolution différente) ; c'est la période de la double rupture latin/roman et oc/oïl et de la fragmentation du gallo-roman en dialectes,
- l'ancien français (écrit) du XII^e au XIII^e siècle ; c'est le tout début du processus de la standardisation (sélection

(23) Cela ne veut pas dire qu'un dialecte n'est pas une langue. Tout ce qui se parle est langue. Il est ici question de diglossie.

- du dialecte), et poursuite de la dialectalisation de la langue d'oïl (parlée),
- le moyen français du XIV^e au XVI^e siècle ; poursuite et renforcement de la standardisation avec l'élaboration des fonctions langagières,
- le français classique et postclassique du XVII^e au début du XIX^e siècle, poursuite de la standardisation, avec la codification de la langue et l'acceptation des normes,
- le français moderne de 1815 à 1920 ; le français devient la langue (écrite) de tous les Français,
- le français contemporain depuis 1920 ; le français devient progressivement une langue orale et populaire pour tous les Français, néanmoins avec des variantes régionales.

Une riche diversité linguistique

Au commencement, il y avait les dialectes. Ces dialectes sont issus du latin parlé ou populaire. Ils résultent, en quelque sorte, d'une créolisation du latin avec des substrats plus ou moins différents et plus ou moins importants selon les régions des Gaules. Substrat aquitain ou basque dans le sud-ouest, substrat celte dans le centre et substrat celto-germain dans le nord-est. Le terme générique habituellement retenu pour qualifier la langue parlée après cette longue période de latinisation est le gallo-roman. Nous sommes au V^e siècle. À son tour, le gallo-roman se dialectalise. Un superstrat germanique va intervenir au nord et l'élément latin va davantage se maintenir au sud. Cette diversification va permettre de distinguer, au nord, la langue d'oïl ou « oïlitan²⁴ » et au sud, la langue d'oc ou occitan. La langue du nord est aussi appelée roman du nord. Le domaine d'oïl comme le domaine d'oc forment chacun un continuum, même s'ils connaissent chacun des variétés dialectales.

Ces variétés sont :

- pour le domaine d'oïl : à l'est le lorrain (roman), le bourguignon et morvandiau et le franc-comtois, au nord, le picard, le champenois et le wallon, à l'ouest, le normand²⁵, l'angevin, le gallo, au sud-ouest, le saintongeais, le poitevin et le tourangeau, au centre, le francien et, au sud, le berrichon et le bourbonnais...



Le domaine d'oïl ou de « l'oïlitan » parlé en « Oïlitanie ». (© Lyokoï)

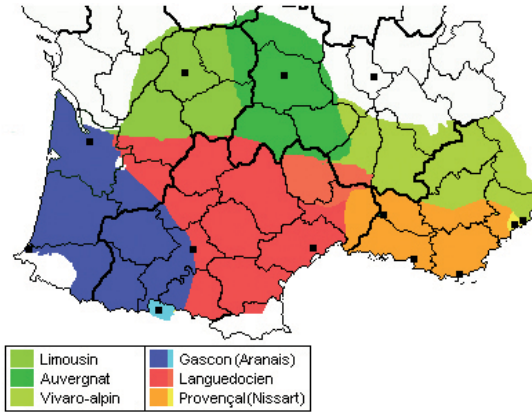
En utilisant les néologismes « oïlitan » et « Oïlitanie », nous tenons à nous associer au courant des linguistes qui pensent que le français n'est pas d'emblée la langue du nord de la Loire, mais que le français est issu d'un des dialectes de cet espace, à savoir le francien. Contrairement à un autre courant bien plus important qui partant d'un point de vue national pense le contraire. Ce n'est qu'au cours des siècles que le français deviendra la langue haute du nord d'abord puis du sud de la France. Les dialectes de la langue d'oïl continueront à être employés massivement jusque vers la fin du XIX^e siècle. Si le francien, c'est du français, par contre le français n'est pas du champenois et le champenois n'est pas du français, bien que langue de France.

(24) Nous utilisons ce néologisme pour bien mettre en évidence qu'il y a un continuum linguistique au nord de la Loire entre les différents dialectes, mais aussi pour souligner que tout ce qui se parlait au nord de la Loire n'était pas du français. Ainsi, la partie romane des serments de Strasbourg de 842 n'est-elle pas du vieux français, mais de « l'oïlitan » ou du roman du nord et peut-être bien du vieux roman lorrain.

(25) Le normand survit d'une certaine façon dans la langue anglaise.



Le franco-provençal ou arpitan (Schizzi franco-provenzali).



Le domaine d'oc ou de l'occitan (© Creative Commons).

- pour le domaine franco-provençal qui se situe dans le Doubs, le Jura, la Suisse romande, le Val d'Aoste (Italie), la Savoie, le Lyonnais, une partie du Dauphiné...
- et pour le domaine d'oc ou occitan dans le Dauphiné occitan, le vaudois du Piémont (Italie), le provençal, le languedocien, l'auvergnat, le limousin, le gascon...

Dans le domaine d'oïl, qui nous intéresse plus particulièrement, puisque c'est de lui que sortira la langue française, certains dialectes connaîtront une littérature, mais dès le milieu du XII^e siècle les auteurs picards, wallons, normands, champenois... se rapprochent progressivement du dialecte de l'Île-de-France, le « françois » ou francien (langue du pouvoir, langue de la chancellerie royale, langue de culture), qui est, déjà, en passe de devenir une koinè, c'est-à-dire, une langue écrite commune du moins au nord de la France, tout en gardant le même nom. Ce sera chose établie dès le XV^e siècle.

Cependant, les dialectes resteront des langues parlées majoritairement jusqu'au début du XX^e siècle et encore faiblement de nos jours, malgré une répression linguistique à leur endroit dès le XV^e siècle (édit de Villers-Cotterêts, 1539)²⁶. Tout Français qui a un accent, s'il ne parle pas lui-même un dialecte, a un ancêtre qui en parlait un autre que le français. En Alsace, à l'exception du welche, dialecte lorrain (roman), dans quelques vallées, et dans la partie non germanophone de la Moselle, on n'a jamais parlé un dialecte d'oïl ni le franco-provençal et encore moins l'occitan.

La France connaît aussi des dialectes non gallo-romans. Il s'agit de dialectes :

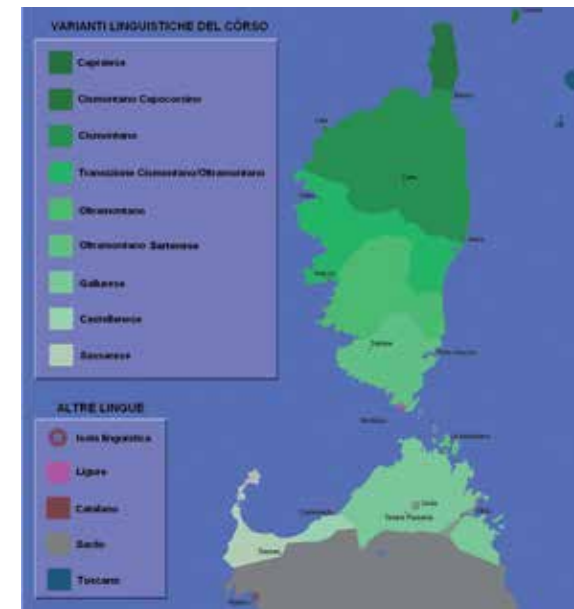
- germaniques : flamand, allemand dialectal de Lorraine (francique rhénan et mosellan) et allemand dialectal d'Alsace (alémanique et francique) ;
- celte : bretons (vannetais, cornouillais, léonard, trégorrois) ;
- italique : corses,
- non indo-européen : basques (labourdin, bas-navarrais, souletin).

Certaines des régions évoquées ci-dessus connaîtront aussi et connaissent encore, de riches littératures. Nous pensons notamment à la littérature occitane, bretonne, toscane de Corse, allemande d'Alsace, etc. Mais ce n'est pas l'objet de la présente étude.

(26) Certes, la célèbre ordonnance de Villers-Cotterêts, par laquelle le roi ordonne que « Nous voulons dorénavant que tous arrests ensemble toutes autres procédures, soit des cours souveraines ou autres subalternes et inférieures, soit de registres, enquestes, contrats, commissions, sentence, testaments ou autres quelconques actes ou exploits de justice ou qui en dépendent... soient prononcés enregistrés et délivrés aux parties en langage maternel françois et non autrement. », est avant tout dirigée contre le latin. Mais parce qu'elle annule aussi une ordonnance de 1510 confirmée en 1531, qui demandait d'utiliser la langue « vulgaire et langage du pays. », elle est aussi dirigée contre les expressions écrites régionales.



Le breton et ses dialectes : le vannetais, le cornouaillais, le trégorrois et le léonard (© Auteur Pmx).



Le corse et ses dialectes : le cismontano (caparaisese, capocorsino...) et le oltramontano (sartense, gallurese...) (© Creative Commons).

Une lente standardisation du français

Le latin restera la langue écrite et de culture prépondérante jusqu'au XVIII^e siècle dans les sciences, la philosophie... et jusqu'au milieu du XX^e siècle dans l'Église. **Le roman rustique du nord** : avec lui, nous assistons à l'émergence d'une nouvelle langue. Le plus ancien texte écrit et qui n'est plus du latin remonte à l'époque du roman. Il s'agit des serments de Strasbourg (842) dans leur version (gallo)romane. On dispose aussi de glossaires des VIII^e et IX^e siècles, dont le glossaire latino roman de Reichenau, d'un poème, le premier, « La séquence de Sainte Eulalie » (882) et de rares



Dialectes germanique de France : flamand, alémanique et francique. (© Creative Commons).



La basque et ses dialectes (en France : le Labourdin, le bas-navarrais et le souletin) (© Auteur Willtron).



Une langue romane qui n'est ni d'oïl ni d'oc, le catalan qui est présent sous forme de langue officielle en Catalogne, en Andorre, aux Baléares, dans la communauté valencienne et sous forme de langue régionale ou minoritaire en Sardaigne et dans les Pyrénées orientales françaises.

productions au X^e et XI^e siècles, notamment en anglo-normand... Ce n'est plus du latin, mais ce n'est pas encore du français. Il s'agit en fait de scriptae, formes écrites de la langue d'oïl.

L'ancien français : le parler du roi et de son entourage parisien, langue de prestige, qui a pour base le francien, un dialecte d'oïl parlé en substance en Île-de-France, commence à servir de modèle et à supplanter les autres dialectes d'oïl. Déjà, on s'efforce d'écrire comme à Paris²⁷. Déjà, certains se font des complexes de ne pas toujours y arriver. Cette langue écrite se perçoit comme une langue suprarégionale, une koinè en devenir. Elle reste cependant une scripta. Ce tout début d'unification de la langue littéraire s'accompagne néanmoins d'une fragmentation de la langue parlée, d'un renforcement de la « dialectalisation ». La scripta française ou francienne restera en concurrence avec d'autres scriptae, notamment **picarde, anglo-normande, champenoise, bourguignone**, et ce, au moins jusqu'à la Renaissance. On dispose au sujet de ces formes écrites de textes d'archives, de poésies, notamment courtoises, de proses, notamment de romans arthuriens, de chartes et de chroniques.

Le moyen français et le français de la Renaissance : la langue française ou francienne est en expansion. Le « français » de Paris s'affirme de plus en plus, en même temps que le pouvoir royal. Les traits dialectaux se raréfient. La langue gagne en prestige, le vocabulaire en importance²⁸ et, grâce à l'imprimerie, la diffusion en ampleur. La prose et la vie littéraire se développent. Le latin, chassé des actes judiciaires, est de plus en plus concurrencé dans d'autres domaines. Il garde son prestige, et avec le grec, son rôle de langue mère. Le français devient la langue du culte de l'Église réformée et de l'administration.

Le français classique et postclassique : la langue devient une institution. Le désir de la codifier apparaît au travers de la création de l'Académie française (1654). Le souci du bel usage et de la pureté grandit. Au XVIII^e siècle, le français va connaître un rayonnement européen et, grâce à l'encyclopédie, une ouverture de la langue à des vocabulaires de spécialités.

Le français moderne : à l'aide du développement de la presse au début du XIX^e siècle, de l'instauration de l'école, de la circonscription obligatoire et du colonialisme, le français va s'imposer aux autres langues régionales et aux langues des colonies, achever son unité et connaître une expansion mondiale.

Le français contemporain : de nos jours, le français est maîtrisé (et parlé) par tous les Français, ce qui n'était pas le cas au cours des siècles précédents²⁹ et encore au début et, pour certaines régions, au milieu, du XX^e siècle. Il est parlé en Europe par plus de 70 millions de personnes et connu, dans le monde, par près de 220 millions.



Dessin de Roland Peuckert : le français est la langue internationale des Bretons, des Basques, des Corses, des Alsaciens, etc.

(27) Le picard, en particulier sera longtemps plus prestigieux que la langue du roi

(28) Notamment par l'intégration de termes issus du grec ou du latin, ce faisant, on a pu parler de seconde créolisation.

(29) Par exemple au moment de la Révolution le français n'était pratiquement pas parlé dans les campagnes et très peu usité dans les territoires frontaliers (un quart des Français ignorait totalement cette langue et un dixième seulement la parlait couramment).

Pierre Klein

Perspektiven für die Zweisprachigkeit im Elsass

Von der Konfrontation zur Koexistenz der Sprachen

Dieses Buch ist eine Fortsetzung der im gleichen Verlag erschienenen Histoire linguistique de l'Alsace-Sprachgeschichte des Elsass. Sie beschäftigt sich mit der aktuellen Frage der Zweisprachigkeit.

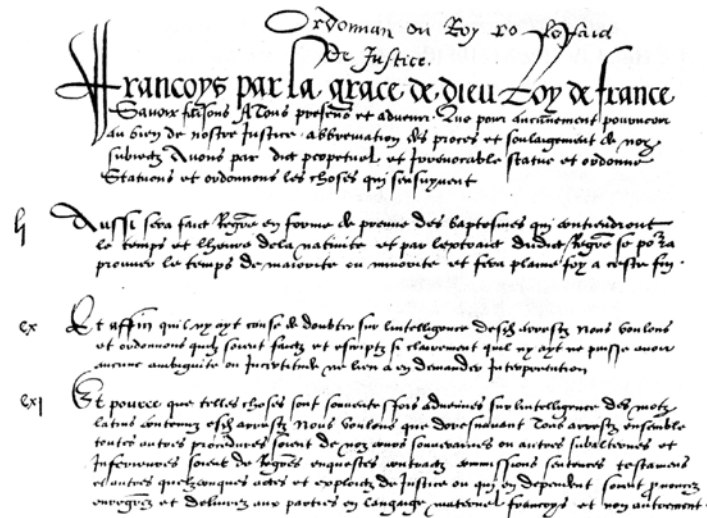
I.D. l'Édition
Images & Découvertes

DER SPRACHENSTREIT

Als 1648 die Integration des deutschsprachigen Elsass, einer „*Conquête du roy en Allemagne*“, in das mehrsprachige französische Königreich begann, betrieb letzteres schon seit geraumer Zeit eine Politik zur Durchsetzung einer exklusiven Sprache, nämlich jene der öffentlichen Gewalt, d.h. die des frz. Königs. Bereits im Jahr 1539 war durch das Edikt von Villers-Cotterets Französisch als Sprache der Gerichtsbarkeit und damit auch als Staatsprache eingeführt worden. Mit dem Edikt [Übers.: *ordonnance de Villers-Cotterêts*] führte König Franz I. eine umfangreiche Reform von Justiz und Verwaltung durch, bei der unter anderem im Artikel 111 die französische Muttersprache [Übers.: *langage maternel francoys*] zur alleinigen Urkunden- und Verwaltungssprache in Frankreich erhoben wird.

Dies geschah, obwohl die französische Sprache damals nur von einem kleinen Teil der Bevölkerung Frankreichs gesprochen wurde und somit das Königreich, nach einem modernen Begriff, als Vielvölkerstaat bezeichnet werden könnte.

Sicher ist richtig, anzumerken, dass die damals vom König befohlene Maßnahme primär gegen das Latein gerichtet war. Da dieses Edikt einen zuletzt 1531 bestätigten Beschluss des Jahres 1510 widerrief, welcher die Benutzung der „*vulgaire et langue du pais*“ [Übers.: Sprache des Volkes und des Landes] verlangte, kann man behaupten, dass es ebenso gegen die geschriebenen Regionalsprachen, bzw. Schriftsprachen Frankreichs gerichtet war. Fakt ist, dass diese nicht anerkannt wurden und sie auch in späteren Zeiten nie einen offiziellen Status zugesprochen bekamen. Das in Frankreich frühzeitig entstandene Prinzip der staatlichen Einsprachigkeit, welches eng mit der geschichtlichen Entstehung und der Entwicklung des französischen Staates verbunden ist, wurde nicht nur auf das damals bestehende Territorium des Königreichs angewandt, sondern auch konsequent und mit sofortiger Wirkung auf jede neue territoriale Eroberung. Diese Sprachpolitik, die sich auf das Recht des Stärkeren stützte, verursachte, obwohl die französische Sprache durchaus faszinierte, fast überall Verbitterung und Widerstand.



Kopie der Präambel und der noch geltenden Artikel der Villers-Cotterêts-Verordnung von 1539.

Erste Periode (1648-1870)

Es ist also nicht erstaunlich, dass schon im 17. Jahrhundert die ersten Versuche, die Sprache des Königs aufzudrängen, im Elsass erkennbar wurden. Dies begann zunächst mit einem auf den 30. Januar 1685 datierten Erlass, der den Gebrauch der französischen Sprache in den „*Actes, contrats et autres expéditions... à peine de nullité et de 500 livres d'amende*“ [Übers.: „Urkunden, Verträge und andere Expeditionen... bei Androhung von Invaldität und 500 Livres (frz. für *Pfund*) Geldstrafe] verordnete. So vermerkte der Intendant von Angervilliers in seinem Werk „*Mémoire sur l'Alsace*“: „*que la langue allemande est ce qu'il y a de plus essentiel à détruire. C'est par là qu'il faut commencer*“ [Übers.: Die deutsche Sprache ist das Grundlegendste was es zu zerstören gilt. Dort soll angefangen werden] Die Weichen waren gestellt. Nichtsdestoweniger kam es während des „Ancien Régime“, welchem die Wirklichkeit vor Ort nicht entgehen konnte, zum annähernd offiziellen Gebrauch der deutschen Sprache.

Es ging auch nicht anders; fast niemand war der französischen Sprache mächtig. Eine Aussage Louis XIV. befolgend, hatte sich der Absolutismus nicht allzu sehr in die „elsässischen Begebenheiten“ eingemischt. Trotzdem wurde das Elsass, welches oft als „*Province à l'instar de l'étranger effectif*“ [Übers.: „Provinz nach dem Beispiel des wirklichen Auslandes“] bezeichnet wurde, mit seiner „*population allemande*“ allmählich in das Königreich eingegliedert, „*tout en laissant l'illusion à la masse que rien ou presque rien n'avait changé*“ [Übers.: „die Täuschung der Masse lassend, dass nichts oder fast nichts sich verändert hatte] so die Aussage des Historikers Rodolphe Reuss. Man verstand es schon damals, die Zeit für sich arbeiten zu lassen.



Hör zu, du Kleine, diejenige, die hier die hier Regie führt bin ich. Zeichnung von Roland Peuckert.

Im Verlaufe der Revolution intensivierte sich der Druck auf das Elsass und im restlichen Frankreich beträchtlich. Zu dieser Zeit beherrschten etwa 3 bis 4% der elsässischen Bevölkerung die französische Sprache. Doch wie viele Franzosen sprachen damals eigentlich Französisch? Abbé Grégoire stellte in einem Bericht an die „*Convention*“ fest, dass im Jahr 1793 lediglich 3 von 26 Millionen Franzosen der offiziellen französischen Sprache mächtig waren. Zunächst schien es so, als würde die Revolution die Dezentralisation und Emanzipation der Provinzen begünstigen. Dies war noch das Frankreich von Valmy und der Freiheit der Völker. Sehr schnell jedoch kehrte man zum Prinzip einer dominierenden, zentralen Macht zurück, welche manche Gegebenheiten des „*Ancien Régime*“ zu verstärken suchte. So überrascht nicht, dass sich bald der Kampf gegen die regionalen Sprachen intensivierte. Wichtiger denn je hielt man es für notwendig, die „*patois*“, d.h. die anderen Sprachen Frankreichs, zu vernichten und den exklusiven Gebrauch der französischen Sprache einzuführen. Sicherlich war es bedeutsam, dass alle Franzosen eine gemeinsame Sprache beherrschen sollten, um so die Kommunikation der „*citoyens*“ zu ermöglichen. Aber die Idee, dass dies ohne die Vernichtung der regionalen Sprachen geschehen konnte, war für die große Mehrheit der damals führenden Pariser Schichten und der Elite der Bourgeoisie undenkbar. Stand im Hintergrund dessen schließlich nicht der Wunsch, durch die Abwertung der anderen Sprache für sich selbst als Beherrscher der offiziellen Sprache einen erheblichen Distinktionsprofit einstreichen zu können?

Zusätzlich zu der neu gegründeten, auf dem politischen Vertrag und dem Willen der Zusammengehörigkeit ruhenden, „subjektiven“ Nation begann man sehr rasch mit dem Aufbau einer „objektiven“ Nation, d.h. mit der Schaffung eines aus Sicht der Revolutionäre noch fehlenden einheitlichen Volkes. Die Jakobinische Diktatur ging sogar noch einen Schritt weiter. „Nation“ wurde mit „Staat“ gleichgestellt sowie „Gleichheit“ Synonym zu „Gleichschaltung“ wurde. Die Verallgemeinerung der französischen Sprache sollte, nach dem Prinzip „*une nation, une langue*“, die Nationalisierung, d.h. Verstaatlichung der französischen Bevölkerung verwirklichen. Dies alles erklärt, weshalb man in den folgenden Jahrzehnten und Jahrhunderten der Bevölkerung Frankreichs eine uniforme Sprache, eine einzige Geschichte und eine exklusive Kultur aufgezwungen hat. Die Nation sollte „ethnisiert“ werden. Die Verwendung jeglicher regionalen Sprachen wurde verdächtig. So rief Barrère 1794 im Namen des „*Comité du salut public*“ aus: „*Le fédéralisme et la superstition parlent bas-breton; l'émigration et la haine de la République parlent allemand; la Contre-Révolution parle italien; et le fanatisme parle le basque. Cassons ces instruments de dommage et d'erreur*“ [Übers.: Der Föderalismus und der Aberglaube sprechen Bretonisch;

die Emigration und der Hass auf die Republik sprechen Deutsch; die Konterrevolution spricht Italienisch; und der Fanatismus spricht Baskisch. Lasst uns diese falschen und schädlichen Werkzeuge zerbrechen]

Das große Anliegen der totalitär eingestellten Jakobiner bestand darin, über die Zerstörung der sprachlichen Vielfalt und die Konstruktion einer gleichgeschalteten Kulturnation die Kontrolle über die Massen zu erhalten. Die Verbreitung der revolutionären Ideale trat hierbei deutlich in den Hintergrund. Hätten die Föderalisten, bzw. die „*Girondins*“, den Sieg über die Jakobiner, bzw. die „*Montagnards*“ davon getragen, hätten sich die Dinge bestimmt anders entwickelt und die kulturelle Pluralität der französischen Nation durchgesetzt, bzw. die Einheit in der Vielfalt. Auch heute gilt Letzteres für die Mehrheit der Franzosen als Unsinn. So bleibt man eben bis heute immer noch ein Produkt des nationalen Umfeldes. Immer noch beziehen sich die „*Souveränisten*“ und „*National-Republikaner*“ auf die Jakobinische Auffassung, um auf diese Weise die weiter bestehende linguistische und kulturelle Unterdrückung zu rechtfertigen. Es scheint, als würden sie nicht wahrnehmen wollen, dass in der Erklärung der Menschen- und Bürgerrechte keineswegs über die Beziehung der Nation zu einer exklusiven Sprache oder Kultur die Rede ist. Die Verfasser dieser Erklärung verstanden Universalität und Unteilbarkeit der Nation als einen souveränen Körper, welcher sich durch die juristische Gleichheit und dem gemeinsamen Willen der Bürger legitimierte. Wäre man diesem Grundsatz treu geblieben, hätte man, wie in anderen demokratischen Ländern, eine sprachlich und kulturell vielfältige und trotz allem geeinte Nation aufbauen können. Man schlug jedoch einen anderen Weg ein. Zurück in die Zukunft!

Was das Elsass zur Zeit der Revolution betrifft, gibt Rousseville in seiner „*Dissertation sur la francilisation de la ci-devant Alsace*“ folgende Bemerkung preis: „*Le son rude et difficile de l'allemand ne semble destiné qu'à commander à des esclaves, à exprimer des menaces et à compter les coups de bâton*“ (*premier ventôse de l'an II*). [Übers.: Der rauhe und schwierige Ton der deutschen Sprache scheint nur dazu bestimmt, Sklaven zu befehlen, Drohungen auszusprechen und Stockhiebe zu zählen]

Die Reaktionen ließen nicht auf sich warten. Schon am 6. Juli 1790 erklärte André Ulrich während der deutschsprachigen Sitzung der „Freunde der Verfassung von Straßburg“: „*Das Recht auf die angestammte Sprache ist ein Menschenrecht, das unter dem Schutze der Erklärung der Menschenrechte steht.*“

Im Jahr 1792 richtete die protestantische Universität von Straßburg folgende Erklärung an das „*Comité d'instruction publique*“ der Nationalen Versammlung: „*Nous parlons allemand. Il est nécessaire que nous sachions le français, parce que c'est pour nous une bien douce obligation d'entendre nos frères, que nous aimons et les lois que nous avons fait voeu de respecter. Il n'est pas moins nécessaire que nous conservions l'usage de la langue allemande.*“ [Übers.: Wir sprechen deutsch. Es ist notwendig, dass wir die französische Sprache beherrschen weil es für uns eine süße Notwendigkeit ist, unsere Brüder, die wir lieben, zu verstehen und die Gesetze, die wir wollen, zu befolgen. Es ist dennoch nicht minder notwendig, dass wir die Anwendung der deutschen Sprache behalten.] Diese Stellungnahme illustriert die damaligen Gefühle der Elsässer auf besondere Weise. Sie stimmten dem neuen Stand der Dinge zu, wollten aber ihre zweisprachige Kultur weiter erhalten und gepflegt wissen, um sich selbst auf diese Weise treu bleiben zu können. Die Forschung behauptet weitgehend, dass es die Revolution war, die eine endgültige Identifikation der Elsässer mit Frankreich hervorrief. Mag sein. Aber eines ist klar. Der Jakobinische Zentralisierungsterror, der die Eigenheiten der sprachlich und kulturell so disparaten Regionen Frankreichs verachtete, die Elsässer zur Aufgabe der deutschen Sprache und der zweisprachigen Kultur, zur „*Französisierung*“ in Wahrheit nicht einlud, sondern zwang, behagte den Elsässern nicht. Zu „*liberté, égalité, fraternité*“ konnte man sich jedoch bekennen. In diesem Sinne fühlte man sich Französisch.

„Die Sprache der Verfassung wird allen [in den Grundschulen] gelehrt werden; und dieser Haufen verdorbener Dialekte, die letzten Überbleibsel des Feudalismus, wird gezwungen werden, zu verschwinden.“ (Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord, Politiker, 1791)

„Eine Art Massenerhebung aller jungen Bürger des ehemaligen Elsass durchzuführen und sie für eine gewisse Zeit und durch Requisition unter die Franzosen des Inneren zu stellen. Ein guter Teil von ihnen wird an die Orte verpflanzt werden, an denen sie Franzosen werden müssen, und der andere Teil wird mit der Kolonie, die als „Kolonie des Inneren der Republik“ bezeichnet wird, französisch werden.“ Auszug aus der Dissertation von Henri Rousseville über die Französisierung des Elsass aus 1794

Am 20. Juli 1794 beschloss die „*Convention*“ in Paris „*que nul acte ne pourra, dans quelque partie du Territoire de la République, être écrit qu'en langue française*“ [Übers.: „dass jegliche Urkunde, in welchem Teil vom Territorium der Republik es sei, nur in der französischen Sprache geschrieben werden darf]. In Straßburg verordnen die französischen Revolutionäre „des Inneren“, wie sie sich selber kennzeichneten, die exklusive Nutzung der französischen Sprache auf allen Schildern und Veröffentlichungen an.

Um dieses jedoch der Straßburger Bevölkerung verständlich zu machen, musste diese Bekanntmachung auch auf Deutsch angeschlagen werden. Eine große Anzahl von Straßen wurde umbenannt und „*franzisiert*“. Ein Dekret der „*Convention*“ vom 27. Januar 1794 verordnete, „*qu'il sera procédé à la nomination d'un instituteur de langue française dans chaque commune du Haut-Rhin et du Bas-Rhin*“. [Übers.: Das in jeder Gemeinde des Oberrheins und des Niederrheins ein Lehrer der französischen Sprache ernannt werden soll] Dieses Dekret sollte hinsichtlich eines gewissen Widerstandes und insbesondere mangels qualifizierten Personals und finanzieller Mittel nur wenig Wirkung zeigen. Nach 1795 entspannte sich die Lage ein wenig.

Zur Zeit des „*Premier Empire*“ stand die Sprachenfrage nicht mehr im Vordergrund. Man konnte sogar einen Haltungswechsel vermuten. Im Jahr 1802 wies Laumont, Präfekt des Unterelsass, in einem Bericht, auf Folgendes hin: „*Bornons-nous donc à propager le plus possible le langage français, à le rendre indispensable à chacun pour toutes les relations de cité; et faisons-le, de cette manière, aller de pair avec la langue maternelle du département : c'est tout ce qu'on peut espérer.*“ [Übers.: Bemühen wir uns die französische Sprache möglichst zu verbreiten, sie unumgänglich zu machen für die öffentlichen und geschäftlichen Beziehungen; und lasst es uns auf eine Weise tun, dass sie gleich stehe mit der Muttersprache des Départements: Das ist alles was erhofft werden kann.]. Im Jahr 1810 gründete Lezay Marnésia in Straßburg die erste „*Ecole Normale*“ bzw. pädagogische Hochschule Frankreichs, in der beide Sprachen, Deutsch und Französisch unterrichtet wurden.

„Sollen sie doch in ihrem eigenen Jargon sprechen, die Hauptsache ist, dass sie säbeln wie Franzosen“ sollte Napoleon über die Elsässer der kaiserlichen Armee gesagt haben.

Die Revolution und das „*Premier Empire*“ führten zu einer Vertiefung der Integration der Elsässer in das französische Wesen. Das Elsass lebte unter der allgemein französischen Gesetzgebung. Aber es blieb in erster Linie eine vorwiegend deutschsprachige Region mit zweisprachiger Kultur. Durch seine wirtschaftliche Tätigkeit, sein kulturelles und religiöses Leben nahm es jedoch weiterhin an der rheinischen Welt teil. Die Elsässer entwickelten ein französisches Nationalbewusstsein, blieben aber mobilisiert um ihre Eigenart zu behaupten.

Im Jahr 1822 machte der „*Inspecteur Général*“ Jacques Matter unter dem Motto: „*Donnons à l'Alsace deux langues, nous l'enrichirons ; ne lui ôtons pas ce qu'elle possède, car nous l'appauvririons d'une manière déplorable*“, [Übers.: Geben wir dem Elsass zwei Sprachen, wir werden es so bereichern; nehmen wir ihm nicht, was es bereits besitzt, denn ansonsten würden wir es auf eine entsetzliche Weise verarmen lassen] den vergeblichen Vorschlag eine echte Zweisprachigkeit aufzubauen. Im Jahr 1825 wurde die französische Sprache einzige

Unterrichtssprache am protestantischen Gymnasium von Straßburg. 1831 wandte sich Louis Philippe, während seines Besuchs, in deutscher Sprache an die elsässische Bevölkerung. Napoléon III. sollte es ihm einige Jahrzehnte später gleichtun. 1835 veröffentlichte der Rektor der Akademie von Straßburg eine auf die Grundschulen anwendbare Verordnung. Deren erster Artikel legte insbesondere fest, dass die Lektüre auf Französisch und auf Deutsch, das Schreiben in beiden Sprachen, die Grundkenntnisse der französischen und deutschen Sprachen durchzuführen seien. Man richtete sich demnach auf eine schulische Zweisprachigkeit ein.

Eine große Anzahl von „Intellektuellen“ verpflichtete sich der Verteidigung der deutschen Sprache im Elsass. So etwa Edouard Reuss, der 1838 in einem Artikel, mit dem Titel „Wir reden Deutsch“, folgendes schrieb: „Auf politischer Ebene sind wir Französisch, und wir wollen es bleiben... Das deutsche politische Leben sagte uns nichts mehr... (aber) sie dürfen unsere Kinder nicht daran hindern, mit uns in der Sprache zu sprechen, die wir selbst mit unseren Vätern und unseren Müttern gesprochen haben“. 1840 machte Louis Sers, Präfekt des Niederrheins, folgende Erklärung: „Renoncer à l'allemand qui s'apprend en Alsace dès le berceau et qui fournit un instrument de développement de plus, me paraît tout à fait absurde.“ [Übers.: Auf die deutsche Sprache zu verzichten, welche im Elsass dem Kind in die Wiege gelegt wird und welche ein zusätzliches Werkzeug für die Entwicklung (des Kindes) darstellt, erscheint mir absolut widersinnig] Bemerkenswert ist, dass die Verwaltung damals noch den Begriff „Deutsch“ und nicht „Dialekt“ oder „Alsacien“ zur Bezeichnung der Sprache der Elsässer benutzte.

Im Jahr 1848 stellte sein Nachfolger, Chanal, jedoch einen gegensätzlichen Standpunkt dar: „La nationalisation de la population allemande de l'Alsace doit être le but des efforts du gouvernement. Les doctrines les plus subversives, celles dont les résultats se sont traduits par les dernières élections, sont répandues en langue allemande. C'est de l'Allemagne que nous viennent toutes les rêveries communistes ou socialistes. Franciser l'Alsace, c'est le premier de tous les remèdes à apporter au mal présent.“ [Übers.: „Die Nationalisierung der deutschen Bevölkerung des Elsass muss das Ziel der Anstrengungen der Regierung sein. Die umstürzlerischsten Doktrinen, diejenigen, deren Ergebnisse in den letzten Wahlen zum Ausdruck gekommen sind, werden in der deutschen Sprache verbreitet. Aus Deutschland kommen zu uns alle kommunistischen oder sozialistischen Hirngespinnste. Die franzisierung des Elsass, das ist das erste Heilmittel das anzuwenden ist“].

Doch auch hier kann beobachtet werden, dass die Verwaltung diesmal sogar den Begriff „population allemande“ benutzte, um die Elsässer zu bezeichnen. Im gleichen Jahr erklärte Jean-Louis Edouard Kratz: „(Si) l'Allemagne se berce d'illusions chimériques, si elle croit trouver dans la présence de la langue allemande au sein de nos campagnes et de nos cités un signe de sympathie irrésistible et d'attraction vers elle, qu'elle se trompe! L'Alsace est aussi française que la Bretagne, la Flandre, le pays des Basques, et elle veut le rester.“ [Übers.: Deutschland täuscht sich mit chimärenhaften Illusionen, wenn es glaubt, die Präsenz der deutschen Sprache in unseren Landschaften und Städten sei ein Zeichen unwiderstehlicher Sympathie und Anziehungskraft auf sie, dann irrt es sich! Das Elsass ist ebenso Französisch wie die Bretagne, Flandern, das Baskenland und es will es bleiben“]. Mit dem Aufstieg der europäischen Nationalismen verschlechterte sich die Lage zunehmend. Die deutschen Nationalisten, welche die These „une nation, une langue“ der französischen Revolutionäre bereitwillig übernahmen, äußerten gemäß ihres Mottos „soweit die deutsche Zunge klingt“ bald territoriale Ansprüche auf das deutschsprachige Elsass. Als Reaktion konterte hierauf in Frankreich Jules Michelet mit einem neuen Argument, welches bald in „La France devant l'Europe“ seinen Ausdruck fand. Das Elsass war demnach keineswegs „deutschsprachig“ nur weil dort ein „patois germanique“ gesprochen wurde.

„Aber die Dualität bricht hervor: auf der einen Seite das kleine französische Volk, brillant, belesen und wunderbar sprechend. Auf der anderen Seite, sehr niedrig, niedriger denn je, die große gallische Masse auf dem Lande, schwarz, bleich, auf allen Vieren, die ihr Patois beibehalten.“

(Jules Michelet, Historiker, in Gloires et Victoires)

Weiß man wie abwertend der Begriff „patois“ in Frankreich ist, versteht man warum dieses rasch aufgenommene Argument die Elsässer doppelt schmerzte. So wurde einerseits die Tatsache, dass sich die Elsässer in ihrer langen Geschichte der deutschen Hoch- und Schriftsprache auf allen Gebieten der menschlichen Tätigkeiten bedient und großen Anteil an der Entstehung der deutschsprachigen Kultur gehabt hatten, schlichtweg negiert. Der deutsche Charakter der elsässischen Dialekte wurde in Frage gestellt und sogar Behauptungen über ihre keltische Herkunft tauchten im Instrumentalisierungswahn, dem die Wissenschaft zu dieser Zeit unterlag, auf. Zum anderen wurde die Sprache der Elsässer zu einem „patois“ d.h. einer „Untersprache“ degradiert, was wiederum die Erlernung einer prestigeträchtigen, für die ganze Menschheit prädestinierte Sprache, welche zugleich auch Symbol für nationale Einheit und des „Génies“ sein sollte, legitimierte. Aus diesem doppelten Argument entstanden zu großen Teilen die Minderwertigkeitskomplexe der Elsässer gegenüber Frankreich. Diese Thesen sollten auch in der Zukunft dazu führen, dass die deutsche Sprache als Fremdsprache im Elsass angesehen werden sollte. Diese Art und Weise die Dinge wahrzunehmen sind leider heutzutage noch vorhanden, um nicht zu sagen weitgehend Usus. Auf Grund dieser auferlegten Vorstellung wissen die Elsässer selber nicht mehr was sie sprechen oder glauben sollen. Umso besser, dass sie nicht die deutsche Sprache sprechen, sondern eben nur „alsacien“ reden. Im Jahr 1853 wird Französisch als einzige Unterrichtssprache in allen Grundschulen eingeführt und Deutsch wird (schon) nur noch 35 Minuten pro Tag gelehrt.

Zweite Periode (1870-1918)

Nach dem „Deutsch-Französischen Krieg“ (1870/71) wurde das Elsass gemäß dem „Frankfurter Vertrag“ dem Deutschen Reich einverleibt. Sofort fanden sich deutsche Nationalisten, die die Sprach- und Kulturpolitik ihrer französischen Vorgänger wieder aufnahmen. Dieses Mal wurde allerdings die französische Sprache diffamiert. Da die Elsässer größtenteils diese Sprache nicht oder nur schlecht beherrschten, war ihre Aufgabe entschieden einfacher: Obwohl die Anwendung der französischen Sprache beträchtlich zugenommen hatte, war es nicht wirklich notwendig das Elsass zu „germanisieren“. Französisch gehörte inzwischen fest zu den linguistischen und kulturellen Gegebenheiten des Elsass. Nach zwölf Jahrhunderten der politischen Zugehörigkeit zu Deutschland und zwei Jahrhunderten der Zugehörigkeit zu Frankreich hatte das Elsass Anspruch auf beide Sprachen.

Aber die neuen preußischen Herrscher verstanden es nicht in dieser Weise. Ihre Absicht bestand darin „eine Wiedereinsetzung der deutschen Sprache in ihr Recht“ und eine „Rückkehr zur Natur“ zu sichern. wie es damals hieß. Wie es damals hieß!



Erste deutschsprachige Ausgabe des Volksfreundes, später „Ami du peuple“, jetzt „Ami Hebdo“ und überwiegend in französischer Sprache.



Zweisprachiges Verwaltungsdokument von 1885.

Trotzdem wurde die französische Sprache nicht gänzlich aus dem elsässischen Leben verbannt. Sie behielt eine gewisse Position in der Presse und im kulturellen Leben. Die Deutschen bewiesen sogar Toleranz und einen pädagogischen Pragmatismus, der nie von den Franzosen, weder vorher und bestimmt nicht nachher, gezeigt wurde. In der Tat behielt die französische Sprache in den romanischsprachigen Dörfern ihre Stellung als dominierende Sprache; Deutsch wurde als Zweitsprache erst später eingeführt. In diesen Dörfern sprach man zu dieser Zeit vorrangig lothringische Dialekte, auch „Welsch“ genannt (*roman lorrain* ou *patois vosgien*), d.h. Dialekte der „langue d'oïl“. Dies führte dazu, dass bis 1870 die Beherrschung der französischen Standardsprache mangelhaft geblieben war (Es hatte bis zu dieser Zeit in Frankreich keine Schulpflicht gegeben). Obwohl die deutsche Schulbehörde die Lage hätte ausnutzen können, um diese Bevölkerungsteile der „Frankophonie“ zu entfremden, indem sie anstatt Standardfranzösisch nur Standarddeutsch vermittelt hätte, traf sie unbestreitbar eine gute Entscheidung. Später wurden solch weitsichtigen Zugeständnisse nur selten von der französischen Seite erwidert. Nach 1918 und besonders nach 1945 hat Frankreich versucht, die elsässische Dialektsprachigkeit zu instrumentalisieren, um die „Germanophonie“ (Deutschsprachigkeit) der elsässischen Bevölkerung zu bekämpfen. Übrigens ist auch heute, zu Beginn des 21. Jahrhunderts, die deutsche Sprache immer noch nicht als offizielle Sprache Frankreichs anerkannt worden. Das Bretonische, das Baskische, das Okzitanische und das Korsische wurden anerkannt - beim Elsass wird offiziell von den „*langues d'Alsace*“ (Sprachen des Elsass) gesprochen. Der Terminus „Deutsch“ (bzw. „*allemand*“) wird hierbei geflissentlich umgangen.

Der Protest gegen die Alleinherrschaft der deutschen Sprache im restlichen Elsass war ferner während der „Reichlandzeit“ durchaus nicht leise. Das Problem der Zweisprachigkeit blieb stets ein wichtiges Thema in den politischen Auseinandersetzungen. Forderungen zugunsten der Verteidigung einer zweisprachigen elsässischen Kultur fanden zunehmend in der Bevölkerung Unterstützung. Diese Gesinnung wurde von Rodolphe Reuss folgendermaßen zusammengefasst: „*pour le peuple alsacien, il s'agit de l'ensemble de son patrimoine, donc du français et de l'allemand, mais aussi du dialecte*“. [Übers: Für das elsässische Volk handelt es sich um sein ganzes Erbe, also die französische und die deutsche Sprache, aber auch um den Dialekt].

Dritte Periode (1918-1940)

Nach der Rückkehr des Elsass zu Frankreich im Jahr 1918 wurde „selbstverständlich“, immer nach den gleichen nationalistischen Grundsätzen, die deutsche Sprache erneut bekämpft. So erklärte Herr Coulet, erster Rektor der Straßburger Akademie, im Jahre 1918: « *L'école a le devoir de veiller à ce que les enfants oublient chaque jour un mot d'allemand et apprennent à la place un nouveau mot de français.* » [Übers: „Die Schule hat die Pflicht darauf zu achten, dass die Kinder jeden Tag ein deutsches Wort vergessen und stattdessen ein neues französisches



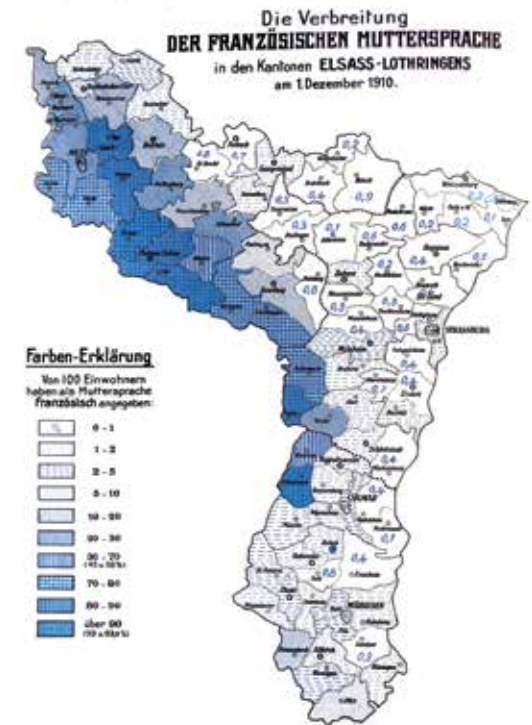
Zweisprachige Ausgabe: hier linker Teil der Spalten in Deutsch, rechter Teil in Französisch vor 1918 relativ üblich.

Wort lernen“]. Ebenso behauptete 1927 der Rektor Charléty in Bezug auf die linguistischen Forderungen aus dem elsässischen Volk: « *On n'élève pas un peuple en lui cédant...* » [Übers: Man erzieht kein Volk, indem man ihm nachgibt...]. Die Bevölkerung blieb gegenüber solchen Aussagen nicht untätig und begann durch Proteste Druck auf die Verwaltung auszuüben. Forderungen nach einer wirklichen schulischen Zweisprachigkeit wurden laut. Im gleichen Zug entwickelten sich starke regionalistische und autonomistische Bewegungen. Die somit unter Zwang gesetzte Schulverwaltung traf daraufhin einige Maßnahmen zur Beruhigung der Gemüter. So führte am 15. Januar 1920 das „*Charléty Rundschreiben*“ den Deutschunterricht ab dem vierten Grundschuljahr wieder ein. Im Oktober des gleichen Jahres wurden der deutschen Sprache ab dem dritten Schuljahr, drei Stunden pro Woche zugestanden. Durch das „*Poincaré-Pfister Rundschreiben*“ vom 31. Januar 1927 wurde schließlich die deutsche Sprache in der Grundschule ab dem zweiten Halbjahr des zweiten Schuljahres als obligatorisches Fach in der Größenordnung von drei Wochenstunden unterrichtet. Eine obligatorische Prüfung der Deutschkenntnisse wurde gleichfalls für das „*Certificat de fin d'études primaires*“ (Grundschulabschluss Zertifikat) eingeführt.



Zeichnung von Roland Peuckert: Cocorico, Kikiriki: sie können mir den Buckel (Rücken) hochrutschen und wieder runter.

In einer am 31. Januar 1929 in der Abgeordnetenkammer gehaltenen Rede fasste Präsident Poincaré den Stand der Dinge folgendermaßen zusammen: « *On ne pouvait imposer à toute cette partie de la population échelonnée entre la quinzième et la soixantième année, l'obligation d'apprendre le français qu'elle n'avait jamais appris. Il fallait bien cependant que les écoliers d'aujourd'hui et de demain fussent en mesure de s'entendre avec leurs parents, et il fallait bien que cette différence de langue ne créât point un fossé, ni entre les Alsaciens et nous, ni entre les Alsaciens les plus âgés et les Alsaciens les plus jeunes. De là, Messieurs, la nécessité pour les administrations en général, et pour la justice en particulier de permettre l'usage des deux langues, de là la nécessité pour l'école de les enseigner toutes les deux... Dans les administrations, il a été maintes fois recommandé et nous recommandons plus instamment encore tous les jours, de rédiger le plus souvent possible les actes en français et en allemand...* » [Übers.: „Man konnte diesem ganzen Teil von der Bevölkerung der zwischen dem fünfzehnten und dem sechzigsten Jahr gestaffelt ist, nicht dazu verpflichtet, das Französische zu lernen, das sie niemals gelernt hatte, vorschreiben. Es war jedoch sehr notwendig, dass die heutigen und morgigen Schüler imstande waren, sich mit ihren Eltern zu verstehen und es war wirklich notwendig, dass dieser Sprachunterschied keinesfalls einen Graben, weder zwischen den Elsässern und



Die Verbreitung der französischen Muttersprache, jeweils des Romanisch-Lothringischen in Elsass-Lothringen 1910.

uns, noch zwischen den mehrheitlich alten Elsässern und den jüngsten schuf. Von daher ruht, meine Herren, die Notwendigkeit für die Verwaltungen im Allgemeinen und für die Justiz im Besonderen, des Gebrauchs von zwei Sprachen, von daher Notwendigkeit für die Schule zu ermöglichen, sie beide zu unterrichten... Den Verwaltungen ist schon oft empfohlen worden und wir empfehlen es noch inständiger jeden Tag, die Uhrkunden so oft wie möglich auf Französisch und auf Deutsch zu verfassen]. Doch trotz der schönen Rede wurde der Deutschunterricht ab dem ersten Schuljahr, wie 1930 von den Generalräten gefordert, niemals eingeführt.

Die Zwischenkriegszeit kennzeichnet ein wirklicher Fortschritt der französischen Sprache. Im Jahr 1939 wurde sie von ca. der Hälfte der Bevölkerung beherrscht. Es gab also eine relative deutsch-französische Zweisprachigkeit im öffentlichen und kulturellen Leben. Gestärkt wurde dieser Zustand durch sehr bedeutende und manchmal leidenschaftliche Kundgebungen für die Aufrechterhaltung der deutschen Sprache, deren Bedeutung eine Mehrheit der Elsässer gerne mit der französischen Sprache gleichauf gesehen hätte. Die Lage der Elsässer, die sich hierfür einsetzten war nicht immer einfach, da sie sich hierdurch fast allen großen Parteien der 3. Republik entgegenstellten. Sowohl die Radikalen als auch die französischen Sozialisten arbeiteten zu dieser Zeit daran, die „elsässischen Freiheiten“ aufzuheben und das Elsass unter die allgemeine zentralistische französische Gesetzgebung zu stellen.

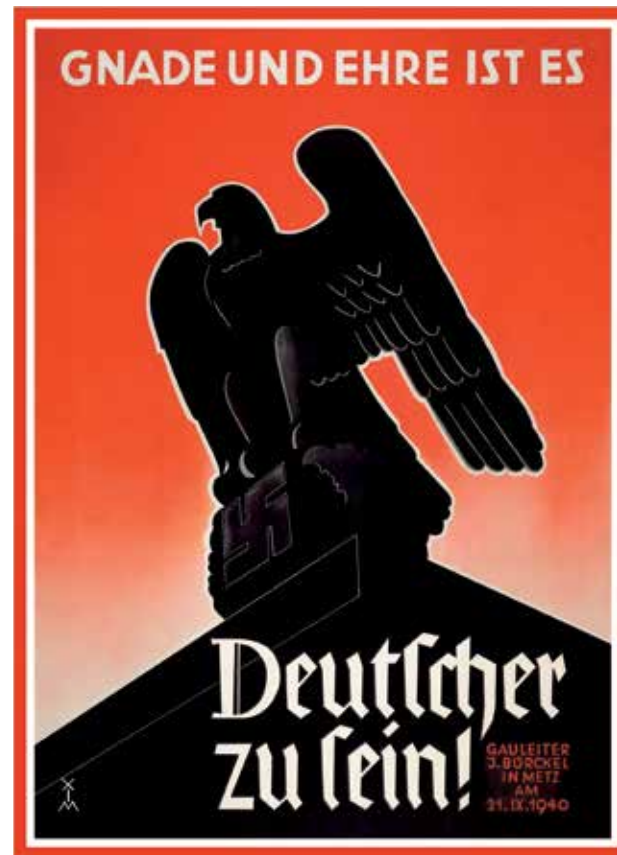
Vierte Periode (1940-1944/45)

Während des Zweiten Weltkriegs wurde das Elsass „de facto“ von Deutschland annektiert. Einmal mehr wechselte das Elsass von einem Lager ins andere. Einmal mehr wurden die Elsässer hierbei nicht nach ihrer Meinung gefragt. Das Nazi-Regime bekämpfte die französische Sprache auf allen Ebenen, einschließlich der des privaten Lebens. Die von den Deutschen eingeführte Alleinherrschaft der deutschen Sprache war mit einem totalitären und rassistischen Regime, mit der Gleichschaltung, dem Volkstum, der Umschulung, den Zwangseinzügen in SS- und Wehrmachtsverbände und mit dem Schlagwort „Struthofssprache“ verbunden.

Diese Verknüpfungen sollten in der Nachkriegszeit tiefgreifende und dauerhafte Auswirkungen auf die sprachlichen und kulturellen Gegebenheiten des Elsass haben. Das Elsass erlitt während des Krieges ein schweres Trauma. Letzteres wurde von den „Jakobinern“ für ihre Ziele instrumentalisiert.

Fünfte Periode (ab 1945)

Im Jahre 1945 schaffte ein Erlass des Rektors den Unterricht der deutschen Standardsprache in der Grundschule „provisorisch“ ab « *pour permettre au français de regagner le terrain perdu (lors de*



Gnade und Ehre ist es, Deutscher zu sein! Propagandaplakat aus 1940.

l'occupation)“ [Übers: Um der französischen Sprache den (während der Besatzungszeit) verlorenen Boden zurückzugeben]. Mit dieser Begründung wurde die Sprache, die bereits im mittelalterlichen Elsass geschrieben wurde, aus den elsässischen Grundschulen verbannt. Politische Überlegungen triumphierten wieder einmal rücksichtslos über pädagogische, kulturelle, historische und ganz einfach menschliche Erwägungen. Der Weg in die Zweisprachigkeit wurde erneut abgelehnt.

Es begann vielmehr das Zeitalter der Verdrängung der elsässischen Persönlichkeit und ihrer „Entgermanisierung“. Alles was das Elsass an Eigenarten besaß wurde von der Schule tabuisiert und allein die französischen Beiträge zur elsässischen Kultur wurden hervorgehoben. Generationen von Elsässern wurden im partiellen Unwissen um ihr reiches kulturelles Erbe „ausgebildet“.

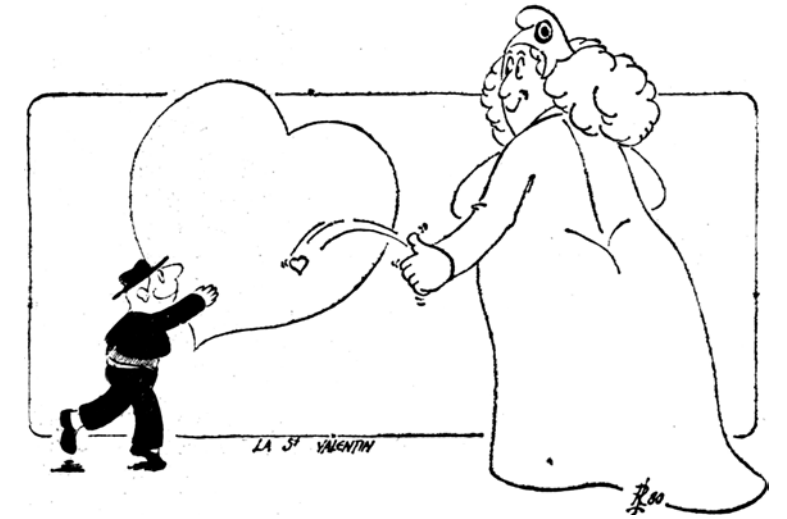
Eine andere Maßnahme mit ebenso entfremdenden und gleichschaltenden Folgen betraf die Presse. Vor dem Krieg und in den ersten Monaten der Befreiung war diese weitgehend in deutscher Sprache verfasst. Ab 1945 wurde die ausschließlich in deutscher Sprache verfasste Presse verboten.

Ein regionaler Erlass vom 13. September 1945 erlaubte nur noch zwei Arten von Zeitungen. Zum einen betraf dies die Presse, die nur in französischer Sprache erschien (was mit dem gemeinsamen Recht begründet wurde) und zum anderen zweisprachige Zeitungen. Letztere mussten einer Reihe unterschiedlicher Auflagen genügen: Sie mussten einen französischen Titel haben; für die Jugend bestimmte Artikel, öffentliche Anzeigen und Bekanntmachungen mussten in französischer Sprache verfasst werden. Die erste Seite, der Redaktionsteil und die Werbung mussten mindestens zu einem Viertel, der Sportteil mindestens zur Hälfte in französischer Sprache geschrieben werden. In der Alltagspraxis wurde der Erlass jedoch nicht immer umgesetzt. Für viele Leser blieb Französisch eine Fremdsprache. Man musste ja verkaufen...

Was die staatlichen Radiosender betrifft, hatte sich die Lage gemessen an der Vorkriegszeit ebenfalls geändert. Den Dialektsendungen wurden nur noch einige Stunden pro Woche zugestanden. Deutsch wurde aus allen Sendern für zahlreiche Jahre verbannt. Was das Kino betrifft, so war die Lage des Dialekts und der deutschen Sprache weitaus schlechter als in der Vorkriegszeit.

Zuvor wurde die Mehrzahl der französischen Filme auf Deutsch mit einer französischen Untertitelung gespielt worden; außerdem importierte man zahlreiche Filme aus dem deutschsprachigen Raum. Letzteres sollte nun für viele Jahre verboten werden. Als später diese Bestimmungen gelockert wurden, fanden sich trotzdem Präfekte, die den geheimen Befehl erteilten, nicht mehr als einen davon pro Woche und Stadt aufzuführen zu lassen. Im Bereich der Bücher bremste eine Einschränkung des Imports die deutschsprachige Lektüre beträchtlich.

Die Verwaltung gab die vor dem Krieg offiziell zugestandene Benutzung des Standarddeutschen weitgehend auf. Die im Alltag von der Verwaltung ausgeübte Zweisprachigkeit wurde bald Stück für Stück abgebaut. Vor 1940 waren beispielsweise die Berichte der Generalräte zweisprachig verfasst; nach 1945 war dies nicht mehr der Fall. Einige für die breite Öffentlichkeit bestimmte Dokumente wurden trotzdem noch einige Jahre lang in beiden Sprachen verfasst. Die zweisprachigen Straßenschilder der Vorkriegszeit (französisch-deutsch) wurden ebenfalls nicht wieder angebracht.



Zeichnung von Roland Peuckert (ich liebe dich so sehr/ ich auch, ein bisschen).

Seit dem Jahr 1945 ist also die deutsche Sprache im Wesentlichen bekämpft worden. Dies hatte eindeutige Folgen für die Elsässer:

1. Errichtung von sprachlichen- und kulturellen Barrieren. Das Elsass wurde progressiv von der deutschsprachigen Kulturwelt abgeschnitten. Es sollte ein „kulturelles *Finistère*“ [Lat.: Finis (Grenze, Ende) Terra (Welt) = Ende der Welt] erschaffen werden, welches sich kulturell ausschließlich an Frankreich orientierte.

2. Infolge der Entfremdung der deutschen Standardsprache als kulturelle Bezugssprache wurden die Dialekte verurteilt, langsam aber sicher einzugehen. Die Jagd auf die deutsche Sprache war für das Standarddeutsche sehr viel strenger als für die Dialekte. Zweifellos weil offenkundig war, dass die Dialekte angesichts des Prestiges und der Allgegenwart der französischen Sprache und Kultur auf Dauer nicht durchsetzungsfähig sein würden. Die Dialekte wurden ganz einfach dazu verurteilt, Sprachen für nichts oder für fast nichts zu werden. Man gestattete ihnen keine soziale Existenz. Der soziale Aufstieg geschah nunmehr ausschließlich durch die gute Beherrschung der französischen Sprache. Die Gegner der deutschen Sprache waren sich sicher, dass die Elsässer letztendlich die Dialekte aufgeben würden, wenn diese keinen großen Nutzen mehr haben würden. Überdies wurden diese Maßnahmen von einer psychologischen Beeinflussung begleitet, die die Elsässer dazu veranlassen sollte, das aufgedrängte Modell zu reproduzieren, das linguistische Monopol der französischen Sprache zu legitimieren und der kulturellen Entfremdung zuzustimmen. Der Respekt des Rechtes auf Unterschied war nicht auf der Tagesordnung. Die „Alterität“, das Anderssein, wurde ganz einfach nicht anerkannt und nicht gewünscht. Sie war sogar verdächtig. Diese Politik wird die erwarteten Früchte tragen. Deutsch ist heute für eine immer größere Anzahl von Elsässern eine Fremdsprache geworden. Auch die Kenntnis und die Praxis der Dialekte sind enorm zurückgegangen. Beide Aspekte sind in unserer Welt, deren Reichtum und Vielfalt den Menschen immer deutlicher bewusst wird und in einem Europa, welches kein seelenloser Wirtschaftsband verschiedener Nationalstaaten sein soll, außerordentlich zu bedauern.

DIE CO-EXISTENZ ERMÖGLICHEN, EINE INDIVIDUELLE PFLICHT, EINE KOLLEKTIVE VERANTWORTUNG, EIN HOHES GUT: IN DIE DEBATTE EINGEBRACHTE BEGRÜNDUNGEN

Begründungen

Um eine Bevölkerung dazu zu bringen, die Sprache zu wechseln, müssen mehrere Faktoren berücksichtigt werden: Verringerung der Anzahl der Sprecher und der Funktionen der dominierten Sprache, Entwertung ihrer Identitätsfunktion und Erlangung der Legitimität dieser Politik. Der Sprachwechsel kann durch Bruch (von einer Generation zur nächsten) oder kontinuierlich (durch einen langsamen Absorptionsprozess) erfolgen. Je schneller sich die beiden Phänomene addieren, desto schneller der Wandel. Dies ist im Elsass der Fall.

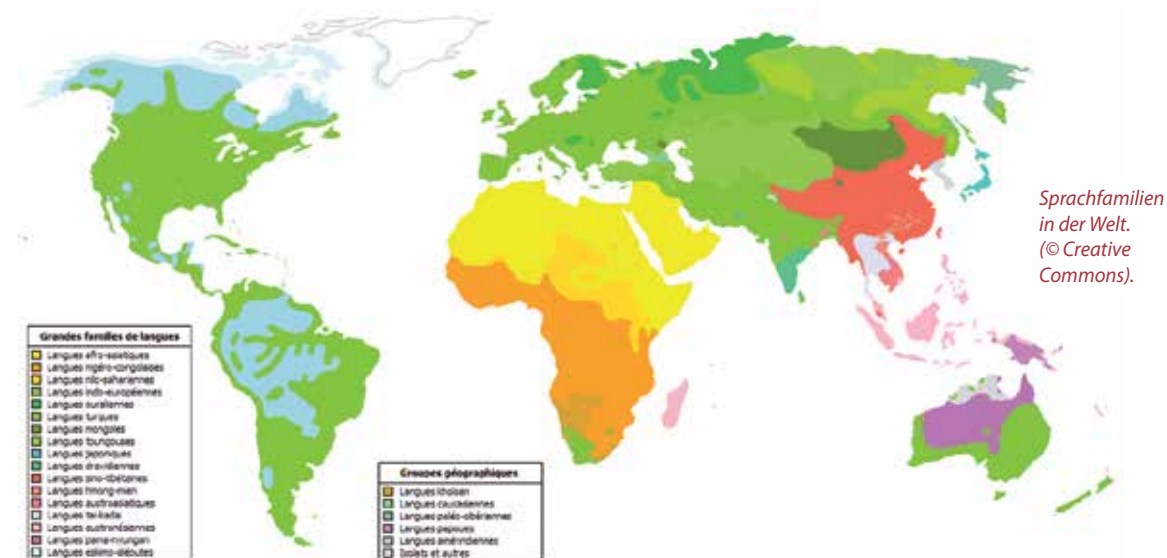
Man kommt nicht als Elsässer zur Welt. Man wird es... oder nicht! Man wird es, in dem man sich damit identifiziert was die elsässische Identität aufbaut!

„**Wenn umgekehrt** eine vorher dominierte Sprache das Stadium der Amtssprache erreicht, wird sie einer Neubewertung unterzogen, die eine tiefgreifende



Zeichnung von Roland Peuckert: gleich zur Sache kommen oder lassen Sie uns das Thema mit voller Offenheit angehen.

Änderung der Beziehung ihrer Benutzer zur Folge hat.“ Pierre Bourdieu in « Ce que parler veut dire »
Weltweit werden rund 6000 Sprachen gesprochen. Etwa hundert von ihnen verschwinden jedes Jahr. Verschwinden diejenigen, die keine soziale Existenz genießen!



„**Die Sprache der Republik ist Französisch**“ (Artikel 2 der Verfassung).

Dass Französisch die gemeinsame Sprache aller Franzosen ist, wird allgemein akzeptiert, aber warum sollte es die einzige Sprache sein? Wenn die sprachliche Vielfalt in der „Jacobinie“ offensichtlich bekannt ist, wird sie dort nicht wirklich anerkannt, in dem Sinne, dass die anderen Sprachen Frankreichs als das Französische dort keine volle und vollständige soziale und kulturelle Existenz genießen, die einzige, die in der Lage ist, ihr Überleben zu sichern, indem sie sie aus ihrer Gefangenschaft im privaten Bereich herausholt, ihnen tatsächlich Leben gibt. Die Regionen Frankreichs, die ursprünglich nicht französischsprachig waren, haben sicherlich viel davon profitiert es zu werden, aber gleichzeitig haben sie auch durch den Verlust ihrer Originalsprache viel verloren: sind zwei sind mehr als eins? Verzichtet eine Bevölkerung aus freien Stücken auf ihre Sprache? Sind sprachliche Mutationen nicht das Ergebnis einer Politik?

Es ist nicht die Sprache, die die Nation ausmacht, sondern es ist die Nation, die die Sprache(n) nach einer Identitätsstrategie macht, die, wenn es um Sprache geht, ein-, zwei- oder mehrsprachig sein kann. Andernfalls wären alle Frankophonen Franzosen.

Ein Land, eine Sprache?

Es gibt eine sehr französische Art: eine Sprache, ein Land und ein Land, eine Sprache. Nach Frankreich, Französisch (und nur Französisch) in die Bretagne, Bretonisch, Korsika, Korsika und ins Elsass, Elsässisch (Pfand Deutsch). Der Begriff der Sprache sollte daher jedes Territorium in sich selbst verschließen, und jedes sollte mit einer eigenen Sprache ausgestattet sein. Fahren wir mit der Argumentation fort: nach Deutschland, Deutschland (und nur nach Deutschland?), in die Schweiz, die Schweiz, die Schweiz, Belgien, Belgien, Belgien, Österreich... Wie wir sehen können, funktioniert es nicht, zumindest nicht immer.

In Wirklichkeit sollte die Sprache nicht auf der Grundlage ethnischer Daten (eine Sprache, eine Kultur, eine Geschichte, ein Gebiet) auferlegt werden, sondern sie sollte gemäß einer offenen und pluralistischen Identität oder kulturellen Strategie gewählt werden können.

Der Einzelne wählt nicht seine Sprache

Sie wird durch die Sozialisation auferlegt, zunächst vorweggenommen (die Eltern wählen diese oder jene Sprache je nach dem Wert der Sprache in der Gesellschaft, in der sie leben und in der sie ihr Kind leben lassen wollen), dann in der Primarstufe (die Sprache der Familie) und in der Sekundarstufe (Schule, Gesellschaft, Medien...).

Er oder sie kann daher in einer anderen Sprache als der ursprünglichen sozialisiert und von seinen oder ihren Eltern ausgegrenzt werden. Dies war und ist auch heute noch im Elsass der Fall.

Natürlich nimmt die sprachliche Mutation den Elsässern die Kommunikation nicht ab. Der Wechsel der Sprache verhindert nicht die Kommunikation. Was die Mutation bewirkt, ist der Verlust des kulturellen Hinterlandes der Sprache, der Verlust der Kultur, die diese Sprache vermittelte, wobei die Sprache selbst eine Kultur ist, der Verlust einer bestimmten Sicht der Welt, des Lebens, der Menschen und Dinge, der Verlust auch der Verbindung zwischen den Sprechern und eines Teils ihrer kollektiven Identität, der „Wir, die wir die Sprache sprechen“, endlich die Möglichkeit zu verlieren, zwei große europäische Kulturen, die französische und die deutsche, zusammenzuführen und die stolze historische Pflicht zu erfüllen, die die elsässischen Intellektuellen dem Elsass übertragen hatten, nämlich eine Brücke zwischen zwei großen Ländern zu ihrem eigenen und zum gegenseitigen Nutzen zu sein.

Identitäts- pädagogische- wirtschaftliche- und rechtliche Notwendigkeit der Zweisprachigkeit

Die zweisprachige Option hat ihren Ursprung in der Identität, in historischen, kulturellen und wirtschaftlichen Gründen, aber auch in den Vorteilen der zweisprachigen Erziehung. Sie stellt eine echte Öffnung zu zwei Sprach- und Kulturräumen dar. Es ist das genaue Gegenteil von Rückzug und Gefangenschaft.

Die Zweisprachigkeit ist eine Antwort auf die Notwendigkeit, kulturelle und sprachliche Rechte zu berücksichtigen. Sie basiert auf einer Identitätsstrategie, wie auch auf einer wirtschaftlichen.

Echte Regionalentwicklung basiert immer auf der Kultur und Identität einer Region. Die Stärkung der kulturellen Identität steht daher im Mittelpunkt der regionalen Entwicklung. Die Regionalsprache ihrerseits ist ein wichtiges Element, das diese Identität nährt. Aus diesem Grund muss die Unterstützung der sprachlichen Vielfalt als wesentlich für die nachhaltige Entwicklung der Regionen angesehen werden.

Anstatt als Barriere gesehen zu werden, sind Sprache und Kultur wertvolle Ressourcen

Aber es ist noch nicht zu spät, eine echte Verteidigungs- und Förderungspolitik zu betreiben, eine Politik der Wiederbelebung des elsässischen Dialektdeutsch, eine Politik, die das Elsässische von seinem zu langen Stigma befreien würde.

Eine Sprache existiert durch die Praxis ihrer Benutzer. Diese Praxis entspricht einem individuellen und gesellschaftlichen Bedürfnis, einer Nachfrage nach Sprache, und wird durch eine Funktionalität der Sprache, ein Sprachangebot, ausgeübt.

Nachfrage und Angebot von Sprache stellen verschiedene Handlungsfelder dar, nämlich den Bereich der Umgangssprache (privat, Familie), den Bereich der Verkehrsmittel (aktueller Gebrauch des gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Lebens), den Bereich der Referenzen (offiziell, kulturell, Bildung und Identität) und den Bereich der Religion (Liturgie). Es sind diese Kriterien, die das Zusammentreffen von Sprachnachfrage und -angebot, d.h. den Sprachmarkt, bestimmen.

Über Zweisprachigkeit zu sprechen ist gut. Noch besser ist es, sie zu fördern. Sie üben ist perfekt. Nur die Sprachen, die man nicht spricht, verschwinden.

So làng däss m'r e Sproch redd, geht se nitt Ünter. E Sproch redde fùer se ze rette.

Die Ursprünge der französischen Einsprachigkeit



Das historische Herz der französischen Sprache: Französisch.



Das politische Herz Frankreichs.



Französische Einsprachigkeit.



Schweizerische Mehrsprachigkeit. (© Creative Commons).

Im Ursprung der französischen Einsprachigkeit steht der Aufbau des Staates. Frankreich wurde als Reich durch sukzessive Eingliederung von Provinzen in die ursprüngliche kapetische Königsdomäne aufgebaut. Verbindlich war die Verwaltung, die nach dem königlichen Willen in einem mehrsprachigen Land ausschließlich französischsprachig sein musste. Alles, was nicht Île-de-Francien war, war dazu berufen, es zu werden. Die Dinge hätten sich auch anders entwickeln können. Frankreich hätte eine Föderation werden können, vor allem zur Zeit der Revolution, aber nein. Der Föderalismus wurde durch ihn sogar stark unterdrückt. Wenn die in Frankreich betriebene Sprachenpolitik aufgrund des Prinzips der Einheit in der Einheitlichkeit darin bestand, eine Einsprachigkeit zu installieren, was sicherlich noch nicht vollständig erreicht ist, so gibt es ein Land, das das Prinzip der Einheit in der Vielfalt umgesetzt und seine sprachliche Vielfalt gefördert hat. Es ist die Schweiz, die in vielerlei Hinsicht das Gegenmodell zu Frankreich ist.

Misstrauen und Arroganz

Wenn wir verstehen wollen, warum Frankreich sein sprachliches Erbe aufgibt, müssen zwei Tatsachen hervorgehoben werden. Die erste ist, dass der Staat immer befürchtet hat, weil er eine nationale, ja nationalistische Auffassung von der sprachlichen Sache hat, dass der Gebrauch einer Minderheitensprache zu separatistischen Ansprüchen führen könnte. Misstrauen! Die zweite: Eine gewisse „Elite“ wird in Unkenntnis und Verachtung der anderen Sprachen Frankreichs als Französisch erzogen. Arroganz!

Reproduktion des aufgezwungenen Modells

Wie wir gesehen haben, hat Frankreich im Laufe seiner Geschichte dem Elsass sein Sprachmodell aufgezwungen, wie es das in allen seinen Gebieten nach der Eroberung getan hat. Das Ziel dieses Modells ist die Durchsetzung der institutionellen Einsprachigkeit und im Gegenzug, was das Elsass betrifft, der Abstieg des Standarddeutschen in den Status einer Fremdsprache und die Beschränkung der elsässischen Dialekte auf den privaten Bereich. Zum Glück ist das Ziel noch nicht ganz erreicht, aber die Weichen sind gestellt. Nach einer Formel von Claude Vigée sind die Elsässer sowohl „Opfer als auch Komplizen“ dieses Modells. Opfer, weil sie einen guten Teil von sich selbst verlieren, Mittäter, weil sie bewusst oder unbewusst an der Ausführung des Modells teilnehmen. Welchen Anteil an dieser Haltung hat die Übernahme des Realitätsprinzips, die Strategie der Vermeidung oder die mangelnde Kultur in Bezug auf Sprachpolitik und Sprachfragen in der die Elsässer eingesperrt sind? Die Frage ist gestellt.

Für diejenigen, die damit beginnen, Französisch und Deutsch zu lernen, ist Englisch ein Geschenk, da Englisch ein Dialekt des Niederdeutschen ist und einen Beitrag aus dem Roman erhalten hat, in diesem Fall aus dem Normannischen, das im Mittelalter in England am Hofe der Könige und in der anglo-normannischen Aristokratie gesprochen wurde. So stammt beispielsweise das Wort „Auto“, dessen französisches Äquivalent Char ist und das im Englischen Auto bedeutet, von Norman. Ein weiteres Beispiel ist das englische Wort „beautiful“, das sowohl aus dem normannischen „biào“ als auch aus dem germanischen „ful“ stammt. Bis zu einem gewissen Grad überlebt Norman, ein Dialekt der langue d'oïl, in der englischen Sprache.

Sprache des Nachbarn

Das Konzept der Nachbarsprache wurde insbesondere vom Europarat in den 1980er Jahren eingeführt. Ziel war es, die Schulsprachenpolitik in den europäischen Grenzregionen zu fördern. Das Erlernen der Sprache des Nachbarn ist natürlich sehr gut. Im Falle des Elsass konnte jedoch keine Rede davon sein, dass Deutsch nur die Sprache des Nachbarn ist. Deutsch unterrichten im Elsass bedeutet, eine Sprache des Elsass zu unterrichten und... die Sprache des Nachbarn.

Zweisprachigkeit im Elsass außerhalb der elsässischen Identität?

Um der kollektiven Zweisprachigkeit, d.h. im Wesentlichen einer Politik zugunsten der Regionalsprache - die französische Sprache erleidet ja keine Einschränkungen -, einen Sinn zu geben, kann sie nicht von den Realitäten des Elsass, seien sie historisch, kulturell oder wirtschaftlich, abgekoppelt werden. Kollektive Zweisprachigkeit erfordert, dass die Zweisprachigkeit in diese Realitäten einbezogen wird, und dass diese Realitäten in die Zweisprachigkeit integriert werden. Man könnte sich Zweisprachigkeit nur zum Spaß ausdenken, nur um etwas in ihrer Richtung zu tun, und das könnte sich sicherlich in individueller Zweisprachigkeit auswirken, aber niemals in kollektiver Zweisprachigkeit. Kollektive Zweisprachigkeit und kollektive Identität sind durch ihre Gegenseitigkeit begründet. Beides sind Konstruktionen, die von der Gemeinschaft aufgebaut werden oder nicht. „Sein oder nicht sein?“ bleibt die große elsässische Frage!

Zweisprachigkeit und Gemeinschaft

Die Entwicklung unserer Gesellschaften, die sich vor allem in der zunehmenden Individualisierung, der sanften Gleichgültigkeit und dem Hedonismus als Lebensprinzip, dem Verschwinden traditioneller Familienformen, der Ausbreitung konsumistischer Lebensregeln, dem Ende von Metanarrativen, dem Rückgang der Kultur des Zusammenlebens, der Geselligkeit und der Solidarität, sowie den neuen Trends der Armut, widerspiegelt, hat bei vielen Individuen zu einem Rückzug des „Kollektivs“ geführt. Einige haben vom Ende der Gesellschaft gesprochen, so wie andere vom Ende Gottes oder dem Ende der Geschichte. Wenn es also eine kollektive elsässische Zweisprachigkeit geben soll, muss die elsässische Gemeinschaft das nachholen, was die Elsässer zwar individuell, aber nicht kollektiv wollen, und ihre Anstrengungen verdoppeln.

Zweisprachigkeit auf der einen Seite, regionale Sprache und Kultur auf der anderen Seite

Diese Unterscheidung setzt sich im Elsass immer mehr durch, auch auf institutioneller Ebene. Es besteht also die Notwendigkeit, sich einerseits mit der deutsch-französischen Zweisprachigkeit (Standard) und andererseits mit der regionalen Sprache und Kultur, die der Dialekt Elsässisch impliziert, auseinanderzusetzen. Für uns ist es ein Ganzes. Die regionale Sprache und Kultur besteht aus Standarddeutsch und dessen Kultur und Elsässisch und dessen Kultur.

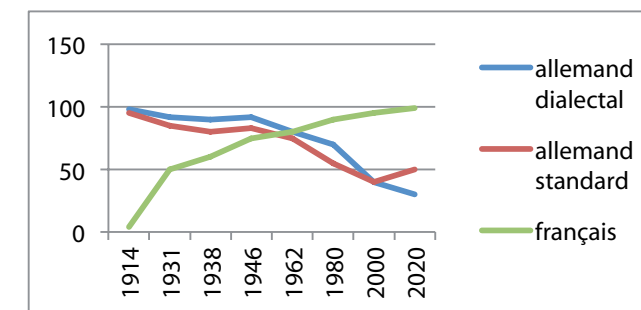
Regionalkultur ist Kultur im Elsass. Sie wird in Französisch, Standarddeutsch oder Dialektdeutsch ausgedrückt. Es ist eine zweisprachige Kultur, bestehend aus französischer, deutscher und spezifisch elsässischer Kultur. Sie ist gleichzeitig eins und vielfältig. In der Tat, wenn man bedenkt, dass deutsch elsässisch ist, wie elsässisch deutsch ist, dann ist nicht nur Weckmann kulturell elsässisch, sondern auch Goethe, der hier mit Molière und Voltaire Gesellschaft leistet. Die so betrachtete elsässische Kultur öffnet sich der französischen und deutschen Kulturwelt, aber nicht nur dieser. Gleichzeitig lebt sie und trägt zu ihnen bei.

Die Kultur ist die Grundlage für die Einheit des Elsass, zusammen mit seiner greifbarsten Originalität. Sie zeichnet sich im Wesentlichen durch ihre Intensität, Tiefe und Pluralität aus. Letztere findet ihren Ursprung in den sukzessiven Beiträgen, die heute in vielerlei Hinsicht zur elsässischen Kultur verschmelzen. Das Elsass kann also als ein Land des Austauschs und der Synthese beschrieben werden. Die Dinge waren und sind jedoch nicht immer einfach. Die politischen und nationalistischen Brüche und Konfrontationen, die gegenwärtige Erosion ganzer Teile der elsässischen Kultur und der damit einhergehende Verlust von Bezugspunkten sind nicht ohne Fragen, Zweifel und Unbehagen zu erzeugen.

Sprachpraxis im Elsass seit 1918

Die Grafik lässt die Parallelität oder den Synchronismus des Falles der Kenntnis der Dialekte wie der Standardsprache klar erscheinen, wobei die gleichen Ursachen die gleiche Wirkung haben.

Sowohl waren die Standardsprache als auch die Dialekte Opfer einerseits, der Art und Weise, wie man in Frankreich die so genannten Regionalsprachen behandelt und andererseits, einer zusätzlichen Schicht nämlich die des Antigermanismus, sei er allgemein Französisch oder spezifisch elsässisch. Die Dialekte haben eine doppelte Strafe erlitten, insofern, als sie als eine Sprache der unteren Klassen weit betrachtet oder eingestuft wurden, als eine nicht salonfähige Sprache. Die Wiederbelebung, sei es der Dialekte oder der Standardsprache, wird von der Entwicklung der Anerkennung der Regionalsprachen in Frankreich, der Resilienz gegenüber dem Antigermanismus abhängig sein und besonders für die Dialekte von ihrer Positivierung. Letztere dürfte wohl auch durch eine Wiederankopplung der Dialekte mit der Standardsprache ermöglicht werden, mit der Sprache einer glänzenden Kultur, die auch eine endogene (wieder)Lexifikation¹ erlaubt. Der Fall war parallel, die Rehabilitation kann es nur auch sein. Die Grafik deutet auch an, dass heutzutage mehr Kinder und Jugendliche Kontakt mit der Standardsprache haben als mit den Dialekten. Es lernen ja alle, mehr oder weniger gut, Deutsch in der Schule. Die Dialekte müssen



(1) **Beispiel:** Wie übersetzt man Gebietskörperschaften, wenn man das Wort im Dialekt nicht kennt? Die Idee ist, sie im Standard „Gebietskörperschaften“ nachzuschlagen und sie durch die Aussprache „Gebietskerperschäfte“ zu dialektalisieren. So stehen für die Dialekte 300000 Wörter aus dem Lexikon des Standards zur Verfügung, während der Dialektsprechende, der den Standard nicht ausreichend beherrscht, einen Wortschatz von durchschnittlich nur etwa 1.000 Wörtern verwendet.

auch ihren Platz im Unterricht finden. Meiner Meinung nach, eng verbunden mit dem Deutschunterricht. Die ABCM-Schulen sind in dieser Hinsicht Vorreiter.

Eine Methode, die es möglich macht von der Standardsprache zu den Dialekten überzuspringen, wäre noch aufzubauen. Vor fünfzig Jahren hat man eine auf Dialekten basierende Methode des Deutschlernens angewandt. Die Zeiten haben sich geändert. Heute ginge es darum, das Gegenteil zu tun!

Es ginge auch darum die Lücke zwischen dem Collège, in dem verstärkt Standarddeutsch unterrichtet wird, und der Universität zu überbrücken. Abgesehen von der ABIBAC-Option, die nur eine kleine Anzahl von Schülern betrifft, gibt es im Elsass nicht nur kein zweisprachiges Lycée, sondern das Standarddeutsch hat dort keinen anderen Platz als den, der den Sprachen im Allgemeinen vorbehalten ist.

Ob in der Grundschule, in der Mittelstufe oder im Gymnasium, Deutsch wird im Elsass weitgehend so unterrichtet wie in Bordeaux oder Périgueux, d.h. ohne jede Verbindung zur elsässischen Kultur², ohne besondere Gratifikation und ganz allgemein ohne Verbindung zum deutschen oder spezifisch elsässischen Teil der elsässischen Identität. So werden einige der großen Namen der elsässischen Autoren, die in allen Anthologien der deutschen Literatur vertreten sind, die großen Autoren der elsässischen Mundartliteratur ebenso wie die elsässischen Volkskünste, übersehen. Ganz allgemein wird im Elsass den Schülern Standarddeutsch beigebracht, ohne dass ihnen gesagt wird, dass es auch ihre Sprache ist.

Diese Situationen tragen zum Verzicht auf den Wunsch nach Sprache und insbesondere zur Nicht-Investition der Studierenden in die zum Unterricht der deutschen Sprache führenden Kurse bei. Kommt man nicht als Elsässer zur Welt, kann man es werden wollen, aber dazu müsste man in der Lage sein, die elsässischen Identitätselemente zu integrieren. Es ist also das Fehlen einer Verbindung zwischen Sprache, Kultur und Geschichte, durch die das System überhaupt erst sündigt. Die Identität ist allem vorgelagert, aber wird sie anerkannt, gefördert, aufgebaut oder dekonstruiert?

So wie der Deutschunterricht im Elsass keinen identitätsstiftenden Sondercharakter hat, gibt es auch keine spezielle Ausbildung für Deutschlehrer und Deutschlehrerinnen und keinen Sonderstatus, der es ihnen ermöglicht, einerseits ihre pädagogischen Investitionen finanziell aufzuwerten und andererseits in der Region zu bleiben.

Schließlich leidet das System auch an einer mangelnden Bewertung der Sprachkenntnisse der Lernenden, die von einer unabhängigen Stelle durchgeführt werden sollte, an einer mangelnden Bewertung der Investitionsrendite, die zu einer Aufwertung des Systems in den Augen der elsässischen Gesellschaft beitragen könnte, und vor allem an einer mangelnden Berücksichtigung der Regionalsprache durch letztere. Sprachen, die nur gelehrt werden, sind ausgestorbene Sprachen!

Das Schicksal der Sprachen liegt immer in den Händen von Gemeinschaften. Sie sind es, die über ihr Schicksal entscheiden. Entweder fördern sie eine oder mehrere Sprachen, oder sie verlieren das Interesse an ihnen, oder sie verurteilen sogar zur Nichtexistenz. In dem Stadium, in dem sich die Beherrschung und die Praxis der Regionalsprache befindet, sei es Standarddeutsch oder Elsässerdeutsch, ist eine globale Politik der Wiederbelebung für die Gemeinschaft mehr denn je notwendig, gemäß einem Triptychon: Kompetenz, Übertragung und Verwendung. Um dies zu erreichen, muss man von der Negativierung zur „Positivierung“ übergehen. Die Schule kann und muss Sprachkompetenz entwickeln, aber das reicht nicht aus. Die Sprache wiederbeleben zu wollen, bedeutet, ihr ein soziales und kulturelles Leben zu ermöglichen und ihr durch ihren Gebrauch in Institutionen und im öffentlichen Diskurs Prestige zu verleihen. Und wenn die Sprache nicht mehr von den Eltern an die Kinder weitergegeben wird, muss die Gemeinschaft das übernehmen, indem sie ein Sprachbad vom frühesten Alter an organisiert, zum Beispiel in kommunalen Kinderkrippen. Eine umfassende Sprachenpolitik erfordert auch, dass die lokale Behörde eine weitgehend offene Betriebs- und Überwachungsstruktur einrichtet. An der Wurzel von allem steht die Frage nach der Identität. Welches Elsass

(2) Albert Schweitzer, René Schickele, Ernst Stadler, Gustave Stoskopf, Nathan Katz, André Weckmann, um nur einige zu nennen, fehlen völlig in den Programmen.

wollen wir für die Zukunft? Ein Elsass, das kollektiv auf die französische Einsprachigkeit eingefaltet ist, so reich sie auch ist, ein Elsass, das zwar zweisprachig ist, aber von einer französisch-elsässischen Zweisprachigkeit, eingebettet zwischen Vogesen und Rhein, oder ein Elsass, das voll an den französischen und deutschsprachigen Räumen, die es umgeben, teilnimmt, wie es im Laufe der Geschichte der Fall war und wie es die Zukunft erfordert, wenn wir ein soziales, kulturelles und wirtschaftliches Zusammenleben auf beiden Seiten des Rheins aufbauen wollen, um über nationale Sprachwahrnehmungen hinauszugehen und die damit verbundenen Ressourcen an sozialem Kapital zu nutzen.

Sprachpolitik in der Schule und in den öffentlichen Medien

Es ist ganz klar, dass Schulen und Medien eine fundamentale Rolle für die Entwicklung oder den Niedergang einer Sprache spielen. Wir haben bereits mehrfach in anderen Bereichen umfassende Vorschläge für die Vermittlung von Regionalsprache, -kultur und -geschichte sowie für die umzusetzende Pädagogik und deren Behandlung in den Medien veröffentlicht. Wir werden hier nicht auf sie zurückkommen.

Übertragung 1

Das Individuum wählt seine Sprache nicht. Sie wird ihm durch die antizipierte primäre und sekundäre Sozialisation auferlegt, d.h. durch sein psycho- und soziolinguistisches, familiäres, schulisches und soziales Umfeld, je nach der Identitätsstrategie, in die dieses Umfeld eingeschrieben ist. Es ist also nicht die Sprache, die die Identität macht, sondern es ist die Identität, die die Sprache macht. So sind nicht alle Frankophonen Franzosen, und es reicht nicht aus, Elsässerdeutschsprachig zu sein, um Elsässer zu sein. Ich kenne viele, die Dialekt sprechen und die keine elsässische Überschwänglichkeit entwickeln. Einige sind sogar regelrecht feindselig gegenüber jeder Idee von elsässischer kultureller Identität.

Übertragung 2

Die erste Generation, die den Ditsch d'Alsace, den Elsässerditsch, als Ganzes nicht mehr weitergab, war diejenige, die in den drei Nachkriegsjahrzehnten, von 1945 bis 1975, die Schule besuchte. Einer der Hauptgründe, wenn nicht der Hauptgrund, ist, dass sie in der Vor- und Grundschule keinen regulären Deutschunterricht mehr erhalten. Dies hatte zum einen den Effekt, dass die Identitätsfunktion der elsässisch-deutschen Sprache entwertet wurde und zum anderen, dass den Dialekten die Pflegefunktion genommen wurde, die die Sprache der Bezugskultur, in diesem Fall das Standarddeutsche, nicht mehr hatte. Die Folge war zunächst eine qualitative und dann eine quantitative Verarmung der Dialekte, die erst weniger beherrscht und dann weniger praktiziert wurden. Diese Generation als Ganzes hat aufgehört, eine gesellschaftlich entwertete Sprache zu vermitteln, die sie sprachlich nicht mehr beherrscht. Sie hat weitergegeben, was überbewertet wurde und was sie beherrschte, nämlich die französische Sprache.

Europäische Chartas für Regional- oder Minderheitensprachen

A. Französische Positionierung

Am 7. Mai 1999 unterzeichnete die Regierung Jospin (in Prag) die Charta.

Am 20. Mai überreicht Präsident Chirac die Charta an den Verfassungsrat (mit dem offensichtlichen Hintergedanken, dass dieser sich der Ratifizierung widersetzen wird).

An der Spitze eines quälenden und besessenen Jakobinismus verkündet der Rat am 16. Juni 1999 sein



„Nachwuchs“: Zeichnung veröffentlicht in Land un Sproch n°2/1981.

Urteil, das wie ein Messer fällt. Die Charta würde „Gruppen“ von Rednern „spezifische Rechte verleihen“. Darüber hinaus würde es ein Recht auf den Gebrauch von Minderheitensprachen „im privaten Leben“, aber auch „im öffentlichen Leben“ anerkennen. Schließlich würde es gegen den Grundsatz verstoßen, dass „die Sprache der Republik Französisch ist“. Kurz gesagt, sie würde die „Unteilbarkeit der Republik“, die „Gleichheit der Bürger vor dem Gesetz“ und die „Einheit des französischen Volkes“ bedrohen. Nichts weniger.



Europäische Charta der Regional- und Minderheitensprachen, Stand Januar 2010. ■ Mitgliedsstaaten des Europarates, die die Charta unterzeichnet und ratifiziert haben. ■ Mitgliedstaaten, die die Charta unterzeichnet, aber nicht ratifiziert haben. □ Mitgliedstaaten, die die Charta weder unterzeichnet noch ratifiziert haben. □ Nichtmitgliedstaaten des Europarates.

B.Kritik:

- Im Gegensatz zu dem, was die „Weisen“ behaupten, erkennt die Charta den „Gruppen“ keine Rechte zu; sie gewährt sie individuell den „Sprechern“, was offensichtlich sehr unterschiedlich ist. Der Rat lässt den Text sagen, was er nicht sagt.

- In seinem Beschluss erkennt der Rat an, dass die 39 Maßnahmen der Charta, die von der Regierung Jospin aus 89 vorgeschlagenen Maßnahmen ausgewählt wurden, „den von Frankreich bereits umgesetzten Praktiken“ entsprechen. Wie kann man davon ausgehen, dass die Verfassungsgrundsätze der Republik durch bereits eingeführte Maßnahmen bedroht sind? Dies ist ein großer Widerspruch.

Abschließend. Unter den gegebenen Umständen ist der Rat der rechtlichen Argumentation nicht gefolgt. Sie hat einen ideologischen, ja sogar dogmatischen Ansatz gewählt. Was der französischen Ideologie - dem Ungesagten - zugrunde liegt, ist die Besessenheit, eine Kulturnation auf objektiven Daten aufzubauen: eine Sprache, eine Geschichte, eine Kultur. Mit anderen Worten: Frankreich sollte sich selbst als ethnische Gruppe definieren. Dies steht jedenfalls nicht im Widerspruch zu einer Politik, die Frankreichs Regional- oder Minderheitensprachen anerkennt und fördert.

Zu einem viel zitierten Problem: dem Mangel an Deutschlehrern

1. Es gibt allgemeine Gründe für den Lehrermangel:

- die Arbeit wird immer schwieriger und auch andere Fächer haben Einstellungsprobleme,
- eine Arbeit, die finanziell oder sogar sozial unterbewertet ist,
- trotz der deutsch-französischen Freundschaftsverträge wird der Unterricht der deutschen Sprache in Frankreich nicht ausreichend gefördert.

2. Dieser Mangel lässt sich auch durch die Wahrnehmung der Regionalsprachen in Frankreich und insbesondere im Elsass gegenüber dem Deutschen erklären, durch Gründe, die mit der Art und Weise des Unterrichts zusammenhängen, und durch die Insuffizienz einer Aus- oder Fortbildung in der Pädagogik der Zweisprachigkeit.

Was die oft gehörte Aussage die Schwierigkeiten, die Schülerinnen und Schüler im Französischen haben, erleichtern den Erwerb der deutschen Sprache betrifft, so trifft dies natürlich zu, wenn Deutsch von Französisch aus unterrichtet wird, aber dies ist keine gute Pädagogik der Zweisprachigkeit.

Kohortenschwund

Die oft erwähnten Schülerverluste zwischen Grundschule und weiterführender Schule sind einerseits mit den Verlusten im Allgemeinen vergleichbar und sind andererseits auch auf spezifische elsässische Gründe zurückzuführen, wie z.B.:

- das mangelnde Wissen der Eltern über die Funktionsweise der Zweisprachigkeit in der Sekundarschule,
- Eltern glauben oft fälschlicherweise, dass die zwei Tage auf Deutsch in der Sekundarschule weiter bestehen, wenn es nur um bestimmte Fächer geht, was ihnen Angst macht,
- die Illusion, genug zu wissen,
- keine wirklich zweisprachigen Züge im „collège“ und im „lycée“,
- keine emotionale und identitätsbezogene Investition: Deutsch wird meistens als Fremdsprache gelehrt,
- ein Unterricht, der nicht mit der elsässischen Kultur verbunden ist,
- Unzureichende positive und regelmäßige Kommunikation durch politische Einrichtungen als auch Bildungseinrichtungen, einschließlich Universitäten,
- Konkurrenz mit Englisch: Wenn man in der Schule mit Französisch und Deutsch beginnt, ist Englisch ein Geschenk (leicht), da Englisch dem Deutschen und dem Romanischen sehr ähnlich ist.

Im Dialekt schreiben, ja, natürlich, aber...

Auszug aus einer Anzeige. Man sieht, was passiert, wenn man Elsässisch schreibt, ohne das deutsche Schriftbild zu berücksichtigen, wenn man also das Standarddeutsch nicht mehr beherrscht oder die Verbindung zwischen Dialekt und Standard nicht mehr herstellt und dabei phonetisch auf französischer Basis schreibt. In diesem Zusammenhang habe ich auch von der Existenz eines *Oxefeucht* und eines *Sondi Fecher* gelesen. Nach den Regeln der Kunst geschrieben würde es heißen: *Die ganze Jährle hann m'r uns verdrawe! Wer het wene verdrawe, wisse mir hitt noch nitt...* Dazu sollte man *Ochsenfescht* und *Sündifischer* schreiben. Zu beachten ist, dass es eine Methode namens *Orthal* gibt, die eine Methode vorschlägt, im Dialekt zu schreiben. Es muss jedoch hinzugefügt werden, dass die überwiegende Mehrheit der dialektalen literarischen Werke, vor allem Theater und Lyrik, ohne diese Methode verfasst wurde, die unbrauchbar war, als die Elsässer noch fließend Standarddeutsch gelesen haben und die betreffenden Werke nach dem deutschen Schriftbild geschrieben wurden.

*Die ganze Yärle hammer uns ferdrave !
Wer het wer ferdrave, wesse mer hit noch net...
Awer es mort nicks mer hans gepokt
die 60 Yärle
wie unserie Horzit shon dürt...
Un dess... dess welle mer hit fiere...*

Gesehen in der DNA.

Die nationale Frage hat sich lange mit der elsässischen Sprach- und Kulturfrage überschritten. Dies ist nicht mehr der Fall. Das elsässische hin und her zwischen Deutschland und Frankreich gehört zu der Vergangenheit? Das Elsass ist Französisch. Ein Punkt, das ist alles! Der Vorwurf der zweifelhaften Nostalgie, der von einigen traurigen Geistern erhoben wird, ist völlig unbegründet. Die nationale Frage stellt sich nicht mehr. Es gibt also keinen Grund mehr, sich dafür zu entschuldigen, Deutscher gewesen zu sein oder Frankreich ständig die Treue schwören zu müssen. Auch das ist aus einer anderen Zeit. Gerade in einer Zeit, in der die deutsch-französische Freundschaft proklamiert wird. Das Elsass ist genauso Französisch wie das Berry oder die Auvergne. Aber andererseits stellt sich immer noch die Sprach- und Kulturfrage. Es sollte aber nicht mehr nötig sein, systematisch eine patriotische Strophe hinzufügen zu müssen, als wolle man sich entschuldigen oder einen Verdacht abwehren, wenn man für die deutsche Sprache, in ihrer doppelten Standard- und Dialektform, im Elsass einen richtigen Platz beansprucht.

Identitärer Abschluss: 1 + 1 = -1 ?

Das ist der Vorwurf den die Befürworter des Jakobinismus, d.h. der Einheit in der Einheitlichkeit, den Befürworter des Girondismus und der Einheit in der Vielfalt machen. In Bezug auf die sprachliche Identität würde dies den Abschluss auf eine elsässische Einsprachigkeit und den Austritt aus der Frankophonie bedeuten. Ein wahres Delirium!

Um die Wahrheit zu sagen: Diese Leute machen eine gute Projektion in dem sie vermeiden, sich mit den Inhalten bei sich selbst auseinanderzusetzen, die sie bei anderen sehen. Sie werfen den Befürwortern der Zweisprachigkeit das Übel vor, dessen Träger sie selbst sind, nämlich den Abschluss auf eine einzige Sprache, die französische. Auf den Schulhöfen heißt dies: „es ist derjenige der es sagt, der es ist“. In der Tat verunglimpfen sie das Recht auf Unterschied, was kein unterschiedliches Recht ist, wenn das Recht auf Unterschied anerkannt wird. Letzteres ist was sie den Elsässern verweigern. $1 + 1 = 2$ und nicht -1 !

Linguistische Mutation

Die elsässische Bevölkerung ist die einzige in Europa, die in ihrer Mehrheit in der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts sprachlich mutiert ist. Sie erlebte den Übergang von einer Mehrheitsprache zu einer anderen Sprache, die die Mehrheit wurde. Eine Politik, die eine verallgemeinerte kollektive Zweisprachigkeit in allen Bereichen des elsässischen sozialen und kulturellen Lebens ermöglicht hätte, war weder angedacht noch gewollt. Andere europäische Gruppen von Sprechern sogenannter Regional- oder Minderheitensprachen haben in dieser Zeit eine echte institutionelle Zweisprachigkeit etablieren können. Denken wir an die deutschsprachige Bevölkerung in Belgien und im italienischen Südtirol, an die rätoromanisch sprachige im Schweizer Kanton Graubünden, an die slawisch sprachige Bevölkerung in der deutschen Lausitz oder an die friesisch sprachige in den Niederlanden...

Eigene Sprache oder Teil einer Sprache

Im Elsass gibt es eine Denkströmung, die behauptet, die beiden Elemente der regionalen und primären Sprache des Elsass, nämlich Standarddeutsch und die alemannischen und fränkischen Dialekte, die nicht nur elsässisch sind, zu trennen und letztere zu einer eigenen Sprache zu machen.

Dies führt dazu, dass manche von französisch-deutsch-elsässischer Dreisprachigkeit und andere von französisch-elsässischer Zweisprachigkeit sprechen und damit das Deutsche ablehnen und ihm den Status einer Fremdsprache unter anderen geben.

Diese Denkströmung basiert auf verschiedenen Ideologien, die, wenn sie eine starke Resonanz fänden, große Auswirkungen auf die elsässische Sprachsache haben würden. Eine Analyse dazu schlagen wir im Kapitel „Welche ist nun die Regionalsprache des Elsass? Von der elsässischen Sprachunsicherheit“ vor.

Rentabilität der Investition

Es ist offensichtlich, dass eine Politik zugunsten der regionalen Sprache und Kultur mit Kosten verbunden ist. Es muss jedoch betont werden, dass viele symbolische Aktionen keine zusätzlichen Kosten verursachen. Dies ist der Fall bei einer öffentlichen Rede oder einem Artikel in der Regionalsprache. In Bezug auf den Unterricht ist anzumerken, dass die Zweisprachigkeit keine zusätzlichen Personalkosten mit sich bringt, da es keine zusätzlichen Unterrichtsstunden gibt. Auch im Sport gibt es keinen Bedarf für einen französischen und einen deutschen Ball... Die Zweisprachigkeit ist vor allem eine organisatorische Investition, die einen sehr hohen „Return on Investment“ hat, sowohl auf persönlicher als auch auf kollektiver Ebene, sowohl in Bezug auf persönliche und wirtschaftliche Beziehungen als auch in Bezug auf wirtschaftliches und soziales Kapital, sei es für das Elsass oder für ganz Frankreich. Wenn der „Return on Investment“ ein starkes Argument für die Befürworter der Zweisprachigkeit ist, sollte es die Gegner der Zweisprachigkeit dazu bringen, über das Potenzial nachzudenken, das sie den Elsässern vorenthalten, über die enorme Verschwendung, die sie darstellen, und über die Verantwortung, die sie auf sich nehmen.

Könnte besser machen

Unbestreitbar werden seit Jahrzehnten Maßnahmen zugunsten der Regionalsprache, sei es für Hochdeutsch oder Elsässerdeutsch ergriffen, insbesondere durch öffentliche oder freiwillige Schulen, wie auch durch das Amt für Sprache und Kultur im Elsass (OLCA). Rund 3 Millionen Euro werden von den Gebietskörperschaften (Region, Départements, Communes) in die Förderung der Regionalsprache gesteckt. Dies ist kein geringer Betrag. Aber reicht das aus angesichts dessen, was zu tun wäre, wenn man wirklich das Überleben einer Sprache sichern wollte, die im Elsass inzwischen stark gefährdet ist? Der erste Schritt wäre, die elsässische Identität zu überdenken. In der Tat sind kollektive Identitäten Konstruktionen, die auf einer Identitätsstrategie basieren, die von der Kollektivität, in diesem Fall dem Staat und den Gebietskörperschaften, definiert wird. Je nach dieser Strategie wird eine bestimmte Sprache bevorzugt oder nicht. Es ist nicht die Sprache, die die Identität macht, sondern die Identität macht die Sprache.

Die Strategie des Staates ist gut bekannt. Wir haben gesehen, dass seine Philosophie in Bezug auf die Regionalsprachen nicht von Enthusiasmus geprägt ist und dass er eher dazu neigt, ein Minimum an Service zu bieten. Aber wie steht es mit den Gebietskörperschaften? Welche Strategie für welche Identität verfolgen sie? Wird das Thema Identität überhaupt in ihren politischen Gremien debattiert? Welch ist der Teil des Mitläufertums, um nicht in höheren Behörden zu missfallen, und welche ist der Teil der eigenen Initiativen? In einer Demokratie ist erlaubt, was nicht ausdrücklich verboten ist. Es steht ihnen also ein echter Boulevard offen. Wenn sie auch keine normative Macht haben, hätten sie jedoch wichtige Möglichkeiten von Initiativen, von denen einige nur minimale Kosten verursachen. Sie könnten also in ihrem Angebot noch viel weiter gehen. Wenn wir wissen, dass der Anteil ihres Budgets, das der Sache der regionalen Sprache und Kultur gewidmet ist, im Durchschnitt nicht mehr als 1 % beträgt, haben wir den Anfang einer Antwort.

Warum tun sie es nicht? Wir haben es gesehen. Auf der einen Seite gibt es einen ungünstigen nationalen Mainstream und auf der anderen Seite gibt es eine elsässische Identität, die, wenn man sie nach all ihren Bestandteilen definieren will, für viele Volksvertreter ein Problem darstellt, nämlich das des Antigermanismus. Elsässer, Bretonen, Korsen und viele andere haben das gleiche Problem in der Dialektik zwischen nationaler Identität und regionaler Identität. Die Elsässer leiden unter zwei zusätzlichen Schichten: die eines anachronistischen französischen Antigermanismus zur Zeit der deutsch-französischen Freundschaft und die eines posttraumatischen, gegen sich selbst gerichteten elsässischen Antigermanismus.

Damit die Regionalsprache (Standarddeutsch und elsässische Dialekte) in der elsässischen Gesellschaft überleben kann, muss sie in all ihren kulturellen, verwaltungstechnischen, wirtschaftlichen und sozialen Bereichen existieren können (unter Ausschluss dessen, was wirkliche Staatsbefugnisse sind). Dies ist eine *conditio sine qua non*. Alles andere reicht nicht aus. Es gibt also eine dreifache Arbeit, die von der elsässischen Kollektivität zu leisten wäre, die der Definition einer ungehemmten Identitätsstrategie, die der Erlangung der notwendigen Freiheiten -zu tun- und die des -machens-.

Grenzüberschreitende Verflechtungen : sprachliches, kulturelles und wirtschaftliches Kontinuum³

In einem Radius von 250 km um Straßburg leben 6 Millionen Französischsprachige und 25 Millionen Deutschsprachige. Diese Bürger aus dem Herzen Europas leben in sechs Ländern: Frankreich, die Schweiz, Deutschland, Luxemburg, Belgien und Österreich.

1. Sprachliches Kontinuum

Um zu definieren, was spezifisch für das Elsass ist, müssen wir zunächst räumlich denken. Die erste Identität des Elsass ist geografisch. Das Elsass ist nicht nur ein östlicher Ausläufer Frankreichs. Es ist nicht nur das Ende von Frankreich, ein „finistère“. Es ist der Anfang von Mitteleuropa, sein westlicher Ausläufer. Und sie hat vor allem aufgrund ihrer geografischen Lage ihre eigenen Besonderheiten, Bedürfnisse und Interessen, sei es in Bezug auf Zweisprachigkeit, Kultur, Wirtschaft, Verkehr oder grenzüberschreitende Fragen. Die grenzüberschreitende

(3) Dokument veröffentlicht vom aufgelösten Regionalamt für Zweisprachigkeit (ORBI).

Dimension ist Teil der DNA des Elsass⁴.

Neben dem Kontinuum des deutschen Standards, der in allen deutschsprachigen Ländern (Deutschland, Österreich, deutschsprachige Schweizer Kantone, deutschsprachige Region Belgiens...) praktiziert wird, gibt es auch ein Kontinuum auf der Ebene der deutschen Dialekte. Im Elsass werden alemannische und fränkische Dialekte gesprochen. Diese Dialekte werden auch in benachbarten deutschsprachigen Regionen in einem weiten Radius verwendet, nämlich:

1.1. Alemannische Dialekte gesprochen in:

- **Elsass** (nördliches Bas-Alemannisch, südliches Bas-Alemannisch, oberes Alemannisch)
- **Badenland** (nördliches Niedergermanisch, südliches Niedergermanisch, Obergermanisch)
- **Schweiz** (Oberdeutsch und Oberalemannisch)
- **Vorarlberg** (Österreich) Region zwischen Bodensee und Arlbergpass (Oberalemannisch und Obergermanisch)
- **Bayern:** ein sehr kleines Gebiet, das den Bodensee berührt (Oberalemannisch)

1.2 Die fränkischen Dialekte werden ihrerseits für ihre Varianten in den folgenden Regionen verwendet:

Unterfränkisch : (**Niederlande, Nordrhein-Westfalen**).

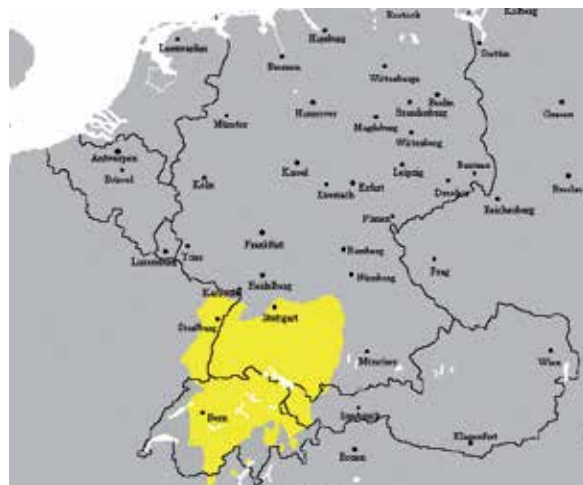
Mittelfränkisch :

- Auenfranken (**Nordrhein-Westfalen, Belgien und die Niederlande**)
- die Moselle Francique (**Luxemburg, Belgien, Lothringen, Saarland, Pfalz**)
- das rheinfränkische (**Lothringen, Saarland, Elsass-Bossau-Pfalz und im Saarland. Hessen, Franken**)

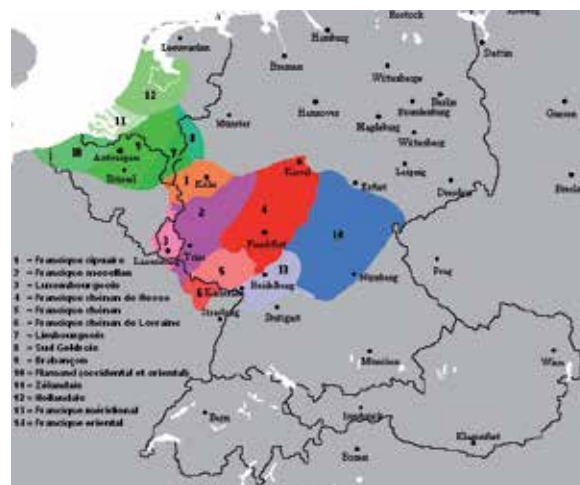
Das Südliche Rheinfranken oder Südfränkische (**Baden-Württemberg, Wissembourg Land, Franken**).

2. Kulturelles Kontinuum

Der Rhein war noch nie eine kulturelle Grenze. Die Regionen entlang des Oberrheins waren schon immer Schauplatz eines intensiven Austauschs in den Bereichen Literatur, Architektur, Malerei, Kupferstich und Bildhauerei, aber auch in vielen anderen Bereichen, wie z.B. Volkskunst und Brauchtum und Küche. Schöpfer und Kulturschaffende sind ständig an beiden Ufern unterwegs. Im Rahmen der Reihe dieses Buches plant ID-Édition ein Sonderheft über die gemeinsamen kulturellen Elemente am Oberrhein.



Der Raum der alemannischen Dialekte.



Der fränkische Dialektraum.

(4) Elsäsertum ist ein Zusammenfluss und eine Synthese von zwei großen europäischen Kulturen, der französischen und der deutschen.

3. Wirtschaftliches Kontinuum: der Rhein und die europäische Verankerung der Wirtschaft im Elsass

Das Elsass ist eine Tochter der Geschichte, aber die Geschichte hat das Elsass zu einem politischen und wirtschaftlichen Glacis gemacht. Heute, und das ist ein bisschen wie eine historische Reparatur, wie eine aktive Emanzipation von den Lasten der Geschichte, auf jeden Fall ist es eine lebenswichtige Notwendigkeit, zwingt die Geographie dem Elsass und seiner Wirtschaft eine Logik und eine Dynamik der internationalen Öffnung auf, mit einer Priorität für das Rheingebiet.

Die europäische Integration hat dem Elsass und seiner Wirtschaft einen neuen Aufschwung beschert. Im Laufe der Jahre hat sich das Elsass zu einer Region mit einer sehr offenen Wirtschaft entwickelt. Fast 40 % der Belegschaft arbeitet für ein ausländisches Unternehmen. Mehr als 60 % des Gesamtumsatzes der elsässischen Unternehmen werden von den 1 200 ausländischen Unternehmen der Region erwirtschaftet, die allein fast ein Viertel aller elsässischen Arbeitnehmer beschäftigen und Hunderte von KMU unterstützen. Das Elsass hat die höchste industrielle Beschäftigungsquote ausländischer Unternehmen in Frankreich. Sie hat 400 Tochtergesellschaften von deutschen Unternehmen, davon 70 in Baden.

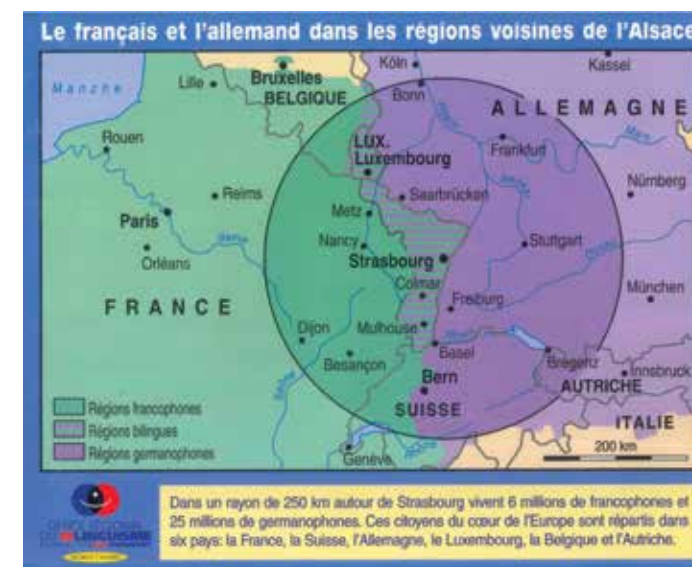
Der Außenhandel des Elsass zeichnet sich durch eine positive Deckungsrate aus, wobei die Exporte die Importe übersteigen. Das Elsass exportiert hauptsächlich nach Deutschland (fast 27%) und importiert hauptsächlich aus Deutschland (fast 30%).

Im tertiären Sektor setzen 70 % der Stellenangebote Deutschkenntnisse voraus. Fast 30.000 Elsässer verdienen ihren Lebensunterhalt in Deutschland und der Schweiz, wo ihr berufliches Fortkommen oft durch mangelnde Deutschkenntnisse behindert wird. Im Elsass hat ein zweisprachiger Deutsch-Franzose keine Angst vor Arbeitslosigkeit. Zweisprachige Menschen sind in allen Wirtschaftsbereichen sehr gefragt und haben 20-25% mehr Kaufkraft als Einsprachige. Im Bereich Tourismus ist Deutschland der größte Auslandsmarkt und macht fast die Hälfte aller Auslandsübernachtungen aus.

Vorteile der Zweisprachigkeit

Zweisprachigkeit hat viele Vorteile. Sie hat nur für diejenigen große Nachteile, die eine jakobinische, um nicht zu sagen nationalistische Definition der französischen Identität beanspruchen, eine Nation, die sich durch die Einzigartigkeit von Sprache, Kultur und Geschichte definiert, also als ethnische Gruppe. Eine Nation, eine Sprache, das wär's! Das postnationale Konzept der Einheit in Vielfalt ist ihnen nicht nur fremd, es ist in ihren Augen eine Quelle der Beleidigung gegen die französische Nation. Aufgrund ihrer vielen Vorteile stellt die Zweisprachigkeit ein echtes elsässisches Sozialkapital dar, ein Kapital, das erst noch rekapitalisiert werden muss...

Von den vielen Vorteilen der Zweisprachigkeit wollen wir drei nennen:



In einem Radius von 250 km um Straßburg leben 6 Millionen Französischsprachige und 25 Millionen Deutschsprachige. Diese Bürger aus dem Herzen Europas leben in sechs Ländern: Frankreich, die Schweiz, Deutschland, Luxemburg, Belgien und Österreich.

1. Zweisprachigkeit und Intelligenz

Der frühe Unterricht von zwei Sprachen ist ein entscheidender Faktor für die Entwicklung der intellektuellen Fähigkeiten des Kindes und ist eine Quelle der Motivation für den Erwerb von neuem Wissen. Er dupliziert die Wahrnehmungen und die Lesecodes der Realität und ermöglicht so eine viel größere Offenheit des Geistes. Er fördert kognitive Prozesse wie Gedächtnis, Planung, geistige Flexibilität und Aufmerksamkeit.

Darüber hinaus verbessern Kinder durch das Spiel der Kontrastivität ihre erste Sprache und entwickeln die Fähigkeit, eine dritte oder sogar vierte Sprache zu lernen. Indem mehrere Signifikanten mit einem einzigen Signifikanten korrespondieren, erleichtert die Zweisprachigkeit dem Kind die Fähigkeit zur Abstraktion und Konzeptualisierung. Es ermöglicht die Entwicklung früher Anpassungsfähigkeiten, eine selektivere Aufmerksamkeit und eine bessere Konzentration. Bilinguale Kinder erbringen bessere Leistungen bei Planungs- und Problemlösungsaufgaben. Jedes Kind kann vernünftigerweise zweisprachig werden. Und zweisprachige Erziehung, weil sie auch einen Bereich des Wissens und einen Bereich des Ausdrucks und der Kommunikation dupliziert, ist von besonderem Nutzen für Kinder aus benachteiligten Verhältnissen und für Kinder mit emotionalen oder psychologischen Schwierigkeiten.

2. Zweisprachigkeit und die Wirtschaft

In einem Sprachenmarkt und in einem Arbeitsmarkt, der sich immer mehr den Realitäten und wirtschaftlichen Verflechtungen am Rhein, in Europa und in der Welt öffnet, bietet die Zweisprachigkeit eine Antwort für all diejenigen, die sich in ihrer Fähigkeit, wirtschaftlich und kommerziell zu glänzen, sowie in ihrer Fähigkeit, beruflich zu kommunizieren und zu fördern, eingeschränkt fühlen. Siehe auch den Absatz Wirtschaftliches Kontinuum.

3. Zweisprachigkeit und Sprache, Kultur, Geschichte und Identität

Die Zweisprachigkeit hat für das Elsass den Vorteil, dass sie die Regionalsprache aufwertet, indem sie ihr Anerkennung und soziale Existenz verleiht. Sie beendet ihre Diskriminierung sowie das konfliktreiche Verhältnis zwischen den National- und Regionalsprachen und stellt eine angenommene, faire und gerechtfertigte Koexistenz zwischen ihnen her. Die deutsch-französische Zweisprachigkeit bietet eine hervorragende Grundlage für das Erlernen anderer romanischer Sprachen (Spanisch, Italienisch, etc.) und anderer germanischer Sprachen (Englisch, Niederländisch, Schwedisch, etc.).

Es ist auch ein Lernen von Unterschiedlichkeit, Respekt für andere und Toleranz. Es besteht kein Zweifel daran, dass Zweisprachigkeit für diejenigen, die davon profitieren, nur von Vorteil sein kann, vor allem, weil sie zu einer Stärkung der eigenen kulturellen Identität, zu einer Annäherung an kulturelle Unterschiede und damit zur Schaffung der Voraussetzungen für einen interkulturellen Dialog beiträgt. In der Tat erfordert die Wahrnehmung unterschiedlicher Identitäten eine positive Selbstwahrnehmung. Die erlangte Anerkennung, die Selbstwertgefühl und Selbstachtung erzeugt, ist eine Voraussetzung für die gewährte Anerkennung bzw. für die Wertschätzung und Achtung des anderen. Wer das Eigene nicht kennt, kann das Anderssein nicht erkennen, geschweige denn schätzen. Der Prozess der Öffnung für den Anderen erzeugt einen „re-identifizierenden“ Blick auf sich selbst und in der Konfrontation mit dem Anderen wird man auch mit sich selbst konfrontiert, verwiesen. Respektieren, um respektiert zu werden!

Wenn wir eine neue Sprache lernen, lernen wir auch das Denksystem und die dazugehörige Kultur, die spezifisch für diese Sprache ist. Zweisprachigkeit ist, da sie eine zweisprachige Kultur aufbaut, sowohl Wiederaneignung als auch Teilhabe an einer Kultur. Sie hat eine korrigierende Wirkung auf die Dekulturation. Sie fördert die Aneignung neuer soziologischer und kultureller Verhaltensweisen und eine neue Interpretation der Realität und der Erfahrung, ebenso wie sie die Verwurzelung und die Offenheit fördert, d.h. das Aufblühen einer in der Region verwurzelten und dem Universellen zugewandten Kultur, einer Kultur, die aus mehreren Quellen schöpft und einer Kultur der Synthese.

Mainstream

Die Idee eines auf eine einzige Sprache reduzierten Frankreichs, der Monolingualismus, wurde durch die Sozialisierung fast aller Franzosen und Französischen, einschließlich vieler Sprecher anderer Sprachen als Französisch, aufgezwungen. Musste die Republik die regionalen Sprachen und Kulturen auslöschen, um dem Erlernen der französischen Sprache alle Möglichkeiten zu geben? Wir wissen heute, dass das nicht der Fall war. Gut gestaltete Zweisprachigkeit ist durchaus möglich und sie ist ein Plus, kein Minus! Die jakobinische Ideologie, die in der Einsprachigkeit des Staates vorherrschte, ist dennoch sehr lebendig und bildet eine dominante Denkströmung. Sie basiert zu einem großen Teil auf der Idee, dass die Sprache das ist, was eine Nation ausmacht und dass sie der wichtigste Kitt der Nation ist. Die jakobinischen Verfechter des Egalitarismus haben eine selektive Idee der Gleichheit. Für sie haben nicht alle Sprachen den gleichen Wert!

Welche Rolle spielt dabei der bewusste oder unbewusste Nationalismus? Sind die Franzosen, indem sie ihre eigene Vielfalt ausschließen, Nationalisten, die es ignorieren? Sie werden keine Antwort auf diese Frage haben, solange nicht eine nationale Debatte darüber angestrengt wird. Wir sind überzeugt, dass ein großer Teil der Franzosen und Französischen, wenn man sie nach ihrer Meinung fragen würde, es als normal empfinden würde, die Sprecher der anderen Sprachen Frankreichs nicht zu bitten, darauf zu verzichten. Im Namen von was? Und dass sie es genauso normal fänden, wenn diese Landsleute von einer Sprachenpolitik zugunsten der französisch-regionalen Zweisprachigkeit profitieren würden. Dass die Jakobiner, die die Zügel der politischen und medialen Macht in der Hand halten, zeigen, dass sie nicht nur Republikaner, sondern auch Demokraten sind, und dass sie es wagen, aus ihrer Komfortzone herauszutreten und ihre Konzeption zur Debatte zu stellen. Dies würde zweifellos dazu beitragen, dem Mainstream mehr Kohärenz zu verleihen. Wir Elsässer, die von der Plattform des Straßburger Münsters weiter sehen als die Pariser vom Eiffelturm, sehen, dass in den Nachbarländern eine andere Sprachenpolitik betrieben wird und dass sie die Nationen trotzdem nicht zersetzt.

Positives Beispiel 1 im Bereich Bildung: Baskenland (Frankreich)

Vor- und Grundschule. In 15 Jahren ist die Zahl der Schüler, die zweisprachig oder immersiv unterrichtet werden, von 5.930 im Jahr 2004 auf 10.711 zu Beginn des Schuljahres 2019 gestiegen, ein Anstieg von 81 %.

- Von 24,5 % bis **40,9 %**.

- Der Anteil der Schüler, die einen bilingualen oder immersiven Kindergarten besuchen, stieg von 30,4 % auf **46,9 %**.

Positives Beispiel 2 in der Ausbildung: Wales

Obwohl seit 1993 die Gleichberechtigung zwischen der englischen und der walisischen Sprache gesetzlich anerkannt ist, hat die 1999 gewährte Dekonzentration der Macht an Wales es letzterem ermöglicht, dem Walisischunterricht einen beträchtlichen Aufschwung zu geben. Während vor einigen Jahrzehnten die große Mehrheit der jungen Menschen der walisischen Sprache beraubt war, finden wir heute in den jüngeren Altersgruppen die meisten Walisischsprecher. 50% der Jugendlichen sind wieder zweisprachig und der Fortschritt ist nicht aufzuhalten.

Positives Beispiel 3 in der Ausbildung: Die dänische Minderheit in Deutschland

Die dänischsprachige Minderheit im süddeutschen Schleswig hat neben den öffentlichen Schulen für Deutschsprachige in Schleswig-Holstein ein privates Schulsystem. Dies ist die Dansk Skoleforening für Sydslesvig, die unter der Aufsicht des Landes steht. Alle dänischen Schulen in Schleswig-Holstein werden sowohl vom Land Schleswig-Holstein als auch vom Staat Dänemark finanziert. Dänisch ist die erste Sprache und Deutsch ist die zweite Sprache. Eltern haben die Wahl, ihre Kinder auf private (dänischsprachige) oder öffentliche (deutschsprachige) Schulen zu schicken.

Es ist zu beachten, dass es in Nordschleswig eine deutschsprachige Minderheit gibt. Ihre Schulen werden teilweise von Dänemark und teilweise von Deutschland finanziert.

Bösgläubigkeit ? 1

„1966 erklärte der Koadjutor-Bischof von Straßburg, Bischof Elchinger, in einer Pfarrei, dass in der Liturgie, die der Volkssprache auf Kosten des Lateinischen einen großen Platz einräumt, der Gottesdienst nur in französischer Sprache gefeiert werden solle, weil dies im Allgemeinen die Sprache der Jugend sei. Er bat darum, dass die älteren Leute Verständnis zeigen, denn wenn sie kein Französisch verstünden, würde es keinen großen Unterschied zur vorherigen Situation machen, da sie kein Latein verstehen.“ (zitiert von Pierre Maugué, in *Le particularisme alsacien*)

Bösgläubigkeit ? 2

„Sie wollen, dass unsere Provinz von Elsässern bevölkert wird, die vor allem sehr gut Französisch sprechen, aber auch Deutschkenntnisse haben...Sie müssen Frankreich vertrauen, damit seine Regierung ein System findet, das nichts schikaniert und niemanden im Stich lässt“. Monsieur le Préfet, Sitzung des Generalrats des Bas-Rhin, 25/4/1947

Bösgläubigkeit ? 3

„Wir wollen eine Zweisprachigkeit verteidigen, die es unseren Kindern erlaubt, fließend von Französisch zu Deutsch zu wechseln, gleichgültig in beiden Sprachen zu denken...Wir wollen keinen Deutschunterricht im Kindergarten oder in den ersten drei Jahren der Grundschule“. Herr Deininger, Sitzung des Generalrats des Niederrheins, 8. November 1971.

Bösgläubigkeit ? 4

„...Wir sehen zum Beispiel, dass man in den höheren Schulen erst nach dem 11. Lebensjahr mit dem Unterricht einer Fremdsprache beginnt. Aus welchem Grund sollte dann das Kind, dem die Eltern aus materiellen Gründen keine höhere Bildung ermöglichen können, anders behandelt werden? Herr Sorgius, Sitzung des Generalrats, 23. April 1947

Elsässische Stilblütensammlung 1

„Erlauben Sie mir, in aller Freundschaft, Sie vor dem Begriff Alemannisch zu warnen, denn es gibt keinen Beweis dafür. Ich möchte nur sagen, dass ich, was mich betrifft, keine Spur von alemannischer Kultur spüre. Es gibt Generationen von 1700 bis 1850, die keine Spur von alemannischer Kultur haben. Andere mögen dem germanischen Joch unterworfen gewesen sein, aber von alemannischer Kultur ist nicht die Rede“. Robert Grossmann (der einen alemannischen Dialekt spricht und einen deutsch geschriebenen Namen hat), Sitzung des Generalrats des Niederrheins, 12.6.1972

Elsässische Stilblütensammlung 2

„Ich muss Ihnen zunächst klar machen, dass der elsässische Dialekt nie die Muttersprache der Elsässer war und dass nur die französische Sprache als solche anerkannt wird“. André Bord, Präsident des Conseil Général du Bas-Rhin, 1979 (zitiert von PK in *L'Alsace les Editions. d'Organisation. 1981*)

Stilblütensammlung von woanders

(Übers.) „Lou Jospinou kündigt an, dass Frankreich die [Europäische Charta für Regional- oder Minderheitensprachen] unterzeichnen wird (...). Die Aborigines werden in der Lage sein, ihr Patois, ihre Sprache, zu sprechen, ohne ausgelacht zu werden. Und vielleicht sogar ihren Akzent behalten, d.h. ihre Baskenmütze und ihre Hufe.“ (Charlie Hebdo, 7. Oktober 1998, Lou Jospinou=Lionel Jospin)

(Übers.) „Da Herr Lang ein bretonisches Patois-CAPES geschaffen hat, warum nicht auch ein Bettler-CAPES?“ (Jean Dutourd, Akademiker, Zeitschrift *France-Soir*, 1985)

(Übers.) „Regionalsprachen wieder einführen? Das zoologische Äquivalent wäre die Wiedereinführung des Dinosauriers im Quartier de la Défense.“ (Michel Onfray, Philosoph, *Le Monde*, 10. Juli 2010)

(Übers.) „Ich glaube, dass [bretonische Schulen] die Entwicklung einschränken, dass sie die intellektuelle Entwicklung der Kinder einschränken können.“ (Arlette Laguillier, ehemalige Sprecherin von Lutte Ouvrière, *TV Breizh*, April 2002)

(Übers.) „Frankreich soll englischsprachige Informatiker schaffen und uns wird angeboten, bretonisch oder okzitanisch sprechende Hirten zu schaffen.“ (Claude Allègre, ehemaliger Minister für nationale Bildung, *Sud-Ouest*, 30. April 2001)

Ist es zu spät für eine Zweisprachigkeit im Elsass?

Es ist sehr spät, aber noch nicht zu spät. Es wäre noch alles möglich. Die elsässische Sprachenfrage wurde nicht so behandelt wie es die Herausforderungen gebraucht hätten, zumindest nicht so, dass die kollektive elsässische Zweisprachigkeit leben und überdauern kann. Zugegeben, es wurde einiges unternommen, aber außerhalb des Bereichs der elsässischen Identität oder nur im Rahmen einer auf nicht störende Elemente reduzierten Identität. Eine anerkannte Identität hätte eine andere Entwicklung ermöglicht, aber wegen der Verdrängung ganzer Teile ihrer Bestandteile war dies nicht der Fall. Es sollte daran erinnert werden, dass eine Gemeinschaft eine Sprache oder Sprachen aufgrund der Identität wählt, die sie sich selbst geben will. Die Wahl der kollektiven Zweisprachigkeit ist nicht getroffen worden. Aber konnte man das im psycho-soziologischen Kontext der Nachkriegszeit tun? Heute geht es darum, da rauszukommen. Die Zeiten haben sich geändert.

Die kollektive Zweisprachigkeit wird durch und in der sozialen und kulturellen Koexistenz zweier Sprachen und damit einer kollektiven Identität, die diese trägt, erreicht und erhalten! Im französischen Kontext des Managements von Regional- oder Minderheitensprachen bleibt diese Koexistenz, insbesondere in Schulen und in den Medien, zu erreichen.

Frankreich ist eine Demokratie. In einer Demokratie sollten starke Forderungen, die Ausdruck eines starken Willens sind, erfüllt werden. Es bleibt, den Bedarf entstehen zu lassen und ihn zu verwirklichen. Das ist eine Verantwortung, die in erster Linie jeden trifft, der im Elsass einen Anteil an der Macht hat. Wenn wir sie nicht nehmen, dann wird es morgen zu spät sein.

Die Elsässer wollen es nicht

Eine Äußerung, die von Gewählten, wie auch von normalen Bürgern manchmal gemacht wird. Die Elsässer würden ihre Sprache nicht mehr wollen. Aber sind sie jemals gefragt worden? Gehen wir ein paar Jahrzehnte zurück. Es wäre überraschend gewesen, wenn eine Bevölkerung in einer Zeit, in der sie ihre Sprache voll ganz benutzte, positiv auf die Frage geantwortet hätte: wollt ihr eure Sprache aufgeben? Das wäre einmalig gewesen! Das nun endlich die Meinung der gesamten elsässischen Bevölkerung nach einer breiten und tiefen kollektiven Debatte eingeholt wird! Es geht darum, dass sie in der Lage ist, sich selbst zu entscheiden!

Betrachten wir den Sprachmarkt, denn es gibt einen Markt der Sprachen. Was ist das Sprachangebot im Elsass? Wie hoch ist der Bedarf an Sprache? Inwieweit ist die Nachfrage durch das Angebot bedingt? Wenn das Produkt nicht vorhanden ist, gibt es offensichtlich kein Angebot. Wenn das Produkt entwertet wird und keine Möglichkeit besteht, es vollständig zu nutzen, gilt dies auch für die Nachfrage. Ein unvollkommenes Produkt entspricht einer reduzierten oder nicht vorhandenen Nachfrage. Ein Präsident des elsässischen Regionalrates hat uns einmal gesagt: Ja für die Zweisprachigkeit, aber die Elsässer wollen das nicht. Wie viel in dieser Haltung war Verzicht ein Problem frontal anzugehen und daran zu arbeiten, die Nachfrage an die Oberfläche zu bringen, indem man eine Debatte organisiert und mehr Angebot vorschlägt? Welchen Anteil hatte es, sich dem Mainstream anzuschließen und sich zu weigern, über ein Thema zu streiten, das aus wahltaktischer Sicht nicht sehr profitabel war und das in hohen Kreisen eher schlecht angesehen war und der Karriere schaden könnte?

Auf jeden Fall hätten die Elsässer die Zweisprachigkeit gewollt, wenn man ihnen ein sprachliches Angebot gemacht hätte, das nach der Repositivierung der Regionalsprache in ihrer Identität zu einer vollen und vollständigen Existenz geführt hätte. Sie würden heute noch die Zweisprachigkeit wollen, wenn man ihnen die Vorteile der Zweisprachigkeit kollektiv darlegen würde und wenn man vorher kollektiv an der elsässischen Identität arbeiten würde.

Wenn wir die Zahl der Sprecher erhöhen und eine kollektive Zweisprachigkeit aufbauen wollten, würden die derzeitigen Maßnahmen nicht ausreichen. Was heute gemacht wird, dient vor allem auf der Ebene des Dialekts der teilweisen Befriedigung der vorhandenen Sprecher, um des Vergnügens⁵, und auf der Ebene des Standarddeutschen der Befriedigung eines Teils der Eltern, die ihre Kinder in zweisprachige Klassen schicken wollen, übrigens nur eines Teils und ohne die Frage nach der erreichten Sprachkompetenz zu erwähnen. In diesem Bereich war die Nachfrage schon immer größer als das Angebot. Um die kollektive Zweisprachigkeit zu erreichen und damit die Elsässer in die Lage zu versetzen, von den vielen Vorteilen zu profitieren, die sie ihnen bringen würde, müsste eine viel ehrgeizigere Politik in Bezug auf Ziele und Ergebnisse entwickelt werden, und die finanziellen Verpflichtungen müssten erhöht werden. Man müsste vorher davon überzeugt sein, dass eine kollektive Zweisprachigkeit möglich ist, die es jedem erlaubt, die Sprache seiner Wahl in den sozialen und kulturellen Beziehungen zu verwenden, ohne keinen zu schaden, und dies für das Elsass zu wollen. Es bleibt das Problem einer französischen Identität, die viel weniger eine Frage einer offenen und vielfältigen „francitude“ ist, die auf einer pluralen Kultur basiert, als vielmehr einer geschlossenen und zurückgezogenen „francité“, die sich hauptsächlich durch die Einzigartigkeit ihrer Sprache, Geschichte und Kultur definiert. Das französische Konzept der nationalen Identität in die gewünschte Richtung zu verändern, ist eine enorme Aufgabe und eine conditio sine qua non dafür, dass kollektive Zweisprachigkeit sein und bestehen kann. Lenken wir die Dinge in die richtige Richtung! Verlangen wir aber schon jetzt wichtige Zugeständnisse im Rahmen des noch zu schaffenden Differenzierungsrechts!

Deutsche Sprache: ein paar Initiativen, einige Kontinuitäten, paar Relikte



Tafel, die am Eingang von Straßburg nach der Europabrücke installiert wurde.⁶



Seltener Fall einer Gemeinde, die ihren Namen auch in Standarddeutsch angibt.
© Photo Annette Klein



Barr: ein weiteres seltenes Beispiel für ein zweisprachiges französisch-deutsches Straßenschild, vor 1940 war es gang und gäbe. (Op. cit.)



Dasselbe gilt für diese Tafel, die in Saint-Pierre-Bois zu sehen ist (die Inschrift kann als Standard oder Dialekt gelesen werden). (Op. cit.)



Zweisprachiges Schild in Riquewihr (Reichenweier). (Op. cit.)



Obernai. Kürzlich eine deutschsprachige Beschriftung gesehen. (Op. cit.)



Dasselbe in Colmar.

Die meisten elsässischen Nachnamen werden in deutscher Standardschrift geschrieben. Das ist der Fall bei Schneider, Maurer, Muller, Mahler, Winter, Schmidt, Strauss, Bauer, Vogel, Hahn... und das nicht in dialektaler Form: Schniider, Müürer, Meller, Möhler, Wenter, Schmett, Kaller, Schrüß, Büür, Voëjel, Güller... Viele derjenigen, die heute Deutsch als Teil der Regionalsprache ablehnen, tragen jedoch einen deutschen Nachnamen: Verdrängung oder Unbewusstheit? Auf jeden Fall ein elsässisches Paradoxon mehr!

Wenn viele Gemeindenamen hauptsächlich nach 1918 oder nach 1945 franzisiert wurden, wie z.B. Châtenois für Kestenholtz, Westhoffen für Westhofen, Ribeauvillé für Rappoltweiler, Saint-Hippolyte für Sankt-Pilt, so gibt es doch eine große Anzahl von Gemeinden, die dies nicht erlebt haben. Dies ist der Fall z.B. für Auenheim, Dalhunden, Forstfeld, Windstein, Altorf, Dachstein Heiligenberg, Molsheim, Mutzig, Bergbieten, Herrlisheim, Leutenheim, Mulhausen, Dauendorf Dambach, Mietesheim, Oberbronn, Kirchheim, Mollkirch, Waldersbach, Balbronn, Bergbieten, Kirchheim, Mulhausen, Schillersdorf, Schiltigheim, Furchhausen, Dingsheim, Willgottheim, Rimsdorf, Altenheim, Lupstein, Printzheim, Andlau, Reichsfeld, Benfeld, Ringeldorf, Kutzenhausen...



Rheinblick. Seit dem 26. Januar veröffentlichen die DNA und L'Alsace ein wöchentliches Magazin in deutscher Sprache.

(5) Il resterait énormément à faire au niveau de la petite enfance, de crèches bilingues ou immersives par exemple, mais pas que !

(6) In Sitzungsberichte des Kolloquiums der Straßburger Treffen der europäischen Regional- oder Minderheitensprachen, Editions Allewil, Fegersheim, 2017.



In der elsässischen Landschaft findet man noch Spuren des Gebrauchs der deutschen Sprache. Neulich gesehen in Mertzweiler: Gedenktafel in deutscher Sprache aus dem Jahr 1858 an einer der Wände des Pfarrhause. (Op. cit.)



Im gleichen Genre eine Inschrift von 1617 auf dem Renaissance-Brunnen von Boersch. (Op. cit.)



Kreuz in Huttenheim aus dem Jahr 1837. (Op. cit.)



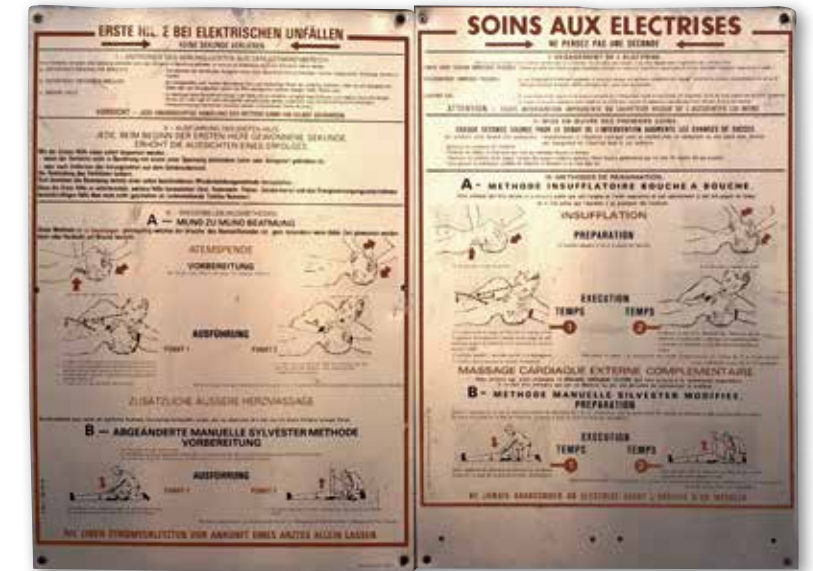
Im gleichen Genre eine Inschrift von 1615 am Portal des Hauses Billex in Schlettstadt. (Op. cit.)



Ebenso ist eine Inschrift aus dem Jahr 1626 am Portal des des Hauses Zu den Ackerleuten in Colmar.



Johan Volrath der Zeit Bawmeister 1616: Inschrift an einem Haus in Kaysersberg. (Op. cit.)



Erste Hilfe...

Neulich in Ribeauvillé (Rappoltsweiler) gesehen: von der EDF oder der Electricité de Strasbourg angebrachte Metallschilder, um die Gefahren von Elektroinstallationen zu vermeiden. Sie waren bis relativ kurzer Zeit sehr häufig. Heute sind sie fast verschwunden. In jedem Fall werden sie nicht mehr angebracht. Die deutsche Sprache ist im elsässischen öffentlichen Raum immer weniger sichtbar, was stark dazu beiträgt, sie aus dem elsässischen Identitätsgefühl auszuschließen. (Op. cit.)



Neulich in Benfeld gesehen: Achtung bissiger Hund: noch in jüngster Zeit sehr häufig vorkommende Plakette an elsässischen Toren (Op. cit.)

Titelblatt eines Buches aus dem Jahr 1929 und dessen Inhalt. Vor 1940 waren deutschsprachige Ausgaben von wissenschaftlichen oder populären Werken in der Mehrzahl. Sie waren für alle Gesellschaftsschichten gedacht.



Neulich gesehen in Huttenheim. (Op. cit.)

Ende des Zyklus für die deutsche Standardsprache im Elsass? Zwischen Verzicht und Anpassung



„De Brannzettel“». Offizielles zweisprachiges Dokument aus dem Jahr 2000, wahrscheinlich eines der letzten, wenn nicht das letzte. (Collection Jean-Marie Schaeffer)



Seit dem Verschwinden der zweisprachigen deutsch-französischen Ausgabe begleiteten DNA und L'Alsace die einsprachige Ausgabe mit einem Heft in deutscher Sprache. Letzteres wurde im März 2020 eingestellt und wurde nun durch ein wöchentliches Magazin ersetzt.



Seit 1919 waren die wahlberechtigten Glaubensbekenntnisse im Elsass zweisprachig deutsch-französisch. Hier die deutsche Version von Kandidat Sarkozy. Ab 2008 hat sich die Regierung von dieser Verpflichtung entbunden.

Einige Zitate



(Übersetzung) „Unsere Sprache ist Deutsch. Unsere Muttersprache, die Sprache, in der wir uns schriftlich ausdrücken, ist Deutsch. Wenn wir es schaffen, einen gewissen Elsasserdeutsch, einen deutschen Dialekt zu schreiben, dann deshalb, weil wir hinter der Struktur, dem Rückgrat der deutschen Sprache, Hochdeutsch haben... Ich bin dreiphasig und funktioniere in allen drei Phasen... Ich träume in allen drei Phasen und benutze in jeder Zeit und in jeder Sprache die richtige Schublade... Das Wesentliche für uns ist die deutsch-französische Zweisprachigkeit... unsere Zweisprachigkeit ist deutsch-französisch, und der Siegeszug bedeutet, dass der elsässische Dialekt immer ein Phänomen sein wird, das mit dieser Zweisprachigkeit einhergeht.“
Germain Muller (in Germain Muller von Bernard Jenny, Jérôme do Bentzinger Editeur, Colmar, 1997, Seite 353)⁷

(Übersetzung) „Ein Land, das seine Sprache verliert, verliert seine Kultur; ein Land, das seine Kultur verliert, verliert seine Identität; ein Land, das seine Identität verliert, existiert nicht mehr. Dies ist die größte Katastrophe, die sich ereignen kann.“ (**Michel Serres** - Défense et illustration de la langue française aujourd’hui, 2018)



„Wer fremde Sprachen nicht kennt, weiß nichts von seiner eigenen“. (**Johann Wolfgang von Goethe**)

„Eine andere Sprache ist eine andere Sicht auf das Leben“. (**Federico Fellini**)

„Du hast so viele Leben, wie Du Sprachen sprichst“. (**tschechisches Sprichwort**)

„Kennst du viele Sprachen – hast du viele Schlüssel für ein Schloss“. (**Voltaire**)

„Die Grenzen meiner Sprache sind die Grenzen meines Universums“ (**Ludwig Wittgenstein**)

„Zweisprachigkeit ist ein Heilmittel gegen Einheitsdenken“ (**Pierre Klein**)

„De Elsässisch Schwane G’Sang

...

Mir sin schients d’Letschte,

Ja d’allerletschte

Vun däne Lätze,

Wo noch so denke

Wie de Schädel ne geböje-n-isch.

Noch uns ischferti

Mit dem Trafari,

Un no wurd endli

Im ganze Frankri

„Ge-pensez-vous » numme franzeesch...“

(**Germain Muller**)

(Übertragung: Wir scheinen die letzten, ja, die allerletzten dieser Abnormalen zu sein, die noch so denken, wie der Schädel ihnen gewachsen ist. Nach uns ist fertig mit diesem Schlamassel und dann wird man endlich überall in Frankreich französisch denken.)

(Übers.) „Ich bin oft gefragt worden, ob ich stolz darauf sei, Elsässer zu sein. Ich habe immer geantwortet, dass ich nicht stolz darauf war, aber mehr als froh darüber, weil es mir erlaubte, zweisprachig und bikulturell zu werden, bevor ich mit dem Erlernen des Englischen dreisprachig und plurikulturell wurde. Und sie hat es mir ermöglicht, mich leicht und gewinnbringend in meiner Funktion als Sprachattaché in meinen aufeinanderfolgenden Posten in Australien, Deutschland, Großbritannien, Griechenland und den Seychellen anzupassen, nicht zu vergessen die verschiedenen europäischen Länder, in denen der Europarat mich eingesetzt hat. „

(**François Weiss**, Doktor der Linguistik)

(Übers.) „Ich möchte mich aber auf eine andere Art der Förderung und des Erhalts unseres Dialekts konzentrieren, nämlich das frühe Erlernen der deutschen Sprache. So wie die Dinge derzeit im Elsass stehen, können und müssen wir uns alle für die Verallgemeinerung der frühen gleichberechtigten deutsch-französischen Zweisprachigkeit einsetzen. Als Linguist und Sprachlehrer bin ich von dem pädagogischen und erzieherischen Wert dieses Unterrichts voll überzeugt. Versuchen wir, Eltern und Gemeindebehörden sowie Politiker auf die Vorteile dieses Unterrichts aufmerksam zu machen, der sich sicherlich positiv auf unseren Dialekt auswirken wird, indem er ihm einen wertvolleren sprachlichen, sozialen und kulturellen Status zurückgibt.“

(**François Weiss**, Doktor der Linguistik).

(7) Germain Muller, ehemaliger stellvertretender Bürgermeister von Straßburg, zuständig für Kultur, Autor, Dichter, Liedermacher, Schöpfer und Moderator des Kabarett Barabli. © Photo Creative Commons.

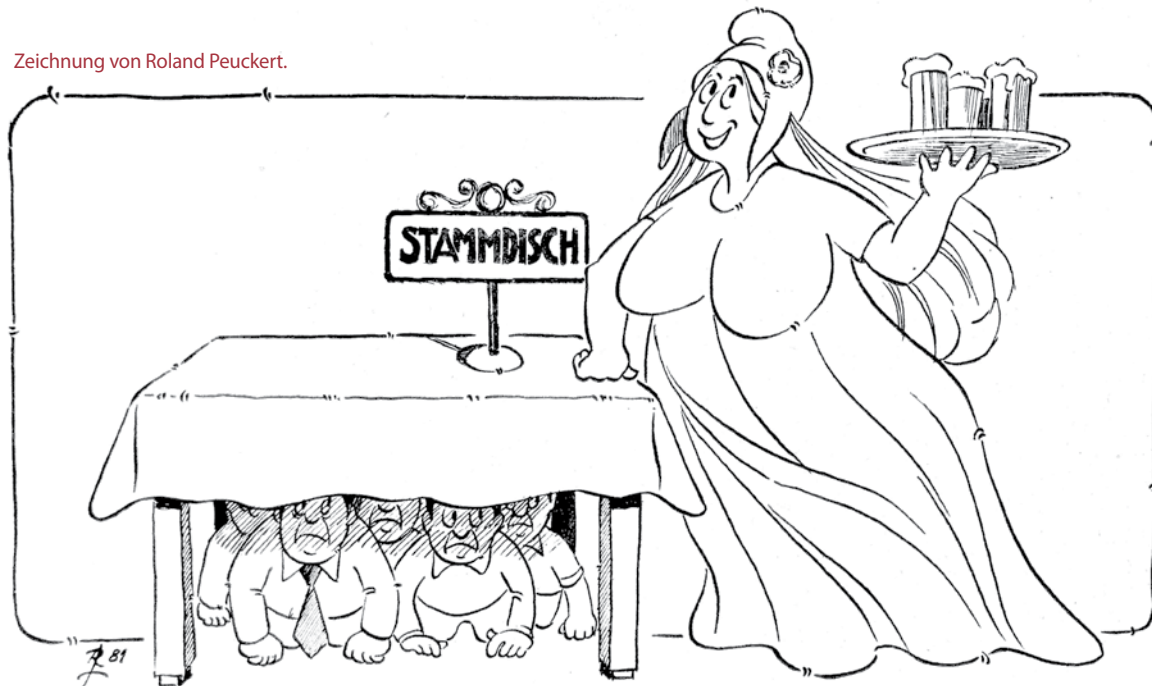
(Übers.) „Die Situation des Dialekts im Elsass ist durch das Aufeinandertreffen zweier Konflikte stark belastet, was die Besonderheit des Elsass im Vergleich zu anderen Minderheitensprachen in Frankreich darstellt. Die Diachronie der militärischen und politischen Konflikte mit Deutschland, das als Erbfeind betrachtet wird, verschärft einen synchronen Konflikt, der mit der Hierarchie der Sprachen im politischen, wirtschaftlichen, kulturellen und sozialen Raum des Elsass verbunden ist. Diese Verbindung von zwei Konflikten und ihre permanente Interferenz haben die Probleme der Abstammung und Identifikation, die mit dem Wissen und der Praxis des Dialekts verbunden sind, dramatisiert und verzerrt.“ (Frédéric Hartweg, emeritierter Professor am Institut für Germanistik der Universität Straßburg).

„Deutsch ist mir Muttersprache, weil der Dialekt, in dem ich sprachlich verwurzelt Deutsch ist.“ (Albert Schweitzer).

Was für Schweitzer selbstverständlich war, ist es heute für viele Elsässer nicht mehr. Warum das so ist, soll dieses Buch erklären. Der Hauptgrund ist im Bereich der Psycho-Soziolinguistik zu finden, d.h. in einem Antigermanismus, der sich nach der Annexion an das III. Reich durch den Mainstream, d.h. von der Denkströmung der Nachkriegsjahrzehnte, in die Köpfe eingepägt hat. Im Elsass wurde dieser Antigermanismus gegen einen Teil von sich selbst gerichtet und führte zur Ablehnung der deutschen Sprache nach der Gleichung: schlechtes Deutschland = schlechte Sprache. Mitten in einer Identitätskrise und nicht mehr die Fäden in der Hand, wurden die Opfer zu Komplizen. Das traumatische Erlebnis hat sie verwundbar gemacht, aber das Trauma sollte doch nur ein Übergang sein. Die kommenden Taten werden uns zeigen, ob die Wunden die Elsässer verwandelt und stärker gemacht haben, ob sie die deutsche Sprache als eines der Elemente ihrer Identität vollständig erkennen und rehabilitieren und ob sie die Augen dafür öffnen, was ihr Leben als zweisprachige Elsässer Gutes haben kann. „Harte Zeiten zu überstehen ist der beste Weg, sich zu beweisen.“ (Saint-Exupéry).

An dem Tag, an dem die Elsässer wieder zu behaupten wagen, dass sie nicht nur französisch, sondern auch deutschsprachig sind, werden sie die Hälfte ihres Sprachproblems gelöst haben. Es bleibt ihnen dann nur noch übrig sich mit der jakobinischen Vision der französischen Sprachsache zu konfrontieren! Zwei Beweise zu erbringen... oder zu verschwinden, außer sich mit Sauerkraut, Trachten, Störche, Fachwerk... zu begnügen. C.

Zeichnung von Roland Peuckert.



HILF DIR SELBST, DANN HILFT DIE GOTT!

Während es nach wie vor schwierig ist, vom Staat und seinen Institutionen, insbesondere vom nationalen Bildungssystem, wie von den öffentlichen Medien, mehr Maßnahmen zu erwirken, die die regionalen Sprachen und Kulturen Frankreichs begünstigen, könnte außerhalb dieser Bereiche viel getan werden. Das heißt nicht, dass man nicht weiterhin an den Staat und seine Institutionen appellieren sollte und bereits zeigen, dass er in diesem Bereich unter den modernen Demokratien um uns herum noch sehr isoliert ist (siehe insbesondere die Nicht-Ratifizierung der Europäischen Charta der Regional- oder Minderheitensprachen durch Frankreich, was bedeutet, dass Frankreich heute nicht mehr dem Europarat beitreten könnte). Wir sind davon überzeugt, dass das Management der Sprachenfrage im Co-Management mit gleichberechtigter Beteiligung des Staates und der elsässischen Gebietskörperschaften erfolgen sollte. Die öffentlichen Medien sollten auf ihrer Seite viel offener für sprachliche, kulturelle und historische Gegebenheiten, also für regionale Identitäten, sein.

Elsässer, die die Regionalsprache noch beherrschen, könnten sich bemühen, sie einerseits zu praktizieren, nach dem Prinzip, dass eine Sprache, solange sie praktiziert wird, nicht stirbt, und andererseits, sie zu vermitteln. Generell sollten sie das sehr republikanische Prinzip anwenden, dass erlaubt ist, was nicht ausdrücklich verboten ist und sie sich auch in Vereinen engagieren, die sich für die Förderung der regionalen Sprache und Kultur einsetzen. Es ist jedoch nur allzu bekannt, dass sie mit der im Elsass betriebenen Sprachpolitik, insbesondere seit 1945, weitgehend allein gelassen wurden und noch werden. Ist sich die große Mehrheit überhaupt bewusst, dass im Elsass eine Sprachpolitik betrieben wird, da eine kollektive Auseinandersetzung mit dem Thema noch weitgehend fehlt? Die Elsässer wurden nie eingeladen, gemeinsam retrospektiv und prospektiv an der Sprachenfrage zu arbeiten.

Die elsässischen Gebietskörperschaften könnten auf ihrer Seite auch das oben erwähnte republikanische Prinzip anwenden und eine Vielzahl von Dingen unternehmen, die nicht unbedingt mit hohen Kosten verbunden sind. Zunächst einmal könnten ihre gewählten Vertreter einen mobilisierenden und belastbaren Diskurs über die Sprache, Kultur und Geschichte des Elsass, über seine Identität gegenüber der Bevölkerung und möglichst auch in der Regionalsprache führen. Vorschläge wurden an alle Gemeinden des Elsass verschickt. Sie gelten auch für alle anderen elsässischen Gebietskörperschaften. (Siehe **Vorschläge an die elsässischen Gebietskörperschaften** www.fab.alsace).

WELCHE IST NUN DIE REGIONALE SPRACHE DES ELSASS

Definition der Regionalsprache des Elsass: Auszüge aus offiziellen Texten

1. Rahmenkonvention zur mehrsprachigen Regionalpolitik für den Zeitraum 2015-2030

(Übersetzung) „Als Regionalsprache wird die deutsche Sprache in ihrer Standardform und in ihren dialektalen Varianten (Alemannisch und Fränkisch) verstanden. Diese Definition schließt die parallele Anerkennung von Romanisch (Welsch), Jiddisch und Sinti (Manouche), die in der Region als Ausdruck ihres kulturellen und historischen Reichtums verwendet werden, nicht aus.“ Unterzeichnet 2015 von: der Präfektur der Region Elsass, der Akademie von Straßburg, der Region Elsass, dem Departementsrat von Bas-Rhin und dem Departementsrat von Haut-Rhin.

2. Operative Vereinbarung zur mehrsprachigen Regionalpolitik im Bildungssystem im Elsass, Zeitraum 2018-2022

(Übersetzung) „Die Region Grand Est, das Département Bas-Rhin und das Département Haut-Rhin, die Mitunterzeichner des Rahmenabkommens und dieser operativen Vereinbarung sind, bündeln ihre Anstrengungen, um eine mehrsprachige Regionalpolitik zu entwickeln, die auf dem Erlernen des Französischen einerseits und der Regionalsprache in ihren beiden Formen - dem Standarddeutsch und den im Elsass gesprochenen Dialekten - andererseits basiert. Diese Politik der Mehrsprachigkeit soll es jedem Einwohner der Region Elsass ermöglichen, sich seiner historischen, geografischen und kulturellen Zugehörigkeit zum deutsch-französisch-schweizerischen Oberrheingebiet bewusst zu sein, Zugang zu einem Schulangebot zu haben, das es ihm ermöglicht, die Zweisprachigkeit und dann die operative Mehrsprachigkeit anzustreben, seine dialektalen Fähigkeiten zu entwickeln und zu stärken und eine grenzüberschreitende Beschäftigungsfähigkeit zu beanspruchen.“

Unterzeichnet im Jahr 2018 von: der Präfektur der Region Grand Est, der Akademie Straßburg, der Region Grand Est, dem Departementrat Bas-Rhin und dem Departementrat Haut-Rhin.

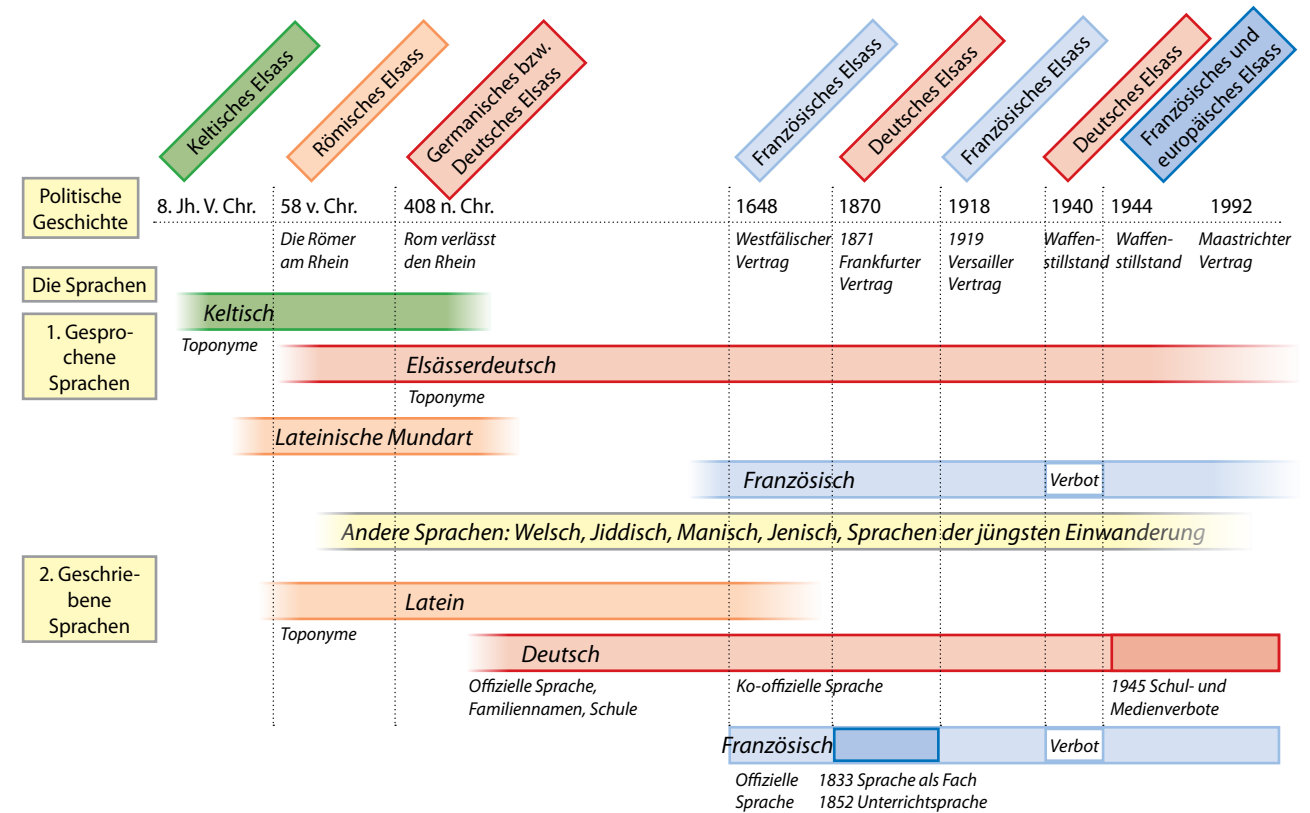
3. GESETZ n° 2019-816 vom 2. August 2019 über die Zuständigkeiten der Europäischen Gebietskörperschaft Elsass (1), Art. L. 3431-4.-

(Übersetzung) „Die Europäische Gebietskörperschaft Elsass gründet ein strategisches Komitee für den Unterricht des Deutschen in seiner Standardform und seinen dialektalen Varianten im Elsass, in dem das Rektorat und die betroffenen Gebietskörperschaften vertreten sind und dessen Hauptaufgaben darin bestehen, eine Strategie zur Förderung des Deutschen in seiner Standardform und seinen dialektalen Varianten zu definieren, den Unterricht zu evaluieren und die Interaktion mit der öffentlichen Kultur- und Jugendpolitik zu fördern.“

Begründungen

Kein Paradigma wechseln

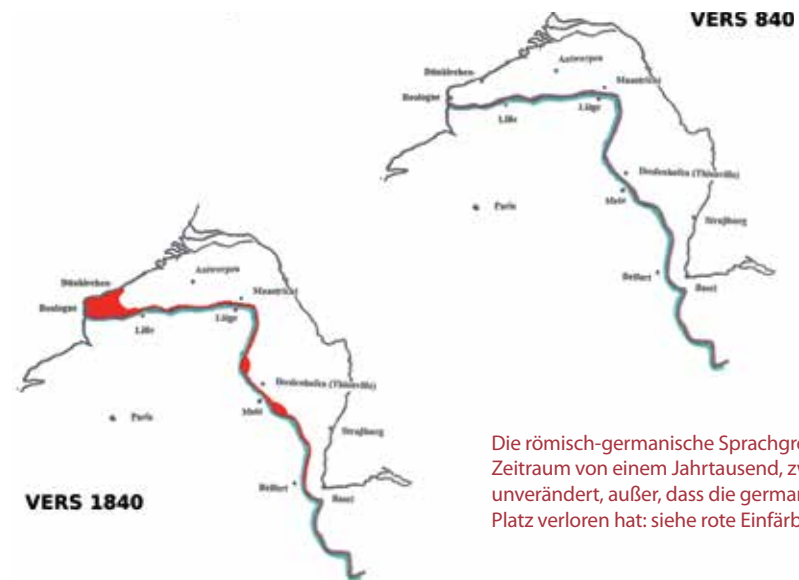
Die Benennung der Sprache ist immer eine Stellungnahme und gleichzeitig ein Kennzeichen; sie gibt ihr Bedeutung. So wird heutzutage der Begriff Elsässisch immer häufiger zur Bezeichnung der Regionalsprache verwendet. Dieser Begriff ist jedoch in seiner Bedeutung sehr unvollständig, da er a priori nur einen Dialekt bezeichnet, deutet also die Existenz einer einheitlichen und kodifizierten Sprache in Raum und Zeit an. Er übersieht auch die sprachlichen, historischen und kulturellen Probleme der Verbindungen zwischen elsässischen Dialekten und Standarddeutsch. In der Bretagne wird Bretonisch zur Bezeichnung der Regionalsprache verwendet und in Okzitanien Okzitanisch, in Katalonien Katalanisch, im Baskenland Baskisch... Bretonisch bedeutet die bretonische Standardsprache und die bretonischen Dialekte, d.h. die Standardsprache und die gesprochenen Varianten. Dasselbe gilt für Okzitanisch, Katalanisch, Baskisch... und Deutsch. Bretonisch, Okzitanisch, Katalanisch, Baskisch,... und Deutsch sind Oberbegriffe, Hyperonyme. Historisch gesehen ist die elsässische Bevölkerung deutschsprachig, bevor sie auch französischsprachig ist. Deutsch sprechen bedeutet die Beherrschung in Wort und Schrift des Dialekts und des



Standarddeutschen. Aber die Dampfwalze und die Wellen der Geschichte sind darübergerollt, auch Nationalismen und Dekonstruktionen. Widersprüche und Verwirrungen haben sich eingestellt.

Ein wenig Sprachgeschichte

Die gesprochenen Formen des Deutschen, sowohl die alemannischen als auch die fränkischen Dialekte, werden im Elsass seit mehr als 1.500 Jahren gesprochen, d.h. seit es das Elsass tatsächlich gibt. Die Schriftformen des Deutschen (Althochdeutsch, Mittelhochdeutsch, Frühneuhochdeutsch, Neuhochdeutsch) werden seit ihrem Bestehen, d.h. seit dem 9. Jh. im Elsass benutzt. Schriftdeutsch (Hochdeutsch) wurde, seit es diesen Unterricht gibt, der elsässischen Schulbevölkerung jahrhundertlang und ohne Unterbrechung bis 1945 beigebracht. Hochdeutsch hat uns die ganze Zeit Teilhabe an einer großen universellen Kultur, der deutschen Kultur, ermöglicht. Selbst in den 1960er Jahren lasen die Menschen noch immer mehr Zeitungen auf Deutsch, sahen mehr deutschsprachiges Fernsehen, hörten mehr deutschsprachige Radiosender, beteten und sangen in den Kirchen mehr auf Deutsch als auf Französisch. Goethe, Kant, Luther, Freud, Marx, Einstein, Schweitzer im Text zu lesen. Das ist doch nicht von Pappel! Unsere gesamte Geschichte und alle unsere Volkskünste und Traditionen sind in literarischem Deutsch kodifiziert. Ja, Deutsch in all seinen Formen war im Elsass die Umgangssprache. Es wurde nicht importiert, es stammt von hier. Die Dinge waren klar, wir sprachen die Dialekte und schrieben Deutsch. Diese letzte Realität ist allen deutschsprachigen Ländern und damit auch dem Elsass gemeinsam. Ob mündlich oder schriftlich, jeder war sich bewusst, zwei Komponenten derselben Sprache zu verwenden, die deutsche Sprache, das „Ditsch“. Dies war auch aus französischer Sicht offensichtlich, als Frankreich 1648 das Elsass eroberte. Für es handelte es sich um durch den König eroberte deutsche Gebiete mit einer deutschsprachigen deutschen Bevölkerung. Diese zweifache Beobachtung ist wichtig. Es ist das Paradigma, das es uns erlaubt, die elsässische Sprachfrage zu erfassen.



Die römisch-germanische Sprachgrenze bleibt über einen Zeitraum von einem Jahrtausend, zwischen 840 und 1840 unverändert, außer, dass die germanische Sprache etwas Platz verloren hat: siehe rote Einfärbung.

Die romanisch-germanische Sprachgrenze über tausend Jahre, zwischen 840 und 1840 wenig Veränderung, außer dass Germanisch ein wenig Raum verloren hat: rote Färbung.

Deutschsprachige Deutsche, so sahen laut historischen Dokumenten der König und seine Verwaltung die Dinge. Und Deutsch, ob es gefällt oder nicht, wurde durch diese Umstände zu einer der Sprachen Frankreichs. Erst ab dem neunzehnten Jahrhundert versuchte man in Frankreich⁸, was die erste Sprache der Elsässer betrifft, zwischen gesprochener und geschriebener Sprache zu unterscheiden und so die Dialekte vom Hochdeutschen zu trennen, die nach dieser Ideologie nicht Teil derselben Sprache wären, nicht von derselben Sprache ausgehen würden. Was heute noch gilt, wo es deutschsprachige Gemeinschaften gibt, in der Schweiz, in Österreich, Belgien, Italien, Polen... und natürlich in Deutschland, wurde im Elsass plötzlich falsch. Ziel dieser Abtrennung war offensichtlich, das Deutsche im Elsass als Fremdsprache gelten zu lassen und es damit von der deutschsprachigen Kultur und der Universalität, die sie darstellt, und letztlich vom deutschsprachigen Raum zu entfernen⁹. Die Dialekte, die so ihrer kulturellen Bezugssprache oder Nährsprache¹⁰ beraubt wurden, waren bald von geringem Nutzen und sollten bald verarmen und verschwinden. Aber diese Abnabelung reichte nicht aus, und die Dialekte mussten ihres wahren Namens beraubt werden. So wurden die Elsässer zu Dialektophonen¹⁰, d.h. zu Sprechern eines Dialekts oder einer Sprache, deren Name nicht genannt wird.

Es ist absolut notwendig, das Standarddeutsch beizubehalten, weil es den Dialekt nährt¹¹, ihn zu einer modernen Sprache macht und damit zu seinem Überleben beiträgt, weil es eine weite und universelle Kulturlandschaft erschließt, weil es uns in direkte Kommunikation mit mehr als 100 Millionen Europäern bringt und weil es schon immer so gewesen ist¹².

(8) Auch als Reaktion auf einen aufkeimenden deutschen Nationalismus, der nach dem Prinzip „soweit die deutsche Zunge klingt“, es auf das Elsass bezieht.

(9) Alle deutschsprachigen Länder oder Regionen.

(10) Wie andere „Sprachende“ sind.

(11) Wie sagt man zum Beispiel im Dialekt „Collectivités territoriales“ oder „avortement, und „carburateur“? Man muss diese Ausdrücke aus den üblichen deutschen Gebietskörperschaften, Abtreibung, Vergaser nehmen und sie im Dialekt anpassen, in Gebietskörperschaften, Abtriwung, Vergäser dialektalisieren. Es handelt sich um eine endogene (Re-)Lexifizierung, d.h. der Signifikant stammt aus der gleichen Sprache.

(12) Was kein Grund an sich ist.

Der Beitrag des Elsass zur Entstehung und Entwicklung der deutschen Sprache und Kultur ist von herausragender Bedeutung: **das erste vollendete Gedicht um 870** (Das Evangelienbuch: Otfried), **der erste Fabeldichter um 1180** (Reinhart Fuchs oder Isengrüns nôt: Gleissner), **das Meisterwerk des Minnesangs um 1210** (Tristan und Isolde: Gottfried von Straßburg), **die erste Charta 1251** (erstes Verwaltungsdokument: Lautenbach), **die erste Chronik um 1362** (Chroniken: Fritsche Clossener und Twinger von Königshofen), **das erste Kinderbuch um 1435** (Das heilige Namenbuch: Dankrotzheim), **die erste gedruckte Bibel 1466** (Bibel: Johann Mentelin), **das meistgelesene Buch in Europa vor Luthers Bibel um 1494** (Das Narrenschiff: Sebastian Brant), **das erste Buch der medizinischen Wissenschaften um 1497** (Das Buch der Chirurgia: Hieronymus Brunschwig), **die erste medizinische Enzyklopädie 1518** (Spiegel der Artzney: Fries), **das erste Schwankbuch um 1519** (Schimpf und Ernst: Johannes Pauli), **der erste Roman um 1557** (Der Goldfaden: Jörg Wickram), **die erste Messe um 1524** ein Jahr vor Wittenberg (Messe: Straßburg), **der erste Vitruv, Buch der Architektur um 1548** (Vitruvius Teutsch: Riff), **das erste Grammatikbuch 1573** (Grammatica: Ölingen), **der erste Sonettenzyklus um 1575** (Sonetten: Johann Fischart), **die erste Zeitung um 1605** (Relation: Carolus) **in deutscher Sprache stammen aus dem Elsass.**

Wir werden jedoch nicht ex nihilo eine geschriebene und einheitliche elsässische Sprache schaffen, uns vom deutschen Sprachraum abschotten und den gesamten umfangreichen elsässischen Beitrag zur deutschen Literatur ins - elsässische - übersetzen, es seien nur erwähnt: Arp, Balde, Brant, Bucer, Closener, Fischart, Flacke, Goll, Gottfried, Gleissener, Murner, Otfried, Pauli, Reinmar, Schickele, Schweitzer, Stadler, Tauler, Wickram¹³, die ganze Weltliteratur, schließlich, weil das Standarddeutsche uns in ein kulturelles, wirtschaftliches und soziales Umfeld versetzt, an dem das Elsass schon immer teilgenommen hat. Darüber hinaus würde ein „Standard-Elsässisch“, wenn es geschaffen würde, einen viel zu künstlichen Charakter annehmen, eine vereinheitlichende Wirkung zu Lasten der reichen Vielfalt der vorhandenen Dialekte haben und langfristig, wir wiederholen es, bewusst einen Bruch mit dem Rest der deutschsprachigen Welt, ihrer Kultur und der kulturellen Bezugssprache oder „Nährsprache“ der Dialekte, dem Standarddeutsch, herbeiführen. Darüber hinaus wäre dies nicht möglich, ohne stark auf Standarddeutsch zurückzugreifen. Der elsässische Standard würde in jedem Fall zu mindestens 90% dem deutschen Standard entsprechen. Dies ist eine Richtung, die die Elsässer in ihrer langen Geschichte, wie zum Beispiel ihre Nachbarn, die Deutschschweizer oder die Badener, nie einschlagen wollten. Die Regionalsprache hat seit Jahrhunderten ihren eigenen schriftlichen Ausdruck, das Standarddeutsch, und das war für uns recht nützlich, auch wenn es heute Opfer von psychologischer Ablehnung und institutioneller Diskriminierung



Lettre de baptême datée de 1827. Elle démontre s'il le fallait le caractère populaire qu'avait la langue allemande en Alsace. (Collection Pierre Klein)

(13) Namen die sich in allen Anthologien der deutschen Literatur befinden.

ist. Im Übrigen ist nicht die Sprache, was auch immer sie sein mag, die Ursache des Unglücks der Elsässer, sondern der Nationalismus, was auch immer er sein mag.

Elsässisch, aber kein Deutsch?

Manche Leute schwören aus vielen Gründen, die die Psychosozologie erklären könnte, nur auf den Dialekt, auf das Elsässische, wie wir heute sagen. Der Dialekt gibt uns einen Teil der Identität, aber nur einen Teil der sprachlichen Identität. Andere, und manchmal dieselben, tun dies zum Nachteil des (Standard-) Deutschen. Nur der Dialekt wäre elsässisch und Deutsch wäre dem Elsass fremd. Aussagen von Gegnern des Standard-Deutsch als Teil der Regionalsprache Elsass: Erstens der Pompon: „Da es keine Region (Elsass) mehr gibt, gibt es auch keine Regionalsprache mehr“. Dann: „Deutsch kann keine Regionalsprache sein, es ist eine Nationalsprache“. Auch „Wozu bräuchten wir Deutsch als Schriftsprache, dafür haben wir Französisch“. Und noch: „Die Rektoren Deyon und de Gaudemar wurden von den Weckmann, Finck und Philipps (Marthe) instrumentalisiert, weil der erste die Regionalsprache definierte und der zweite den deutsch-französischen bilingualen Zug eröffnete. Ein weiterer Punkt: „Die Befürworter der Norm als Teil der elsässischen Regionalsprache sind Pangermanisten und empfinden zwielichtige Nostalgien“. Elsässisch, aber nicht Deutsch, würde dazu führen, das Elsässische mit allem, was es bedeutet, zur Standardsprache zu machen. Aber wer würde das tun? Wer hätte die Bildungs-, Medien- und kulturellen Mittel, um dies zu tun? Die Region sicherlich nicht, und der Staat auch nicht, der bisher keinen Willen gezeigt hat, die anderen französischen Sprachen außer Französisch anzuerkennen und zu fördern. Würde dies nicht letztlich zu einer „Patoitisierung“ führen? Würde das Elsässische nicht auf der gleichen Ebene wie Poitevin oder Saintongeais landen? Es gäbe einerseits die edle Nationalsprache Französisch und andererseits eine weitere Sprache, das Elsässische mit seiner dialektalen Kultur. Was würde das Elsässische allein gegen das allgegenwärtige und allmächtige Französisch ausrichten? Geschichte und Kultur hinterlassen uns die deutsche Sprache in ihren dialektalen und Standardformen. Die Zukunft zwingt uns beide Formen auf. Wir brauchen beide. Beide brauchen einander.

Standardsprache, Dialektsprache

Wenn zum Beispiel unsere bretonischen Freunde erst spät zur sprachlichen Normierung gegriffen haben, weil sie ein Medium für den Unterricht, den offiziellen Gebrauch und ganz allgemein für das geschriebene Wort, die „Intellektualisierung“, „Kultivierung“ und Institutionalisierung der Sprache brauchten, so geschah dies auch im Elsass, wie im gesamten deutschen Sprachraum sehr früh und entwickelte sich im Laufe der Jahrhunderte vom Althochdeutschen zum modernen Deutschen. Neben den vier bretonischen Dialekten „Vannetais“, „Cornouillais“, „Leonard“ und „Tregorais“ gibt es heute ein Standardbretonisch, das zwar gelehrt, aber nur sehr wenig gesprochen wird, außer bei neu-bretonisch Sprechenden. Im Elsass gab es schon immer einerseits fränkische und alemannische Dialekte, die auch in der Literatur vertreten sind, und andererseits einen Standard, das Deutsche, das im Laufe der Geschichte dagegen sehr wenig gesprochen wurde. Diejenigen, die sagen, dies gehöre der Vergangenheit an, übersehen dass heute mehr junge Elsässer mit dem deutschen Standard als mit einem Dialekt in Berührung kommen, vor allem als Schüler, oder als Grenzgänger oder als Konsumenten schweizerischer und deutscher Medien. Hinter der Standardisierung steht oft auch ein Phänomen der „Singularisierung“ und Nationalisierung oder gar des Nationalismus. Beispielsweise haben viele Staaten bei Erlangung ihrer Unabhängigkeit schnell eigene Standards und eine eigene Landessprache eingeführt. Dies ist zum Beispiel der Fall beim Slowakischen, einer slawischen Sprache, die dem Tschechischen nahe kommt, oder beim Niederländischen, einem Standard, der auf dem Niederdeutschen basiert. Befinden wir uns im Elsass in einer Zeit der „Singularisierung“ und Nationalisierung oder gar des Nationalismus, der zum Wunsch oder zum Bedarf führt nach einer Norm wie es die Korsen taten, eine Norm, in diesem Fall eine elsässische Norm, eine auf Dialekten basierende elsässische Sprache.

Elsässische Sprache?

Selbstverständlich ist alles Gesprochene Sprache, aber wir sollten uns davor hüten, das Paradigma zu ändern. In der deutschsprachigen Welt, an der das Elsass seit jeher teilhat, entfaltet sich die deutsche Sprache in zwei Formen, der Standard- und der Dialektform, der schriftlichen oder literarischen Form und der gesprochenen Form¹⁴. Diejenigen, die den Begriff der elsässischen Sprache propagieren, sollten sich, wenn sie ihrer Argumentation folgen, auch den Begriff der badischen, schweizerischen und österreichischen Sprache zu eigen machen, während die Regionen am Oberrhein den gleichen alemannischen Dialekt gemeinsam haben. Ist das nicht ein bisschen absurd, isolationistisch, balkanisierend? Warum die Notwendigkeit einer Grenze? Die Grenzen meiner Sprache sind die Grenzen meiner Welt (Wittgenstein). Braucht eine Sprache Grenzen? Ist die Sprache nicht eine Grenze? Und, lassen Sie uns die Debatte eröffnen, passt dies nicht in eine essentialistische (was dies an sich schon ist), substantialistische (was dies ist), objektive, sogar ethnische oder schlimmer noch nationalistische Definition von Identität? Jedem Volk seine Sprache? Für Frankreich, Französisch, für Korsika, Korsisch, für das Elsass, Elsässisch? Welchen Anteil hat die Romantik, die Sehnsucht nach einem Urvolk an dieser Denkweise? Widersetzt sich nicht dem allem die Lektion die das Elsass aus seiner Geschichte lernen soll? Die elsässische Identität kann nicht durch Einseitigkeit oder Einzigartigkeit charakterisiert werden. Sie ist von Anfang an plural, geprägt von Teilen der französischen, deutschen, deutlich elsässischen und vielen anderen Identitäten. Die Anerkennung und der (Neu-)Aufbau der elsässischen Identität kann nur postnational sein, d.h. in Vielfalt geeint, reich an allen Sprachen und allen vergangenen, gegenwärtigen und zukünftigen Kulturen. Es geht darum, keine von ihnen abzulehnen, sondern sie alle zu schätzen. Elsässer zu sein bedeutet vor allem, das Gefühl der Zugehörigkeit und die Bereitschaft zum gemeinsamen Handeln mit anderen Elsässern zu teilen.

Warum sollten wir tun, was weder die Schweizer, noch die Österreicher, noch die Südtiroler, noch die Belgier von Eupen-Malmedy und andere getan haben? Sie alle haben sich für die Öffnung zu einem großen Sprachraum, die Aneignung einer großen Kultur und die soziale und wirtschaftliche Integration durch die deutsche Koinè entschieden und nicht nur für das „Untersichsein“ und den Rückzug in ihre Dialekte und damit für den Verzicht auf eine Form der Isolation und des Provinzialisismus, wie auf die sprachliche Balkanisierung. Die deutsche Sprache verbindet uns mit unserer Geschichte und Kultur; sie öffnet uns der deutschsprachigen Welt (mehr als hundert Millionen Sprecher in Europa und einer großen Kultur, aber auch einer großen Wirtschaft. Warum sollten wir bei diesem Kapital und diesen Vorteilen Abstriche machen?

Flandern und Mosel, Beispiele, denen man folgen sollte?

Unsere Freunde aus Französisch-Flandern und dem Departement Moselle haben jeweils das Westflämische und das Fränkische zum Nachteil des Niederländischen und des Standarddeutschen, die als Fremdsprachen gelten, bevorzugt. Für welches Ergebnis? Der zweisprachige Zug hat sich dort nicht wirklich entwickelt, zumindest nicht wie im Elsass. Könnte es daran liegen, dass die gesellschaftliche Nachfrage nach französisch-westflämischer oder französisch-fränkischer Bildung zu gering war? In Französisch-Katalonien und im französischen Baskenland sind die Dialekte nicht von der Sprache auf der anderen Seite der Grenze, der „Koinè“, abgekoppelt worden, mit dem Ergebnis, dass es eine zugegebenermaßen unzureichende, aber sehr reale Entwicklung der französisch-katalanischen bzw. französisch-baskischen Bildung gegeben hat.

Deutsch ist Elsässisch, genau wie Elsässisch Deutsch ist, ob es den jakobinischen Geistern gefällt oder nicht, die einer offiziellen Anerkennung der anderen französischen Sprachen als Französisch ohnehin ablehnend gegenüberstehen. Dass Deutsch die Sprache von Auschwitz und Buchenwald war, passt ihnen gut. Es stärkt



(14) Es ist eine relativ neue Sache, dass der Standard auch gesprochen wird, aber meistens immer mit einer regionalen Färbung.

die schon vorhandene Deutschfeindlichkeit und festigt den traditionellen französischen Antigermanismus, der sich beim Elsässer gegen ihn selbst wendet.

Achten wir darauf, das auferlegte Modell nicht zu nachzuahmen.

Wenn Deutsch heute von vielen als Fremdsprache empfunden wird, wenn es Unbehagen, ja sogar Aggressivität erzeugt, es sichtbar machen und im öffentlichen Raum verwenden zu wollen, dann stehen wir vor einer Konstruktion, vor etwas Gewolltem, vor einer Reaktion, die durch eine geschickte pädagogische Aktion betrieben wird, die insbesondere nach 1945 umgesetzt wurde. Lässt uns nicht die Bildungs-, Medien- und Kulturverbote übersehen, die der Norm auferlegt wurden. Frage. Wenn Deutsch nicht die angestammte Sprache des Elsass ist, warum war es dann notwendig, es zu verbieten? Kein Volk verzichtet freiwillig auf seine Muttersprache. Sprachmutationen werden von denjenigen durchgeführt, die die Sozialisierung organisieren, vor allem in der Schule, aber auch in den Medien. Sie sind das Ergebnis einer Politik. Gegen das Deutsche zu sein in einer Region, die im Laufe ihrer Geschichte immer zum deutschen Sprachraum gehörte, ist eine tiefgreifende Gewissensmanipulation, deren wirksamste Folge die Selbstentfremdung ist. Verlieren wir nicht aus den Augen, dass die Diskreditierung des Standarddeutsch eine der Hauptursachen für den langsamen Niedergang des elsässischen Dialektdeutsch ist. Sobald die Dialekte von der kulturellen Bezugssprache oder Nährsprache abgeschnitten waren, war ihre quantitative und qualitative Dekonstruktion gesichert.

Zu sagen, dass Deutsch, weil es Elsässisch ist, eine Sprache Frankreichs ist, hat geopolitische Implikationen.

Die Aussage, dass Elsässisch Deutsch ist, stellt die elsässische Kultur auf die gleiche Ebene wie die französische. Es ist verständlich, dass all dies einige Leute beunruhigen könnte. Wir französisch- und deutschsprachigen Elsässer lieben sowohl die französische als auch die deutsche Sprache. Wir sollen die eine nicht auf Kosten der anderen lieben. Wir wollen beide, wenn es noch einen Sinn haben soll, uns Elsässer zu nennen.

Zweisprachigkeit, Multisprachigkeit, Plurisprachigkeit

In Bezug auf die Linguistik spricht man von Ein-, Zwei- oder Multisprachigen Staaten oder Regionen und von ein-, zwei- oder Plurisprachigen Individuen. Wenn das Elsass behauptet, zweisprachig zu sein, verhindert dies keineswegs die Plurisprachigkeit der Elsässer, ganz im Gegenteil. Ein zweisprachiges Elsass bedeutet, dass die deutsch-französische Zweisprachigkeit für jeden Elsässer ermöglicht werden muss. Diese Zweisprachigkeit behindert in keiner Weise die Verteidigung und Förderung der anderen Sprachen des Elsass.

Sprache und Nation

Es ist nur allzu bekannt, dass hinter unserer Debatte die Verwechslung steckt, die viele Menschen zwischen Sprache und Nation erfahren haben. Ein Elsässer kann sich zur deutschen Sprache bekennen, ohne dass dies mit Deutschland oder Pangermanismus oder gar zweifelhafter Nostalgie zu tun hätte. Nicht jeder, der Deutsch spricht, ist ein Deutscher. In dieser Debatte geht es nicht um den Kampf der Nationalismen, diese Zeiten sind vorüber. Ist nicht die Zeit gekommen des Offenseins, des Verbindenden, der Interkulturalität, des grenzüberschreitenden Denkens? Und dann, ist es die Sprache, die die Nation ausmacht, oder ist es nicht vielmehr die Nation, die die Sprache macht? Ein Beweis dafür ist, dass sich einheitliche Nationen, wie Frankreich, für eine einzige Sprache entschieden haben, pluralistische Nationen, wie die Schweiz, für mehrere Sprachen. Ist die Sprache wirklich der wesentliche Kitt der nationalen Einheit? Diejenigen in Frankreich, die in der Resistance waren, und diejenigen, die sich auf die Seite des Marschalls stellten, sprachen die gleiche Sprache und waren sich doch in nichts einig. Und die Nation war zerrissen. Fahren wir fort. Welches ist der Unterschied zwischen einem französischsprachigen Schweizer und einem französischsprachigen Franzosen? Es ist nicht die Sprache. Was den einen zum Schweizer und den anderen zum Franzosen macht, ist nicht die Sprache. Zumindest nicht nur die Sprache. Was den einen zum Schweizer und den anderen zum Franzosen macht, ist die Kultur, insbesondere die politische Kultur, die durch die Sozialisation und ihre Identitätsstrategie vermittelt und geteilt

wird. Die nationale oder regionale kollektive Identität ist das Ergebnis des Zusammentreffens individueller Identitäten, das durch Sozialisation ein Gefühl der Zugehörigkeit und den Willen des Zusammenseins und Zusammenlebens zusammenschmilzt. Sie ist zunächst subjektiv und basiert nicht auf objektiven Daten.

Post-Nationalismus und Einheit in Vielfalt

Die elsässische Zweisprachigkeit ist von vornherein Teil des Postnationalismus. Von einer objektiven Definition der Identität aufgrund der Einzigartigkeit der Sprache kann daher keine Rede sein, von Geschichte und Kultur. Über den letztgenannten Rahmen hinausgehend, impliziert die Zweisprachigkeit die Anerkennung und Anwendung des Prinzips der Einheit in der Vielfalt, eines eminent postnationalen Konzepts, das noch nicht vollständig in die französische politische Kultur integriert ist.

Auszug aus der Helvetischen Verfassung:

„...Das Schweizer Volk und die Schweizer Kantone..., in gegenseitiger Rücksichtnahme und Achtung ihre Vielfalt in der Einheit zu leben...“

Die Schweiz hat ihre sprachliche Vielfalt zu einer der Säulen ihrer nationalen Einheit gemacht. Viel mehr als „in Vielfalt geeint“ zu sein, ist sie geeint durch die Wertschätzung ihrer Unterschiede.

Wir werden Franzosen, indem wir uns das, was uns über Frankreich präsentiert wird, zu eigen machen, indem wir uns damit identifizieren. Aber was uns über Frankreich präsentiert wird, ist viel weniger eine offene und vielfältige nationale Identität, die auf eine mannigfaltige Kultur gründet als vielmehr eine geschlossene und verschlossene nationale Identität, die sich vor allem durch die Einzigartigkeit seiner Sprache, seiner Geschichte und seiner Kultur, also als ethnische Gruppe, definiert. Das aber ist nicht das wahre Frankreich. Die französische Nation kann sich nur auf objektive Daten stützen. Frankreich ist in erster Linie eine subjektive Nation, die subjektive Nation der Erklärung der Menschen- und Bürgerrechte von 1789, dem Gründungszeitpunkt der französischen Nation, einer Erklärung, die im Übrigen auf keine Sprache Bezug nimmt. Frankreich ist vor allem ein Pakt. Es ist etwas in Vergessenheit geraten, und dabei ist das Prinzip der Einheit in der Vielfalt im französischen Habitus nur unzureichend verankert worden. Infolge dieser nationalen Tatsache hat Frankreich seine eigene Vielfalt, insbesondere seine sprachliche Vielfalt, ignoriert und sogar abgewertet.

Wir werden Elsässer, indem wir uns das, was uns über das Elsass präsentiert wird, zu Eigen machen, indem wir uns damit identifizieren. Und weil die Schule uns nichts präsentiert, woraus das Elsass bestand und besteht, oder so wenig, können wir uns nicht zu dem machen, was uns nicht präsentiert wird. Und weil wir uns mit dem, was wir nicht kennen, nicht identifizieren können, sind wir im Elsass nicht weit davon entfernt, den Nullgrad des Elsässertums erreicht zu haben. Dies erklärt die Krise des elsässischen WIR, eine Krise, die vor allem die sprachliche Dekonstruktion in sich trägt, verursacht und unterstützt.

Die Elsässer sind französische Staatsbürger wie alle anderen.

Aber sie sind nicht nur Bürger, sondern auch Elsässer. Dabei haben sie die Berufung, der französischen und deutschen Sprache und Kultur anzugehören. Dies ist sowohl eine Chance als auch eine Pflicht. Und wenn es für uns Elsässer darum geht, eine offene und pluralistische elsässische Identität zu verteidigen und zu fördern, dann ist es Sache des gesamten französischen Volkes, eine einheitliche und vielfältige französische Identität zu verteidigen und zu fördern. Das ist alles noch Zukunftsmusik! Geschichte und Kultur vererben uns die deutsche Sprache. Die Zukunft zwingt sie uns auf. Es besteht kein Zweifel daran, was gewisse Politiker, Intellektuelle, Lehrgewerkschaften, Elternvereinigungen und die elsässische Kulturbewegung dachten, als sie ab der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts einen Platz für die deutsche Sprache im elsässischen Schulsystem forderten und die diesbezüglichen Bemühungen unterstützten. Dazu gehörten Präsident Pierre Pflimlin, Alfred Kastler (Nobelpreisträger), Präsident

Adrien Zeller, André Weckmann (zweisprachiger Schriftsteller), Eugène Philipps (Soziolinguist), Germain Muller, Marcel Rudloff, Adrien Finck, Raymond Matzen, Rektor Deyon, Rektor de Gaudemar, ... und viele andere.

Alfred Kastler, Nobelpreisträger. (Übers.): „Für den jungen elsässischen Schüler ist der Erwerb der deutschen Sprache - neben dem der französischen Sprache - ein Recht, das wir einfordern...“¹⁵



Konsens?

Die Elsässer, und wir müssen all jene mit einbeziehen, die von anderswo gekommen sind und ihre Zukunft im Elsass aufbauen, teilen nicht alle den gleichen Standpunkt in Bezug auf die französisch-deutsche Zweisprachigkeit und die zweisprachige Kultur, ganz im Gegenteil. Die Sprach- und Kulturpolitik, die der Staat seit jeher im Elsass und anderswo in Frankreich betreibt, fand und findet sowohl starke Befürworter als auch klarsichtige Gegner. Die Meinungen sind geteilt. Es gibt keinen Konsens. Er kann nicht existieren, weil er nicht gesucht wird, sonst würde die Debatte organisiert werden, sonst würde das Schweigen der Meinungsmacher nicht so bleiern schwer aufliegen. Wann gab es für die breite Öffentlichkeit die letzte Debatte über die Regionalsprache und ihren Platz in der elsässischen Gesellschaft? Ein unerwünschter Konsens kann einfach nicht gefunden werden.

Der Rückgang der Regionalsprache

Die Regionalsprache hat einen erheblichen Rückgang erfahren und geht weiter zurück. Diese Beobachtung, so erschütternd sie auch sein mag, ist unbestreitbar. Dieser Regression liegen mehrere Defizite zugrunde, unter denen die Regionalsprache nach wie vor leidet, ein Defizit an Funktionalität, ein Defizit im Verhältnis zwischen Dialekten und Standarddeutsch, ein Defizit an offizieller Anerkennung, ein Defizit an Sprachgefühl, ein Defizit an Identitätsgefühl. Diese Defizite werden sowohl durch objektive Realitäten (Sprachpolitik, Grundgesetz, Status der Sprachen, Schule, Medien usw.) als auch durch mentale Repräsentationen (Wahrnehmung von Sprache, Kultur und Identität) verursacht, die weitgehend von diesen Realitäten geprägt sind und diese wiederum durch das von ihnen hervorgerufene Verhalten verstärken. Allmählich haben sie sich in die elsässische Denkweise eingeschlichen. Wenn die Zweisprachigkeit im Elsass eine Zukunft haben soll und wenn die elsässische Identität Kohärenz und Sinn (wieder) finden soll, dann ist die Arbeit an der Änderung bestimmter Auffassungen, an der (Wieder)Konstruktion von Symbolen und Emblemen der Identität, aber auch und vielleicht vor allem an der Modifizierung bestimmter mentalen Repräsentationen notwendig. Und wer behauptet, an einer zweisprachigen Sprachpolitik arbeiten zu wollen, kommt um eine solche Arbeit nicht herum und muss sie vor allem im Rahmen der Sozialisation ansiedeln. Zweisprachigkeit und elsässische Identität sind eng miteinander verbunden.

Der Niedergang der Regionalsprache: Verdrängung, Sprachverhalten, Identitätskrise

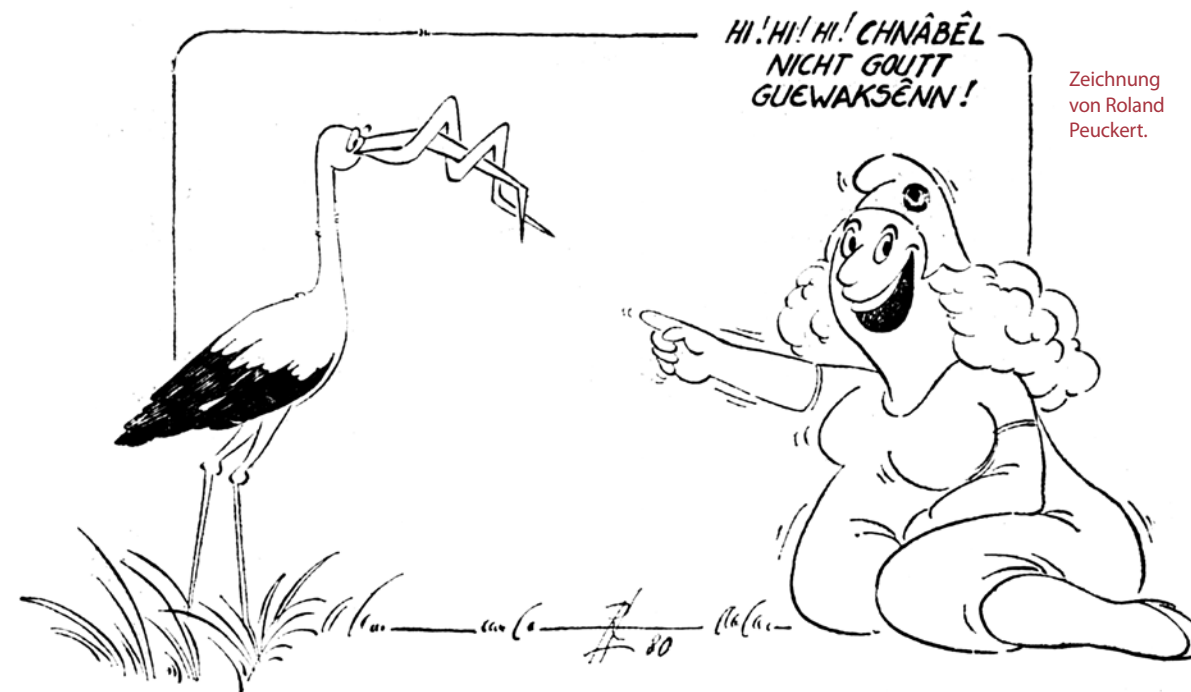
Das Elsass befindet sich derzeit inmitten eines großen sprachlichen Wandels (1). Welche war und ist die psychologische Haltung, die die Elsässer als Individuen, insbesondere seit 1945, diesem Sprachwechsel gegenüber eingenommen haben? Dass die Machtorgane eine andere Sprache aufzwingen, reicht nicht aus; es müssen auch die betroffenen Sprecher bereitwillig oder unwillig, bewusst oder unbewusst an der Veränderung teilnehmen. Auf den ersten Blick scheint diese Haltung paradox, aber bei genauerem Hinsehen hat sie pathologische Züge. Einerseits sprachen sich die Elsässer bei jeder Konsultation massiv für die Regionalsprache aus, insbesondere für den Deutschunterricht; andererseits spielten sie mehr oder weniger das Spiel der Assimilierung und Dekulturation mit. Sie waren also im Großen und Ganzen sowohl dafür als auch dagegen. Elsässer Antinomie? Im Großen und Ganzen wollten sie nicht mehr das sein oder werden, was sie sind.

(15) In Notre avenir est bilingue/Zweisprachig unsere Zukunft, Cercle René Schickele, Strasbourg, 1968

Elsässische Schizophrenie? Aber wie ist das passiert? Die Ursachen liegen in politischen, soziologischen und psychologischen Phänomenen. Der Niedergang und vielleicht auch die Aufgabe der Regionalsprache wurden durch ordnungspolitische Maßnahmen, insbesondere im erzieherischen, sozialen und kulturellen Bereich, in Anwendung bestimmter französisch-republikanischer Auffassungen verursacht, mit Hilfe subjektiver Mechanismen, die weitgehend durch die Machtorgane, insbesondere mentale Repräsentationen, und durch Repression konstruiert wurden.

Resilienz

Seit 1945 ist viel Wasser unter den Rheinbrücken geflossen. Wir leben in einer anderen Welt. Nach all dieser Zeit wäre es gut, wenn das Elsass sich endlich auf einen guten Teil seiner Vergangenheit stolz zeigen könnte. 1945 war der Anti-Germanismus allgegenwärtig, und das ist verständlich. Aber war dieser Anti-Germanismus nicht gegen einen Teil von uns selbst, gegen unser Elsässersein, gerichtet? Wenn das Elsass aus dem Konflikt von 1940-1944/1945 durch ein schlechtes Deutschland traumatisiert hervorgegangen ist, und wenn die posttraumatische Periode im Elsass jahrzehntelang durch einen primären, gegen sich selbst gerichteten Anti-Germanismus gekennzeichnet war, sollte man dann zulassen, dass dies unbegrenzt weitergeht, mit allem, was dies an Aufgaben und Verlust bedeutet? Ist es 70 Jahre später nicht an der Zeit der Resilienz? Die Zeit des „Werde der du bist“, d.h. die Zeit, alle seine Fähigkeiten und Eigenschaften zu nutzen, die Zeit aufzublühen, die Zeit das zu tun, was man tun kann. Dieses schlechte Deutschland ließ uns verleugnen, was das Elsass an deutschen kulturellen Zügen hat, insbesondere Otfried von Weißenburg, Gottfried von Straßburg, Sebastian Brant, Jakob Wimpfeling, Johann Fischart, Jörg Wickram, Ernst Stadler, Hans Arp, René Schickele, Albert Schweitzer und viele andere, aber auch ganze Teile unserer politischen Geschichte und unserer Volkskultur. Für die meisten Menschen konnte das Elsass nur wiedergeboren werden, indem es auf nicht-französische Merkmale verzichtete und französischer als Frankreich wurde. Hier entstand der allzu berühmte elsässische Komplex, durch den eine Identitätskrise, die von Ratlosigkeit, Apathie und starker Suggestivkraft geprägt war, lange Zeit andauern sollte. „Endlich, redde m'r nimm devun!«. Wenn das Elsass auch Opfer nationaler Gegensätze



war, so war es doch auch der Ort, an dem sich die beiden großen europäischen Kulturen, die französische und die deutsche, begegnet sind und sich gegenseitig befruchtet haben. Verlieren wir nicht aus den Augen, dass es ein anderes Deutschland gab, ein gutes Deutschland, und dass das Elsass an der Entstehung und Entwicklung der deutschen Sprache und Kultur beteiligt war und sogar einen wichtigen Teil dazu beigetragen hat. Möge das Elsass zu seinem Selbstbewusstsein zurückfinden, d.h. möge es sein Gedächtnis (*mémoire*) nicht mehr **vergessen**.) Indem es die französische und die deutsche Kultur wieder zusammenbringt, die nie hätten getrennt werden dürfen, und indem es die französische und die deutsche Kultur fruchtbar macht, wird es (wieder) alles zu gewinnen haben und mit ihm auch ganz Frankreich.

Verlorenen Boden zurückgewinnen

Der Niedergang des Dialekts und der des Standards gingen einher mit einer doppelten Strafe für den Dialekt: die Wahrnehmung als Hillbilly-Sprache oder Sprache der Hinterwäldler kam zum Anti-Germanismus hinzu. Die Rückeroberung des verlorenen Bodens wird entweder gleichzeitig einhergehen oder gar nicht stattfinden. Der eine wird nicht ohne den anderen rehabilitiert. Beide sind miteinander verbunden. Das Schlimmste wäre, sie gegeneinander zu spielen. Der Standard erleichtert denjenigen, die den Dialekt nicht praktizieren, die Rückkehr zum Dialekt. Der Standard bereichert den Dialekt. Der Dialekt erleichtert denjenigen, die ihn gelernt haben, die Übernahme des Standards. Der eine rechtfertigt den anderen, der eine braucht den anderen. Es geht darum, von einer gewissen elsässischen „Schizoglossie“ zu einer gesunden Diglossie zu gelangen. Die Deutschschweiz könnte ein Beispiel sein, dem man folgen könnte. In der Deutschschweiz gibt es keine wirkliche hierarchische Beziehung zwischen den beiden verwendeten Sorten (Standard und Dialekt). Sie werden nach dem Kommunikationskanal ausgewählt: Deutsch, das lange Zeit als „hohe“ Sorte angesehen wurde, da es in Wirklichkeit einfach die schriftliche Form ist, und Schweizerdeutsch, das auch als „niedrige“ Form bezeichnet wird, da es die mündliche Sorte ist, die jedoch im Vergleich zum Standarddeutsch keinen niedrigeren Status hat, die oft als „Schriftdütsch“ im Vergleich zum „Schwitzerdütsch“ bezeichnet wird. Es ist höchste Zeit, die Regionalsprache aus ihrem Ghetto herauszuholen. Es geht darum, Gebiete zurückzugewinnen, die beiden Komponenten der Regionalsprache verloren gegangen sind, und durch ein allgemeines sprachliches Angebot in allen Bereichen des sozialen, wirtschaftlichen, bildungspolitischen und kulturellen Lebens einer echten kollektiven Zweisprachigkeit Substanz zu verleihen, die es jedem ermöglicht, in den genannten Gebieten die Sprache seiner Wahl, sei sie national oder regional, zu verwenden¹⁶. Dies ist der kulturelle Sonderfall Elsass, das von zwei Sprachen, Französisch und Deutsch, genährt wird und keine von ihnen ablehnt. Es geht jetzt darum, das Problem global zu betrachten und eine Sprachpolitik zu betreiben, die den Herausforderungen gewachsen ist. Morgen wird es zu spät sein. Ein Appell wird an jeden gerichtet, der im Elsass ein Stück Macht besitzt. Standard und Dialekte ist eine Win-Win-Situation.



Zeichnung von Roland Peuckert: auf diesem Gebiet hat sie was drauf! Was man nicht tun muss, um ihn vom Reden abzuhalten!

ZUM ABSCHLUSS

Und morgen?

Das Elsass steht an einem Scheideweg. Entweder wird es in Zukunft die Macht und die Mittel haben, das Eigene zu definieren und zu verwalten, während es gleichzeitig mit anderen das Gemeinsame definiert und verwaltet, oder es wird in den Verliesen der Geschichte verschwinden, ausgerichtet wie es der jakobinischen Uniformität entspräche, die es darauf abzielt, das Gleiche und nicht das Verschiedene zu vereinen und die dabei geschichtsneutrale „Territorien“ schafft, ohne Identität, ohne wirkliche Macht und alle mit den gleichen oder fast gleichen Eigenschaften. Frankreich, besessen von Gleichmacherei und in seinem Zentralismus festgefahren, hat im Elsass nie eine Politik betrieben, die den Herausforderungen gewachsen ist und das Elsass hatte nie die Befugnisse und Mittel, dies zu tun¹¹. Wird das Elsass in Zukunft die Wahl haben zwischen einerseits der Standardisierung, d.h. der jakobinischen Ausrichtung auf Undifferenziertheit und andererseits der Differenzierung, d.h. der girondinischen Ausübung spezifischer Kompetenzen und Ausnahmeregelungen? Nichts könnte weniger sicher sein! 10 Rund 6.000 Sprachen werden in der ganzen Welt gesprochen. Dutzende von ihnen verschwinden jedes Jahr. Diejenigen, die nicht von der öffentlichen Beschäftigung in den oben genannten Bereichen profitieren, verschwinden¹⁷. Es gibt in der Tat Sonderstatuten in Neukaledonien, Französisch-Polynesien, den Westindischen Inseln, Korsika, Paris...

Die verlorenen Kämpfe sind die, die nicht geliefert wurden

Um den Zentralstaat zu verteidigen müssen wir uns fragen, ob die Elsässer eine starke kollektive Forderung nach dem Platz der regionalen Sprache und Kultur in der elsässischen Gesellschaft geäußert haben. Frankreich ist eine Demokratie, und in einer Demokratie müssen die von der Mehrheit geäußerten Forderungen erfüllt werden, auch wenn die Forderungen in diesem Bereich stark, wirklich stark sein müssen.

Vor nicht allzu langer Zeit, in der Zwischenkriegszeit (1918-1940), kämpften die Elsässer für den Erhalt des Erreichten und insbesondere dafür, Deutsch als Sprache der elsässischen Gesellschaft neben dem Französischen zu erhalten, ja für sie sogar einen quasi co-offiziellen Status zu erlangen, so dass viele öffentliche oder administrative Dokumente ebenfalls in der deutschen Regionalsprache verfasst wurden. Keine andere Region in Frankreich hat dies in ihrer jüngeren Geschichte erlebt. Wie kommt es, dass die Elsässer diese Art von Krieg heute nicht mehr führen wollen. Haben sie das Gefühl, dass sie ihn schon verloren haben, wenn man weiß, dass weniger als 1% der Kinder heute mit dem Dialekt vertraut sind.

Vor dem Krieg brachte die Zivilgesellschaft politische Parteien hervor, um den politischen und kulturellen Sonderfall des Elsass zu verteidigen. Die Zivilgesellschaft unterstützte die Politiker, die mit der Zentralregierung um Zugeständnisse kämpften, und umgekehrt verbreiteten die Politiker in der Zivilgesellschaft eine politische Kultur, die mit ihr im Einklang stand. Vor dem Krieg war die Zivilgesellschaft Trägerin der Idee der dezentralen Macht, die sie im Reichsland erlebt hatte. Vor dem Krieg gab es eine starke und vielseitige Meinungspressen und eine sehr breite Debatte. All dies veranlasste die Zentralregierung zu Zugeständnissen, wie z.B. die Beibehaltung des Lokalrechts und des obligatorischen Deutschunterrichts. Wenn heute Demonstrationen für die regionale Sprache und Kultur organisiert werden, sieht man keine politischen Parteien, Gewerkschaften, Kirchen, Intellektuellen, Universitäten, Musik-, Theater- und Folkloregesellschaften, weder die Geschäftswelt noch die Industrie- und Handelskammern... All diese „besseren Leute“, die in gewisser Weise die elsässische Leitklasse darstellen und Meinungsmacher sind, zeigen keine Solidarität mehr in der Frage der Sprache und Kultur und damit der elsässischen Identität. Zugegeben, es gibt einige, die gelegentlich und sporadisch Schritte

(16) Rund 6.000 Sprachen werden in der ganzen Welt gesprochen. Dutzende von ihnen verschwinden jedes Jahr. Diejenigen, die nicht von der öffentlichen Beschäftigung in den oben genannten Bereichen profitieren, verschwinden.

(17) Es gibt in der Tat Sonderstatuten in Neukaledonien, Französisch-Polynesien, den Westindischen Inseln, Korsika, Paris...

unternehmen, aber es fehlt noch immer an Einigkeit. Einzelnen betrachtet zeigen die Elsässer ein starkes Elsässer-Gefühl, aber wie mein Freund Jean-Marie Woehrling gerne sagt: „Elsässer sind Gläubige, aber keine Praktiker“. Die bretonische und die korsische Gesellschaft ist sich im Wesentlichen über das Wesentliche einig und zeigt dies, wenn es um das Wesentliche geht¹⁸. Dies ist im Elsass nicht oder nicht mehr der Fall.

Die elsässische Gesellschaft ist seit 1945 jahrzehntelang gekennzeichnet durch Hilflosigkeit, aber auch durch die Unfähigkeit, sich zu wehren oder behaupten (Konfliktunfähigkeit), durch eine dem Fatalismus ähnelnde Müdigkeit des Unbewältigbaren gekennzeichnet. Und heute ist sie weitgehend auf die politischen und identitätsbezogenen Realitäten Frankreichs abgestimmt.

Als Konsequenz all dessen produziert sie keine politische Klasse mehr, die schnell die gläserne Decke durchbricht und in den Kampf zieht, um das Wesentliche zu verteidigen, und im Gegenzug verbreitet diese politische Klasse nicht mehr die Idee, den Status quo in der Gesellschaft herauszufordern. Die politische Klasse ist der Spiegel der Gesellschaft und umgekehrt. Was ist geschehen? In der Zwischenzeit hat das Elsass das Trauma der nationalsozialistischen Annexion und ihre bereits erwähnten psychosozialen Folgen erfahren. Es hat die Auferlegung der Einsprachigkeit und die Schul-, Medien- und Kulturverbote gegenüber der deutschen Sprache sowie die fehlende Vermittlung der identifizierenden Elemente der Geschichte und Kultur des Elsass gekannt. Die Zentralregierung nach 1945 hat dort Erfolg gehabt, wo sie vor dem Krieg teilweise versagt hatte. Das Elsass hat im Laufe der Jahrzehnte das Verschwinden zahlreicher Meinungsäußerungen und die Entwicklung der öffentlichen Medien erlebt, die eher dazu tendieren, den Parisianismus in der Region zu fördern als den Regionalismus, d.h. die regionale Identität zu verteidigen und zu fördern und sich für diese Fragen einzusetzen. Wann war denn die letzte Debatte über die sprachliche und kulturelle Frage? Gab es jemals eine echte? Hier stehen wir vor den beiden Hauptproblemen des Elsass, die bei allem an vorderster Front stehen: der Mangel an Debatten und der Mangel an einer breiten Vermittlung der Geschichte und Kultur des Elsass.

Wenn das Elsass die Region in Frankreich mit der höchsten Rate an Sprechern der Regionalsprache bleibt, wird dies bald nicht mehr der Fall sein. Das Elsass ist dazu bestimmt, sich den anderen Regionen anzugleichen und die soziale Existenz ihrer Regionalsprache praktisch zum Verschwinden zu bringen. Die Wege sind vorgezeichnet und die Mechanismen sind vorhanden. Außerdem waren sie bereits vor 1870 in Kraft. Und wenn das Elsass nicht von Frankreich abgetrennt worden wäre, lässt alles darauf schließen, dass es sich, was die Zahl der Sprecher betrifft, im gleichen Stadium wie die anderen Regionen Frankreichs befinden würde. Die „Patoitisierung“¹⁹ hätte ihre schädliche Wirkung früher entfaltet.

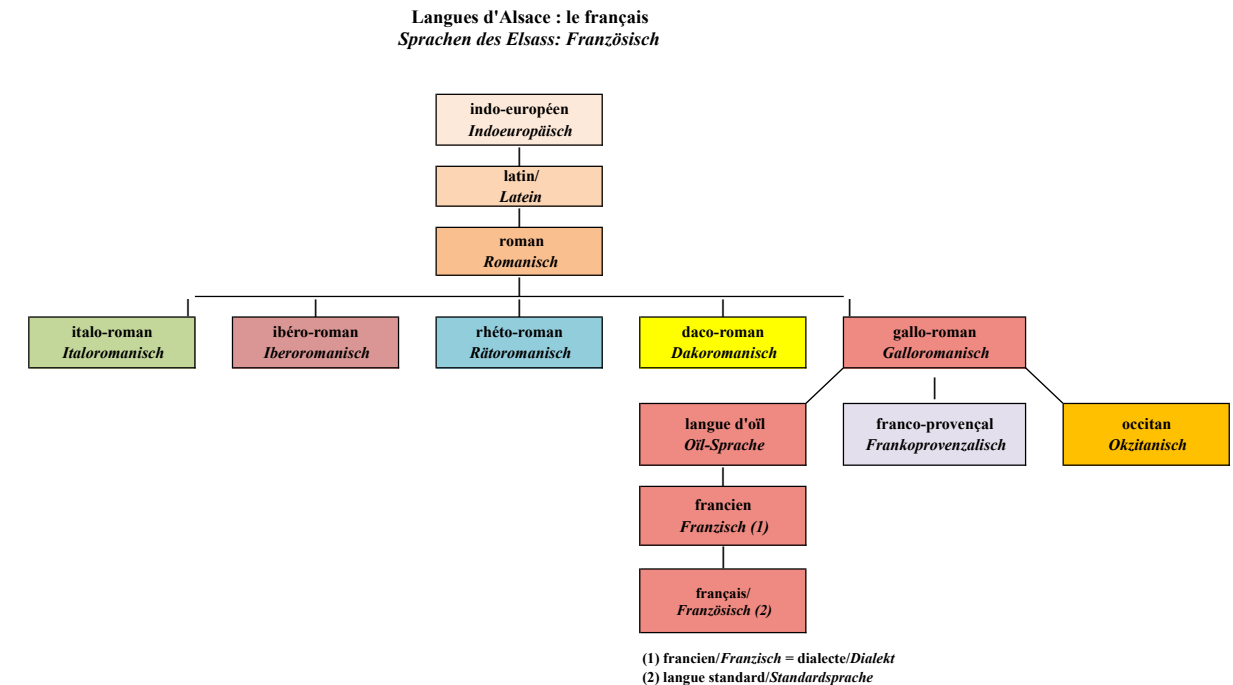
Nur eine globale Sprachpolitik, die sich auf das notwendige Recht auf Differenzierung stützt, die den deutschen und elsässischen Standard-Dialekten, aber auch der Geschichte und Kultur des Elsass einen vollen und vollständigen Platz in der elsässischen Gesellschaft, kurzum eine echte soziale Existenz gewährt, würde es ermöglichen, verlorenen Boden zurückzugewinnen. Eine Ko-Offizialität zwischen der nationalen Sprache und der regionalen Sprache wäre dazu in der Lage, eine Ko-Offizialität zumindest in der Bildungs-, Kultur- und Wirtschaftswelt. Die Sensibilisierung für das enorme soziale Kapital, das die Zweisprachigkeit und die zweisprachige Kultur darstellen, würde es ermöglichen, die neue Sprachenpolitik voranzutreiben.

Jetzt ans Werk! Jedem, der vom Wert und der Notwendigkeit von Zweisprachigkeit und zweisprachiger Kultur überzeugt ist, wird die gegenwärtige Politik nicht ausreichen. Es ist ein echter Kampf, der jetzt geführt werden sollte. Ein Appell wird an Entscheidungsträger und Meinungsmacher gerichtet! Die verlorenen Kämpfe sind die, die nicht geliefert wurden.

(18) So war es bei der letzten regionalen Neuordnung nicht möglich, die Konturen dieser Regionen zu berühren.

(19) Patois bedeutet soviel wie die Sprache eines Hinterwäldlers.

ERGÄNZUNG: EIN KURZER ÜBERBLICK ÜBER DIE FRANZÖSISCHE SPRACHE UND DIE SPRACHLICHE VIELFALT FRANKREICHS



Nichts unterscheidet das Elsass von den anderen Ländern oder Regionen deutscher Sprache, hinsichtlich der französischen Sprache, bis zu seiner Annektierung durch Frankreich im 17. Jahrhundert. Danach wird die französische Sprache als offizielle Sprache eingeführt, aber eine lange Zeit noch wird Deutsch die vorwiegende Schriftsprache bleiben und die Verwaltung sich der Zweisprachigkeit bedienen. Erst in der Mitte des 20. Jahrhunderts wird Französisch im Elsass eine vorherrschende Stellung einnehmen, immerhin nur in der schriftlichen Kommunikation, und erst Ende des gleichen Jahrhunderts in der mündlichen. Ihr Aufbau als Volkssprache war sehr langsam. Jedoch ist ihr Anteil an der Kultur im Elsass sehr alt und sehr einflussreich.

Französisch ist eine romanische Sprache, d.h. eine der Sprachen²⁰, die im ehemaligen römischen Reich ihren Ursprung haben. Die romanischen Sprachen bestehen aus iberoromanischen, galloromanischen, rätoromanischen, italoromanischen und balkanromanischen Sprachen. Die französische Sprachgeschichte hängt sehr eng mit der Geschichte Galliens zusammen. Die Geschichte der französischen Sprache ist größtenteils die Geschichte eines Dialekts, der zur Hochsprache erhoben wurde. Dieser Dialekt, von den Sprachforschern des 19. Jahrhunderts „Franzisch“ genannten Dialekt, stammt aus dem Pariser Sprachraum, bzw. aus der „Île-de-France“ und dem „Orléanais“. Es handelt sich um einen Dialekt der „langue d'oïl“. Letztere kennzeichnet eine Vielfalt von Dialekten, die auf das Galloromanische, bzw. auf das oberhalb der Loire ausgedehnte Romanische des Nordens, zurückzuführen sind. Diese dialektale Vielfalt wurzelt in dem gesprochenen Latein, das selbst aus dem Italischen hervorkommt, einem der Zweige der indoeuropäischen Sprachen. Die Linguisten unterscheiden sieben Perioden in der Entwicklung der französischen Sprache:

(20) Dies bedeutet nicht, dass ein Dialekt keine Sprache ist. Alles, was gesprochen wird, ist Sprache. Dies ist eine Frage der Diglossie.

1- Volkslatein oder Vulgärlatein vom 1. bis zum 5. Jahrhundert, das nur wenige Spuren des Keltischen bewahrt, den Namenssubstrat ausgeschlossen; es ist die Periode der Latinisierung Galliens, allerdings mit räumlichen Varianten;

2- Das Romanisch des Nordens vom 5. bis zum 11. Jahrhundert, das einen fränkischen- und wikingischen Einfluss oder Superstrat erfahren hat; es ist die Periode des doppelten Bruchs lateinisch/romanisch und „ok“/„oïl“ (1) und der Zerstückelung des Galloromanischen in Dialekten;

3- Altfranzösisch vom 12. bis zum 13. Jahrhundert, das zugleich durch den Beginn der Durchsetzung und der Standardisierung des Pariser Dialektes und durch die Fortsetzung der Dialektalisierung der gesprochenen „langue d’oïl“ gekennzeichnet ist;

4- Mittelfranzösisch vom 14. bis zum 16. Jahrhundert, das von einer Weiterentwicklung der Standardisierung und von der Ausarbeitung der Sprachfunktionen geprägt ist;

5- Klassisches und post-klassisches Französisch vom 17. bis zum 19. Jahrhundert, das durch die Verstärkung der Vereinheitlichung, die Kodifizierung der Sprache und die Annahme der Sprachnormen charakterisiert ist;

6- modernes Französisch von 1815 bis 1920, das hauptsächlich durch seine allgemeine Beherrschung als Schriftsprache gekennzeichnet ist;

7- zeitgenössisches Französisch seit 1920, das eine allgemein gesprochene Sprache in ganz Frankreich geworden ist, immerhin nicht exklusiv und nicht ohne regionale Varianten.

Eine reiche sprachliche Vielfalt

Am Anfang waren die Dialekte. Diese Dialekte stammen, wie schon erwähnt, aus dem gesprochenen Latein. Sie ergeben sich gewissermaßen aus einer Kreolisierung des Lateins und sind, nach den Regionen Galliens, durch mehr oder weniger wichtige Substraten gekennzeichnet. Ein aquitanisch-baskisches Substrat beeinflusst die Dialekte im Südwesten Galliens, ein keltisches im Zentrum und ein keltisch-germanisches im Nordosten. Der Gattungsname oder Hyperonym, der die sprachliche Lage umfasst, die nach dieser langen Latinisierungsperiode besteht, ist Galloromanisch. Seinerseits dialektisiert sich das Galloromanische. Ein germanisches Superstrat wird im Norden erfolgen, während sich das starke lateinische Element im Süden mehr erhalten wird. Dieser Diversifizierungsprozess hat zu Folge, dass man die im Norden gesprochene „langue d’oïl“²¹ von der im Süden gesprochenen „langue d’ok“ und von der in der Ostmitte gesprochenen frankoprovenzalische Sprache unterscheiden kann. Jedes von diesen Gebieten bildet ein eigenes Kontinuum innerhalb, einerseits des galloromanischen und andererseits des ganzen romanischen Kontinuums. Jedes Kontinuum ist durch eine dialektale Vielfalt gekennzeichnet. Diese Vielfalt wird, betreffend Galloromanisch, folgenderweise aufgeteilt:

- **im „oïl“ Gebiet** befindet sich folgende dialektale Gliederung: unter anderen Lothringisch, Burgundisch, Pikardisch, Champagnisch, Wallonisch (Belgien), Normannisch²², Gallisch,



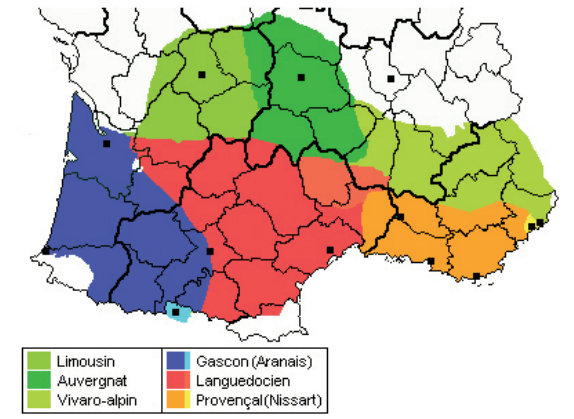
Die Domäne des Oïls oder des „Oïlitanischen“, das in „Oïlitanie“. (© Lyoko)

(21) Wir verwenden diesen Neologismus, um zu betonen, dass es nördlich der Loire ein sprachliches Kontinuum zwischen den verschiedenen Dialekten gibt, aber auch, um zu betonen, dass nicht alles, was nördlich der Loire gesprochen wurde, Französisch war. So ist der romanische Teil der Straßburger Eide von 842 nicht Altfranzösisch, sondern «Oïlisch» oder Nordromanisch und vielleicht Altlothringisch.

(22) Normannisch überlebt in irgendeiner Form in der englischen Sprache.



Das frankoprovenzalische Gebiet (Arpitan) (© Schizzi franco-provenzali).



Die Domäne des Oks oder des Okzitanischen (© Creative Commons).

Franzisch; Die Domäne des Oïls oder des „Oïlitanischen“, das in „Oïlitanie“ gesprochen wurde. Mit der Verwendung der Neologismen „Oïlitanisch“ und „Oïlitanie“ wollen wir uns der Strömung der Sprachwissenschaftler anschließen, die der Meinung sind, dass das Französische nicht unmittelbar die Sprache des Nordens der Loire ist, sondern dass sich das Französische von einem der Dialekte dieses Gebietes ableitet, nämlich dem Französischen. Im Gegensatz zu einer anderen, viel größeren Strömung, die, national gesehen, das Gegenteil denkt. Erst im Laufe der Jahrhunderte wird das Französische zur Hochsprache zuerst des Nordens und dann des Südens Frankreichs. Die Dialekte der „langue d’oïl“ werden noch bis zum Ende des 19. Jahrhunderts massiv verwendet. Wenn Französisch Französisch ist, dann ist andererseits Französisch nicht Champagnerisch und Champagnerisch ist nicht Französisch, obwohl es eine Sprache Frankreichs ist.

- **das frankoprovenzalische Gebiet** dehnt sich in den Departements des Doubs und des Juras, in der romanischen Schweiz, im italienischen Aostatal, in Savoyen, im Lyonnais und einem Teil des Dauphines aus;
- **und das „ok“ Gebiet**, das aus Limousisch, Auvergnatisch, Gaskonisch, Languedokisch, Provenzalisch und Nissart besteht.

In allen diesen Gebieten werden regionale Kulturdialekte, auch *scriptae* genannt, entstehen. Dies ist der Fall, betreffend „langue d’oïl“, in der Pikardie, der Wallonie, der Normandie und der Champagne. Sehr früh aber, d.h. schon in der Mitte des 12. Jahrhunderts, passen sich progressiv die pikardischen, wallonischen, normannischen und champagnischen Autoren dem Französischen, bzw. dem Pariser Dialekt, d.h. der Sprache, die in der Mitte des politischen- und ökonomischen Machtzentrums steht, der Sprache des, von Philippe-Auguste gegründeten „Hofes“ und der Sprache der Bezugsgruppe und des Bezugssystems an. Dieser Kulturdialekt ist schon auf dem besten Weg eine *koiné* zu werden, das heißt, eine einheitliche Schriftsprache. Sie wird sich zuerst im Norden des Königsreiches durchsetzen und später im Süden. Dies ist im 15. Jahrhundert eine vollendete Tatsache. Jedoch werden die Dialekte weiter gesprochen, und sogar mehrheitlich bis zum Beginn des 20. Jahrhunderts. Ihre Unterdrückung beginnt mit dem Edikt von Villers-Cotterêts um 1539²³, das Französisch als Sprache der Gerichtsbarkeit erzwang und wird dazu führen, dass die Dialekte heute fast ganz aus der französischen Sprachlandschaft verschwunden sind. In der Unterdrückung verschwindet alles, sogar der Wille sich davon zu befreien. Frankreich kennt auch **Dialekte, die nicht von galloromanischer Herkunft sind**. Es handelt sich um:

(23) Gewiss, der berühmte Erlass von Villers-Cotterêts von 1539 richtet sich vor allem gegen Latein. Weil er aber auch eine Verordnung von 1510 aufhebt, die den Gebrauch der „Vulgärsprache und Landessprache“ vorschrieb, richtet sich der Erlass auch gegen regionale Schriftsprachen.



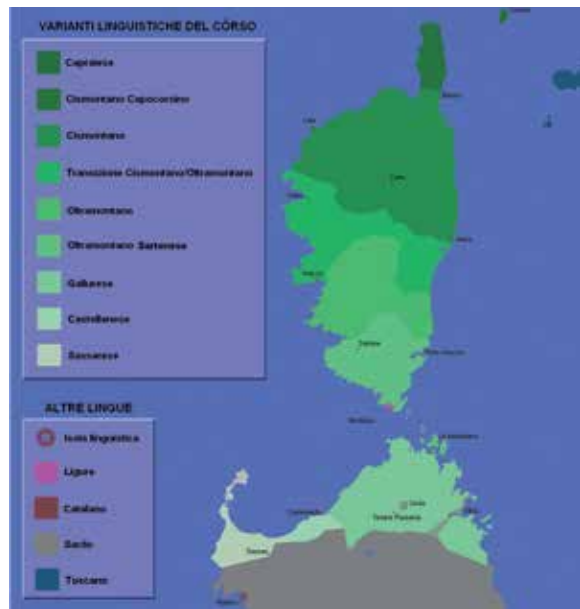
Bretonisch und seine Dialekte: Vannetais, Cornouillais, Trégorrois und Léonard (© Pmx).



Germanische Dialekte in Frankreich: Flämisch, Alemannisch und Fränkisch (© Creative Commons).



Baskisch und seine Dialekte (in Frankreich: Labourdin, bas-navarrais und souletin) (© Willtron).



Korsisch und seine Dialekte: Cismontano (Capraiese, Capocorsino...) und Oltramontano (Sartense, Galliese...) (© Creative Commons).



Katalanisch, eine romanische Sprache, die weder Oïl noch Oc ist, die als Amtssprache in Katalonien, Andorra, den Balearn und der Valencianischen Gemeinschaft, sowie als Regional- oder Minderheitensprache auf Sardinien und in den französischen Ostpyrenäen existiert.

-germanische : deutsche Dialekte im Elsass und in einem Teil Lothringen und **flämische Dialekte** in Nordfrankreich,

-keltische Dialekte in der Bretagne (Vannetais, Cornouillais, Léonard, Trégorrois),

-italoromanische Dialekte in Korsika

-und baskische Dialekte im Baskenland (labourdin, bas-navarrais, souletin).

Im Elsass hat man, außer dem lothringischen Dialekt, bzw. dem welschen Dialekt, in einigen Tälern und das Burgundische, in einigen Dörfern nie einen Dialekt der „langue d’oïl“ gesprochen.

Einige der oben erwähnten Regionen werden auch reiche Literaturen kennen und noch kennen. Wir denken dabei insbesondere an die Literatur des Okzitanischen, des Bretonischen, des Toskanischen in Korsika, des Deutschen im Elsass, usw. Dies ist aber nicht Gegenstand der vorliegenden Studie.

Eine langsame Standardisierung des Französischen

Latein. Die lateinische Sprache bleibt, in den Wissenschaften und der Philosophie, in Frankreich wie im ganzen christlichen Europa, die ausschlaggebende Sprache bis zum 18. Jahrhundert und in der Kirche bis zur Mitte des 20. Jahrhunderts.

Rustikales Romanisch vom 5. bis zum 11. Jahrhundert. Mit ihr erleben wir das Auftauchen einer neuen Sprache. Der älteste französische Text, der nicht mehr in Latein aufgesetzt ist, entstand in der Periode des Galloromanischen, bzw. des Romanischen des Nordens. Es handelt sich um die Straßburger Eide (842) in ihrer romanischen Version. Man verfügt auch über Glossare aus dem 8. und dem 10. Jahrhundert, darunter der latein-romanisch Glossar von Reichenau, über ein Gedicht, „La séquence d’Eulalie“ (882), und über seltene Produktionen aus dem 11. Jahrhundert, insbesondere in anglonormannischer Fassung. Diese Schreibsprachen sind zwar kein Latein mehr, aber auch noch kein Französisch. Es handelt sich in der Tat um *scriptae*, bzw. um schriftliche Formen der „langue d’oïl“.

Altfranzösisch vom 12. bis zum 13. Jahrhundert. Am Anfang war ein Dialekt derjenige der „Île de France“ und des „Orléanais“. Die Region, in der sich dieser Dialekt entfaltet, entspricht ungefähr der königlichen Domäne, auch kleines „francia“ oder Franzien genannt²⁴. Die Bewohner dieser Region sind die „francis“, die eine Nation unter anderen Nationen Nordfrankreichs bilden. Sie sprechen Franzisch, bzw. „françois“. Dieser Dialekt beginnt, als Sprache des königlichen Umfeldes, an Prestige zu gewinnen und als Modell zu dienen. Während das Franzische eine Art Selbsterhebung kennt, werden die anderen Dialekte der „langue d’oïl“ verdrängt. Schon bemüht man sich wie in Paris zu schreiben. Schon bekommen einige Autoren Nordfrankreichs Komplexe, weil sie das nicht können. Franzisch, bzw. „françois“ nimmt als Schreibsprache den Vorrang in Nordfrankreich ein und reift allmählich zur Hochsprache. Es bleibt jedoch eine *scripta*, d.h. eine regionaler Kulturdialekt. Es wird sehr rasch die pikardischen, anglonormannischen, champagnischen und burgundischen *scriptae* übertrumpfen. Nichtsdestoweniger werden die letzteren bis zur Renaissance überleben. Man verfügt hinsichtlich dieser Schreibsprachen über Texte verschiedener Quellen, wie z.B. Archiven, Gedichte, insbesondere höfliche Poesie, Epik („chanson de geste“), Chartas und Chroniken.

Mittelfranzösisch und Renaissancesprache vom 14. bis zum 16. Jahrhundert. Diese Periode ist durch die allgemeine und endgültige Annahme einer einheitlichen Schriftsprache gekennzeichnet, die des „françois“. Die lateinische Sprache, die 1539 von der Justiz verjagt wurde, wird immer mehr auf anderen Gebieten in Konkurrenz gestellt. immerhin behält sie ihre Geltung und mit dem Griechischen, ihre Rolle als kulturelle Bezugssprache. Die „langue françoise“ ist in Expansion. Die Prosa und das literarische Leben entwickeln sich²⁵. Die dialektischen Züge nehmen ab. Die Sprache gewinnt weiter an Prestige, ihr Wortschatz an Bedeutung und, dank der Druckerei, ihre Verbreitung an Ausmaß. Das „françois“ wird zur offiziellen und einzigen Schriftsprache der Verwaltung und zur Sprache der reformierten Kirche erhoben. Der entstehende Nationalstaat gibt sich eine Staatssprache und setzt sie allmählich mittels Erlasse durch. Die allgemeine Ausbreitung geschieht auf Kosten der anderen Sprachen Frankreichs. Auch wurde es nicht versäumt, diesen Prozess mit einem inneren

(24) Insbesondere Picard wird noch lange mehr Ansehen genießen als die Sprache des Königs.

(25) Insbesondere bei der Integration von Begriffen aus dem Griechischen oder Lateinischen spricht man von einer zweiten Kreolisierung.

Kolonialismus gleichzusetzen. Die französische Einstellung, gekennzeichnet durch die Ablehnung der sprachlichen Vielfalt, ist im Aufbau. Das kollektive Interesse, den sprachlichen Reichtum zu erhalten, statt in jene ethnische Homogenisierung zu verfallen, die ohnehin vielfach auf die Übernahme einer einzigartigen und gleichartigen Kultur, mithin auf deren Hegemonie hinausgelaufen ist, wurde nicht wahrgenommen. Hier liegt das Problem, mit dem man in Frankreich noch immer konfrontiert ist, jenes der Anerkennung des Andersseins. Das Recht auf Differenz, das in allen modernen Demokratien anerkannt wurde, hat hier immer noch keine befriedigende Anerkennung gefunden.

Klassisches und post-klassisches Französisch vom 17. bis zum 19. Jahrhundert. Die Sprache wird zu einer Institution. Das starke Streben nach Kodifizieren und Standardisierung zeigt sich in der Schaffung der französischen Akademie (1654). Die Besorgnis um die Veredelung und um die Reinheit der Sprache nimmt immer mehr zu, mit der Folge dass man eine Oberschichten Sprache entwickelt hat, wodurch sich in der Laufe der Zeit ein immer größerer Riss zwischen Hochsprache und Volkssprachen gebildet hat und die französische Sprache von einem abstrakten und künstlichen Charakter geprägt wurde. Im 18. Jahrhundert wird das „françois“, ab jetzt „français“ genannt, eine europäische Ausstrahlung und, hauptsächlich dank der Enzyklopädie, eine lexikalische Anreicherung genießen.

Modernes Französisch von 1815 bis 1920. Mittels der Entwicklung der Presse, der allgemeine Wehrpflicht, der Einführung der Schulpflicht, wird Französisch zugleich in Frankreich seine Verallgemeinerung vollenden, auch als gesprochene Sprache, und sich definitiv den anderen regionalen Sprachen aufdrängen. Im Ausland erweitert die französische Sprache ihre, hauptsächlich durch den Kolonialismus verursachte, Expansion.

Zeitgenössisches Französisch seit 1920. Heute wird Französisch von allen Franzosen gesprochen. Dies war im Laufe der früheren Jahrhunderte²⁶ und noch zum Beginn des 20. Jahrhunderts, für einige Regionen sogar bis zur Mitte des gleichen Jahrhunderts, nicht immer der Fall. In Europa wird Französisch von etwa 70 Millionen Personen und in der übrigen Welt von ungefähr 220 Millionen beherrscht.



Zeichnung von Roland Peuckert: Französisch ist die internationale Sprache der Bretonen, Basken, Korsen, Elsässer, usw.

(26) Zum Beispiel wurde zur Zeit der Revolution auf dem Lande praktisch kein Französisch gesprochen und in den Grenzgebieten kaum benutzt (ein Viertel der französischen Bevölkerung kannte die Sprache überhaupt nicht und nur ein Zehntel sprach sie fließend).